QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11931 — DERNIÈRE ÉDITION — MERCREDI 8 JUIN 1983

A ADDIS-ABEBA

Le sommet de l'O.U.A. à nouveau retardé

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Andropov et la Baltique

M. Andropov a relancé, lundi *6 juin, à Moscou*, la vieille proposition soviétique concernant la création d'une zone dénucléarisée en Europe du Nord. Pour donner quelque crédit à cette idée, le numéro un *soviétique* a ajouté un nouvel ingrédient au projet de *ses* prédécesseurs : pour la première fois, il a annoncé que l'U.R.S.S. pourrait, dans le cadre des négociations sur la zone dénucléarisée, « soulever avec les *parties* intéressées le problème de l'attribution d'un statut dénucléarisé au bassin de la mer Baltique ».

Il s'agit là indiscutablement *d'un élément nouveau. Tant que* Moscou refusait en effet d'inclure la Baltique dans la zone dénucléarisée envisagée, il se condamnait à un refus poli *mais ferme de la plupart* des gouvernements concernés : Copenhague, Oslo et Stockholm. En dépit de sa bienveillance à l'égard de la proposition soviétique, M. Palme ne *pouvait* pas l'accepter. Comment la Suède aurait-elle pu approuver un tel projet excluant la Baltique, alors que le sous-marin espion soviétique *qui s'est* échoué en 1981 à proximité de la base de Karlskrona était porteur d'armes nucléaires ?

Le pas en avant de M. Andropov est sans aucun *doute* destiné à effacer la mauvaise impression créée en Suède par ses sous-marins espions et à calmer les interrogations qui commençaient à *poindre* dans les milieux pacifistes. Le successeur de M. Brejnev sait bien, d'autre part, que la proposition de dénucléarisation de l'Europe du Nord va être tout particulièrement d'actualité ce mois-ci, puisque *les Finlandais ont décidé* de célébrer avec faste le vingtième anniversaire de la proposition faite dans ce sens par l'ancien président Kekkonen.

Pour rendre encore plus attrayante sa proposition, M. Andropov a également affirmé que l'U.R.S.S. est prête à « examiner l'éventualité de certaines mesures substantielles applicables à son territoire voisin d'une telle zone dénucléarisée et qui contribueraient à renforcer le statut de celle-ci ».

Cette « *concession* », à *vrai* dire, n'est pas nouvelle. Elle avait été énoncée dans les mêmes termes, il y a exactement deux ans, par Leonid Brejnev. Elle vise en clair à gommer le paradoxe que constituerait la création d'une *zone* dénucléarisée à proximité de la presqu'île de Kola, où sont concentrées une grande partie des fusées intercontinentales soviétiques. A *quelles* « mesures substantielles » songe M. Andropov ? Il ne l'a pas dit. Mais on pense que le Kremlin pourrait seulement s'engager à ne pas stocker, dans la péninsule, d'engins menaçant directement les pays de la zone *dénucléarisée*.

Une telle zone en tout état de cause n'est pas près de voir le jour. Deux obstacles majeurs subsistent. Il faudrait d'abord *que* le Danemark *et* la Norvège, membres de l'OTAN, remettent en cause leurs engagements à l'égard de l'alliance. Ces deux pays, en effet, n'ont renoncé aux stockages d'armes nucléaires sur leur territoire que pour le temps de *paix*. *Le second* obstacle concerne le contrôle éventuel d'une vraie dénucléarisation de la Baltique. Comment la faire respecter par des sous-marins *qui ne sont identifiables qu'à* courte distance ? Comment, d'autre part, *l'U.R.S.S.* pourrait-elle renoncer à utiliser cette mer, ne serait-ce que comme voie de *transit* ? *C'est* ce que l'on voit mal, à moins que, par sa proposition, M. Andropov ne songe à un retrait de la Baltique des seuls sous-marins porteurs de fusées à courte ou moyenne portée.

Le conseil de l'OTAN à Paris

L'Élysée assure que la France « prend toutes ses responsabilités » au sein de l'alliance

MM. Mitterrand, Mauroy et Cheysson vont préciser la politique de sécurité de la France, sa place et son rôle dans la stratégie atlantique au cours des réunions des instances alliées cette semaine à Paris.

Pour la première fois depuis 1966, le conseil atlantique siégera à Paris, *jeudi 9 et vendredi 10 juin*. A l'Élysée on indique, à ce sujet, que *« la France prend toutes ses responsabilités »* au sein de l'alliance atlantique. Le premier ministre ouvrira la session et le président de la République, jeudi soir, s'adressera aux seize délégations, dirigées par les ministres des affaires étrangères. La veille aura eu lieu, au Quai d'Orsay, le dîner *réunissant traditionnellement les ministres des pays « qui ont des responsabilités particulières à Berlin »* (États-Unis, France, Grande-Bretagne, R.F.A.) et qui est, en fait, consacré aux affaires mondiales.

Ce mardi, M. Cheysson puis le général américain Rogers, commandant suprême des forces intégrées de l'OTAN, prennent la parole devant l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, *seule organisation européenne* compétente en matière de défense. M. Mitterrand recevra, vendredi, *le* secrétaire d'État américain, M. Shultz.

Pour la première fois depuis dix-sept ans...

Lorsque M. Mauroy ouvrira la session ministérielle du conseil atlantique, jeudi 9 juin, salle Pleyel, près de dix-sept ans se seront écoulés depuis qu'un tel événement s'est produit à Paris. Le conseil s'est réuni pour la dernière fois dans la capitale française, jusqu'alors son siège permanent, le 15 décembre 1966.

Que signifie ce retour aux origines ? Et d'abord, que ne signifie-t-il pas ?

Il ne signifie pas, selon l'expression *consacrée mais impropre*, que la France *« rentre dans l'OTAN »*. *Elle* n'en est jamais sortie.

Le traité de l'Atlantique nord de 1949 établissait un conseil permanent, qui se réunit deux fois par an au niveau ministériel, et des *« organismes subsidiaires »*, dont, à partir de 1952, un secrétariat général. *C'est ce qu'on a appelé l'OTAN* (Organisation du traité de l'Atlantique nord). Le traité est peu contraignant. Il oblige seulement chaque partie à « assister » un autre allié victime d'une agression *« en prenant (...) telle action qu'elle jugera nécessaire y compris l'emploi de la force armée (...) »* Chacun reste maître de son action. Le Congrès américain avait exigé qu'il en fût ainsi.

La grande peur provoquée par la guerre de Corée (25 juin 1950) changea la nature du traité et de l'OTAN. En septembre et en décembre 1950, le conseil atlantique décida de créer une « force unifiée » *en Europe, d'en confier le commandement* à Eisenhower et d'adopter une *« stratégie de l'avant »* qui impliquait l'armement de la R.F.A.

Cette organisation militaire, non prévue dans le traité, fut établie par des accords bilatéraux. Eisenhower installa son quartier général (SHAPE) à Louveciennes et fit *construire plusieurs bases américaines* en France. D'autres commandements *intégrés furent créés. La* R.F.A. entra dans l'OTAN en 1955.

Ce sont ces accords militaires que le général de Gaulle dénonça en mars 1966. *Il n'avait jamais caché* que pour lui *« le système de l'intégration a vécu »* (discours de l'Ecole militaire, 3 novembre 1959).

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Les sanctions après les manifestations policières

Les mesures disciplinaires viseraient des syndicalistes et des responsables du maintien de l'ordre

Les sanctions prises après les manifestations policières du 3 juin devaient être rendues publiques en fin d'après-midi ce mardi 7. Le détail en a été établi dès lundi soir, durant une longue réunion entre le premier ministre, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le secrétaire d'État chargé de la *sécurité publique*. M. Mauroy *s'était, auparavant*, entretenu avec M. Mitterrand pendant plus d'une heure.

Les sanctions viseraient les responsables du maintien de l'ordre, les syndicalistes organisateurs des manifestations et les unités en place sur le terrain, le 3 juin, place Vendôme, ou sur le chemin du ministère de l'intérieur. Trois syndicalistes ont été convoqués ce mardi après-midi à la direction des *personnels de la police nationale* : MM. Alessandrini (C.F.T.C.), Gandossi (F.P.I.P.) et Halbwax (S.I.P.N.).

Le délai entre les décisions et leur annonce correspond, a précisé M. Mauroy, aux *« délais réglementaires prévus »*. *« Le nom des fonctionnaires visés ne sera connu que lorsque les intéressés auront pris connaissance de leur dossier »*, a-t-il ajouté. En fait, la jurisprudence en la matière a montré que toute annonce publique précédant l'information des intéressés peut être prétexte à l'annulation des mesures prises.

Les responsables policiers à l'œuvre vendredi du haut en bas de la hiérarchie étaient MM. André Béqué, directeur de la sécurité publique à la préfecture de police de Paris, Pierre Camborde, son adjoint, Pierre Derousseau, contrôleur général et chef du deuxième district (1er, 2e, 9e, 18e arrondissements), Roger Dray (indicatif « TI 16 ») et Raymond Loyez (indicatif « TI 25 »), les deux commissaires sur le terrain, l'après-midi, enfin, le commandant de la C.R.S. 7 de Deuil-la-Barre (Val-*d'Oise*). *Les sanctions pourraient* aller de la retraite d'office jusqu'à des rétrogradations.

Les syndicalistes entendus lors de l'enquête sont : MM. Rémy Halbwachs, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), Roger Flattet, président du Syndicat des commandants et officiers (S.C.O.-C.G.C.), Antoine Alessandrini, secrétaire *général du syndicat C.F.T.C. de la* police, Didier Gandossi, président de *la Fédération professionnelle indé*pendante de la police (F.P.I.P.).

Les deux unités particulièrement visées sont la sixième compagnie de district, dont les gardiens mirent képi bas le matin devant le ministère de la justice, et la C.R.S. 7, qui, appelée précipitamment en renfort l'après-midi, prit position devant le ministère de l'intérieur. Son commandant affirme avoir mis, de sa propre initiative, ses véhicules en barrage sur la *place Beauvau, mais n'avoir pu résister* à la pression des manifestants, certains de ses hommes fraternisant alors avec ceux-ci. On pourrait, dans ce cas, aller jusqu'à une dissolution.

Le scénario de l'enquête rapide menée par l'Inspection générale de l'administration (I.G.A.) et l'Inspection générale de la police nationale (I.G.P.N.) sous la direction du sous-directeur de l'I.G.A., M. Michel David, *est désormais connu*. Audition des responsables de la préfecture de *police — y compris M. André* Maguer, directeur des renseignements généraux parisiens — *durant* la journée de dimanche ; premier rapport oral au ministre de l'intérieur le soir même ; audition des syndicalistes lundi matin ; rapport écrit remis l'après-midi à M. Defferre, qui le présenta, avec M. Franceschi, au premier ministre durant une entrevue, de 18 h 30 à 20 heures.

(Lire nos informations pages 7 et 8.)

Un entretien avec M. Paul Marchelli
délégué général de la C.G.C.

« Une trêve sociale de six mois pour remettre la France au travail »

La C.G.C. confirme son changement de ton à l'égard de la politique gouvernementale. Après avoir souligné que tout devait être mis en œuvre pour la réussite du plan Delors, M. Paul Marchelli, *dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, va aujourd'hui plus loin.* S'adressant à l'ensemble des partenaires sociaux, le délégué général *de la C.G.C. propose, « le temps de colmater les brèches du navire qui est en train de couler », une « suspension d'armes, c'est-à-dire la trêve de la lutte des classes et la remise au travail, sans arrière-pensées »*. *(Lire page 44.)*

Les surenchères de l'opposition

Non, M. Jobert, nous ne sommes pas en juin 1940, mais en 1958 : c'est M. Giscard d'Estaing qui le dit. En 1958, c'est-à-dire à un moment où, selon l'ancien chef de l'Etat, *« les Français s'interrogeaient sur la nécessité de renouveler le système politique et les institutions »*. Ni plus ni moins. On pourrait objecter à M. Giscard d'Estaing, pour rester dans sa logique, que nous sommes en 1958, moins Alger, moins Salan. Mais peut-être M. Giscard d'Estaing se désigne-t-il lui-même comme le de Gaulle de la situation. Pour l'heure, seul M. Jacques Chaban-Delmas s'est déclaré prêt à assumer la charge du gouvernement.

Plus sérieusement, l'opposition use volontiers d'une image pour *décrire la situation actuelle*. Elle compare la gauche à un chevalier du *Moyen Age qui n'aurait plus que* son armure (les institutions) pour *tenir en selle. Il est donc logique de* remettre en cause ces institutions. Il est vrai qu'il s'agit là du type même de réforme que l'on propose lorsque l'on est, précisément, dans l'opposition et que l'on oublie quand on occupe le pouvoir.

Les propos de M. Giscard d'Estaing, confiés à un journal brésilien, sont de nature — accessoirement et maladroitement — à faire apparaître l'hypothèse, formulée par M. Chirac, d'un référendum sur la *politique économique comme relativement* sage. Des trois chefs de file, *associés-rivaux de l'opposition, le* plus pressé n'est peut-être pas celui *qu'on croit. Il est vrai que les manifestations* de policiers, et le signal *d'alarme qu'elles représentent*, ont favorisé cette escalade dans la critique du pouvoir en place.

L'heure n'est donc plus aux demi-mesures. L'ancien président de la République le laissait entendre lors de son récent discours de Lyon.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

DAVID BOWIE EN TOURNÉE

Un héros toutes catégories

David Bowie a repris le chemin d'une scène abandonnée depuis cinq ans — un peu par lassitude, beaucoup pour se consacrer à diverses formes de création — et fait un retour fracassant. Dans chaque ville visitée par la tournée européenne — dont l'intitulé (Serious Moonlight) fait référence à un vers de *Let's Dance*, la chanson qui titre le nouveau 33-tours — les concerts se font à guichets fermés. En France, avant Paris, où plus de cent mille personnes sont attendues les *mercredi 8 et jeudi 9 juin à l'hippodrome* d'Auteuil, David Bowie s'est produit au palais des sports de Lyon, *les 24 et 25 mai*, devant vingt mille personnes et aux arènes de Fréjus, les 26 et 27 mai, devant plus de vingt-cinq mille personnes.

Ce que l'on retient avant tout de David Bowie, de son tour de force, c'est que, face au gigantisme, le chanteur ne trahit en rien l'audace et la singularité de son inspiration. En touchant le grand public sans se plier à ses exigences, en transcendant le format et les règles de la chanson pour la porter à la dimension de l'art, David Bowie prouve, et il est le seul à le faire depuis les Beatles, qu'on peut être populaire et novateur. Dans le même temps, sur les écrans, dirigé par Nagisa Oshima dans *Furyo* (présenté en compétition à Cannes), il confirme un talent de comédien.

Créateur d'exception et visionnaire de génie, touche-à-tout intouchable et star des années 70, héros toutes catégories, David Bowie reste un modèle pour les années 80.

Tant par la beauté du site que par sa configuration, qui préserve un caractère humain, c'est à Fréjus plus qu'ailleurs au long du périple européen qu'étaient réunies les meilleures conditions pour apprécier les nuances d'un spectacle exceptionnel. Scénario connu : dès le début de l'après-midi, une foule bigarrée s'activait autour des arènes où les petits commerces habituels à ce genre de manifestations étaient déjà en place.

On s'était déplacé de tous les coins *du Sud. Des cars immatriculés* en Italie et en Espagne se mêlaient à l'ambiance de kermesse, enveloppée par l'odeur des merguez et des frites grasses, où se vendaient pêle-mêle et à la criée badges, sodas, T-shirts, bagnats (Midi oblige) et posters de l'artiste.

ALAIN WAIS.

(Lire la suite page 17.)

J.-B. DUROSELLE DEVANT « L'ABIME » DE 1939-1945

A quelque chose malheur est bon

par JEAN LALOY (*)

Pour qui a apprécié *la Décadence* (1), ouvrage dans lequel Jean-Baptiste Duroselle décrit les années 1932-1939, la lecture de *l'Abîme* est un réconfort. Car, que faire au fond de l'abîme, sinon tenter d'en sortir ?

Cette remontée est racontée avec la sobriété, la netteté, l'alacrité qui sont le propre de Duroselle. L'historien *ne plaide ni ne condamne*. Il essaie de comprendre. Il discerne ce qu'étaient à l'époque les finalités des acteurs ou, comme il le dit, des « petits groupes », eux-mêmes pris dans le réseau des causes secondes, il relate comment les uns se tirent plus ou moins d'affaire, les autres coulent à pic, quelques-uns arrivent au port, *mais ce n'est pas toujours* celui qu'ils croyaient.

Ni minutie ni emphase, une documentation *irréprochable*, un récit rigoureux, une sobriété de jugement qui n'exclut ni la fermeté ni la pointe. Pour la première fois, les archives, aussi bien celles de Paris que de Vichy, de Londres, d'Alger puis de nouveau de Paris, ont été utilisées méthodiquement (2). Elles apportent plutôt des précision que des révélations. Mais ces précisions donnent au dessin des lignes fermes que viennent colorer les confidences, souvenirs ou propos divers.

(Lire la suite page 2.)

1) André Fontaine a rendu compte de *la Décadence* dans *le Monde* du 23 août 1979.

2) Félicitons le service des archives diplomatiques du Quai d'Orsay pour l'important travail qu'il a mené à bien dans des conditions difficiles : collections issues de diverses origines, documents souvent en mauvais état, séries à reconstituer, etc.

(*) Membre de l'Institut.

AU JOUR LE JOUR

Autorité

Projet de discours trouvé dans la poche d'un opposant :

« Mes chers concitoyens, la France est fichue, ou sur le point de l'être. L'économie s'effondre sous les coups des démolisseurs. L'incohérence est partout et la rigueur nulle part. Nos dirigeants, incompétents et versatiles, s'entre-déchirent. Le franc nous fait honte. La police est dans la rue. La télévision, c'est le goulag ; l'idéologie socialiste empoisonne la nation : on nous ment, on nous ruine. Nous coulons !

« Le plus grave, hélas ! c'est l'effondrement de l'autorité de l'État. Et cela, croyez bien que je le constate avec regret, tristesse et ravissement. »

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

L'ombre du général

Alors que s'approche l'anniversaire du 18 juin, l'ombre du général est plus présente que jamais. Emmanuel Le Roy Ladurie, constatant que les socialistes deviennent de plus en plus gaulliens, leur demande, dans un article *écrit antérieurement* aux propositions de Jacques Chirac, de reprendre la pratique du référendum et même *de le rendre obligatoire* au milieu du septennat pour retrouver le contact avec l'opinion. Jean Charbonnel *se félicite* de voir J.-P. Chevènement tenir le langage du salut public, mais ne peut le suivre sur *le terrain du « national-protectionnisme »*. Quant à Jean Laloy, il rend compte du livre de J.-B. Duroselle *sur les années* 1940-1944, que domine, bien entendu, pour les Français, la personnalité puissante du général.

A quelque chose malheur est bon

(Suite de la première page.)

Quant au sujet, il se situe assez loin dans le passé pour qu'on puisse en parler sérieusement, mais assez proche pour exercer un effet dans la politique d'aujourd'hui. Histoire de ce qui est encore actuel, actualité de ce qui est déjà historique.

L'*auteur enfin* a pris un parti original. Il considère la France dans son ensemble, France libre, résistance métropolitaine ou d'outre-mer, mais aussi Vichy, ses clans, ses vanités, sa décomposition. Le lecteur, comme Asmodée, soulève les toits et découvre ce qui au même moment se passe chez les uns et chez les autres.

Avant tout, cette sortie de l'abîme est une épopée marquée par l'aventure, l'héroïsme, la générosité, l'abnégation. Mais alentour, que de défaillances, de puérilités, de mesquineries ! Il ne s'agit pas seulement de Laval, Brinon, Darlan, mais aussi de Gamelin, dont Duroselle trace un portrait accablant, de beaucoup d'autres.

Aucune nation n'est jamais parfaite. Mais comment se fait-il que la France de 1939 ait si mal mesuré la dimension du conflit ? Les uns en *étaient encore à 1914*, les autres ne trouvaient pas Hitler si mal, beaucoup suivaient sans trop savoir pourquoi. Ni les dirigeants ni l'opinion *n'ont compris la nature* de l'adversaire, l'immensité des événements, le poids véritable des responsabilités.

Ces faiblesses sont particulièrement sensibles chez les hommes de Vichy à l'égard desquels Duroselle, à force d'impartialité, paraît parfois un peu plus indulgent qu'il ne me semble l'être en réalité.

En juin 1940, on pouvait hésiter entre capitulation et armistice, entre *pause indispensable et continuation* de la lutte ; mais entre Laval et de Gaulle, je ne dirais pas qu'on ne pouvait savoir à cette date *« auquel des deux l'histoire donnerait raison »*. On pouvait se demander si de Gaulle gagnerait. Mais on savait dès l'origine qu'en aucun cas Laval n'y parviendrait. Ce qui reste vrai c'est que, au moins jusqu'en novembre 1942, Vichy est autre chose qu'un ramassis de « traîtres ».

Un formidable pari

Le livre apporte sur la période 1939-1940 beaucoup de documents, en particulier sur les stupéfiants projets d'intervention en Scandinavie et au Proche-Orient, mais ce qui domine c'est l'histoire des relations *extérieures de la France libre*.

Ici, surprise, le lecteur ne trouve pas de portrait du général de Gaulle. S'il admire (et explique remarquablement) le formidable pari du 18 juin — non seulement une autorité française indépendante, mais une nouvelle légitimité, notion qui accroît encore le risque inouï assumé par un seul homme — il en saisit aussi les conséquences : difficultés accrues pour réunifier les forces combattantes, risque *de discordes, disproportion entre* le pari et les forces qui peuvent le soutenir. D'où les tensions et les déboires des sombres années 1940-1942.

A cela s'ajoute le caractère du général qui fait penser à un monument dont certaines parties sont l'œuvre d'un maître, d'autres demeurant comme inachevées. D'un côté, suspicion, susceptibilités, querelles avec les Alliés et cette amertume dont Pierre Brossolette, dans un étonnant message adressé au général le 2 novembre 1942, écrit qu'elle est *« la pire des politiques »* ; de l'autre, trois intuitions majeures : caractère mondial du conflit ; caractère inexpiable de la lutte contre le totalitarisme de Hitler ; nécessité d'un renouveau social et politique en France après la guerre. Ces idées-forces et surtout la dernière permettront de nouer avec la résistance intérieure les liens sans lesquels l'entreprise aurait risqué l'échec.

Les rapports avec l'U.R.S.S.

Les conflits avec les Britanniques et les Américains sont exposés avec clarté et parfois ironie, spécialement les rivalités d'un autre âge à propos du Liban. On aurait aimé un jugement plus clairement formulé sur la mésentente foncière avec Roosevelt. On voit bien qu'elle résulte, outre les facteurs personnels *et* accidentels, du *pari* américain sur Vichy entre 1940 et 1942. Mais on se demande si un effort pour comprendre les motivations de l'autre *n'aurait* pu éviter les pénibles épreuves de l'hiver 1942-1943, *et la longue* dispute sur l'administration des territoires libérés.

Sur les rapports avec l'U.R.S.S., Duroselle apporte ce qui sera pour beaucoup des révélations : en mai 1942, le général de Gaulle demande à Molotov s'il pourra, en cas de besoin, tranférer éventuellement le comité français de Libération nationale à Moscou. Cette proposition singulière sera retirée au bout de quelques jours. Elle révèle au moins une étonnante méconnaissance de la réalité soviétique.

Non moins surprenant est un télégramme du général à son délégué à Washington cité dans ses *Mémoires* moins une phrase que Duroselle rétablit d'après l'original. *« Certains éléments américains »* y sont accusés de *« jouer une nouvelle Europe faite autour de Pétain, Franco, Sikorski* (3) *et Goering, contre les Soviets et même contre l'Angleterre »*. Sikorski !

Intempestive aussi la conclusion d'un entretien entre de Gaulle et l'ambassadeur soviétique Maïski, à Londres, le 4 décembre 1942 : *« J'espère que les Russes seront à Berlin avant les Américains »*. Ne pouvant penser à une habileté, on doit se rabattre sur un excès de langage. Mais il est de taille ! D'une façon générale, autant le président du C.F.L.N. est sur ses gardes lorsqu'il s'agit du P.C. français, autant son *idée de l'Union soviétique*, au moins jusqu'au voyage à Moscou, paraît éloignée du réel.

Sur la position des communistes français à l'issue de la guerre, Duroselle cite un curieux télégramme du délégué français à Moscou après une rencontre avec Thorez le 21 janvier 1944. Selon ce télégramme, le secrétaire général en exil (et qui demande à rentrer !) aurait déclaré : *« Mon parti ne songe pas à prendre le pouvoir ni maintenant, ni lors de la libération, ni pendant la période de convalescence et de restauration du pays... »* ce qui, à la lettre, pourrait signifier : au-delà, on verra...

Il est peu vraisemblable en effet que les dirigeants communistes aient projeté de « prendre le pouvoir », tout le pouvoir, en 1944. Le pouvoir était pris. C'est le service essentiel que de Gaulle a rendu au pays. Il était là ! Quant à la suite, aucun engagement ne pouvait signifier grand-chose. Entre-temps, le P.C.F. cherchait *à se placer au mieux : s'infiltrer* au pouvoir là où il était encore vacant et se préparer à toute éventualité. *« Accepte le roi Pierre,* avait dit Staline *à Tito en septembre* 1944. *Plus tard, tu pourras lui donner un coup de couteau dans le dos. »* Chaque chose en son temps !

Duroselle note que la plupart des projets élaborés à l'époque en politique étrangère se sont évanouis en *fumée : ni la politique de coercition à* l'encontre de l'Allemagne ni l'idée d'une puissante Union française dirigée par Paris n'ont survécu. Ce qui est sorti de ces sombres années, écrit-il, c'est le *« miracle économique »* auquel personne n'avait pensé. Paroles consolantes puisqu'on peut en tirer l'idée que si le pire n'est pas toujours sûr, l'inattendu est parfois le meilleur.

De ce livre magistral se dégage pourtant une impression plus réconfortante. Le pays qui sort de l'abîme en 1944 saura s'ouvrir au monde, à l'idée européenne, à la *réconciliation* franco-allemande, à la résistance aux nouveaux empires totalitaires. Il franchira non sans mal l'étape difficile de la décolonisation. La France de 1944 n'est pas la même que celle qui, en 1939, s'est engagée à l'aveuglette dans une entreprise dont, par une chance incroyable, il lui a été donné de pouvoir tirer les leçons.

JEAN LALOY.

(3) Le chef du gouvernement polonais en exil à Londres, mort en 1943 dans un accident d'avion.

★ Jean-Baptiste Duroselle, *l'Abîme*. Imprimerie nationale. Collection « Politique étrangère de la France ». 582 p., 180 F.

Pour un vrai retour à de Gaulle

par EMMANUEL LE ROY LADURIE (*)

LES socialistes sont probablement plus « gaulliens » qu'ils ne l'ont jamais été. Il suffit sur ce point de se reporter à des publications récentes.

L'*une d'elles émane* de la *revue Arc-en-ciel* (nº 13), qu'un groupe proche de ce parti consacre aux *droits socialistes de l'homme*. Cet *écrit contient de véritables* dithyrambes en l'honneur de de Gaulle. Ces foucades pro-gaulliennes reflètent *aussi* des préoccupations intéressées. *Le général* a laissé aux socialistes, par successeurs interposés, une Constitution en béton ; elle leur permet avec des chances importantes de durée de poursuivre jusqu'en 1986 ou 1988 l'expérience de changement profond inaugurée en 1981. La nation l'entend-elle de *cette oreille ?* Ce n'est pas sûr.

Beaucoup de gens, éventuellement 50 % des Français, voire davantage, trouvent que les amis de François Mitterrand *sont allés trop* loin : nationalisations massives, présence contestable des ministres communistes au gouvernement, laïcisme inutile, interventions *déplacées dans* le fonctionnement des universités, gestion maladroite de la monnaie, des prix ou du commerce extérieur, agressivité vis-à-vis des classes moyennes, endettement à l'étranger, dépenses torrentielles, mainmise continuée ou aggravée sur les médias après *1981*, etc. Chacun y va de ses griefs ; l'ensemble forme un chœur discordant mais soutenu, et peut-être majoritaire dans le pays.

En 1924, en 1936, des expériences de gauche furent engagées. Elles eurent des conséquences d'abord excellentes, puis les effets pervers apparurent.

Dès lors, Poincaré et Chautemps symbolisèrent, après des délais variés, le retour à un certain recentrage, par-delà Herriot et Blum respectivement. Les Constitutions de la Troisième et de la Quatrième République permettaient ces bifurcations successives : celles-ci offraient au pays le meilleur de la gauche et du socialisme (législation sociale de *1936, etc.*) ; *puis elles ramenaient* l'État au bout d'un petit nombre d'années vers des eaux plus calmes, moins périlleuses pour l'économie *nationale*.

Aujourd'hui, cette correction des trajectoires est impossible. La Constitution rigide de la Vᵉ République garantit, *je le répète*, que les militants au pouvoir pourront maintenir le cap (même devenu erroné ou néfaste) vers les buts qu'ils se sont fixés ; ces objectifs, pourtant, sont de moins en moins acceptables par l'opinion publique dès lors qu'elle veut bien s'informer, ce qui est le cas. Une telle « maintenance », coûteuse et même aberrante, pourrait néanmoins se prolonger pendant cinq années encore.

Faut-il donc revenir à la IVᵉ République ? Dans une telle hypothèse, l'expérience actuelle aurait éventuellement duré pendant un temps moins long. Elle aurait produit ses effets bénéfiques des premiers moments (alternance, etc.) sans nous embourber ensuite dans les ornières de la dévaluation et du sectarisme. L'affirmation que je risque de la sorte serait particulièrement vraie avec la représentation proportionnelle : elle ne donnerait point à des partis de légère majorité l'énorme prime parlementaire que leur accorde l'actuelle modalité électorale. Dans de telles conditions, au bout d'un an, guère davantage, le ministère Mauroy aurait été renversé par l'Assemblée nationale ; on serait passé à une politique plus réaliste, sans même changer complètement d'équipe. Ce séduisant retour à la IVᵉ République n'est pourtant pas la panacée dont rêvent quelques nostagiques : l'instabilité gouvernementale des régimes antérieurs à 1958 était préjudiciable à la nation, et plus encore à son prestige.

Pour un remède permanent

Il faut donc trouver autre chose. Un remède qui ne serait pas seulement conjoncturel et adapté aux années 1981-1986 ; *mais qui serait utilisable derechef dans l'avenir de la* Vᵉ République tel qu'on peut le souhaiter, durable et solide ; les premiers palliatifs, dans ces conditions, consisteraient à limiter le mandat présidentiel à cinq ans. Même dans ce cas, c'est un peu long. Les *années* 1981-1986, en ce qui nous concerne, forment un simple quinquennat ; elles suffiront cependant pour voir se déployer les effets pervers d'un certain « régime », et le démantèlement de notre économie.

Dès l'année 1983, l'actuel système a dépassé le point critique jusqu'auquel, mais pas au-delà duquel, on pouvait parler non sans raison des aspects positifs du bilan (décentralisation). Ne conviendrait-il *pas d'opérer, de ce point de vue,* dans la ligne même des socialistes, un retour plus complet encore à de Gaulle ? Celui-ci n'était pas seulement *l'homme du bétonnage* et de la longue stabilité des gouvernements. Il savait reprendre contact avec l'opinion publique : il organisait pour cela des référendums successifs. Il perdit le dernier et démissionna démocratiquement de sa présidence.

Ne pourrait-on, dans ces conditions, institutionnaliser la référence à de Gaulle, dont il importe peu, en l'occurrence, qu'elle soit socialiste ou d'opposition ? Elle ne devrait pas, en effet, rester purement et simplement hagiographique, comme elle l'est parfois aujourd'hui à « droite » et aussi à « gauche ».

Un référendum à mi-course ?

Ne serait-il pas possible (au moyen d'un éventuel amendement constitutionnel ou par telle procédure coutumière ou législative) que soit institutionnalisée de manière définitive la pratique référendaire du fondateur de l'actuelle République, et cela en organisant un référendum à mi-course des septennats, l'actuel et les suivants ? Au bout de trois ans et demi, le chef de l'État demanderait aux électeurs d'approuver ou d'improuver le bilan de son action présidentielle pendant la première moitié, révolue, du mandat. Conforté par le résultat, le président poursuivrait son action au cours des trois ans et demi qui suivraient. Battu, il démissionnerait. De nouvelles élections présidentielles seraient immédiatement organisées. Ainsi serait préservé l'acquis gaulliste de la stabilité gouvernementale. Ainsi serait évitée d'autre part l'excessive rigidité du système actuel. Pendant cinq ou sept ans, il met les citoyens à la discrétion de leur choix d'une saison, même si ce choix est désavoué ensuite par les consultations suivantes, qu'elles soient cantonales, municipales ou partielles.

(*) Membre du CIEL (Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés).

Attendre la Pentecôte ?

par JEAN CHARBONNEL (*)

LES gaullistes, et notamment ceux qui s'efforcent encore de sauvegarder la flamme du progrès et de la justice dans l'héritage du général, lisent toujours avec intérêt les textes de Jean-Pierre Chevènement. Ils n'oublient pas que celui-ci s'est attaché à établir une sorte de filiation entre le nouveau parti socialiste et le gaullisme. Ils n'oublient pas que la plupart des chefs du CERES ont accueilli avec sympathie les efforts qu'ils ont eux-mêmes menés entre 1974 et 1980 pour ouvrir le gaullisme à la gauche et la gauche au gaullisme. Ces gaullistes-là continuent à préférer la lecture de Jacques Mandrin, bien qu'ils soient souvent en désaccord avec lui, à celle des pamphlétaires de la nouvelle droite développant à l'infini des calculs infantiles, et qui conduiront à tout, sauf à la reconquête du pouvoir par l'opposition.

Aussi est-il naturel que ces gaullistes fassent écho aux analyses de l'ancien ministre de l'industrie et de la recherche. Elles leur inspirent deux sentiments, plus complémentaires que contraires : la satisfaction et le regret.

Satisfaction de voir un des représentants les plus notoires du parti socialiste tenir un langage aussi proche de celui que les meilleurs des compagnons, et d'abord Michel Debré, ont tenu pendant tant d'années, *en n'éveillant, à gauche, que* scepticisme ou moquerie : langage du rassemblement de salut public pour faire face aux impératifs de la *guerre économique*, langage de l'indépendance nationale pour imprimer la marque de la France sur l'événement, recherche d'un grand dessein pour mobiliser les énergies et ouvrir à la jeunesse les voies de l'espérance.

Certains seront surpris d'une aussi totale conversion, voire agacés d'assister à une nouvelle tentative pour endosser la vareuse du général. Pour notre part, nous nous réjouissons sans arrière-pensée de tout ce qui peut contribuer à répandre des thèses que nous n'avons cessé de défendre. Les victoires posthumes de Charles de Gaulle ne sont pas les moins belles. Il en remportera encore d'autres, son image ne cessant actuellement de grandir dans les sondages et donc dans la conscience du peuple français.

Satisfaction mais aussi regret sur *trois plans :*

Regret d'abord que M. Chevènement et ses camarades n'aient pas mieux accompagné, quand ils *étaient dans l'opposition, les efforts* des gouvernements de la Vᵉ République pour donner à la France les moyens de l'indépendance. La relecture du programme *commun, auquel* Jean-Pierre Chevènement avait pris une part déterminante, est, à cet égard, consternante.

Regret aussi que la majorité des socialistes n'aient pas mieux compris, après 1974, ce que pouvait apporter au pays un dialogue de fond avec les gaullistes. Comment ces socialistes, comment M. Chevènement, pourraient-ils dès lors s'étonner que « le peuple de droite » ou la *« bourgeoisie nationale »* — *auxquels* le gaullisme authentique n'a jamais voulu se réduire — restent aujourd'hui insensibles à leurs exhortations ? *Avant même le 10 mai 1981,* ce « peuple » et cette « bourgeoisie » étaient déjà des déçus du socialisme. Ils n'ont trouvé, ils ne trouvent dans la politique menée depuis deux ans aucun motif pour réviser leur jugement.

Regret surtout que M. Chevènement ne définisse pas de manière plus convaincante les perspectives et les moyens de la nouvelle politique qu'il propose à la gauche et, à travers elle, à la nation.

Un bilan sévère

Certes, son analyse conduit à un des bilans les plus sévères qui aient été dressés de deux ans de pouvoir socialiste. C'est l'action même des gouvernements auxquels il a participé que M. Chevènement conteste dans plusieurs de leurs inspirations fondamentales.

Nous ne pouvons, quant à nous, qu'approuver ces critiques, courageuses *et lucides. Mais nous avons le* devoir d'y ajouter une constatation : la politique socialiste a largement aggravé les carences et les imperfections *qui avaient pu être reprochées* à l'ancienne majorité. Or il n'apparaît pas, pour le moment du moins, que les amis de M. Chevènement ni même ceux de M. Rocard soient prêts à le reconnaître, même si M. Delors est accusé, incidemment, de donner rétrospectivement raison à M. Barre... Ce que propose M. Chevènement, c'est de s'engager encore plus avant sur la voie où tant de désastres se sont déjà accumulés.

Sans doute est-il facile, dans des livres ou des esquisses de « contributions » aux débats d'un parti, de rejeter la pression des Etats-Unis, de dénoncer le mur d'argent international, de dauber sur les recettes éculées du monétarisme, de refuser la tentation néo-malthusienne. Dans l'état présent de la France et du monde, de tels propos peuvent-ils suffire à rétablir le crédit du pays, à relancer l'investissement, à redonner à notre industrie la compétitivité perdue ?

Les quelques mesures techniques préconisées à titre provisoire pour *colmater les brèches les plus visibles* de notre commerce extérieur ne peuvent conduire qu'à un renouveau plus ou moins masqué du protection*nisme*.

Or cette politique ne peut que retarder l'heure de vérité et la rendre plus cruelle encore, à moins de choisir une « autre » logique qui risque de devenir rapidement dangereuse non seulement pour le niveau de vie des Français mais pour leurs libertés. L'appel incantatoire à l'affirmation d'une volonté collective et à la libération des forces productives, comme l'invitation pressante faite au gouvernement de « commander », alors que l'opinion ne cesse de s'éloigner de lui, ne peuvent suffire pour maîtriser une situation tendue, et demain peut-être dramatique.

Nul n'a le droit de mettre en doute le patriotisme de Jean-Pierre Chevènement. Mais il doit savoir que beaucoup de ceux auxquels il s'adresse ne pourront le suivre sur la voie du national-protectionnisme qu'il tente d'ouvrir. Ces gaullistes ne sont pas davantage convaincus par les réponses que les autres courants du parti socialiste essaient d'apporter. Que tous les socialistes le comprennent enfin, sans attendre les révélations qui pourraient leur venir de l'Elysée ou de cette Pentecôte que semble devoir être leur prochain congrès ! Ils sont, avec leurs alliés communistes, face à leurs responsabilités : c'est sur la manière dont ils vont les excercer, dans les semaines et les mois à venir, que *le peuple*, de gauche, de droite et du centre, les jugera.

(*) Ancien ministre.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN 0395 - 2037

DIPLOMATIE

LA RÉUNION DU CONSEIL ATLANTIQUE A PARIS

M. Luns rappelle que la France « est membre à part entière » de l'OTAN

M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, s'est félicité, dans des déclarations à l'A.F.P., de la réunion à Paris, jeudi 9 et vendredi 10 juin, du conseil atlantique.

« *Elle prouve*, a-t-il dit, *l'intérêt positif du gouvernement français actuel et du président de la République pour l'OTAN et ce qu'elle représente.* » Bien qu'elle se soit retirée, en 1966, de la partie militaire de l'organisation, « *la France est membre à part entière de l'OTAN* ». M. Luns a qualifié de « *très satisfaisante* » une récente déclaration du chef d'état-major des forces armées, le général Lacaze, sur la constitution de « *moyens permettant* (à la France) *une participation éventuelle plus précoce auprès de l'alliance* », afin de « *marquer de façon significative la solidarité qui nous lie à nos alliés* ». « *Cela n'a rien à faire avec la réintégration de la France dans la structure militaire* (de l'OTAN). *C'est tout à fait dans la perspective de ce que tous les présidents de la République* (française) *ont dit* », a ajouté M. Luns.

M. Luns a encore affirmé que l'appui de la France à la déclaration sur la sécurité du sommet de Williamsburg est « *tout à fait dans la ligne politique que le président Mitterrand a adopté lorsqu'il a fait son discours mémorable devant le Bundestag* ».

Pour sa part, M. Alfredo de Poi (démocrate-chrétien italien), qui a été élu mardi 7 juin président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, réunie au Palais d'Iéna, a déclaré dans son discours de prise de fonction : « *La jeunesse européenne n'arrive pas à comprendre que notre Europe, de sujet, soit devenue simple objet de politique. On ne se bat pas pour un tel statut et l'on ne se sent pas protégé par des armes dont le contrôle complet pourrait nous échapper.* » M. de Poi a noté que la France est « *moins perméable* » à cette tension puisqu'il y existe en matière de défense un centre de décision auquel la jeunesse de ce pays peut croire. M. de Poi, trente-sept ans, était jusqu'à présent président de la commission politique de l'U.E.O. ; il est membre de la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés italienne. L'Assemblée a également élu M. Pignon, député socialiste du Pas-de-Calais, président de la commission de défense.

M. Andropov et la « sécurité égale »

A Moscou, M. Andropov a abordé la question des euromissiles dans le discours qu'il prononçait à l'occasion de la visite du président finlandais, M. Koivisto. Il a rappelé que l'installation des missiles américains conduirait Moscou à prendre « *des mesures de rétorsion opportunes et efficaces, ayant en vue aussi bien le territoire où se trouveront les nouvelles fusées américaines que celui des États-Unis eux-mêmes* ». Toutefois, l'U.R.S.S. « *n'aimerait pas en venir là* », a ajouté le secrétaire général du P.C. soviétique, avant de conclure : « *Si l'on s'en tient au principe de l'égalité et de la sécurité égale, il est toujours possible de s'entendre avec nous.* »

Commentant la menace formulée antérieurement par Moscou d'installer des engins à courte portée en Europe de l'Est, M. Luns a déclaré : « *S'ils le font, nous ne serons pas trop inquiets. Il y a déjà des centaines et des centaines de missiles soviétiques à courte portée en Europe de l'Est. La seule différence est que nous pouvons y répondre et les détruire, ce qui est impossible avec les SS-20* », situés hors de portée des armes nucléaires de l'OTAN. Le secrétaire général de l'OTAN pense encore qu'un accord « *pourra peut-être être obtenu à partir du moment où les premiers missiles seront en place. Un seul Pershing fera la différence* », a-t-il dit.

La session pourrait reprendre l'examen du commerce Est-Ouest

De notre correspondant

Bruxelles. – *Le* problème des relations économiques Est-Ouest, contourné au sommet de Williamsburg, sera-t-il abordé de façon approfondie lors de la réunion atlantique de Paris ? Si tel est le cas, ce dossier sera-t-il l'occasion d'une controverse entre les Etats-Unis et leurs alliés européens, ou du moins certains d'entre eux, dont la France ?

Les réponses dépendent largement des Américains. On ne peut pas exclure que M. Reagan et son entourage soient tentés de compléter, en se plaçant cette fois sur le plan économique, le point marqué à Williamsburg avec la déclaration sur la sécurité. Outre le fait que ce conseil atlantique n'a guère de sujets à *se mettre sous la dent* (que peut-on dire encore sur les euromissiles, si ce n'est transmettre le message de Williamsburg à ceux qui n'étaient pas présents ?), c'est indéniablement une question qui reste en instance.

A l'issue de la polémique de l'été dernier entre les États-Unis et leurs alliés à propos du gazoduc eurosibérien, une série d'études avaient été commandées aux différentes instances concernées par les relations économiques Est-Ouest : O.C.D.E., A.I.E. (Agence internationale de l'énergie), COCOM, OTAN. Les Etats-Unis, qui avaient peut-être considéré alors un tel dénouement comme plutôt frustrant, ont eu l'occasion de constater depuis que leurs partenaires se prêtaient à l'exercice avec tout le sérieux requis. Ils en sont satisfaits, comme en témoigne le passage que la déclaration de Williamsburg consacre au sujet : « *Les relations économiques Est-Ouest doivent être compatibles avec nos intérêts en matière de sécurité : nous prenons note, en l'approuvant, du travail des organisations multilatérales qui ont au cours des derniers mois, analysé et tiré des conclusions en ce qui concerne les aspects-clés des relations économiques Est-Ouest. Nous invitons ces organisations à poursuivre leur travail selon les besoins.* »

Une dernière phrase rédigée de façon à laisser la porte ouverte à toutes sortes d'évolutions.

A Paris, les ministres des affaires étrangères de l'alliance vont prendre connaissance de l'étude entreprise par les services de l'OTAN. Un document confidentiel mais dont on peut deviner qu'il passe en revue, par rapport à la préoccupation centrale de ne pas renforcer le potentiel militaire soviétique, un certain nombre de données des échanges Est-Ouest : les exportations des pays de l'OTAN vers l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, les modalités de ces exportations, c'est-à-dire principalement les conditions de crédit, les ventes de céréales à l'Est et les dépendances qui pourraient résulter pour l'Europe occidentale du développement des importations énergétiques en provenance de l'U.R.S.S.

L'étude étant achevée (de même qu'ont été terminées celles confiées à l'O.C.D.E., à l'A.I.E., etc.), se pose la question de savoir quelle suite y donner. Plusieurs pays de *l'alliance, dont la France,* considèrent qu'il revient à chacun des pays de tirer les conséquences pratiques des analyses qui y sont faites. Les Etats-Unis peuvent souhaiter que l'on aille plus loin, autrement dit qu'à partir de ces analyses on bâtisse ensemble une doctrine, un code de conduite, et que ce travail soit accompli par l'alliance. Dans cette hypothèse, l'OTAN deviendrait le lieu permanent de concertation à propos des échanges Est-Ouest.

Comment réagirait le gouvernement français, qui a toujours refusé la mise en place d'une entente économique et qui n'ignore pas qu'une évolution dans ce sens amplifierait les critiques adressées par le P.C.F. à sa politique atlantique ? La réponse serait probablement négative, même si depuis un an les positions respectives des partenaires de l'alliance ont sensiblement évolué sur ce thème. *Les Etats-Unis ont compris qu'ils n'obtiendraient pas la mise en sommeil du commerce Est-Ouest ; les Européens admettent qu'il ne s'agit pas là d'un commerce tout à fait comme les autres.*

Un rapprochement suffisant pour inciter certains à penser qu'une concertation continue au sein de l'OTAN ne serait pas dénuée d'avantages. Elle pourrait permettre d'éviter les à-coups, du type embargo sur les céréales ou sur les *équipements pour le gazoduc, et rendre* ainsi, au bénéfice notamment de l'Europe, le commerce plus prévisible et moins précaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

EN ÉCHANGE D'UNE RÉDUCTION DES SS-20 SOVIÉTIQUES

Une commission de l'Eglise protestante ouest-allemande propose d'ajourner l'installation des missiles américains

De notre correspondant

Bonn. – Deux jours avant l'ouverture du Kirchentag, qui devrait rassembler à Hanovre quelque cent vingt mille protestants autour du thème « Retour à la vie », la commission d'étude installée il y a deux ans par les autorités religieuses pour frayer un chemin au désir de paix des chrétiens vient de faire connaître ses conclusions. Publié sous le titre de « Mémorandum de Heidelberg *pour la paix » et présenté* par le professeur Klaus von Schubert, qui enseigne à l'Institut d'études supérieures de défense de Munich – dépendant de la Bundeswehr, – le mémorandum s'en prend à la notion même de dissuasion, qui, selon elle, sert de ressort à la course aux armements.

En ce qui concerne les négociations de Genève, le mémorandum préconise que les Soviétiques réduisent de moitié leur arsenal européen de SS-20 contre l'engagement de retarder de deux ou trois ans *l'implantation de missiles nucléaires* américains en Europe. Dans un deuxième temps, les engins tactiques seraient inclus dans la négociation, puis Washington et Moscou renonceraient aux armes tactiques et fusionneraient les deux négociations sur les armes intercontinentales (START) et les euromissiles. *La commission* d'étude se *prononce* également pour une étroite collaboration transatlantique et pour un rapprochement des deux blocs militaires.

Si bien pensées soient-elles, ces thèses n'ont aucune chance d'influencer la ligne de conduite du gouvernement fédéral, qui n'a plus qu'un très mince espoir de voir aboutir la conférence de Genève en temps utile pour éviter l'implantation des Pershing-2 et, ultérieurement, des missiles de croisière prévus par la « double décision » de *l'OTAN. Perspective* qui rencontre une résistance croissante de la part des milieux *pacifistes*, lesquels en sont à réclamer un référendum sur le sujet.

Les chrétiens-démocrates sont *naturellement* opposés à une telle procédure, qui minerait, selon eux, la démocratie représentative, tandis que les sociaux-démocrates continuent à insister pour que le Bundestag se prononce par appel nominal pour ou contre l'installation des missiles américains. *Pour les libéraux*, la question a été tranchée du temps du chancelier Schmidt, et il n'y a pas lieu d'y revenir. Cependant, selon le chef du groupe parlementaire S.P.D., M. Hans-Jochen Vogel, « *une claire majorité de la population se montre sceptique ou hostile* », ce qui justifierait un débat au Bundestag.

Ces protestations, cependant, restent sans influence directe sur la politique du gouvernement telle *qu'elle a été* rappelée par le chancelier Kohl à Williamsburg. Ce dernier ne pourra donc que *se* répéter devant le Bundestag, qui a inscrit une discussion sur le sommet des Sept à son ordre du jour de cette semaine. C'est dire que M. Kohl se rendra sans illusion, le 4 juillet prochain, à son rendez-vous avec M. Andropov. A moins d'un revirement complet de ce dernier, on ne *voit pas ce qu'il pourrait offrir* de positif au chancelier ouest-allemand pour l'amener à infléchir sa détermination.

ALAIN CLÉMENT.

LE NOMBRE DES AVIONS DE DÉFENSE AÉRIENNE EST INSUFFISANT estime le général Malhberg

« *Le nombre de nos avions de défense aérienne est insuffisant s'il s'agit de s'opposer à des attaques pluridirectionnelles d'une certaine durée. Il est largement suffisant pour assurer la mission de sureté aérienne en temps de paix.* » C'est ce que déclare le général de corps aérien Théodore Malhberg, commandant la défense aérienne de la France, *dans un entretien accordé à* la *Revue internationale de défense* qui paraît ce mois-ci.

Disposant de dix escadrons de défense aérienne, soit cent cinquante appareils auxquels s'ajouteront, en juillet prochain, *deux escadrons de* trente autres appareils, le général Malhberg estime que « *malgré les missiles sol-air Crotale, les canons bitube de 20 millimètres et les missiles sol-air Hawk* » les moyens aériens – Mirage-III et Mirage F1 notamment – représentent l'essentiel des moyens d'intervention de la défense aérienne française.

Pour la première fois depuis dix-sept ans

(Suite de la première page.)

Son tempérament, les difficultés éprouvées pendant la guerre dans ses relations avec ses grands alliés, le refus américain (implicite mais clair) de traiter la France sur le même pied que la Grande-Bretagne, notamment pour l'armement nucléaire dont elle entendait se doter, avaient poussé de Gaulle à cette décision. La guerre du Vietnam, où les Américains étaient en pleine « escalade », avait fait le reste. De Gaulle, en conformité avec la lettre et l'esprit du pacte atlantique, entendait que la France ne puisse pas être entraînée dans un conflit contre sa volonté.

La France reprend donc le contrôle de toutes ses forces ; elle ne siégera plus dans les institutions militaires de l'OTAN ; les installations militaires alliées quittent la France, ainsi que (ce que de Gaulle ne demandait nullement) le secrétariat général qui est transféré, comme le SHAPE, en Belgique.

La France – de Gaulle y insiste – reste membre de l'alliance atlantique à part entière. Ses alliés peuvent compter sur elle. Dans les grandes crises (Berlin, sommet manqué avec Khrouchtchev, Cuba), *le gouvernement français n'a-t-il pas été le plus ferme de tous ?* Ce que refuse le général de Gaulle, c'est l'automaticité qu'entraîne d'intégration militaire et *qui se traduit par une « subordination »* de fait à l'« *hégémonie* » américaine.

Seuls, en effet, les États-Unis restent totalement libres des décisions ultimes. Leur puissance leur confère ce privilège et les alliés de la France refusent de mettre en cause le « *leadership* » (direction) américain de l'organisation intégrée. Le titulaire du SHAPE sera toujours un Américain et cumulera cette fonction avec celle de commandant en chef des forces américaines en Europe. A ce titre, il reçoit les ordres du président des États-Unis.

La critique nuancée de M. Mitterrand

« *Bonne alliée* » indépendante, la France passera avec l'Organisation intégrée des accords de coopération, notamment pour l'utilisation de l'espace aérien, l'alerte aérienne, le renseignement, l'emploi de ses forces en R.F.A., etc. Une mission française auprès du SHAPE assure la liaison.

Pour ce qui est de la participation *française aux institutions civiles*, rien de changé en principe : la France siège au conseil atlantique, elle envoie des fonctionnaires au secrétariat général. Seule singularité, aujourd'hui effacée : le conseil n'a jamais encore tenu en France sa session ministérielle itinérante du printemps.

La décision du général de Gaulle avait produit un choc. Seuls le *Kremlin* et le P.C.F. *s'en félicitaient*. Chez les alliés, l'indignation était générale. En France, beaucoup s'inquiétaient, notamment chez les centristes : la « désintégration » coïncidant avec la visite de de Gaulle à Moscou, n'allait-on pas vers un « *renversement des alliances* » ?

Procès d'intentions mis à part, les reproches faits à de Gaulle tiennent *en une phrase* : la France fait à l'U.R.S.S. un formidable cadeau sans contrepartie.

Effectivement, sous l'angle Est-Ouest, la « désintégration » n'a été d'aucun profit. La détente n'a pas tenu les espérances que de Gaulle mettait en elle, et l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces, bien « intégrées », du pacte de Varsovie, marque ses limites dès 1968.

Mais de Gaulle ne posait pas la question sous cette forme. Sa décision n'avait pas été prise contre les Américains ou pour les Soviétiques, mais à l'intention de la France et des Français. Il n'est pas de défense sans responsabilité – tel est son raisonnement. Pour qu'elle ne soit pas « *en contradiction (...) avec son âme (...), il est indispensable que la France se défende par elle-même, pour elle-même, à sa façon* » ; « *s'il lui arrive de faire la guerre, il faut que ce soit sa guerre* » (discours de l'École militaire). *Loin de baisser la* garde de la France, il entend la doter *d'une armée moderne*, et de l'arme atomique, par nature indépendante.

Dix-sept ans plus tard, les plus critiques ne contestent guère les effets de cette politique. Personne ne réclame plus la « réintégration ». Ce n'est pas un hasard si la France est aujourd'hui le pays d'Europe le moins atteint par le neutralisme et le pacifisme et, *a contrario*, si les Pays-Bas, jadis ultra-atlantistes, sont les alliés qui éludent le plus leurs responsabilités pour les euromissiles. La déclaration du conseil atlantique d'Ottawa (1974) reconnaît que « *le rôle dissuasif propre* » de la force nucléaire française renforce la dissuasion de l'ensemble de l'alliance. Le sommet de Williamsburg s'est félicité que la France maintienne son indépendance nucléaire.

Aussi bien, M. Mitterrand, adversaire déterminé du général de Gaulle, avait-il porté sur la sortie de l'intégration un jugement critique mais nuancé (1).

« *S'éloigner de l'Amérique*, avait-il dit (*le Monde*, 10 mars 1966), *n'a de sens que si, loin de céder à la tentation de la fausse grandeur* » et de « *l'isolement nationaliste* », la France « *tourne exactement le dos à la politique du général de Gaulle* ». A cet effet, il préconisait le renforcement de l'« *arbitrage international* » (vœu pieu), la participation aux *négociations* sur le désarmement (ce qu'a fait M. Giscard d'Estaing), l'abandon des essais nucléaires (ce que l'actuel président ne fait pas), la construction de l'Europe (dont il mesure les difficultés). Mais M. Mitterrand disait aussi que la « *révision des accords militaires (...) correspond à l'évolution de la situation internationale* ». Il ajoutait : « *Il me paraît juste d'engager une nouvelle négociation sur le statut des bases américaines en France.* »

La charte de M. Kissinger

Que signifie aujourd'hui son invitation au conseil atlantique de siéger à Paris ?

Le Quai d'Orsay en a d'abord minimisé la portée en déclarant : « *C'est notre tour* », ce qui est inexact : il n'y a pas de rotation régulière pour ces conseils de printemps, *et s'il y en avait une*, le tour de la France serait passé. L'Elysée a rectifié : « *La France*, dit-on dans l'entourage présidentiel, *prend toutes ses responsabilités au sein de l'alliance atlantique.* » Jeudi, M. Mauroy puis, en recevant les délégations, M. Mitterrand lui-même préciseront ce qu'il faut entendre par cette formule qui ne s'écarte pas de la ligne tracée en 1966.

Pourtant, la session de Paris prend un autre sens quand on la replace dans le contexte international : tension franco-soviétique avec la suspension du dialogue au sommet, l'expulsion massive de diplomates soviétiques, etc. ; rapprochement politique avec les Etats-Unis (d'autant plus significatif qu'en termes financiers il ne rapporte rien), avec la multiplication des sommets franco-américains, l'appui sans réserve à la décision de l'OTAN sur les euromissiles, la déclaration de Williamsburg sur *la sécurité*.

Ce qui s'est passé à ce sommet vaut qu'on s'y arrête. De longue date, Paris et Washington, grands amateurs de rencontres « *au plus haut niveau* », en ont des *conceptions rivales. Pour* la France, *qui* a plus de spécificité que de puissance, il importe que ces rencontres se tiennent en petit comité, sans formalisme, et ne traitent que de grands sujets. Il ne s'agit que de se comprendre entre dirigeants qui comptent dans le monde. *Pour* les Etats-Unis, dont la suprématie, du seul *fait de leur puissance, s'exerce d'autant* mieux que leurs partenaires sont nombreux et fractionnés, le cadre (les « sommets atlantiques » par exemple), n'est jamais trop large. Simultanément, les Etats-Unis ont intérêt à faire prévaloir leur influence dès la base, au niveau le moins politique possible. M. Kissinger l'exprima crument dans son projet de « nouvelle charte atlantique » de 1973 en opposant au rôle mondial des Etats-Unis les « *intérêts régionaux* » de leurs partenaires, en prétendant interdire aux Européens de traiter leurs affaires entre eux sans participation américaine, et en réclamant « *un ordre économique englobant l'Europe et le Japon* ».

Au sommet économique de Rambouillet (1975), première forme des sommets actuels des Sept ; au *sommet politique de la Guadeloupe* (1979), M. Giscard d'Estaing fit prévaloir la conception française des rencontres au « coin du feu ». Mais la Guadeloupe fut sans lendemain et la formule de Rambouillet lui échappa de plus en plus. Le « feu d'artifice » de Versailles (1982) contribua à la dérive, qui, à Williamsburg, s'accentua ; les Etats-Unis voulurent préparer le sommet par des réunions ministérielles et techniques (le « dîner du bois de Boulogne » auquel la France ne se prêta pas), mais, surtout, ils firent adopter à Williamsburg une *déclaration politique sur la sécurité « de l'Europe au Japon »*, qui ne sont alliés que par le truchement des Etats-Unis.

Formellement, c'est vrai, le conseil atlantique de Paris ne change rien : mais, politiquement, cette rencontre symbolique confirme que la France se replace de plus en plus dans la mouvance américaine.

MAURICE DELARUE.

(1) M. Mitterrand avait cependant signé une motion de censure condamnant à la fois le retrait des forces françaises de l'OTAN et la politique économique du gouvernement.

ASIE

Chine

L'OUVERTURE DE LA SESSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Zhao Ziyang annonce la création d'un ministère de la sécurité d'Etat

Pékin. – *La* première session de la sixième Assemblée nationale populaire s'est ouverte, lundi 6 juin, sous la présidence de M. Peng Zhen, vice-président du comité permanent sortant : 2 884 députés, sur un total de 2 977, étaient présents.

La scène qui s'était déroulée samedi, lors de l'ouverture de la conférence politique consultative, s'est répétée lundi. Le premier dirigeant d'importance à entrer dans la salle a été M. Deng Xiaoping, suivi à distance respectueuse par MM. Peng Zhen et Li Xiannian, ce dernier sans doute promis à la charge de président de la République. Venaient ensuite Mme Deng Yingchao, la veuve de Zhou Enlai, et MM. Hu Yaobang, secrétaire général du parti, et Zhao Ziyang, premier ministre. Tout sourire et paraissant dans une forme excellente, M. Deng, qui n'est plus membre de l'A.N.P. depuis cette législature, s'est éclipsé rapidement. Ainsi le numéro un chinois, toujours aussi rusé, a-t-il fait, à peu de frais, une double démonstration : sa position prédominante est reconnue de tous au sein de la direction, mais sa présence physique n'est pas nécessaire à tout instant dans la gestion des affaires.

Cette sixième Assemblée fait suite, à neuf mois de distance, au douzième congrès du parti. Ses orientations réformistes, symbolisées par la « troïka » Deng Xiaoping, Hu Yaobang, Zhao Ziyang, devraient marquer profondément les travaux de l'A.N.P., comme il ressort du rapport du chef du gouvernement. Soulignant qu'il avait été mis fin à l'instabilité économique due à de « *graves disproportions* » entre les différents secteurs d'activité et à des « *objectifs irréalistes* » qui auraient pu avoir des conséquences « *désastreuses* », M. Zhao a appelé à une « *restructuration graduelle* » de l'économie, qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin du septième plan quinquennal en 1990. Les réformes sont destinées à « *créer étape par étape un nouveau système économique adapté aux conditions de la Chine et à construire un socialisme aux caractéristiques chinoises particulières* ». A aucun moment, M. Zhao ne s'est référé à de prétendues lois universelles de construction du socialisme, chères aux Soviétiques, et il a été fort peu question du marxisme-léninisme et encore moins de la « *pensée Mao Zedong* ».

Une situation économique encourageante

Le chef du gouvernement a indiqué que la valeur de la production industrielle et agricole avait connu une croissance annuelle de 7,3 % de 1978 à 1982. Il a estimé, en conséquence, que le rythme de croissance annuel, fixé entre 4 et 5 % pour le sixième plan (1981-1985), avait des chances d'être dépassé.

M. Zhao s'est félicité que le développement plus rapide de l'agriculture (+ 7,5 % par an en moyenne depuis 1978) et de l'industrie légère (+ 11,8 % par an pour la même période) – par rapport à l'industrie lourde (+ 3,4 % par an) – ait permis d'établir un meilleur équilibre entre ces trois secteurs. Il a toutefois paru sous-estimer le renversement de tendance, au profit de l'industrie lourde, qui s'est produit dans le courant de l'année dernière et qui a persisté pendant le premier trimestre de cette année. La légère remontée du taux d'accumulation – 29 % en 1982 contre 28,3 % en 1981 – témoigne de cette évolution, qui ne semble pas avoir été entièrement voulue par les dirigeants. On est loin, il est vrai, du taux de 36 % encore appliqué en 1978.

Les ambiguïtés de la politique étrangère

Sur le plan intérieur, la mesure la plus significative annoncée par le premier ministre est la création prochaine d'un ministère de la sécurité d'État, autrement dit d'une sorte de K.G.B. chinois. Il existait jusqu'à maintenant un ministère de la sécurité publique disposant d'une branche politique, dont on n'avait pas le sentiment qu'elle était spécialement inactive ou incompétente. Diverses affaires récentes, notamment le détournement d'un avion de ligne vers la Corée du Sud, ont pu amener le pouvoir à penser qu'une remise en ordre s'imposait. Cette affaire a révélé de graves défaillances dans les méthodes de sécurité. Disposant désormais de l'autonomie – et donc de plus de poids – par rapport aux services de simple police de la sécurité publique, le nouveau ministère, a dit M. Zhao, aura pour tâche « *de protéger la sécurité de l'Etat et de renforcer le travail de contre-espionnage* ». Cette mesure pourrait être aussi l'occasion de procéder à *un renouvellement du personnel* dans un secteur apparemment réticent à s'adapter aux changements.

Dans le domaine de la politique étrangère, le discours de M. Zhao s'est caractérisé par sa pondération, tant à l'égard de l'Union soviétique

De notre correspondant

ou des pays de l'Est, que du Vietnam ou des Etats-Unis, qui ne traduit pas cependant un abandon des positions précédemment défendues. Ainsi, à propos des relations avec l'U.R.S.S., le premier ministre a-t-il évité de parler des « *obstacles* » s'opposant à une normalisation. Il a préféré dire que, pour « *améliorer* » les relations entre les deux pays, le « *premier pas* », de la part de l'U.R.S.S., était qu'elle « *supprime la menace réelle qu'elle fait peser sur la sécurité de la Chine* ». Suffisamment vague, la formule peut englober ce que l'on veut bien y mettre, du Cambodge à l'Afghanistan en passant par les troupes aux frontières et les SS-20 pointés vers l'Asie. Mais son imprécision même pourrait ouvrir une marge de manœuvre. M. Zhao a mentionné que la partie chinoise avait fait des « *propositions positives* » en vue d'une normalisation et qu'elle attendait maintenant la réponse soviétique.

L'évolution est plus nette envers les pays est-européens, dont Pékin admet désormais qu'ils sont engagés dans une expérience de « *construction socialiste* » (*le Monde* du 4 mai). Le peuple chinois « *nourrit des sentiments amicaux* » envers les peuples de ces pays, a dit le premier ministre, ajoutant que « *grâce à des efforts communs, les relations de la Chine avec ces Etats allaient continuer de s'améliorer* ».

A l'égard des Etats-Unis, M. Zhao s'est montré prudent, réaffirmant l'attention que Pékin porte à ses rapports avec Washington, mais critiquant une nouvelle fois les ventes d'armes américaines à Taiwan. Pékin continue d'attendre que l'administration Reagan assouplisse son attitude en matière de transferts de technologie.

Sans être spécialement durs, les propos du premier ministre sur les relations sino-vietnamiennes ont été fidèles à la position traditionnelle de Pékin. La Chine se dit « *prête* » à améliorer les relations avec son voisin, qu'elle continue d'accuser d'« *hégémonisme régional* » en Indochine et dans le Sud-Est asiatique. Aucune référence à l'hégémonisme n'avait été faite dans le passage consacré à l'U.R.S.S. M. Zhao a rappelé le plan chinois du 1er mars pour un règlement du problème cambodgien, qui prévoit que des conversations de paix pourraient s'engager à partir du moment où Hanoï annoncerait son intention de retirer ses forces du Cambodge et procéderait à un premier retrait de troupes. Mais M. Zhao a réclamé du Vietnam et de l'U.R.S.S. qu'ils retirent leurs corps expéditionnaires respectivement du Cambodge et d'Afghanistan « *immédiatement, inconditionnellement et complètement* ». Ces ambiguïtés, volontairement entretenues, reflètent sans doute des tendances contradictoires au sein de la direction, dont la persistance nuit au dynamisme de la diplomatie chinoise.

MANUEL LUCBERT.

● *Les minorités nationales chinoises* sont le thème du dernier numéro (no 28, mai 1983) de la revue *Aujourd'hui la Chine*. Des articles sont consacrés aux rapports entretenus entre ces cinquante-cinq ethnies différentes, représentant soixante millions de personnes, avec le peuple Han, à leurs cultures, leurs langues, leurs religions, à la politique du gouvernement de Pékin à leur égard, notamment la récente évolution de la politique démographique en ce qui les concerne (*36, rue des Bourdonnais*, 75001 Paris).

EUROPE

Pologne

APRÈS LA DÉMISSION D'ANDRZEJ WAJDA

L'Association des cinéastes paraît se résigner à la normalisation

Varsovie. – Les autorités polonaises ont donc obtenu d'Andrzej Wajda qu'il démissionne dimanche 5 juin de la direction de l'Association des cinéastes (S.F.P.) avec l'ensemble de ses amis du présidium de cette association (*le Monde* du 7 juin, dernière édition).

Ces démissions, dont le pouvoir avait fait la condition *sine qua non de la reprise des activités* de la S.F.P., suspendue depuis l'instauration de l'état de guerre, constituent un succès d'importance pour l'équipe du général Jaruzelski. C'est la première fois que les dirigeants d'une des associations professionnelles dans lesquelles sont regroupés les intellectuels, acceptent de se démettre et de se résigner par là même à l'entreprise de mise au pas des milieux culturels.

Deux autres associations, celle des journalistes dans les premiers mois de la loi martiale et celle des artistes à la fin de l'année dernière, ont été dissoutes pour s'y être refusées. La première a été remplacée par un nouveau mouvement qui a tenu son premier congrès le week-end dernier en présence du général Jaruzelski. La seconde n'a toujours pas de substitut agréé, malgré la création récente d'un comité de fondation qui ne parvient pas à s'élargir. Pressant il y a quelques semaines une célèbre comédienne de se joindre à l'entreprise et lui disant, pour la convaincre : « *Nous avons besoin de ton nom* », un membre de ce comité s'est ainsi attiré publiquement cette répartie cinglante : « *Justement, moi aussi.* »

Quant à l'Association des écrivains, elle demeure suspendue ainsi que celle des peintres et des sculpteurs, qui avait pourtant été autorisée un moment à reprendre son fonc-

De notre correspondant

tionnement avant d'être « re-suspendue » à la mi-avril.

Les cinéastes, eux, ont fini par plier après dix mois de pressions, parce qu'ils n'ont, dans une économie dépendant entièrement de l'autorité étatique, presque aucun moyen de travailler s'ils sont en situation de conflit ouvert avec le gouvernement. L'asphyxie les menaçait donc, ou du moins beaucoup d'entre eux. Le pouvoir avait beau jeu de faire valoir que ce danger pouvait être écarté par le seul retrait d'un homme que sa notoriété autorise, qui plus est, lui, à tourner à l'étranger. Il était dans ces conditions devenu difficile à Wajda de continuer à se montrer inflexible. D'autant plus que, si l'on compte les mois de suspension de l'association, son mandat et celui du présidium étaient échus.

C'est dans ce climat que les autorités ont laissé le comité directeur de la S.F.P. se réunir exceptionnellement dimanche dernier pour six heures, que les démissions ont été acceptées et qu'a été annoncée la convocation d'un congrès d'ici à la *fin novembre*, qui devrait désigner de nouveaux dirigeants. D'ici là, l'association devrait être bientôt autorisée à reprendre ses activités.

Malgré ce succès qui ne peut qu'ébranler la résistance morale de l'ensemble des milieux culturels, les autorités se sont abstenues lundi d'un triomphe trop ostensible en réservant à cette nouvelle une place modeste dans la presse. Comme pour mieux montrer qu'il était possible de composer sans perdre la face, le pouvoir a même fait état dans le communiqué de l'agence officielle PAP de deux motions critiques à son égard adoptées par les cinéastes. La première porte sur les limogeages le mois dernier de plusieurs responsables d'unités de production cinématographiques, dont Wajda, et la seconde demande la fin de la suspension des autres associations.

Un entretien Glemp-Jaruzelski

Lundi soir l'agence PAP a d'autre part annoncé que le général Jaruzelski et le cardinal Glemp avaient eu un entretien dans la journée, portant « *principalement* » sur le prochain voyage du pape. Les deux parties ont dit leur « *conviction commune que ce pèlerinage servirait le bien de la patrie et de l'Eglise et exprimé l'espoir qu'il se déroule dans une atmosphère de calme et de dignité* ».

En début de soirée, Radio-Solidarité a réussi, malgré un fort brouillage, à émettre durant quelques minutes pour appeler notamment à se rassembler massivement sur le chemin du pape. On dit à ce propos qu'une des consignes données de bouche à oreille serait de préparer des banderoles portant des citations de l'Evangile inscrites dans les célèbres caractères ronds de Solidarité.

La télévision, quant à elle, s'apprêterait, selon des rumeurs circulant dans les milieux journalistiques polonais, à diffuser une émission consacrée à M. Walesa et destinée à ternir son image. En attendant, les organisations clandestines du syndicat ont annoncé l'émission par leurs soins, pour la venue du pape, d'une série de six timbres-poste à l'effigie de Jean-Paul II. Leur vente devrait servir à financer la presse illégale.

BERNARD GUETTA.

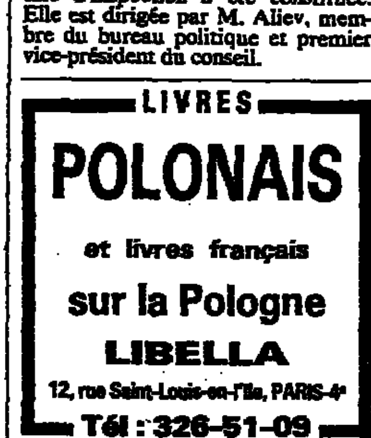
● *L'ambassade de Pologne à La Haye* a refusé le visa d'entrée à l'envoyé spécial du journal communiste néerlandais *De Waarheid* (la Vérité) et à trois autres journalistes néerlandais, qui avaient demandé l'autorisation de se rendre en Pologne pour la visite du pape Jean-Paul II. Rappelons qu'en novembre 1982 le P.C. néerlandais avait rompu avec le parti ouvrier unifié polonais et apporté son soutien à Solidarité.

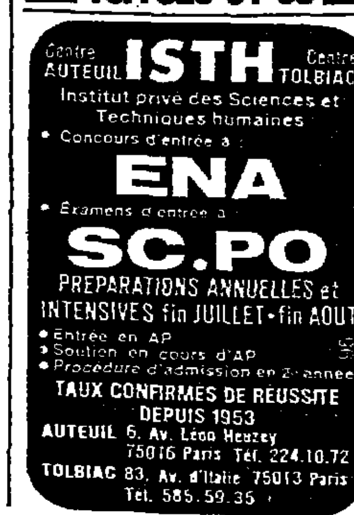
U.R.S.S.

L'ACCIDENT D'UN BATEAU SUR LA VOLGA A FAIT AU MOINS CENT SOIXANTE-DIX MORTS

Moscou (*A.F.P., Reuter*). – Radio-Moscou a annoncé, lundi 6 juin, que le bateau de plaisance *Alexandre-Souvorov* avait eu un grave accident la veille sur la Volga à hauteur de la ville d'Oulianovsk. Radio-Moscou a indiqué, sans donner d'autres précisions sur la circonstance et le bilan du drame, que des pertes humaines sont à déplorer.

La nature inhabituelle de l'annonce fait penser que le nombre des victimes est très élevé. Un représentant de l'Intourist a estimé mardi matin que cent soixante-dix personnes au moins ont péri. Il a indiqué que le bateau avait heurté une des arches d'un pont de chemin de fer. Une commission gouvernementale d'inspection a été constituée. Elle est dirigée par M. Aliev, membre du bureau politique et premier vice-président du conseil.





EUROPE

Nouvelle donne électorale en Grande-Bretagne

Dans un premier article, Daniel Vernet a montré comment la formation de l'Alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux introduisait une nouvelle donne en Grande-Bretagne (*le Monde* du 7 juin). Mais un parti centriste a-t-il des chances de se tailler une place de choix aux élections du 9 juin prochain ? Les précédents ne permettent pas de l'affirmer. Toutefois, l'espoir des nouveaux venus est conforté par la dérive des travaillistes qu'analyse notre correspondant dans le deuxième article de cette série.

II. — *La dérive travailliste*

De notre correspondant DANIEL VERNET

Londres. — « *La direction du parti soutient totalement M. Michael Foot et le programme électoral.* » La réponse du secrétaire général du Labour, M. Jim Mortimer, à une question qui ne lui avait pas été posée, fit le plus mauvais effet à une des conférences de presse quotidiennes de la campagne. À la veille d'un scrutin national, n'allait-il pas de soi que le parti fût d'accord avec son chef et avec le programme qu'il avait approuvé ? Cependant, la précision n'était pas superflue, bien qu'elle ait mis en lumière le problème fondamental des travaillistes : un leader peu populaire armé d'un programme peu crédible.

Les divergences venaient d'éclater publiquement à propos de la politique de défense. Le leader adjoint, M. Healey, avait donné une interprétation « multilatéraliste » d'un programme prônant en filigrane le désarmement unilatéral. M. Foot, fidèle à lui-même, avait essayé de ménager la gauche et la droite. Mais M. James Callaghan, chef du dernier gouvernement travailliste, avait mis les points sur les « i » : la force de frappe britannique ne devait pas être sacrifiée, à moins de concessions majeures de la part des Soviétiques.

C'est pour masquer l'embarras du parti que le secrétaire général a cru bon de réaffirmer son unité. Le propos n'a trompé personne. Le Labour a toujours été profondément divisé, surtout dans l'opposition. La seule nouveauté de cette campagne, c'est que l'approche des élections ne l'ait pas amené à rétablir un consensus de façade.

Il est facile — et largement injuste — d'accabler M. Foot, ses contradictions et son manque d'autorité. Cet intellectuel passionné, vétéran des combats de la gauche, auquel tout le monde reconnaît une profonde honnêteté, a certainement fait de son mieux pour tenter de maintenir à flot une formation traumatisée par l'échec du gouvernement Callaghan en 1979, et tirée à hue et à dia par des courants divers.

En 1980, son passé de « gauche » le désignait comme rassembleur. Il a pratiquement réussi à recoller les morceaux, à force de compromis, de concessions tantôt à la droite, tantôt à la gauche, et de demi-mesures. Un des derniers exemples étant l'expulsion du Labour des dirigeants de la tendance trotskiste Militant, et la caution apportée à un membre notoire de cette tendance lorsqu'il se porte candidat à la députation...

La défense, cette pomme de discorde

Les divisions du parti travailliste ne datent pas de ces dernières années. La tradition des fractions, des brouilles et des luttes de tendances remonte loin. Comme l'a écrit le président de la Société fabienne, « *dans une église aussi large il est difficile de trouver une doctrine commune pour excommunier les hérétiques* ». M. Foot répète sans cesse qu'il est impossible de museler la liberté de parole « *dans un parti libre vivant dans un pays libre* ».

Pour s'en tenir à la période de l'après-guerre, la politique de défense a été une pomme de discorde perpétuelle entre les travaillistes modérés, attirés par le pouvoir, et leur amis de gauche. Déjà en 1946, M. Foot, animateur du mouvement Keep Left (Restez à gauche), accusait de « trahison » Clement Attlee, alors premier ministre travailliste. Quelques années plus tard, la gauche était à la pointe de la campagne « *Ban the Bomb* », dirigée contre la force de frappe britannique, dont les bases — on l'oublie un peu trop aujourd'hui — ont été jetées par l'administration travailliste. le groupe *Tribune*, créé en 1937, et dirigé après la guerre par Aneurin Bevan et Michael Foot, s'exposait au reproche de « fractionnisme » que le second, devenu leader du parti, retourne maintenant contre la tendance Militant.

Sans doute l'histoire ne se répète-t-elle pas. Mais dans ces années d'après-guerre, la gauche ne parvenait déjà pas à soutenir sans défaillance un gouvernement travailliste, et elle obtenait ses plus grands succès auprès des adhérents directs du Labour, par opposition aux millions de syndicalistes qui en étaient membres forcés. En 1954 déjà, un observateur se demandait si les sections « bevanistes » étaient « *des partis politiques ou des clubs tentés par le suicide* ». La formule sera reprise presque trente ans plus tard, puisqu'un membre important du cabinet fantôme travailliste qualifie publiquement le programme électoral de son parti de « *plus longue lettre annonçant un suicide* ».

Le paradoxe de la situation dans laquelle se débat actuellement le mouvement travailliste britannique, c'est que l'offensive menée par la gauche a fait long feu, s'agissant des organismes dirigeants (au dernier congrès de Blackpool, en octobre 1982, la droite et les modérés ont emporté la majorité des sièges au comité national exécutif), mais non de l'idéologie du parti et de son programme qui sont restés extrêmement radicaux.

Cet « extrémisme » dénoncé par les conservateurs est dû pour une bonne part à la hâte avec laquelle le programme électoral a été adopté, à partir d'une brochure dont les termes avaient été conçus pour plaire à toutes les tendances du parti. Mais il reflète aussi une radicalisation de la force principale du mouvement travailliste : les syndicats, qui compensent par leur militantisme verbal leur impuissance pratique face à la crise économique et à la politique de Mme Thatcher.

Les divisions du parti travailliste tiennent cependant à des causes plus profondes que conjoncturelles. Le Labour est morcelé du fait même de sa constitution. En son sein coexistent des députés qui forment une organisation en principe indépendante, le Parlementary Labour party (P.L.P.), qui est moins qu'un parti mais plus qu'un groupe parlementaire ; des dirigeants syndicaux qui, à chaque vote, mettent dans la balance les six millions de voix de leurs mandants, consentants ou résignés, et qui fournissent le « nerf de la guerre » ; et enfin quelque six cent mille militants de base, organisés dans les circonscriptions.

Une gauche dure et anti-européenne

Ces divisions se retrouvent au sommet. Le parti en tant que tel est dirigé par le comité national exécutif, dont les membres sont choisis par des groupes différents : douze par les syndicats, sept par les sections dans les circonscriptions, un par les organisations professionnelles (sorte de coopératives) et cinq femmes élues par l'ensemble du congrès. Ainsi, le Labour est-il plus une confédération d'intérêts divergents qu'un véritable parti de masse. Il bénéficie plus du soutien des fonctionnaires syndicaux que de la base ouvrière. Quant au P.L.P., il élit le cabinet fantôme, sensé esquisser le futur gouvernement.

Toutes ces structures éclatées, qui se recoupent sans se confondre, ne favorisent pas l'expression d'une politique commune. De plus, le Labour a peu de permanents, ce qui laisse le champ libre aux militants les plus actifs : le « cynisme » reproché aux derniers gouvernements travaillistes a donné un élan supplémentaire à une gauche prompte à remplir le vide laissé par les théoriciens modérés. Les syndicats, qui ont exprimé leur déception pendant le dernier « hiver de mécontentement » du gouvernement Callaghan, ont soutenu cette radicalisation commencée dès l'ère Wilson.

Point n'est besoin pour ce faire de communistes infiltrés. Chez les travaillistes, il n'y a plus guère de communistes influencés par Moscou. Dans les années 50, le parti abritait encore quelques compagnons de route. Cette époque est révolue. Mais en même temps, le parti, qui était formé de syndicalistes ouvriers dirigés par un petit groupe d' « *intellectuels bourgeois* », a perdu la génération d'Oxford : Anthony Crossland est mort, Roy Jenkins était parti pour Bruxelles avant de se déclarer social-démocrate : seul reste Denis Healey...

Avec l'expérience décevante de Harold Wilson, puis l'humiliation de 1976, quand le Fonds monétaire international a dicté sa loi au gouvernement Callaghan, s'est formée une gauche plus dure, plus insulaire, protectionniste et anti-européenne. De nombreux modérés eux-mêmes sont tentés par les thèses nationalistes en économie, et unilatéralistes en diplomatie. Les syndicats, dans leur majorité, soutiennent cette politique radicale, et leur revirement est à l'origine du ralliement de la majorité des travaillistes au désarmement nucléaire unilatéral.

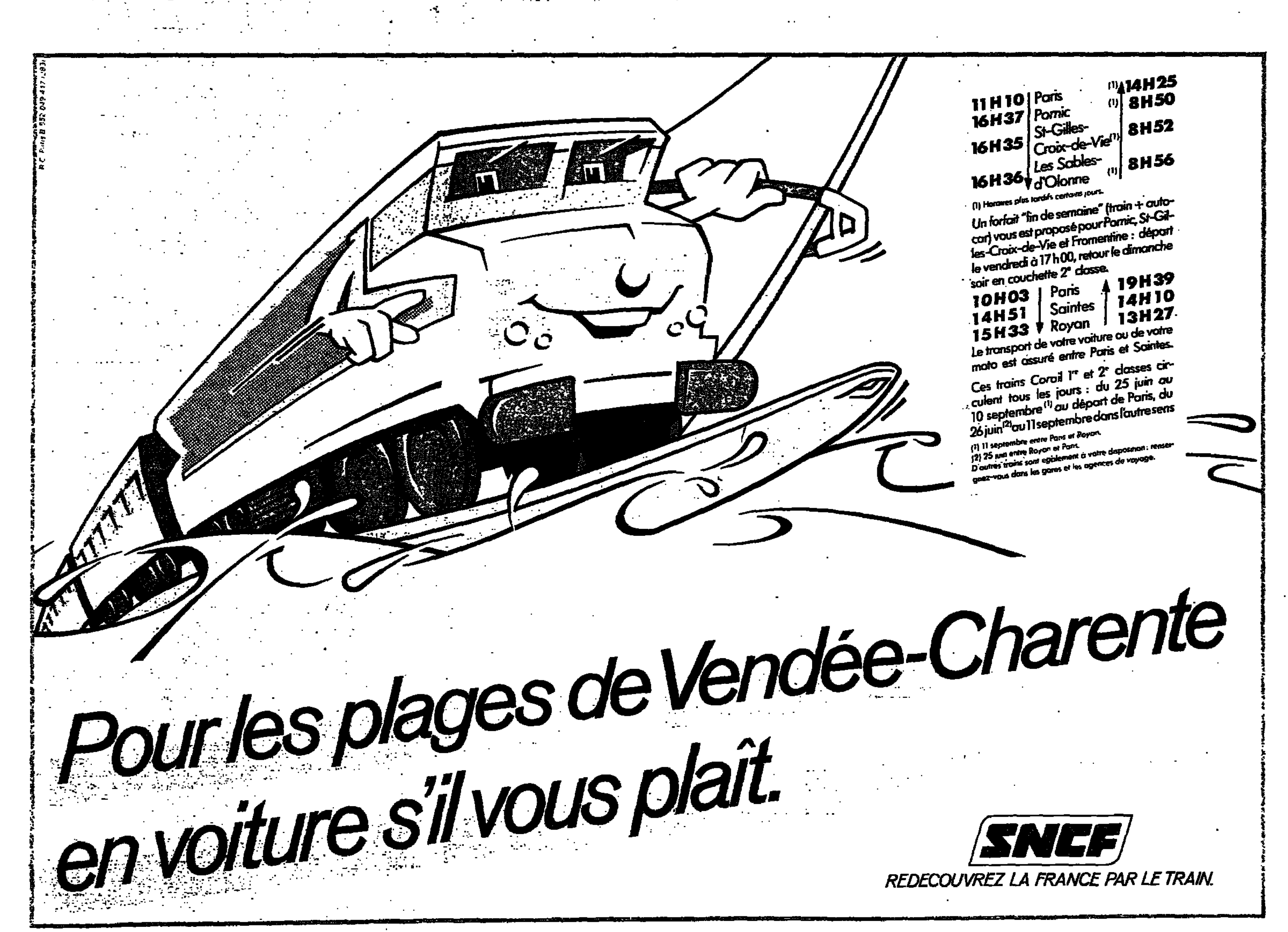
Parallèlement à la radicalisation idéologique, la gauche a essayé de marquer des points dans les institutions travaillistes. A l'initiative d'un émigré tchécoslovaque et de sa femme, elle a lancé en 1973 une « Campagne pour la démocratie dans le Labour ». Elle a revendiqué — et obtenu — une modification des statuts dont l'enveloppe démocratique a recueilli l'assentiment des syndicats. Elle a ainsi imposé la « resélection » des députés par la base, sorte de mandat impératif, et un changement dans le processus d'élection du leader. Au lieu d'être désigné par le groupe parlementaire, il est élu, depuis 1981, par le congrès, les syndicats disposant de 40 % des mandats, le groupe parlementaire 30 % et les adhérents directs dans les sections 30 % également.

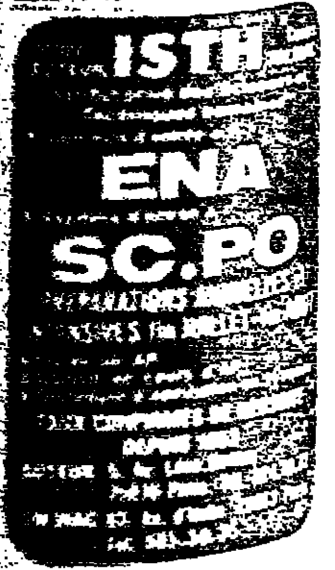
La gauche n'a pas réussi à pousser plus loin son avantage après la défaite de son chef de file, M. Tony Benn, dans la lutte pour le poste de leader adjoint. Fils d'un pair travailliste, pur produit de l'Establishment et héritier de cinq générations de non-conformistes bon teint, M. Benn met, malgré ses soixante ans, un enthousiasme juvénile au service d'une cause qu'il ressent mieux qu'il ne la comprend.

En prenant discrètement parti pour le modéré Denis Healey contre M. Benn, M. Foot a entamé son image d'intellectuel de gauche plus doué pour la réflexion que pour l'exercice du pouvoir. Son sacrifice n'aura pas été vain si les syndicats, sans lesquels rien n'est possible dans le mouvement travailliste, tirent les leçons de la probable reconduction de Mme Thatcher en imposant silence aux diverses fractions, en balayant les chimères et en procédant à des révisions déchirantes. Car, comme l'écrit l'un des commentateurs britanniques les plus connus en renversant une formule célèbre : « *Ce n'est pas le gouvernement qui gagnera les élections, c'est l'opposition qui les perdra.* »

Prochain article :

Mme THATCHER ENTEND BIEN REDOUBLER





PROCHE-ORIENT

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite apporte son soutien à M. Arafat

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite a apporté lundi 6 juin son soutien au chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, contesté par une partie des responsables militaires du Fath. « *Nous avons le bonheur d'avoir avec nous aujourd'hui Yasser Arafat, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine, sur lequel nous fondons de grands espoirs* », a déclaré le souverain wahabite en accueillant M. Arafat pour l'inauguration d'une base militaire à Djeddah. Auparavant, le roi Fahd avait rendu visite à son hôte dans la résidence réservée aux invités de passage en Arabie Saoudite, un geste extrêmement rare.

M. Arafat était arrivé dimanche à Djeddah, venant d'Algérie, pour s'entretenir des dissensions au sein de l'O.L.P. et des moyens d'éviter une nouvelle crise ouverte avec la Syrie. Selon des sources diplomatiques arabes, M. Arafat serait par ailleurs irrité par le récent rapprochement entre l'Arabie Saoudite et la Libye. Le chef de l'O.L.P. accuse en effet le colonel Kadhafi d'avoir incité les membres du Fath à se *rebeller contre lui*.

A Damas, le président algérien Chadli Bendjedid a rencontré une délégation du Fath, ainsi que M. Georges Habache, chef du Front populaire de libération de la Palestine. Ce dernier a précisé qu'il avait évoqué avec le président algérien les moyens de remédier aux divisions du Fath « *sans recourir aux armes* ». De son côté, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, a rencontré dans la capitale syrienne les adversaires de la ligne modérée de M. Arafat. On apprend également que le ministre roumain des *affaires étrangères*, M. Stefan Andrei, en mission à Damas, entreprend une tentative de médiation à la demande du chef de l'O.L.P., *récemment en visite* à Bucarest.

Par ailleurs, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., a quitté lundi soir Rome pour Paris, où il doit rencontrer le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, au cours de la visite de trois jours qu'il fera dans la capitale française, avant son retour à Damas, prévu pour jeudi soir.

Deuil national au Liban

Au Liban, le premier anniversaire de l'invasion israélienne a été marqué par un deuil national, aussi bien au sud, sous occupation israélienne, dans la Bekaa sous contrôle syrien, qu'à Beyrouth, où le mouvement n'a pas été suivi en secteur chrétien.

Saïda et Tyr, les deux principales agglomérations du Sud-Liban, avaient lundi l'aspect de villes mortes à la suite de l'appel à un deuil national lancé par de nombreuses organisations religieuses, sociales et professionnelles. Dans ces deux villes, mais aussi dans la plupart des villages du Sud-Liban, tous les magasins avaient leurs grilles baissées et les écoles avaient fermé leurs portes, alors que de nombreux soldats israéliens, extrêmement tendus, patrouillaient et avaient pris place dans plusieurs endroits stratégiques ainsi que sur les toits d'immeubles.

A Beyrouth, les écoles et les commerces ont répondu à l'appel de grève, notamment dans la banlieue sud. Dans le centre de Beyrouth, la grève a été partiellement suivie. Les universités ont suspendu leurs cours et des rassemblements ont été organisés.

Le journal *l'Orient-le Jour* a publié un pressant appel de M. Raymond Eddé, député du bloc national en exil à Paris, demandant au Parlement libanais de ne pas ratifier l'accord libano-israélien du 17 mai, « *parce qu'il masque un traité de paix imposé par Israël, auquel celui-ci aspirait depuis longtemps et parce que finalement son exécution dépend du bon vouloir de la Syrie, ce qui pourrait comporter un risque de partition du Liban* ».

En Israël, où aucune cérémonie officielle n'a marqué la journée, le général Avigdor Ben Gal, qui commandait les blindés israéliens au cours des combats, a affirmé à la télévision que l'armée israélienne avait été surprise de la réaction des Palestiniens, qui ont « *combattu avec obstination* », et a estimé qu'il était « *impossible de régler la question palestinienne par la force des armes* ». « *L'Etat d'Israël ne peut pas anéantir dans une bataille l'infrastructure militaire de l'O.L.P. Malgré la guerre, une nouvelle génération de dirigeants politiques et de combattants surgira au sein de l'organisation palestinienne* », a-t-il dit. — *(A.F.P., A.P.)*

AMÉRIQUES

Trois diplomates américains sont expulsés du Nicaragua

Les autorités du Nicaragua ont expulsé trois diplomates américains, sous l'accusation d'avoir mené « *une activité grandissante visant à la déstabilisation* » du gouvernement sandiniste. Parmi eux se trouve le consul des Etats-Unis. Les trois diplomates ont quitté Managua le lundi 7 juin. Le gouvernement de Washington a protesté contre cette triple expulsion, rejetant les « *allégations* » qui l'accompagnent, et il étudie « *les mesures qu'il pourra prendre* ».

M. Lenin Cerna, directeur de la sûreté nicaraguayenne, a expliqué à la presse les accusations portées contre les diplomates. Mme Emilia Loreta Rodriguez, deuxième secrétaire à l'ambassade des Etats-Unis, avait voulu faire empoisonner le Père Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères, a affirmé M. Cerna. A l'appui de cette accusation, ce dernier a présenté aux journalistes une employée du ministère, Mme Marlene Moncada, qui a affirmé avoir été recrutée par Mme Loreta Rodriguez pour offrir au ministre une bouteille de vin français empoisonné au thallium. Il s'agissait de vin préparé par des moines bénédictins, dont le Père d'Escoto est friand, a déclaré le directeur de la sûreté. Mais l'employée aurait informé ses supérieurs de ce qui se tramait, et ces derniers auraient filmé et photographié les préparatifs de l'empoisonnement.

Le consul américain, M. David Greig, premier secrétaire à l'ambassade, a été expulsé pour avoir remis à un citoyen nicaraguayen un appareil de radio permettant de brouiller les émissions locales avec des messages antigouvernementaux, a affirmé M. Cerna.

Enfin, ce dernier a accusé la troisième diplomate expulsée, Mme Linda Pfeifel, ministre-conseiller, chargée des affaires politiques, d'avoir rencontré des membres de l'opposition afin de recueillir de la propagande antigouvernementale et de favoriser les divisions au sein du peuple nicaraguayen.

D'autre part, les déclarations, lundi, à Managua, de M. Gary Matthews, secrétaire d'Etat adjoint chargé des droits de l'homme, ne contribueront sans doute pas à l'amélioration des relations entre le Nicaragua et les Etats-Unis. Au cours d'une réunion publique, le responsable américain a déclaré en effet que la création de *tribunaux populaires* pour juger les opposants était préjudiciable à la démocratie. Il a déclaré ensuite à l'agence Reuter que les droits de l'homme au Nicaragua avaient souffert une nette détérioration depuis l'instauration de l'état d'urgence, l'an dernier.

● AU SALVADOR, la station des insurgés, Radio-Venceremos, a annoncé dimanche que la guérilla avait détruit un autre centre de communications situé au sommet du volcan Charparrastique, dans le département de San-Miguel, coupant les communications nationales et internationales dans la moitié orientale du pays. Les guérilleros affirment avoir tué quinze des soixante soldats gouvernementaux qui gardaient le centre et en avoir capturé trois autres.

D'autre part, le service de presse des armées a annoncé que des installations électriques avaient été détruites et plusieurs commerces mis à sac à San-Cayetano et Istepeque, dans le département de San-Vincente, au centre du pays. La capitale elle-même a été affectée par les sabotages d'installations électriques faits par le Front Farabundo-Marti de libération nationale à la fin de la semaine dernière. L'arrêt des feux tricolores a provoqué d'énormes embouteillages dans les rues. — *(Reuter, A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● M. SON SANN a déclaré jeudi 2 juin à Bangkok qu'il ferait tout pour préserver l'unité du gouvernement de coalition antivietnamien dont il est le premier ministre. Il répondait ainsi aux déclarations du prince Sihanouk, qui avait menacé de démissionner de la présidence de la coalition si M. Son Sann persistait à le critiquer (*le Monde* du 31 mai). — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

Etats-Unis

● M. THOMAS ENDERS NOMMÉ AMBASSADEUR A MADRID. — M. Enders, qui était secrétaire d'État adjoint chargé des affaires interaméricaines, a été nommé par le président Reagan ambassadeur à Madrid, a-t-on annoncé officiellement lundi 6 juin à Washington. Le départ de M. Enders de son poste avait été interprété comme le signe de la volonté de la Maison Blanche de prendre en main plus activement la politique latino-américaine des États-Unis (*le Monde* du 4 juin). — *(U.P.I.)*

● PAS DE VISA POUR Mme BERNADETTE DEVLIN MCALISKEY. — Mme Delvin McAliskey, qui fut une des fondatrices du parti socialiste républicain irlandais, et siéga à Westminster en prônant le retrait des troupes britanniques de l'Ulster, s'est vu refuser un visa d'entrée aux États-Unis, a indiqué lundi 6 juin le département d'État. Les autorités américaines ont motivé leur refus en indiquant que Mme Devlin McAliskey avait l'intention de collecter des fonds aux États-Unis en faveur d'un membre de l'aile politique de l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA), M. Eamon Kelly, actuellement emprisonné en Ulster. — *(A.F.P.)*

Haute-Volta

● LE CAPITAINE THOMAS SANKARA, ancien premier ministre voltaïque, arrêté le 17 mai, puis relâché à la fin du mois, a été placé en résidence surveillée afin d'« *éviter qu'il ne lui arrive quelque chose de malheureux* », a déclaré le chef de l'État, dans une interview accordée à l'hebdomadaire gouvernemental *Carrefour africain*. Le président Ouedraogo a précisé que, s'il arrivait quelque chose à l'ancien premier ministre, cela ne manquerait pas d'être « *imputé aux autorités* ». En effet, a ajouté le président Ouedraogo, le capitaine Sankara « *a des amis, mais il a également des ennemis* ». — *(A.F.P.)*

République Centrafricaine

● LE TRIBUNAL SPÉCIAL DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a prononcé lundi 6 juin six condamnations à la réclusion à perpétuité, à l'issue du procès des personnes poursuivies pour avoir participé à l'attentat qui avait fait trois morts et trente-deux blessés au cinéma Le Club, à Bangui, le 14 juillet 1981. Les condamnés, MM. Iddi Lala et Robert Kewane — tous deux par contumace, — Dieudonné Feissona, David Berberati, Robert Kewane et André Kaomath, sont membres du bureau politique du Mouvement centrafricain de libération nationale (M.C.L.N.). Créé en décembre 1980, le M.C.L.N. avait été dissous et interdit deux jours après l'attentat contre le cinéma, qui avait été revendiqué, le 17 juillet 1981, par M. Iddi Lala. Le tribunal a également condamné seize autres personnes à dix ans de prison ferme et lancé six mandats d'arrêt internationaux, dont un contre M. Iddi Lala. Dix personnes ont été relaxées. — *(A.F.P.)*

Tchécoslovaquie

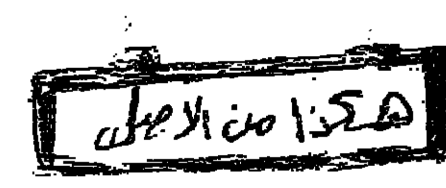
● LE PHILOSOPHE LIOUBOMIR SOCHOL, qui est actuellement professeur associé à l'université de Jussieu, a été privé de sa nationalité tchécoslovaque.

Turquie

● *DEUX EXTRÉMISTES DE* DROITE, emprisonnés pour avoir assassiné quatre militants de gauche en 1979, au cours d'un affrontement politique, ont été pendus dimanche 6 juin à Izmir. A la suite de cette double exécution, qui a eu lieu à la prison de Buca, le nombre des condamnés ayant subi la peine capitale depuis le coup d'État militaire de 1980 s'élève à quarante-six. — *(Reuter.)*

U.R.S.S.

● MORT DU GRAND RABBIN DE MOSCOU. — Le grand rabbin de Moscou, Jacob Fischmann, soixante-dix ans, est mort, samedi 4 juin, des suites d'un infarctus du myocarde, a-t-on indiqué, mardi, de sources proches de la synagogue moscovite. Jacob Fischmann avait été pendant douze ans grand rabbin de Moscou. — *(A.F.P.)*



AFRIQUE

République Sud-Africaine

Trois membres du Congrès national africain doivent être pendus jeudi

De notre correspondant

Johannesburg. — Cinq prisonniers, dont trois membres de l'A.N.C. et deux criminels de droit commun, seront exécutés, jeudi 9 juin, à Pretoria. En 1982, cent personnes, dont un Blanc, ont subi le même sort pour des crimes crapuleux. C'est, cependant, la première fois dans l'histoire pénale sud-africaine que des détenus politiques, jugés comme tels, vont être pendus. Les recours en grâce et les appels à la clémence lancés par de nombreux gouvernements, Amnesty International et le Conseil de sécurité des Nations unies ont été rejetés lundi par M. Marais Viljoen, président de la République.

Le chef de l'Etat a cependant accepté de commuer en détention perpétuelle le châtiment suprême prononcé contre un second trio de jeunes Noirs. Les six hommes avaient tous reconnu, et même revendiqué, leur appartenance au principal mouvement de lutte armée contre l'apartheid, le Congrès national africain (A.N.C.).

Plusieurs raisons expliqueraient, pour l'opinion publique sud-africaine, la différence de traitements réservés à ceux qu'on appelle ici « les terroristes ». Promis à la potence, Simon Mogoerane (vingt-trois ans), Jerry Mosololi (vingt-cinq ans) et Marcus Motaung (vingt-sept ans) ont été mêlés à des coups de main armés contre des postes de police. Ces opérations de guérilla urbaine avaient coûté la vie à quatre policiers.

En revanche, fait-on valoir, les actes de Johannes Shabangu, Anthony Tsotsobe et David Moïse, qui finiront tous trois leurs jours en détention, n'ont causé la mort de personne. C'est d'ailleurs ce qui avait provoqué les vives protestations de la communauté internationale quand les trois hommes furent, malgré tout, condamnés à mort et leur appel rejeté par la Cour suprême de Bloemfontein en novembre 1982 (*le Monde* daté 28-29 novembre 1982).

Cette version argumentée de la décision présidentielle ne convainc pas tout le monde. « *Pourquoi*, se demande-t-on à Soweto, *a-t-on examiné les recours en grâce de trois personnes condamnées en août 1981 et de trois autres jugées exactement un an plus tard ?* » Le président de la République, « *qui occupe un poste essentiellement honorifique, était-il si occupé ?* » Pour un avocat blanc spécialisé dans les procès politiques, en étudiant simultanément les six cas en présence, le pouvoir aurait voulu jouer sur deux tableaux : donner satisfaction à la population blanche la plus traumatisée par l'attentat de Pretoria et prouver dans le même temps à la communauté internationale que l'apartheid n'a pas perdu tout sens humanitaire.

De Lusaka, l'A.N.C. a appelé la nation à se mobiliser pour empêcher les pendaisons. La principale confédération de syndicats non blancs (CUSA, environ cent mille membres) proteste et prédit « *une escalade de la violence si les trois condamnés ne sont pas graciés (...) et si le gouvernement continue d'ignorer les raisons qui ont poussé les trois hommes à agir comme ils l'ont fait* ». Il y a quelques jours, des milliers de tracts avaient été distribués dans Soweto, sommant le gouvernement de traiter les six condamnés « *comme des prisonniers de guerre civile* ».

PATRICE CLAUDE.

Algérie

Le comité central du F.L.N. définit la politique de la famille

De notre correspondant

Alger. — Le comité central du F.N.L., réuni pour sa neuvième session les 2 et 3 juin, a adopté une motion qui définit en termes généraux la politique nationale d'organisation de la famille. Ces dossiers avaient été ouverts en janvier 1982 lors de l'examen par l'Assemblée populaire nationale d'un projet de loi sur le statut personnel, plus communément désigné sous le nom de code de la famille. Des militantes avaient alors manifesté leur opposition à des dispositions qui, à leurs yeux, maintenaient l'infériorité juridique de la femme. Le conseil des ministres avait alors décidé, à la demande du président Chadli, d'ajourner l'examen du projet (*le Monde* des 9 et 26 janvier 1982).

L'affaire a été reprise de zéro et renvoyée devant les instances de base du parti, qui en ont discuté dans tout le pays au cours des premiers mois de cette année. Les débats engagés à titre consultatif avaient trait aux droits et obligations des conjoints, au mariage, à la polygamie (soixante-dix mille cas en Algérie, soit environ 3 % des hommes mariés), à la dot, à la garde des enfants. Les journaux nationaux en ont rendu compte, souvent sans dissimuler l'acuité des problèmes. L'hebdomadaire *Algérie-Actualité* demande par exemple : « *Pourquoi, face au divorce, la femme reste chez nous, dans la majorité écrasante des dossiers traités, une éternelle perdante ?* » Parallèlement, la place de la femme dans la vie économique du pays était évoquée. « *Vouloir, au nom du respect de l'islam, sciemment mettre à l'écart de l'appareil de production une partie importante de la population, c'est ignorer les réalités d'aujourd'hui* », écrivait un éditorialiste d'*El Moudjahid*.

Dans son discours d'ouverture de la session du comité central, le président Chadli a abordé lui-même la question en ayant soin de se référer à la « *conception authentique de la religion* ». « *Tout nous impose aujourd'hui*, a-t-il dit, *de poursuivre notre action visant à créer le climat favorable à la participation complète de la femme, qui représente la moitié de la société, dans le processus historique d'édification.* »

La motion adoptée proclame notamment la nécessité de « *renforcer la place de la femme algérienne dans la famille et la société* ». Une mesure pratique retenue par le parti consisterait à « *unifier les actes de mariage à travers le territoire national, en vue d'éviter les aspects négatifs du mariage coutumier* ».

Autre décision : « *Insister sur l'intérêt absolu à l'égard du planning familial et renforcer la sensibilisation dans ce domaine.* » Cette sensibilisation s'est déjà traduite par de nombreux articles dans la presse depuis quelques mois et la création d'un groupe de travail composé de représentants de plusieurs ministères (*le Monde* du 23 février).

Il y avait plus de 19 500 000 habitants en Algérie au début de 1982. Le taux de croissance démographique est supérieur à 3 % avec une espérance de vie de cinq-sept ans pour les hommes et soixante ans pour les femmes. *Révolution africaine*, organe du parti, estime que « *l'aspiration des jeunes à un foyer moderne n'est pas soutenue par la nécessaire réflexion sur la conception de la progéniture* ». L'hebdomadaire parle de la nécessité de la planification démographique, au même titre que la planification économique.

Reste à savoir comment les intentions proclamées se traduiront dans les faits. En principe, un débat sur l'organisation de la famille aura lieu à la session d'automne de l'A.P.N.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Tchad

LE PRÉSIDENT HISSÈNE HABRÉ PROCLAME UNE AMNISTIE TOTALE POUR LES OPPOSANTS EN EXIL

N'Djamena (*A.F.P.*). — Le président, tchadien M. Hissène Habré, a proclamé, lundi 6 juin, une amnistie générale et totale pour « *tous les Tchadiens demeurés à l'extérieur du pays* », à l'occasion du premier anniversaire de son arrivée au pouvoir.

Dans son discours, le chef de l'Etat tchadien n'a assorti cette offre d'amnistie d'aucune condition et a affirmé : « *Ce que nous recherchons, c'est l'unité des fils du Tchad dans la paix.* »

M. Habré s'en est violemment pris à la Libye à plusieurs moments de son discours, affirmant que le « *régime terroriste et sanguinaire* » de Tripoli veut transformer le Tchad en une « *formidable tête de pont* » destinée à déstabiliser « *tous les Etats voisins* ». Il a qualifié les Libyens de « *gens pires que les colonisateurs, de vrais esclavagistes, de vrais barbares* ».

Le chef de l'Etat a reconnu les « *insuffisances* » gouvernementales, notamment en matière de couverture sanitaire du pays et d'éducation nationale. « *Le Tchad, meurtri par dix-sept années de guerre,* (est) *aujourd'hui encore confronté à l'agression libyenne et à divers fléaux naturels* », a-t-il ajouté.

Le Monde

politique

LES SANCTIONS DANS LA POLICE APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 3 JUIN

LA F.P.I.P. ET L'U.S.C.P.

Deux syndicats dans le collimateur

Qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, il faut s'y faire : la police a ses syndicats et ils se font entendre. Ils contribuent à l'identité de l'institution policière. La « tenue » (gradés et gardiens de la paix), qui constitue l'assise de l'édifice – 84 % des effectifs, soit près de 92 000 personnes sur quelque 110 000 policiers, – est partagée en deux blocs : d'un côté les autonomes et les syndicats liés aux confédérations ouvrières ; de l'autre les catégoriels, dont certains sont liés à la C.G.C. et la C.F.T.C.

La balance a toujours penché en faveur des premiers : 71,80 % aux élections professionnelles de 1982, dont 57 % pour la seule Fédération autonome (F.A.S.P.) ; contre 25,20 % pour les autres, dont 21,93 % pour l'Union des syndicats catégoriels (U.S.C.P.). Division qui renvoie, au sommet, à une polarisation gauche-droite, bien qu'à la base ce soit plus complexe. A ce partage ancien s'ajoute depuis peu un trublion : la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.P.I.P.), classée à l'extrême droite, qui obtint 2,83 % aux élections de 1982.

Pour les manifestations du 3 juin, sont en cause : l'U.S.C.P. et la C.F.T.C. pour le matin ; la F.P.I.P. pour l'après-midi.

● La F.P.I.P. s'est fait une réputation, depuis 1981, grâce à un instrument original : le répondeur téléphonique, au numéro personnel de son président M. Didier Gandossi, alors gardien à la Défense. On y entendra des messages provocateurs sur M. Badinter – cet « illuminé », – les immigrés, trop nombreux, la peine de mort, regrettée, les voyous qui font la loi. Un zèle dénonciateur qui n'évitera pas la calomnie, la F.P.I.P. ayant été condamnée, en février, pour s'être livrée téléphoniquement à cet exercice contre M. Georges Marchais et son fils.

Depuis, le répondeur ne répond plus. M. Gandossi l'a supprimé et en a profité, dit-il, pour se débarrasser de certains responsables « à l'esprit partisan ». Ainsi la F.P.I.P. grandit-elle et tient, en apparence, à se donner un visage plus respectable : un nouveau local dans le sixième arrondissement, un bulletin – *Police et sécurité* – mieux imprimé et un président bénéficiant d'un détachement syndical permanent depuis janvier. De l'argent sans aucun doute et, ce qui est plus notable, de récents succès électoraux à Paris : 12,41 % des suffrages aux élections de ce printemps aux œuvres sociales de la préfecture de police de Paris. 85 commandants et officiers, sur 859, ont voté pour elle. De plus, la F.P.I.P. a pris pied au 36, quai des Orfèvres, siège de la police judiciaire : elle y a constitué un syndicat professionnel des policiers en civil que préside M. Gérard Vilatte, inspecteur à la brigade criminelle. M. Gandossi affirme aujourd'hui que la F.P.I.P. atteint 5 400 adhérents.

« *Vaincus sont ceux qui n'espèrent pas vaincre* », annonce la couverture de son bulletin, qui précise que M. François Romério, président de l'association Légitime Défense est son président d'honneur. Dans sa dernière livraison, *Police et sécurité* dénonce l'« *antiracisme primaire* », s'en prend à la « *voyoucratie étrangère qui abuse des lois de l'hospitalité* », dénonce le laxisme des juges, s'attaque à M. Badinter, et développe une logique selon laquelle, puisque les policiers sont la loi sur le terrain, il n'ont qu'à la faire. La F.P.I.P., bien qu'elle le démente, a des liens avec le Front national – M. Le Pen participait à la manifestation de l'après-midi du 3 juin – et est en liaison avec des mouvements satellites : association de soutien à la police ou revue *Hapax de magistrats*.

● L'UNION DES SYNDICATS CATÉGORIELS DE LA POLICE (U.S.C.P.) regroupe trois organisations : Syndicat des commandants et officiers (S.C.O.), Syndicat des gradés (S.G.P.N.), Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.). Un total de 22 000 adhérents, assure-t-elle, dont 60 % au S.I.P.N. Les responsables du S.G.P.N. et du S.C.O. ont été mis en cause, cet automne, par les renseignements généraux pour leur participation aux réunions de l'A.O.P.- Police du R.P.R. MM. Ferdinand Le Dain et Paul Florentz ont démenti. Leurs opposants – la F.A.S.P. notamment – ne leur ménagent pas les critiques : liens, dans le passé, avec le SAC ; héritiers des policiers « épurés » à la Libération ; responsabilités dans la « bavure » de Charonne etc. Calomnie, répondent, de procès en procès, les intéressés.

M. Rémy Halbwax, secrétaire général du S.I.P.N., dément pour sa part tous les liens qu'on lui a prêtés avec l'U.D.F. Il reconnaît seulement être très proche, amicalement, de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, conseiller de Paris (U.D.F.), en charge officiellement des problèmes de circulation et de stationnement à Paris, mais qui, selon d'autres policiers, s'occuperait activement des problèmes de sécurité et de police dans la capitale. M. Jean-Pierre Pierre-Bloch a été vu aux côtés de M. Halbwax lors de la manifestation du 3 juin au matin. Secrétaire général adjoint du S.I.P.N., M. Gérard Boyer a, quant à lui, été élu, en mars, sur les listes d'opposition, conseiller municipal d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). « *Et la libre expression politique ?* répond l'intéressé. *Je ne reproche pas au secrétaire général de la F.A.S.P. d'être socialiste !* »

Le S.I.P.N., en fait, veut occuper, depuis le 10 mai, le terrain de la contestation policière : « *Je veux faire du corporatisme* », explique M. Halbwax. Et il sourit aux informations faisant état de ses contacts avec M. Robert Pandraud, devenu directeur du cabinet du maire de Paris, et, surtout, détenant, de 1968 à 1981, le record de longévité au ministère de l'intérieur, notamment comme directeur général de la police nationale.

EDWY PLENEL.

DANS LES COMMISSARIATS

« D'abord dépolitiser... »

De sa poche, le policier en civil a tiré un petit carnet, feuilleté quelques pages. « *Le 20 janvier 1979, il y a eu dix mille policiers dans les rues de Paris, qui manifestaient, exactement comme l'autre jour, après des meurtres de collègues... Le 10 septembre 1971, lors de leur congrès, réuni à Thonon-les-Bains, les gardiens de la paix du Syndicat général de la police, le S.G.P., avaient marché sur la préfecture de la ville... Le 6 novembre 1967, à Paris, plusieurs milliers de policiers ont défilé jusqu'au Palais-Bourbon, où les députés s'apprêtaient à voter le budget du ministère de l'intérieur, pour attirer leur attention sur la misère de la police... Alors, pourquoi deux poids deux mesures ? Parce que les trois manifestations en question étaient organisées par les syndicats groupés dans ce qui est devenu depuis la Fédération autonome des syndicats de police ?* »

(*Dessin de PLANTU.*)

Il faut bien parler de « malaise ». Personne ne nie la chose. Dans ce commissariat parisien où nous avons tenté notre chance, puisque la préfecture de police préfère pour l'instant ne délivrer aucun feu vert, on nous avait répondu que le patron était « *absent jusqu'à jeudi* ». Mais les langues allaient bon train.

« *Le Pen n'avait rien à faire avec nous ! Si j'avais été là, je l'aurais sorti, à coups de pied au cul si besoin...* » « *Faites gaffe, les gars,* » disait un autre. *Ce qu'« ils » veulent, c'est dissoudre tous les syndicats dits de droite pour ne laisser que la bande à Deleplace* (1), *vous pouvez me croire...* »

Plus précis, un autre policier expose ce qu'il appelle l'« *ambiguïté juridique* » qui régit les droits des fonctionnaires de la police nationale. « *Certes, le statut de 1948 nous interdit de faire grève, et, bien entendu, tout acte d'indiscipline. Mais pas le droit de manifester ! Un policier peut-il ou non aller défiler le 1er mai si bon lui semble ? Nous disons oui, dès lors que ce policier n'est pas en service, c'est clair. Mais c'est ici que l'ambiguïté commence, puisqu'il est établi que nous devons intervenir en dehors des heures de service si la tranquillité publique est menacée... Cela revient à dire que nous sommes en service vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! Alors ?* »

L'ordre

Revenant sur les incidents du 3 juin, notre interlocuteur met au compte du service d'ordre la responsabilité des débordements : « *Si on veut bloquer des manifestants, ce n'est pas avec des cordons de flics au coude à coude qu'on peut espérer empêcher des milliers de personnes d'aller où elles veulent aller ! A la préfecture de prévoir les moyens et de donner les ordres nécessaires...* »

Du maintien de l'ordre, on en vient à parler de l'usage des armes. « *Pourquoi le fait de braquer un suspect est-il considéré, en France, comme une atteinte à la dignité humaine, alors que dans nombre d'autres pays on considère comme parfaitement normal que la police prenne les devants en cas de danger ? Et, puisqu'on a supprimé la peine de mort, pourquoi ne l'avoir pas remplacée par une peine de substitution très sévère pour qui tuerait un policier ? Quand comprendra-t-on enfin que les droits des citoyens et ceux des policiers ne sont pas les mêmes face aux criminels, les derniers devant prévenir le crime ?* »

Çà et là, on entend parler de sanctions. Pour les uns, « *dégommer les responsables syndicaux* » serait « *une maladresse* » dans la mesure où « *personne ne peut dire s'ils portent vraiment la responsabilité des débordements* ». D'autres prévoyaient qu'« *une C.R.S. serait dissoute* », celle qui était chargée d'interdire l'accès de la place Beauvau. De même, « *la compagnie du métro que commande le commissaire Nadine Joly devrait être refondue entièrement* »... Et de pronostiquer en tous sens, forts de bribes recueillies à droite et à gauche auprès de collègues « bien placés »...

Seul point sur lequel se fait l'unanimité, « *les choses ne peuvent plus durer comme cela. Il faut faire quelque chose dans les meilleurs délais* ». Mais quoi ? « *Dépolitiser la police, monsieur ! Quand des flics en viennent, ce qui ne s'était jamais vu auparavant, à s'invectiver face à face à coups de slogans politiques – salauds de droite, fumiers de gauche, – c'est grave. Extrêmement grave et très dangereux...* »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui groupe près de 60 % des policiers en tenue et en civil.

● *La Fédération justice C.F.D.T.* « *réaffirme son soutien à la nouvelle politique judiciaire, pénale et pénitentiaire menée par le garde des sceaux (...), et dénonce les procédés factieux dirigés contre les autorités légitimes à l'occasion du tragique accident qui a coûté la vie à deux policiers* ».

● *Le SNIPAT* (Syndicat national indépendant des personnels administratifs et techniques de la police nationale) s'« *indigne des manifestations intempestives à caractère politique de policiers sur la voie publique, à la suite de tragiques circonstances où des fonctionnaires de police ont payé de leur vie la mission qui leur incombe* ». Le SNIPAT, qui fut affilié à la Fédération autonome (FASP), rappelle que « *les policiers sont tenus par leur statut spécial à une obligation de réserve qui ne doit en aucune circonstance les conduire à des manifestations de rue ou à la mise en cause des autorités qui les dirigent au niveau gouvernemental* ».

● *La C.G.C.* « *met solennellement en garde le gouvernement et le président de la République contre toute mesure de suspension ou de révocation d'un de ses responsables syndicaux sous prétexte de la participation des syndicats C.G.C. de la police à la manifestation de protestation spontanée qui s'est déroulée vendredi matin à Paris* ». La C.G.C. « *rappelle que tout gouvernement, y compris celui de M. Mauroy, se doit de respecter les libertés syndicales et qu'elle combattra fermement toute tentative d'y porter atteinte* ».

« Les Français ont déjà rejeté la politique des bras levés »

déclare M. Max Gallo

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a dénoncé, lundi 6 juin, l'exploitation politique à laquelle donnent lieu les difficultés du gouvernement avec la police. Il a notamment déclaré : « *L'opposition, dans un pays démocratique, est légitime et nécessaire. La France est le pays du débat. La France est un pays où l'on s'exprime et où l'on manifeste librement. Mais les Français ne peuvent accepter que quelques centaines d'individus, astreints, plus que d'autres, à une obligation de réserve, exploitant la douleur et la mort, veuillent dicter par la rue leur volonté. Les Français, en leur temps, ont déjà rejeté la politique des bras levés. (...)*

» *Il ne s'agit pas pour le gouvernement de dicter à l'opposition ce qu'elle devrait faire. Il s'agit de savoir si l'opposition est prête à sacrifier les intérêts de l'ensemble du pays dans une politique du pire qui passe par l'exacerbation des intérêts catégoriels, des formes de contestation les plus discutables, ou si, au contraire, elle veut tenir son rôle avec responsabilité.* »

Réagissant aux propos de M. Raymond Barre, selon lequel on assiste à une « *dégradation de l'autorité depuis le sommet de l'Etat* », le secrétaire d'Etat a répondu que cette affirmation « *participe de la méthode Coué : à force de répéter, on espère que cela se réalisera* », dit-il.

A propos des critiques formulées contre la politique gouvernementale par d'anciens membres du gouvernement, notamment MM. Jean-Pierre Chevènement et Michel Jobert, M. Gallo a souligné : « *Brusquement les yeux et les oreilles s'ouvrent quand les ministres sortent du gouvernement. Ils participent à une politique pendant deux ans, on ne les entend pas, au moins dans l'aspect critique ; ils sortent du gouvernement, soit volontairement, soit poussés dehors, et brusquement nous les entendons déclarer que rien ne va, et parfois depuis mai 1981, et qu'ils se sont époumonés depuis deux ans à le dire en conseil des ministres ou ailleurs. Je donne personnellement à ces imprécations, à ces condamnations, autant de poids que le silence.* »

Enfin, interrogé sur les récentes déclarations de M. Jacques Chirac, le porte-parole du gouvernement a déclaré : « *La France a beaucoup plus besoin de coups de rein que de coups de menton.* »

Le président de la République peut dissoudre l'Assemblée nationale

souligne M. Raymond Barre

M. Raymond Barre, qui était, lundi 6 juin, l'invité du journal de la mi-journée de TF 1, a été interrogé sur la proposition de M. Jacques Chirac consistant à demander l'organisation d'un référendum sur la politique économique du gouvernement, l'ancien premier ministre a répondu : « *La Ve République repose sur un principe fondamental : le contrat entre le président élu au suffrage universel et le peuple. (...) Si à un moment donné le président de la République estime, car il s'agit de sa responsabilité et je dirais même de son devoir moral, qu'il doit consulter le peuple français, il a une possibilité de le faire : il peut recourir à des élections législatives anticipées. Il peut dissoudre l'Assemblée nationale.*

» *Le problème n'est pas seulement que les Français soient consultés, c'est ce que l'on fera après. Est-ce que l'on se prêtera à des combinaisons, des arrangements qui n'iront pas dans le sens requis pour satisfaire aux exigences de l'avenir, ou est-ce que l'opposition adoptera l'attitude la plus claire dans la fidélité à l'esprit de la Ve République ? Il appartient à ce moment-là au président de la République et à l'opposition de prendre des positions suffisamment claires et d'en tirer toutes les conséquences.* » En ce qui le concerne, M. Barre se prononce contre tout « *compromis historique* ».

M. Barre a aussi estimé que l'opposition ne doit pas être monolithique : « *Si vous allez dans le sens du monolithisme, vous risquez de voir les tendances extrémistes l'emporter. Ce qui, à la fois, ne convient pas au peuple français et est un argument rêvé à donner à l'actuel pouvoir, qui ne manquera pas d'évoquer les factieux ou les menaces contre la République.* »

Pour l'ancien premier ministre, l'opposition doit être « *pluraliste, tolérante, ferme sur ses convictions* », elle doit éviter le « *sectarisme dogmatique* ». M. Barre a aussi insisté sur le fait que l'opposition doit « *éviter de susciter tout ce qui est revendications catégorielles* ».

M. BOUSQUET SUSPEND LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA MAIRIE DE NIMES

Le maire de Nîmes, M. Jean Bousquet (divers droite), a suspendu lundi 6 juin, par arrêté, le secrétaire général de la municipalité, M. Claude Chaminas. M. Claude Chaminas avait fait savoir qu'il était hostile à la décision du maire de le nommer à la présidence de la régie municipale des arènes. Lundi, lors de la réunion du conseil municipal, des amis de M. Chaminas et des employés de la municipalité, dont une cinquantaine de membres de la C.G.T., sont venus lui apporter leur soutien. M. Bousquet a fait évacuer la salle.

Elu en mars dernier à la tête d'une liste d'opposition, se présentant contre celle que conduisaient le maire sortant, M. Emile Jourdan (P.C.) et Mme Georgina Dufoix (P.S.), secrétaire d'Etat chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, M. Bousquet a justifié la suspension de M. Chaminas par « *une faute professionnelle grave* ». Le maire de Nîmes a évoqué des « *manquements au devoir de réserve* », ainsi que « *l'incitation à la désobéissance des chefs de service de la mairie* ».

POLITIQUE

LES SANCTIONS DANS LA POLICE

M. Mauroy : des mesures qui tiennent compte de la gravité des faits

Après avoir reçu, lundi 6 juin en fin d'après-midi, MM. Gaston Defferre et Joseph Franceschi à l'hôtel Matignon, M. Pierre Mauroy a fait la déclaration suivante :

« A la suite des manifestations organisées par certains policiers, vendredi, j'ai reçu le ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le secrétaire d'Etat à la sécurité publique. Des dispositions ont été arrêtées. Elles sont fonction de la gravité des faits. Les fonctionnaires mis en cause vont faire l'objet de poursuites disciplinaires. Des sanctions sévères seront demandées. Elles sont la conséquence d'actes d'une gravité exceptionnelle.

» Le gouvernement a le souci de respecter les garanties prévues par la loi et le statut de la fonction publique. Il observera les délais réglementaires prévus. En conséquence, les noms des fonctionnaires concernés ne seront connus que lorsque les intéressés auront pris connaissance de leur dossier. Le gouvernement connaît les difficultés du métier de policier. Il en connaît la grandeur et il en connaît les risques. Mais la grandeur d'un corps ne peut être assurée que si les actes d'indiscipline sont sanctionnés. C'est la plus haute idée que nous pouvons avoir, ensemble, de la République. »

UN NOUVEAU CAPITAINE DE GENDARMERIE A LA TÊTE DU G.I.G.N.

Le capitaine de gendarmerie Philippe Masselin commandera le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), après l'accident survenu au capitaine Paul Barril au cours d'une séance de travail.

Agé de trente ans, et précédemment adjoint du commandant du G.I.G.N., le capitaine Masselin est sorti de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan dans l'arme de la gendarmerie, en 1973. Il est capitaine depuis août 1982. Sa nomination devrait coïncider avec une volonté du ministère de la défense, dont dépend la gendarmerie nationale, d'établir une distinction plus nette entre les missions du G.I.G.N. et celles du groupe de sécurité de la présidence de la République qu'anime le chef d'escadron Christian Prouteau, conseiller technique à l'Elysée.

De nombreuses voix se sont élevées, en effet, dans la gendarmerie contre la confusion des genres entre la « cellule » de Christian Prouteau à la présidence de la République et le G.I.G.N. (*le Monde* du 27 mai). Il faut tenir compte aussi de la responsabilité du capitaine Barril dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes » et de son inculpation dans une affaire de trafic d'explosifs et de munitions dont les autres inculpés ont été condamnés le 25 avril.

● *M. Hubert Dubedout*, député (P.S.) de l'Isère, ancien maire de Grenoble, est chargé d'une mission temporaire, conjointement, auprès du ministre de l'industrie et de la recherche et du ministre du commerce extérieur et du tourisme, par décret du premier ministre publié le 4 juin au *Journal officiel*.

Propos et débats

M. Giscard d'Estaing : 1958

Dans un entretien avec le journal brésilien *O Globo* paru le 6 juin, M. Valéry Giscard d'Estaing estime que l'opposition en France va avoir *« dans peu de temps »* une *« opportunité historique unique »*. Il ajoute : *« Nous devons nous préparer à assumer* [cette opportunité]. *Je ne compare pas la situation de la France aujourd'hui avec celle qui était la sienne en 1968 (...), mais avec sa situation en 1958, lorsqu'une partie de la population française, à la suite d'une série de déceptions, en est venue à s'interroger sur la nécessité de renouveler le système politique et les institutions. »*

L'ancien président de la République juge, d'autre part, que *« les problèmes monétaires seront atténués »* et que le franc sera *« automatiquement renforcé »* à partir du moment où le gouvernement appliquera *« une politique claire »*.

M. Chaban-Delmas : en réserve

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Gironde et maire de Bordeaux, dans une interview à l'Associated Press, a déclaré lundi 6 juin que sa participation au gouvernement n'était pas exclue mais que, *« pour l'heure, ce n'est pas à l'ordre du jour »*. Il a démenti les rumeurs selon lesquelles il aurait rencontré récemment le président de la République. A propos des prochaines élections européennes et de son éventuelle candidature, il a précisé : *« Pour l'instant, rien n'est décidé (...). On saura dans quelques jours si les positions de l'U.D.F. et du R.P.R. sont convergentes. A partir de ce moment-là, il faudra réfléchir sérieusement au fait de déterminer si le mieux serait une liste unique de l'opposition ou bien des listes séparées. »*

M. Delanoë (P.S.) : ambiguïté

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a estimé, lundi 6 juin, que M. Jacques Chirac *« fait preuve d'une incompétence notoire lorsqu'il prétend que l'on peut trancher une question monétaire par un référendum »*. Le président du R.P.R., selon lui, ne cherche qu'à *« occuper le terrain »*, mais *« n'apporte rien sur l'analyse des problèmes qu'affronte la société, ni la moindre solution »*. M. Delanoë a, d'autre part, dénoncé l' *« l'ambiguïté »* du discours *« mou, qui voudrait être dur »* de M. Chirac. Il a aussi noté que ce dernier *« désapprouve la violence avec une voix fluette »*.

Les surenchères de l'opposition

(Suite de la première page.)

Après deux ans d'exercice, le pouvoir actuel ne peut qu'être condamné globalement : de jour en jour il *« abîme la France »*. Et l'ancien président de la République de se demander s'il ne faudrait pas compléter les possibilités actuelles de référendum par un recours à l'initiative populaire...

M. Raymond Barre s'interroge aussi sur les possibilités d'élargissement du domaine d'application de l'article 11 et parle du *« vote marginal »* du 10 mai... En fait, en dépit de leurs dénégations, les responsables politiques de l'opposition, chacun dans son registre, posent la question de la légitimité et font comme s'ils souhaitaient la fin de ce qu'ils appellent l'*« expérience en cours »*.

Cette attitude est ambiguë dans la mesure où ces mêmes responsables reconnaissent que l'opposition n'est pas prête à reprendre le pouvoir... Les sondages, il est vrai, sont là pour leur rappeler chaque jour le peu de confiance que leur accorde l'opinion. Il leur faut cependant, tout en se défendant de reprendre à leur compte les manifestations catégorielles, ne pas rester en dehors et répondre à l'exaspération de leur propre base.

N'être pas, comme le remarquait M. Léotard, secrétaire général du P.R., la *« statue du Commandeur »* derrière la scène où *« s'agite le peuple »*. Mais, entre une opposition hiératique, qui se défendrait de vouloir jeter de l'huile sur le feu, comme le dit M. Barre, et une opposition tentée par des solutions plus radicales, il doit certainement y avoir place pour une opposition responsable qui choisirait, par la seule force de ses propositions, d'apparaître comme une alternative crédible.

Il est vrai que le comportement des Français peut la dispenser d'un tel travail : les votes négatifs, de rejet, l'ont souvent emporté sur l'adhésion à un projet. Il est vrai aussi que les maladresses du pouvoir, essentiellement de certains socialistes, ont pour effet de réhabiliter les valeurs de la droite. Mais il serait dommageable pour tout le monde de prendre aujourd'hui les discours de l'opposition au pied de la lettre et de provoquer ainsi la « crise de régime » que d'aucuns appellent de leurs vœux.

Quoi qu'il arrive désormais, une chose paraît acquise. Tout sera prétexte à dire : référendum ou législatives anticipées, c'est le suffrage universel qu'il nous faut. Ne serait-ce que pour mieux souligner qu'aujourd'hui la majorité politique ne représente plus la majorité des Français. Tel était le leitmotiv des partis d'opposition et de leurs leaders politiques avant même les élections municipales. M. Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, avait dès avril 1982, réclamé le départ de M. Mitterrand.

On peut regretter une telle attitude et constater, avec M. Barre, que rien ne sert mieux le pouvoir que les excès de l'opposition. On peut aussi se souvenir de ces lignes de Prévost-Paradol qui remarquait en 1861 : *« C'est le malheur et l'originalité de notre pays que, depuis cette date mémorable (1789), nos gouvernements ont toujours été considérés comme provisoires par une partie de l'opinion (...), leurs annales ressemblent toutes à un journal de siège. »* (1)

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Cité dans *« les Jeux français »* de Gérard Vincent (Fayard).

Le M.R.G. prépare la constitution d'un nouveau parti

De notre correspondant

Tarbes. — Le congrès annuel de la fédération du M.R.G. des Hautes-Pyrénées, qui compte parmi les plus importantes de France, s'est réuni, dimanche 5 juin, à Tarbes, en présence de M. Jean-Michel Baylet, président par intérim et député de Tarn-et-Garonne.

A cette occasion, M. René Billères, sénateur M.R.G. des Hautes-Pyrénées, ancien ministre, confirmant sa décision d'abandonner à soixante-treize ans la vie politique, a désigné M. François Abadie, maire de Lourdes, ancien député des Hautes-Pyrénées et ancien secrétaire d'Etat au tourisme, comme son candidat au siège de sénateur, qui sera renouvelé en septembre prochain. Le congrès a approuvé par acclamations et à l'unanimité ce choix et celui de M. Hubert Peyou, sénateur M.R.G. sortant, président du conseil général.

Dans son intervention, M. Billères a rappelé que *« le choix de la politique de rigueur par le gouvernement a correspondu aux convictions politiques et à l'attente du M.R.G. »*, de même que le refus du protectionnisme.

Puis, évoquant les revendications de M. Yvon Gattaz, l'ancien ministre a souligné que, sur le plan des demandes répétées d'allègement des charges des entreprises, le président du C.N.P.F. *« n'avait pas tout à fait tort puisque nos charges sont le double en moyenne de celles en vigueur dans les pays de la Communauté européenne »*. *« Les radicaux doivent répéter sans arrêt qu'il faut éviter une politique de relance à tout prix, car une telle politique serait une catastrophe »*, a-t-il affirmé, avant de se faire plus critique : *« Pour autant et depuis deux ans, et malgré un changement de ministre, je ne vois pas de grande politique industrielle. Je vois un déficit des nationalisations anciennes et nouvelles. Je ne vois pas qu'on ait mis les banques nationalisées au service d'une vraie politique industrielle. (...) En matière de décentralisation (...), il ne faut pas que, derrière une façade, les administrations reprennent tous les droits devant faire l'objet des transferts. »*

Pour M. Billères, qui a déploré les divisions de la majorité en matière de doctrine économique, *« M. Jacques Delors ressemble de plus en plus à saint Sébastien »*. Et il ajoute : *« Les flèches lui viennent de gauche comme d'ailleurs de droite. (...) Les archers qui ne tirent pas encore seront demain peut-être un peu plus nombreux. Le plan Delors ne passe pas, même si M. Mauroy exhorte ses amis à le soutenir avec enthousiasme. (...) Notre accord politique avec ce gouvernement est subordonné à la politique de rigueur, avec, bien entendu, le respect, le renforcement même de la solidarité nécessaire et le combat beaucoup plus délibéré et actif pour l'emploi des jeunes. Nous ne pouvons pas continuer dans cette ambiguïté et dans cette hypothèse d'un protectionnisme qui reviendrait après une courte parenthèse. »*

Après avoir noté que le M.R.G. va *« à l'extinction silencieuse entre les bras plus ou moins compatissants du P.S. »*, le sénateur a proposé que son mouvement envisage la constitution d'un parti nouveau avec *« d'autres qui ne sont pas loin de nous et que nous n'avons pas le droit de laisser s'enliser dans le marais centriste »*, et qui *« puisse rétablir ce dialogue sage dont parle Jacques Delors »*.

Pour M. Jean-Michel Baylet, *« il n'est pas pensable qu'il y ait un échiquier politique vide ou qu'il y ait dans l'échiquier politique un vide entre Chirac et le P.S. »*. Il a indiqué qu'*« un groupe de travail sous la direction de M. François Luchaire, vice-président du M.R.G., est en train d'élaborer une charte »* qui serait soumise le 2 octobre au congrès national. M. Abadie a tenu à préciser que les parlementaires M.R.G. n'accepteront, dans les plates-formes du nouveau parti, qu'une formule claire et juste d'élections à la proportionnelle.

GILBERT DUPONT.

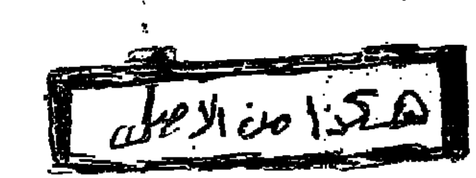
M. LECANUET EMET LE « VŒU » DE VOIR SE CONSTITUER AU SÉNAT UN GROUPE U.D.F.

MM. Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, Philippe de Bourgoing, président du groupe des républicains et indépendants, Jean-Pierre Cantegrit et Max Lejeune, membres du groupe de la Gauche démocratique représentant l'un le parti radical, l'autre le parti social-démocrate, viennent de recevoir une lettre de M. Jean Lecanuet. Le président de l'U.D.F. fait part à ses destinataires de l'éventualité, évoquée lors du bureau politique de l'U.D.F. du 26 mai, de la constitution d'un groupe U.D.F. Un tel groupe, qui serait le plus important du Sénat, renforcerait l'image de l'U.D.F., explique M. Lecanuet, qui estime que l'union correspond à un *« besoin de simplification »* ressenti par l'opinion.

Ce *« vœu »* n'est pas nouveau. Les plus chauds partisans d'un regroupement en justifient l'opportunité par le prochain renouvellement sénatorial, fixé au 25 septembre, et par la dégradation de la situation politique, qui nécessite, à leurs yeux, que l'U.D.F. se dote, dans une assemblée où elle est majoritaire, d'un instrument efficace.

Est-ce pour contrecarrer les ambitions, que certains jugent hégémoniques, du groupe R.P.R., qui sous la présidence de M. Pasqua a vu ses effectifs grossir dans les derniers mois (après notamment le départ de MM. Chamant et Paul d'Ornano du groupe R.I. et celui de M. de Cuttoli de la Gauche démocratique) ? Toujours est-il que dès la semaine dernière, avant même d'avoir reçu la lettre de M. Lecanuet, M. Chauvin avait tenu, lors de la réunion hebdomadaire de concertation des groupes de la majorité sénatoriale, à rassurer le R.P.R.

A. Ch.



LES DIVERGENCES AU SEIN DU P.S.

Loire-Atlantique : les limites de la critique

Que pensent les militants socialistes de l'ampleur qu'ont atteint les débats entre les dirigeants de leur parti sur la politique économique et sociale du gouvernement ? Ces discussions et, singulièrement, l'intervention de M. Jean-Pierre Chevènement, samedi 28 mai, devant la convention nationale du P.S. sont-elles contenues dans la norme du débat démocratique ou portent-elles atteinte au crédit du gouvernement ?

Voici les propos qu'a entendus notre correspondant en Loire-Atlantique. Dans ce département, la fédération du P.S. est dirigée par un représentant du CERES, courant de M. Chevènement, qui a l'appui des mitterrandistes du courant A.

De notre correspondant

Nantes. – « *C'est scandaleux de critiquer le gouvernement de cette manière.* » La jeune militante socialiste de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) qui s'exprime ainsi ne s'est pas embarrassée, lors de la dernière réunion de sa section, pour dire son sentiment après les déclarations de M. Jean-Pierre Chevènement, le 28 mai, devant la convention nationale du P.S. Les anciens ont compris ce cri du cœur. *Ils lui ont expliqué* qu'en période de préparation de congrès le parti socialiste connaît de tels accès de fièvre et qu'il faut savoir les minimiser. Mais ils n'ont pas été vraiment convaincants. Le coup de gueule du leader du CERES leur est resté, à eux aussi, en travers de la gorge.

Les « poperenistes » sont majoritaires dans la section. Ils ont applaudi, voilà quelques semaines, les réflexions que leur chef de file, M. Jean Poperen, a exprimées publiquement (*le Monde* du 28 avril). « *Une analyse qui posait les vrais problèmes*, disent-ils. *Un soutien critique, certes, mais un soutien. Il ne mettait pas en cause le gouvernement ni la nécessité de la rigueur, mais la règle du jeu pour d'autres priorités : plus de justice sociale, une vraie réforme fiscale...* »

Pour eux, M. Chevènement a commis plus qu'un excès de vocabulaire : « *S'interroger sur la date de la quatrième dévaluation, c'est jouer l'échec et c'est inadmissible ! Réclamer plus de rigueur, ça veut dire quoi de précis, au juste ?...* »

La critique, pourtant, les militants – tous les militants – ne sont pas contre. *Ils ne sont plus très nombreux*, en effet, pour applaudir avec enthousiasme *l'action gouvernementale*. La base ouvrière, importante dans le département, et issue du secteur nationalisé surtout, a renoncé à expliquer la politique menée.

Pour autant, ces militants n'ont guère apprécié les « *sifflets grossiers* » lancés par M. Chevènement à l'équipe gouvernementale, dont il a été solidaire tant qu'il en a fait partie. Pour deux raisons au moins. Premièrement, cela fait mauvais effet à l'extérieur du parti : « *La droite s'en sert pour nous discréditer* ». Deuxièmement, la situation est difficile : « *D'accord pour gueuler un peu, mais c'est le moment de serrer les coudes, pas de se diviser* », traduit un vieux mitterrandiste qui a placé dans toutes ses conversations militantes *depuis une semaine* la formule utilisée par M. Lionel Jospin : « *fouetter les mollets du gouvernement, oui ; lui couper les jarrets, non !* ».

Dans la fédération de Loire-Atlantique, qui revendique deux mille deux cents adhérents – et pas de « godillots » – le premier secrétaire, M. Olivier Richard (CERES), a dû se forcer un peu pour expliquer les propos de M. Chevènement, chef de file de son courant. Il rapporte qu'à l'assemblée générale des militants du CERES le sentiment selon lequel « *Chevènement dit tout haut ce que les adhérents pensent tout bas* » était partagé. Avec une réserve toutefois : « *Peut-être l'a-t-il dit un peu trop fort et trop tard, après nous avoir imposé un soutien inconditionnel au gouvernement quand il y était.* »

La corde du pendu

C'est sur la manière d'assurer l'autonomie du parti vis-à-vis du pouvoir que les appréciations divergent. Un vieux militant ouvrier mitterrandiste estime : « *Le parti est trop dominé par des gens qui viennent des superstructures, l'administration et l'enseignement. Ce sont des hommes valables, mais coupés des réalités de la production. Les sections d'entreprises en ont marre de jouer les ouvriers du parti. Les gars veulent être reconnus comme partie prenante aux débats.* »

Les « rocardiens » crient carrément à la trahison : « *C'est un coup de poignard dans le dos, car les propos de Chevènement posent le problème de la crédibilité du parti et du président de la République...* »

La vivacité de la réaction des « rocardiens » s'explique en Loire-Atlantique. Ils ont la même base sociologique que le CERES : des chrétiens de gauche et des cédétistes *venus tardivement à la politique*, souvent par le P.S.U. Nombre *d'entre eux ont rejoint M. Rocard* après un passage au CERES.

Le CERES voudrait bien stopper ces départs et même inverser les transferts en sa faveur. Ce ne sera pas *facile toutefois*. Son secrétaire départemental actuel n'a pas le même charisme que son prédécesseur, M. Jean Natiez, député. De plus, l'impression prévaut chez les militants de ce courant que M. Chevènement a lancé le bouchon trop loin : « *Ce n'est plus du soutien critique. Il soutient le gouvernement comme la corde le pendu !* » Sa démarche a été perçue comme inscrite dans une logique d'échec. Or la fédération de Loire-Atlantique est encore sous l'état de choc de la perte de la mairie de Nantes, lors des élections municipales de mars. Les mitterrandistes, qui ont permis au CERES, en s'alliant avec lui, de garder la direction de la fédération, sont décidés, cette fois, à la revendiquer pour leur propre compte en recherchant des partenaires dédaignés jusqu'ici.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

AU SÉNAT

L'opposition estime que le projet de démocratisation du secteur public équivaut à une « nationalisation rampante »

L'opposition, majoritaire au Sénat, était hostile à la loi de nationalisation et aux nouveaux droits des travailleurs introduits par les textes de l'ancien ministre du travail, M. Jean Auroux. Le projet de démocratisation du secteur public, suite logique des deux précédents – ou selon l'expression du rapporteur R.P.R. de la commission spéciale, M. Chérioux, troisième côté du « *triangle infernal* » – n'avait guère plus de chance de trouver grâce à ses yeux.

Si ce texte ne concernait que les entreprises dont l'Etat est l'unique propriétaire, certains, comme M. Dailly (Gauche dém.), ne seraient pas hostiles – au contraire – à ce que l'Etat agisse à sa guise. Mais les dispositions prévues sont censées s'appliquer dans les sociétés où l'Etat n'est que majoritaire. Autrement dit, par ce biais, le gouvernement entendrait étendre le secteur public : de cela l'opposition *ne veut pas, d'autant qu'elle y voit* matière à inconstitutionnalité.

Dès lors que le désaccord est marqué – et nettement – sur le champ d'application du texte – les radicaux de gauche se joignant à l'opposition en la circonstance pour déplorer que la liste complète des entreprises concernées ne soit pas rendue publique, – la démocratisation elle-même ne reçoit pas meilleur accueil. Les intentions de la commission spéciale sont claires : le dispositif imaginé constitue une anticipation de... dénationalisation.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le Sénat a commencé, lundi 6 juin, l'examen du projet de loi de démocratisation du secteur public, qui doit, selon M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, associer pleinement les travailleurs aux grandes décisions engageant l'avenir de l'entreprise, tout en distinguant clairement le rôle reconnu des organisations syndicales et en n'interférant pas dans la gestion quotidienne des entreprises ; associer les travailleurs à l'organisation de leur travail ; reconnaître le rôle spécifique, indispensable de l'encadrement.

L'« *enjeu* » du texte, « *suite indispensable de la loi de nationalisation* », est d'« *importance* », dit M. Bérégovoy, qui explique : « *Le renforcement du dialogue social, la prise de responsabilités des salariés, sont le gage d'une plus grande efficacité économique et de la réussite du secteur public.* »

Au sujet du secteur privé, le ministre précise : « *Il ne saurait y avoir de confusion entre le capital et le travail au niveau de la responsabilité de la gestion.* » D'ailleurs, note-il, « *ni le patronat ni les syndicats ouvriers n'ont accepté en France l'idée de la cogestion* ».

Répondant par avance à certaines critiques de l'opposition, le ministre affirme que le gouvernement ne confond pas nationalisation et étatisation : « *Les entreprises publiques appartiennent à la nation, l'État y sera présent, les salariés aussi, et il est tout aussi normal que les usagers s'y trouvent représentés* », juge-t-il. Et il ajoute : « *Ni étatisation ni bureaucratisation non plus. (...) Ce qui signifie que le gouvernement doit respecter l'autonomie de gestion* » des entreprises publiques.

En conclusion, il assure que l'extension du secteur public « *a eu pour but de mettre à la disposition de la nation les moyens de sa renaissance industrielle* » et que l'objectif de la démocratisation est de « *développer l'esprit de responsabilité de toutes celles et de tous ceux qui y travaillent* ».

Président de la commission spéciale, M. Poudonson (Un. cent., Pas-de-Calais) relève que certains partenaires sociaux ne paraissent pas prêts à « *sortir de leur rôle traditionnel plus contestataire que gestionnaire* ».

Dernier élément du « *triangle infernal* » qui conduit « *inéluctablement à une transformation des modes de gestion de notre économie et, partant, de notre société tout entière* », ce projet « *ambitieux, touffu, difficile à lire* » confirme, déclare le rapporteur M. Chérioux (R.P.R., Paris), les craintes de l'opposition : ainsi l'expérimentation sociale ne se limitera pas au seul secteur nationalisé, le projet s'étendra à un « *vaste conglomérat de toute taille et de toute nature* » ; il confirme le manque d'intérêt du gouvernement pour l'actionnariat salarié ; il renforce le rôle des organisations syndicales avec tous les risques de politisation. Ces appréhensions justifient, ajoute M. Chérioux, que la commission ait élaboré un certain nombre de dispositions « *dans la perspective d'une éventuelle dénationalisation d'une partie du secteur public* ».

Après avoir protesté contre la non-communication par le gouvernement d'une liste complète des entreprises concernées par l'application du texte, le rapporteur évoque pour les critiquer les dispositions dont le coût « *va porter atteinte à la santé* » de ces entreprises et qui constituent une étape « *dans la voie de la nationalisation rampante* ». Il estime ensuite que certaines mesures sont inconstitutionnelles.

Il rapporte que la commission a d'abord été tentée de rejeter ce texte en bloc, mais, dit-il, « *par réalisme, elle a préféré l'étudier et l'aménager* ».

M. Béranger (M.R.G., Yvelines) souhaite surtout que soit accordée aux filiales ayant entre deux cents et mille salariés la possibilité d'opter pour la direction duale (conseil de surveillance plus directoire). Pour l'orateur, l'ensemble du projet « *propose des mesures appropriées aux impératifs du secteur nationalisé* ».

Pour M. Bonifay (P.S., Bouches-du-Rhône), avec les propositions de la commission, il restera « *bien peu de choses* » du projet : « *C'est une coquille vide que l'on va transmettre à l'Assemblée nationale. Mieux aurait valu que la commission repousse purement et simplement ce texte qui apporte un progrès social essentiel* », déclare-t-il.

Lui répondant, M. Céccaldi-Pavard (Un. Cent., Essonne) souligne que le groupe de l'Union centriste « *s'est résigné à examiner au fond ce texte bien qu'il réponde à une logique de l'étatisation, qui n'est pas la nôtre* ». Selon lui, il ne s'agit pas de démocratiser le secteur public, mais d'« *ajouter à la mainmise de l'État celle de certaines organisations syndicales* ».

Dans son intervention, M. Viron (P.C., Nord) s'interroge : « *Les entreprises nationalisées continueront-elles longtemps de financer par leurs cotisations l'action néfaste du C.N.P.F. ?* » Et il répond : « *Il faut que cela cesse* ». En réplique au rapporteur, qui craint que la démocratisation ne s'étende au secteur privé, M. Viron déclare : « *Pourquoi pas ?* ».

M. Azuthié (P.S., Ariège) indique que ses collègues socialistes se félicitent de l'occasion donnée par le projet de « *réunifier l'économique et le social* ».

Après s'être inquiété du sort des actionnaires privés minoritaires, qui, dit-il, voient leur titres être transformés en actions sans droit de vote, ce qui justifierait un recours devant le Conseil constitutionnel, M. Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) explique que, « *défenseur de l'économie libérale, donc capitaliste* », il ne serait pas hostile à l'existence d'un « *secteur public témoin* » bien délimité : « *On verrait ainsi que ça ne marche pas, et les contre-mesures seraient ainsi plus faciles à préparer...* »

Avant que ne s'engage, mardi matin, la discussion des articles, M. Bérégovoy nie qu'il soit dans les intentions du gouvernement de « *transformer les entreprises en forums politiques* ». Après avoir chiffré le coût de la loi à 0,3 % de la masse salariale, le ministre rappelle que la liste des entreprises concernées sera dressée par le haut conseil du secteur public, où le Parlement est représenté. – A. Ch.

● *M. Georges Lemoine* s'est rendu lundi 6 juin en Guyane où il doit faire une visite de trois jours. C'est la première fois que le nouveau secrétaire d'État aux DOM-TOM se déplace officiellement dans un département d'outre-mer depuis son entrée au gouvernement. Il s'était d'abord rendu dans les territoires de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie.

POLITIQUE

LES DISCUSSIONS SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Professeurs, maîtres-assistants et assistants formeront un collège unique pour élire leurs représentants

L'Assemblée nationale continue, lundi 6 juin, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur

● **Les écoles normales supérieures, les grands établissements et les écoles françaises à l'étranger.** — Le Conservatoire national des arts et métiers, l'Ecole nationale des chartes, l'Observatoire de Paris, les Écoles françaises de Rome et d'Athènes, etc., sont aussi soumis aux « *principes d'autonomie et de démocratie* » définis par ce projet de loi, mais les décrets fixeront les règles particulières qui leur seront appliquées.

Le P.C. estime que « *l'ampleur des dérogations prévues n'est pas de nature à démocratiser la gestion* » de ces établissements. A l'inverse, l'opposition tente de faire obstacle à leur intégration dans la loi, M. Gantier (U.D.F., Paris) demandant : « *Allez-vous vraiment instituer un régime de conseil qui conduira, au Collège de France, à donner aux balayeurs, avec tout le respect que je leur dois, le droit de décider quels professeurs sont dignes d'y exercer ?* »

M. Savary, ministre de l'éducation nationale, comme exemple de réforme à effectuer, explique qu'il est « *urgent* » de faire de l'École pratique des hautes études « *un véritable établissement* » et que le rôle des écoles normales supérieures « *pourrait, probablement, être étendu à la formation des enseignants de l'enseignement supérieur* ».

● **La composition des conseils.** — Les membres des conseils institués par ce projet seront élus au scrutin proportionnel à un tour, secret et direct. L'opposition s'élève contre cette disposition dont elle estime qu'elle va permettre « *la mainmise syndicale* », M. Madelin (U.D.F. Ille-et-Vilaine) affirmant que tout le reste du texte « *n'était qu'une sorte de rideau de fumée* » destiné à la dissimuler.

Le R.P.R. et l'U.D.F. s'efforcent — sans succès — de faire autoriser l'élection au suffrage indirect, d'instituer l'élection des enseignants par discipline et par collège (l'amendement allant dans ce sens est repoussé par 325 voix, P.S. et P.C., contre 162, R.P.R. et U.D.F.), de faire fixer un quorum de 50 % à la participation des étudiants, d'autoriser le vote par correspondance (l'amendement est repoussé par 326 voix, P.S. et P.C., contre 161, R.P.R. et U.D.F.).

Le P.C. demande, mais il n'est pas suivi, que la présentation de listes incomplètes et le panachage soient interdits pour l'élection des représentants des enseignants, M. Savary y voyant « *une garantie pour la démocratie* ». M. Cassaing (P.S. Corrèze), rapporteur de la commission des affaires sociales, fait préciser, par 323 voix contre 0, que la représentation ainsi élue devra respecter « *une équitable représentation de chaque grand secteur de formation* »; l'opposition s'abstient sur ce vote, faute d'avoir obtenu les explications pratiques qu'elle demandait.

● **Le collège unique.** — Il associe tous les enseignants quel que soit leur grade, pour l'élection de leurs représentants dans les conseils, mais les professeurs devront avoir la moitié des places de l'ensemble des enseignants. Le R.P.R. et l'U.D.F. s'y opposent, estimant que l'importance relative des différentes catégories (*à la rentrée de 1981 il y avait* 11 929 assistants, 15 894 maîtres-assistants et 10 960 professeurs) va donner le pouvoir aux non-professeurs, qui sont fortement syndicalisés.

M. Savary précise : « *Il y aura double collège pour tous les conseils et commissions compétents en matière de recrutement et de carrière (...). En revanche, la gestion et l'administration doivent être confiées à un collège unique qui exprime la réalité de la communauté universitaire. Les personnels universitaires travaillent ensemble et doivent donc s'associer pour l'élection.* » S'adressant à l'opposition, le ministre de l'éducation nationale ajoute : « *Vous voulez faire éclater l'Université, y introduire la lutte des classes.* »

Par 323 voix (P.S., P.C.) contre 161 (R.P.R., U.D.F.) l'Assemblée refuse l'institution de trois collèges (de professeurs ; maîtres-assistants ; assistants). De même, deux amendements prévoyant un système électoral particulier pour les U.F.R. de médecine sont repoussés par 324 voix (P.S., P.C.) contre 161 (R.P.R., U.D.F.).

● **Les personnalités extérieures.** — Contrairement au système mis en place par la loi de 1968, elles ne seront plus cooptées par les conseils mais, pour la plupart d'entre elles, désignées par les associations, collectivités et syndicats qu'elles représentent. M. Bourg-Broc (R.P.R., Marne) explique que cela va permettre « *la nomination de bureaucrates syndicaux* ».
M. Savary répond que le décret prévu laissera « *les établissements arrêter dans leurs status la répartition des sièges et la liste des collectivités, institutions et organismes représentés ainsi que le nombre de leurs représentants* ».

Le gouvernement fait adopter un amendement remplaçant la représentation directe de l'Etat par celle des « *grands services publics* », et la commission fait ajouter celle des « *organismes du secteur de l'économie sociale* ». En revanche, l'opposition, qui voit dans les précisions du ministre « *une demi-garantie* », ne peut faire adopter les précisions qu'elle souhaitait (sur la représentation des anciens élèves ou de l'enseignement privé, par exemple). Le groupe communiste retire un amendement pévoyant que les syndicats de salariés et d'employeurs seront à parité après que M. Savary eut annoncé que cela serait prévu par le décret d'application.

Th. B.

« Amendez, amendez... il en restera toujours quelque chose ! »

Déposer quelque deux mille amendements interdit d'y apporter toute l'attention souhaitée. Résultat : les députés du R.P.R. et de l'U.D.F. qui doivent en séance publique défendre les amendements de leurs amis ont parfois quelques surprises.

Passons sur la proposition de M. Bruno Bourg-Broc (R.P.R., Marne) qui voulait étendre les dispositions de ce projet de loi aux étudiants en architecture ! Qu'en auraient pensé les étudiants des Beaux-Arts qui, soutenus par son parti, étaient au premier rang des manifestations contre la loi Savary ? M. Lauriol (R.P.R., Yvelines) *a su la retirer in extremis.*

Passons sur celle de M. Jean-Louis Masson (R.P.R., Moselle) *qui demandait que soit remplacé* le mot « *étudiant* » par celui d'« *usager* », alors que M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) avait mené précédemment une longue bataille pour remplacer ailleurs l'appellation « *usager* » par celle d'« *étudiant* » !

Passons sur cet exposé des motifs de M. Robert Galley (R.P.R., Aube) qui explique que la cooptation de personnalités extérieures « *freine le renouvellement et le dynamisme d'ensemble* » des conseils ; alors qu'un texte semblable de M. Bourg-Broc affirme que la cooptation « *est mieux à même de garantir l'intérêt porté par ces personnalités qu'une nomination ès qualités* ». Appartenir au même parti n'oblige pas à partager des opinions identiques en tout domaine. Mais comment M. François d'Aubert (U.D.F.-Mayenne) peut-il expliquer que son amendement numéro 1 505 demande que les personnalités extérieures ne puissent siéger dans deux conseils d'administration, comme la loi l'autorise, alors que son amendement numéro 1 507 suggère qu'elles puissent participer à quatre conseils pour « *améliorer et coordonner la circulation des informations entre établissements et industrie* » ?

L'U.D.F. a, il est vrai, quelque *mal à déterminer le nombre souhaitable* de ces personnalités. MM. François d'Aubert et Charles Millon (Ain) proposent *25 %, mais MM. Millon et d'Aubert* souhaitent 20 %, alors que M. Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin) et Jacques Barrot (Haute-Loire) *envisagent 30 % et M. Alain Madelin* (Ille-et-Vilaine) 10 à 30 %. Il faut toute la rhétorique du député d'Ille-et-Vilaine qui, de bout en bout, mène la bataille de l'opposition dans l'hémicycle, pour faire oublier ces divergences. Grand seigneur, il concède qu'il est inutile de parler chiffres et qu'il convient de n'évoquer que les grands principes, en l'occurrence les modalités de désignation de ces personnalités extérieures...

THIERRY BRÉHIER.

AU CENTRE UNIVERSITAIRE ASSAS

Après la fièvre de la rue, la course aux diplômes

Au centre universitaire Assas (Paris-II), le mouvement de grève contre le projet de M. Savary sur l'enseignement supérieur a failli entraîner le report des examens à l'automne. En fait, il n'en est rien et, après la fièvre des manifestations de rues, les étudiants se lancent dans la course aux diplômes. Mais ils n'ont, semble-t-il, pas renoncé à relancer l'action dès la rentrée.

Voici deux semaines encore, « ils » séquestraient leur président ; le 24 mai, on les retrouvait à l'avant-garde de la dernière manifestation parisienne contre le projet de loi Savary. Aujourd'hui, les étudiants du centre Assas sont touchés par une autre fièvre, celle des examens. « *J'étais d'accord pour me mobiliser. Mais perdre un an d'études, ça non !* », s'exclame un étudiant en droit de seconde année, sympathisant du mouvement de protestation.

Rue d'Assas, le soulagement actuel est à la mesure du frisson que faisait courir depuis plusieurs semaines l'incertitude sur la date des épreuves. Par deux fois déjà, la première session d'examens avait déjà dû être repoussée à cause de la grève. Mais, le 20 mai, les étudiants les plus engagés dans le mouvement avaient occupé le centre et « *retenu* » M. Jacques Robert, *président* de Paris-II pour obtenir un nouveau report au 13 juin (*le Monde* daté 22-23 mai). Le conseil d'université a finalement décidé, à l'unanimité, que, pour la première fois dans l'histoire du centre Assas, les examens écrits auront lieu à la carte, soit à partir du 13 juin, soit après le 1er septembre, au choix des intéressés.

Ce que les grévistes considèrent comme une « *victoire incontestable* » ne fait pas oublier aux étudiants d'Assas que sur l'essentiel — la réforme des universités — leur cause n'a guère avancé : « *Savary s'obstine, alors on préfère passer nos examens, quitte à reprendre l'action en octobre* », entend-on près des panneaux affichant les dates des épreuves écrites. M. Ivan Christin, codirecteur du centre — qui s'exprime, insiste-t-il, « *en qualité d'individu* ». — ne croit pas que les étudiants, absorbés par leurs révisions, perdront de vue l'« affaire Savary ». « *On peut s'attendre à un nouveau départ du mouvement à la rentrée* », ajoute ce professeur de sciences économiques qui trouve le projet de loi « *mauvais* », même s'il affirme avoir voté pour M. François Mitterrand en 1981. Lui aussi peu favorable au texte, M. Jacques Robert, président de Paris-II et spécialiste de droit constitutionnel, rappelle que « *la seconde lecture du projet cet automne sera la plus importante, car définitive* ».

Mais, à Assas, l'heure est surtout à la nostalgie. Les panneaux d'expression, interdits au seul syndicat de gauche représenté à Assas (Pour un syndicalisme autogestionnaire, P.S.A., proche de la C.F.D.T.), racontent encore sur un mode lyrique les derniers affrontements avec les C.R.S. aux Invalides : « *Souvent, un camarade tombait sous les matraques sans que les autres osent même ralentir dans leur course affolée* (...). » C'est sans doute pour tenter de revivre ce genre de sensation qu'une centaine d'étudiants du centre ont joué à cache-cache avec les forces de l'ordre aux abords de la maison de Radio-France, le mercredi 1er juin, peu avant le débat télévisé entre M. Alain Savary et Mme Alice Saunier-Seïté.

Mais l'équipée s'est vite achevée, faute d'objectif précis.

« La victoire de l'esprit bûcheur »

Une militante de P.S.A. (syndicat *non représenté au comité de grève*) voit dans cette démobilisation « *la victoire de l'esprit bûcheur d'Assas* ». Une analyse confirmée par un étudiant gréviste que son « *apolitisme* » ardemment revendiqué n'empêche pas d'exhiber un journal royaliste : « *Le système retenu pour les examens permet de ne pas perturber l'image de service public de l'Université, mais aussi de reprendre l'action en septembre.* » En attendant, on évoque un projet de caravane d'été destinée à tenir le public en haleine jusqu'à la rentrée.

Le codirecteur du centre, lui aussi, se plaît à rappeler la « *valeur reconnue* » des diplômes décernés pour mieux réfuter l'image de « *fac de fachos* » qui colle à Assas, à tort selon lui. Lors des dernières élections aux conseils d'U.E.R., fait-il remarquer, 67,25 % des étudiants n'ont pas voté. Dans le hall monumental, un étudiant quitte sans illusion la dernière A.G. de l'année pour préparer les épreuves du DEUG (diplôme d'études universitaires générales). « *Ici, la plupart des gens n'ont pas de cause à défendre,* assure-t-il. *Certains en cherchaient une. Ils l'ont trouvée.* »

PHILIPPE BERNARD.

UN DÉBAT AVEC M. CLAUDE JEANTET

La « logique de la vie active »

Démocratisation, professionnalisation, sélection par la réussite. Depuis que l'on discute à l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'enseignement supérieur, ces termes — qui recouvrent autant d'enjeux économiques, sociaux et culturels — sont un peu mieux connus. Mais les débats des députés — visiblement passionnés par le sujet — n'ont pas encore montré quelles seraient pour les étudiants et les enseignants les implications concrètes du texte.

C'est dans cet esprit que des étudiants de P.S.A. (Pour un syndicalisme autogestionnaire, proche de la C.F.D.T.) ont réuni récemment à l'université de Paris-IX-Dauphine, autour de l'un des « pères » de la réforme, M. Claude Jeantet, des professeurs, des présidents d'université, des syndicalistes et des étudiants venus — relativement peu nombreux — d'autres universités.

Il est vrai que les étudiants en cours d'études ne devraient pas être visés par la « *nouvelle logique* » décrite par M. Jeantet. A la « *logique académique des disciplines* », il faut aujourd'hui, selon lui, substituer une « *logique de la vie active* ». C'est-à-dire motiver les étudiants en donnant une finalité à leurs études et donc une formation large, ouverte sur l'environnement économique et social, faisant appel aux connaissances disciplinaires pour répondre à des « *problèmes concrets* ». Ceux qui se posent dans la vie active.
Or actuellement, a expliqué par exemple M. Jacques Vaudiaux, président de l'université de Dijon, les jeunes choisissent de s'inscrire dans une université « *en fonction de la discipline où ils ont été forts ou pas trop mauvais dans l'enseignement secondaire. Si l'on reste dans un tel schéma, la motivation des étudiants ne sera jamais considérable et ils partiront battus* ». C'est pourquoi l'organisation du premier cycle, c'est-à-dire des deux premières années d'enseignement supérieur — auxquelles pourraient s'ajouter des « *compléments de formation* », — est capitale. La diversification des formations qui devraient être proposées aux jeunes durant cette période veut les aider à repérer leurs aptitudes, mais aussi donner à ceux qui ne feraient pas d'études au-delà, une qualification reconnue pour entrer dans la vie active.

Cela ne doit pas se traduire par un système de « *sécurité sociale* », garantissant un diplôme à tout jeune entrant à l'université dont on veut ouvrir largement les portes. Là aussi, les auteurs de la réforme veulent promouvoir une autre « *logique* » : en finir avec un système qui élimine massivement — quel que soit le mode de calcul des taux d'exclusion — les enfants de milieux populaires pour donner à tous les compétences nécessaires à leur avenir professionnel et au système économique.

Un avenir professionnel qui comportera nécessairement des adaptations, des reconversions. Ce sont ces compétences que le système éducatif et l'enseignement supérieur doivent offrir et contrôler, et non plus la seule aptitude à maîtriser les matières générales et abstraites. « *On ne sélectionne pas un coureur de 100 mètres sur ses performances aux poids et haltères* », pour reprendre l'image utilisée par M. Jeantet.

Cette volonté politique d'accueillir plus d'étudiants et de professionnaliser en le diversifiant davantage l'enseignement supérieur ne rencontre pas d'hostilité sérieuse. Mme Saunier-Seïté elle-même en convient. « *C'est une réforme courageuse* », a reconnu sur ce point M. Bertrand Girod de l'Ain, directeur du centre de recherche sur les systèmes universitaires, à l'université de Dauphine.

Mais motivera-t-elle tous les enseignants à qui reviendra notamment la responsabilité de définir les contenus des formations dans cette perspective ? Pas question en effet pour le ministère, a affirmé M. Jeantet, d'établir des « *maquettes* ».

C'est, si l'on en croit M. Alain Geismar, aujourd'hui vice-président de l'université Paris-VII, « *une petite révolution culturelle dans les mentalités qui est demandée aux enseignants* ». Une révolution dans laquelle quelques-uns se sont lancés sans attendre une loi. Ces données — « *qui sont la réforme* », a répondu M. Jeantet — *contiennent en germe* une transformation du travail des enseignants.

« Au bord du précipice »

Diversifier c'est, en effet, reconnaître toutes les formes d'intelligence, y compris les plus concrètes, et donner, pour suivre l'exemple cité par Mme Galeron, secrétaire générale de l'association Qualité de la science, à « *ceux qui ne sont pas rapides en mathématiques, l'impression qu'ils ne sont pas des ratés, qu'ils peuvent faire autre chose d'intéressant avec des études plus ou moins longues mais concrètes* ». C'était d'ailleurs, et c'est toujours, l'objectif des instituts universitaires de technologie, à cette différence près que la sélection rigoureuse à l'entrée ne profite plus à la catégorie sociale qu'ils étaient censés promouvoir.

La notion de « tutorat » ou d'orientation implique-t-elle de consacrer plus de temps aux étudiants en dehors des heures d'enseignement proprement dites ? Une question qui mène inévitablement — tous les enseignants en sont conscients — à la redéfinition de leur service, qui pourrait comprendre, selon le représentant du SGEN-C.F.D.T., des activités d'enseignement, de recherche, de liaison avec le monde économique et social.

Motiver les étudiants et les enseignants sans crisper davantage les tensions, telle n'est pas la moindre des difficultés auxquelles est aujourd'hui confronté le gouvernement. D'autant que les « hostilités » sont engagées en marge des objectifs essentiels. « *Quand la situation est complètement merdique il faut commencer avec un grain de folie. Or il y avait un grain de folie dans le projet* », a conclu M. Bertrand Girod de l'Ain (qui pourtant n'en approuve pas tous les aspects), regrettant que ses collègues n'aient pas suffisamment conscience qu'ils sont tous « *au bord du précipice* ».

CATHERINE ARDITTI.

UNE PRÉCISION DU MINISTÈRE

Combien y a-t-il d'étudiants en France ?

A la suite de l'article de Bertrand Girod de l'Ain intitulé « De la vérité des chiffres » (*le Monde* du 26 mai), consacré au mode de calcul du nombre d'étudiants en France, comparé à d'autres pays, le ministère de l'éducation nationale nous a adressé les précisions suivantes :

1) L'indicateur le plus synthétique de la situation de l'enseignement supérieur dans un pays est celui qui rapporte, « *en stock* », la totalité de la population scolarisée dans les enseignements supérieurs — quel que soit son âge — à la population totale des 20-24 ans, prise comme référence. C'est ainsi que, dans *le Monde* du 26 janvier 1983, M. Alain Savary a fait état des taux de 55 % pour les États-Unis, 30 % pour le Japon, 26,5 % pour la République fédérale d'Allemagne et 25 % pour la France, publiés par l'UNESCO *pour l'année 1979* (1). Dans *le Figaro* du 5 mai, Mme Alice Saunier-Seïté donne des chiffres établis différemment, mais comparables, à l'appui de l'affirmation globale que « *nous n'avons pas trop d'étudiants* ».

2) Une autre méthode consiste à raisonner sur les « *flux* » d'étudiants entrant dans les enseignements supérieurs ou en sortant. Bertrand Girod de l'Ain fait état dans *le Monde* d'un document non publié de l'O.C.D.E., toujours pour 1979, et qui, selon lui, « *affirme le contraire* » de ce qu'a écrit le ministre : France, 28,9 % d'une classe d'âge dans l'enseignement supérieur ; Allemagne, 18,4 %. En fait, il s'agit, pour l'année 1979, du pourcentage d'une génération moyenne entrant dans les enseignements supérieurs, et les chiffres décrivent un phénomène différent : le nombre d'étudiants français accédant à l'université *est proportionnellement* supérieur à celui des étudiants allemands.

Mais il faut aller jusqu'au bout du raisonnement *et regarder ce qui ce* passe ensuite : d'après l'O.C.D.E., pour les années 1977 et 1978, 7,5 % d'une génération quittent les enseignements supérieurs avec un premier diplôme universitaire en France, contre 9 % en République fédérale. Cette analyse met en évidence pour la France l'importance des sorties prématurées ; elle montre la nécessité d'une révision des méthodes et de l'organisation du premier cycle, qui sont précisément l'objet du projet de loi des enseignements supérieurs.

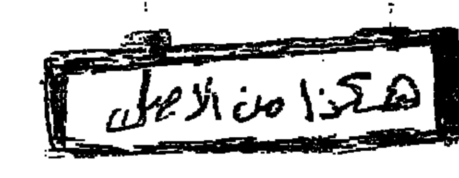
3) Bien entendu, les chiffres qui précèdent laissent ouverte la discussion sur les structures et la qualité de l'enseignement : l'âge d'entrée dans les enseignements supérieurs n'est pas le même partout, et il peut y avoir des aller-retour avec la vie active. Si l'on veut faire totalement abstraction de ces éléments, la seule méthode d'analyse consiste à raisonner *en stock, sur des séries de taux* de scolarisation, scolaire ou universitaire, par âge. Cette méthode est la plus simple, puisqu'elle rapporte à la *classe d'âge totale sa fraction* scolarisée.

On dispose d'une série établie par l'O.C.D.E. *pour l'année 1975 dont* les résultats sont confirmés par une étude récente de l'Office statistique des Communautés européennes (2).

Les taux de scolarisation des 20-24 ans ainsi définis étaient en 1975 de 9,9 % en France, 11,1 % en R.F.A. et en Belgique, 14,5 % au Canada et au Japon, 20 % au Danemark, 21,6 % aux États-Unis. Nos taux sont en 1980-1981 sensiblement inférieurs à ceux de l'Allemagne fédérale et de plusieurs autres pays européens. Une distinction par sexe montre même que nous sommes, pour les étudiants de sexe masculin, en dessous de la moyenne de l'Europe des Dix.

(1) *Annuaire statistique 1982.*

(2) Publiée dans *Éducation et formation*, bulletin statistique du 28 octobre 1982.



Le Monde

régions

Rhône-Alpes

Lyon, horizon 2000

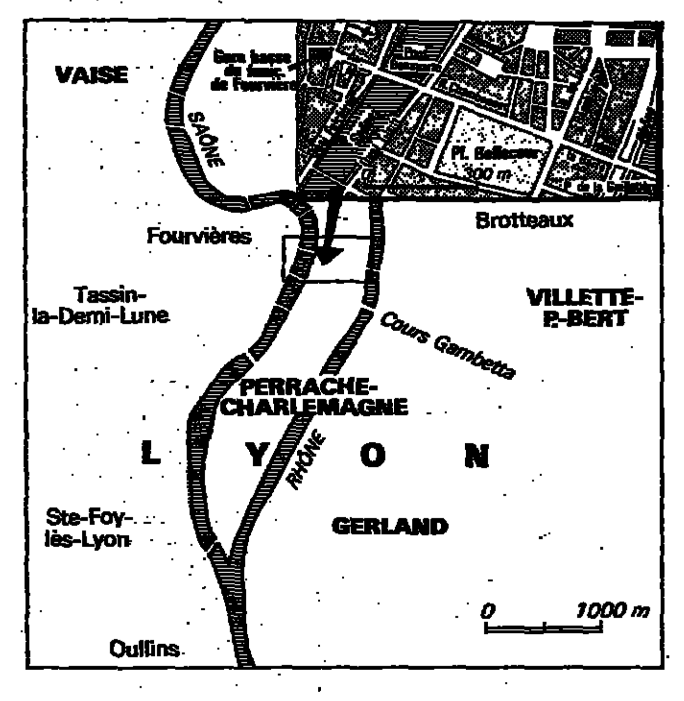
Quelle cure d'amaigrissement! Plus de 100 000 habitants perdus en seize ans. Lyon comptait 535 000 habitants en 1968, 462 000 en 1975 et 419 000 en 1982 (selon les recensements de l'INSEE). Ce phénomène massif de perte de population de la ville-centre d'une agglomération commodément délimitée par une communauté urbaine (qui s'est pour sa part stabilisée autour de 1 100 000 habitants), a inquiété les candidats aux élections municipales du mois de mars dernier. Mais après les polémiques politiques vient le temps de l'action. Un adjoint chargé de l'urbanisme, M. Jacques Moulinier (non inscrit), a tracé pour *le Monde* les grandes lignes du Lyon de l'an 2000. But essentiel de son action politique : enrayer la baisse démographique de la ville-centre, une baisse qui a profité dans un premier temps aux communes de la couronne la plus proche puis, surtout depuis cinq ans, à la deuxième et à la troisième couronnes, celle-ci étant située hors de la communauté urbaine de Lyon (Courly).

Les remèdes sont connus : reconquête industrielle, relance du logement social, appui sur des équipements de transport, encouragement de la tendance au retour d'une population jeune. Mais les obstacles sont considérables : vieillissement général de la population, éclatement et dispersion des familles, augmentation de la surface des logements pour d'évidentes raisons de confort, opérations de rénovation. Pour contourner ces obstacles sociologiques et techniques, Lyon aura bien besoin de toutes ses forces. Sur le plan politique, au moins en ce qui concerne les intentions, il existe heureusement sur ce dossier difficile un consensus prometteur.

« Une reconquête urbaine sans folie »

De notre correspondant régional

Lyon. — *« Ah! s'il n'y avait que des Moulinier au conseil municipal de Lyon! »* : l'apostrophe du député R.P.R. Michel Noir, candidat malheureux aux élections municipales face au sénateur (non inscrit) M. Francisque Collomb, donne la mesure de la bonne image de marque d'un conseiller municipal élu pour la première fois en 1977, vite spécialisé dans les questions d'urbanisme. M. Jacques Moulinier, *quarante-cinq ans, responsable* d'un laboratoire villeurbannais d'analyses médicales, a aussi des amis à gauche. Critique quant aux options nationales du gouvernement, il est parvenu dans un passé récent à faire adopter à l'unanimité du conseil municipal des dossiers d'aménagement d'importants quartiers.



Après les grands équipements — dont la gare de La Part-Dieu et, à l'extérieur, le parc des Expositions de Lyon-Chassieu, — Lyon va modérer sa frénésie de construction. *« Il y a de moins en moins de gens pour plus de surface de plancher*, explique M. Moulinier. *Entre les deux derniers recensements, la taille moyenne des ménages est passée à Lyon de 2,9 à 2,2. Il y a plus d'isolés et surtout plus de divorcés. »* Conclusion : *« Chaque Lyonnais consomme plus d'équipements publics. »* Ce qui est coûteux.

La réponse? L'aménagement prioritaire de quatre quartiers : Gerland, Perrache-Charlemagne, Villette-Paul-Bert et Vaise. Il est apparu que le mouvement de retour des habitants au centre-ville restait *« très marginal quantitativement »*, si le centre-ville est, selon l'expression de M. Moulinier, *« lieu d'accueil pour des catégories défavorisées et surtout pour des gens extérieurs à la communauté urbaine »*. Les berges du Rhône et de la Saône ainsi que les pentes de la Croix-Rousse sont très prisées par une clientèle de cadres. Mais cette tendance, psychologiquement importante, a besoin d'être confortée. Les quatre quartiers choisis s'ils réussissent leur « décollage » ou s'ils surmontent la dégénérescence de leur tissu industriel pourraient faire apparaître un nouvel équilibre urbain.

Un « phare »

« L'opération la plus significative est celle de Gerland. » Pour M. Moulinier ce quartier, jusque-là connu au plan national par les clameurs (d'ailleurs singulièrement assourdies cette année) qui montaient du stade municipal, devrait être à l'avenir un pôle scientifique et un important centre résidentiel. L'équipement « phare » : l'École normale supérieure transférée de la région parisienne sera opérationnelle, espère-t-on, en 1986. Autour de ce bâtiment, très ouvert sur l'extérieur, se mettent en place des industries scientifiques de pointe (Institut Mérieux, centre de transfusion sanguine) et un ambitieux programme de logements.

Tout ce quartier vieillissant verra enfin exploiter son ouverture sur le Rhône où l'aménagement d'une zone de loisirs devrait faire une large place aux activités nautiques. Dans sa partie est un parc d'activités côtoiera un groupe scolaire et encore des logements. Seize hectares de l'ancien « parc d'artillerie » ont été rachetés à l'armée il y a trois ans par la communauté urbaine. Parmi les premiers industriels, la SEREG (robinetterie nucléaire) et la société Plastic Omnium. Les artisans ne seront pas oubliés : le chantier de la coopérative artisanale de la boulangerie est en cours.

Autre élément capital pour une politique volontariste : la future ligne « D » du métro. *(Lire l'article d'Yvonne Rebeyrol.)* Un élément très coûteux mais sans aucun doute important pour le développement rapide de l'habitat urbain (*Le Monde* daté 24-25 avril). Au moins est-on sûr que cet équipement-là ne contribuera pas à provoquer la fuite des habitants vers les communes de la couronne. Car à Lyon beaucoup s'interrogent sur l'opportunité de travaux routiers d'envergure. *« Il ne s'agit certes pas de faire de Lyon une ville où la circulation automobile deviendrait trop difficile, mais il est temps,* souligne M. Moulinier, *de penser aux Lyonnais. »* Sous-entendu : c'est la fin des traversées, des saignées de type autoroutier en plein cœur de la cité.

Ajoutons une « politique d'ensemble » pour la réutilisation des grands bâtiments rendus obsolètes par de nouvelles réalisations plus fonctionnelles. Il n'y aura plus de passagers à la gare de Lyon-Brotteaux, plus d'étudiants à l'école de santé militaire, plus de magistrats au palais de justice des quais de Saône et plus d'exposants sur le parc habituel des expositions du quai Achille-Lignon. On essaiera d'attirer dans ces locaux vacants des activités universitaires et de recherche. Un secteur où Lyon a beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre la « dimension européenne » qui n'est pour le moment qu'une formule creuse.

Lyon cherche des voies nouvelles sans « folie ». Mais non sans constance. *« Les comparaisons nationales sont plutôt flatteuses pour nous »*, conclut M. Moulinier. *« Il n'y a pas de ville qui mène de front des équipements aussi importants qu'une ligne de métro, un parc des expositions et la rénovation profonde de quatre quartiers dont le phare de Gerland. »*

CLAUDE RÉGENT.

MÉTRO ET ARCHÉOLOGIE

Des trous à la petite cuillère

Les constructeurs du métro de Lyon et les archéologues vont désormais coopérer. La SEMALY (Société d'économie mixte du métropolitain de l'agglomération lyonnaise), représentée par M. Francisque Collomb, sénateur et maire de Lyon, et le ministère de la culture, représenté par M. Christian Pattyn, directeur du patrimoine, et Christophe Vallet, sous-directeur de l'archéologie, viennent en effet de signer une convention — la première de ce type en France — qui permettra de concilier la sauvegarde du patrimoine archéologique, très riche dans une ville ancienne comme Lyon, et l'amélioration des transports dans une grande agglomération par la construction d'une nouvelle ligne de métro.

Depuis dix ans, la construction des premières lignes du métro lyonnais avait mis au jour de très nombreux restes archéologiques, mais, en dépit des contacts établis entre la SEMALY et la direction régionale des antiquités historiques, il n'y eut guère que quelques relevés et fouilles d'urgence, de durée très limitée, dont les résultats scientifiques furent bien modestes en comparaison de l'abondance des découvertes.

La nouvelle ligne de métro va être construite dans des secteurs particulièrement riches en souvenirs du passé gallo-romain et médiéval, de la Guillotière (sur la rive gauche du Rhône) à Saint-Jean-Vieux-Lyon (sur la rive droite de la Saône au pied de la colline de Fourvière). Depuis deux ans, la SEMALY et la direction régionale des antiquités historiques ont tenu des réunions de concertation qui ont eu des résultats très positifs, outre la signature de la convention.

● L'ensemble de cette section de ligne sera construit en tube souterrain à 30 mètres sous la surface du sol et non en tranchée ouverte, qui aurait « massacré » des milliers de mètres carrés de sol archéologique.

● Une période de fouilles suffisamment longue (plus de trois ans en l'état actuel des connaissances du sous-sol) précédera la construction proprement dite, et déjà des sondages ont eu lieu en 1982 par les soins du service archéologique municipal sur l'emplacement des stations Bellecour et Saint-Jean-Vieux-Lyon. Sous Bellecour ont été trouvées des rangées d'amphores (traces du port fluvial romain ?), et sous Saint-Jean-Vieux-lyon on a découvert que les niveaux archéologiques sont épais de plus de 6 mètres.

Selon la convention sont prévus :

— Des opérations de fouilles préventives qui auront lieu de 1983 à 1985 sous l'avenue Adolphe-Max, sous la place Bellecour et sous la rue Tramassac ;

— Le démontage des anciennes piles du pont de la Guillotière, où l'on sait qu'ont été réemployées de nombreuses pierres portant des inscriptions gallo-romaines ou des pierres sculptées. Les blocs « intéressants » seront transférés au musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon.

— La publication des résultats.

La SEMALY prendra à sa charge les travaux de fouilles ; elle recrutera spécialement des archéologues (dix au maximum) et mettra ceux-ci à la disposition de la direction régionale des antiquités historiques. En outre, la population sera tenue au courant des travaux : bientôt le public pourra voir dans la gare basse du funiculaire de Fourvière une exposition qui présentera les objectifs, les méthodes et l'intérêt archéologiques des travaux ainsi que les états successifs des fouilles.

YVONNE REBEYROL.

RÉGIONS

MANIFESTATION DES OCCITANISTES A MONTPELLIER

« Mitterrand, tes promesses ! »

Au nombre de plusieurs centaines, les représentants d'une quinzaine de mouvements occitanistes ont défilé, samedi 4 juin, dans Montpellier. Ils ont remis au conseil régional du Languedoc-Roussillon et au commissaire de la République une motion résumant leurs revendications. Elles sont, pour la circonstance, *essentiellement culturelles* : vote par le Parlement d'un statut de la langue occitane, instauration de celle-ci à tous les niveaux de l'enseignement, accès à la radio et à la télévision, possibilité de rédiger en occitan les textes politiques, juridiques et administratifs, enfin extension des pouvoirs des conseils régionaux.

De notre envoyé spécial

Montpellier. – Même quand le désarroi les saisit, les Méridionaux n'arrivent pas à être tristes. C'est en brandissant des banderoles aux couleurs éclatantes, en dansant au son des fifres et des tambourins, en transformant leurs slogans en ritournelles, que les militants de l'occitanisme ont exprimé leur déception : « *Volem un estatut per la lengo d'oc* » (nous voulons un statut pour la langue d'oc), proclamaient les oriflammes. « *Mitterrand, tes promesses !* » chantaient garçons et filles sous le soleil. S'ils étaient peu nombreux, ces militants purs et durs accourus d'Aquitaine, du Rouergue et de Provence étaient heureux au moins de se retrouver, car il n'est pas fréquent que les multiples chapelles de la mouvance occitane parviennent à marcher au coude à coude.

C'est l'inquiétude cette fois qui les a soudés : celle de voir mourir leur langue et leur culture. Qu'en reste-t-il ? L'occitan est parlé par deux millions de personnes, il inspire un millier d'auteurs éditant une centaine de titres par an à cent mille exemplaires. Il est au cœur aussi de quelques dizaines de troupes de théâtre et de chanteurs dont soixante-dix mille disques sont vendus bon an mal an. Vingt mille élèves apprennent la langue et huit mille la présentent au bac chaque année. Mais, dans une ou deux générations, ce sera fini : l'occitan sera une langue morte bonne pour les bibliothèques et les musées.

Desserrer le carcan

Il y a longtemps que les occitanistes appellent au secours pour qu'au moins on desserre le carcan qui étouffe en France depuis des siècles les langues régionales. Seuls les socialistes avaient paru les entendre. Peu avant les élections de 1981, le P.S. avait déposé une proposition de loi « révolutionnaire » officialisant et organisant l'usage du breton, du basque, du catalan, du corse et de l'occitan. Effacée la fameuse ordonnance de François Ier qui, depuis 1539, interdit toute autre langue que le français dans les actes officiels. La proposition était signée par des personnalités du P.S., dont MM. Pierre Mauroy et Gaston Defferre, et bien d'autres encore, aujourd'hui membres du gouvernement. Le candidat Mitterrand promit solennellement de présenter ce texte au Parlement s'il était élu.

Huit associations occitanistes appelèrent aussitôt à voter pour lui. Deux ans ont passé et les amoureux de la langue d'oc sont bien déçus. Ils n'ont à leur disposition que des rapports où fourmillent d'excellentes propositions, mais restés sans suite, et deux ou trois textes sans réelle portée.

Une autre chanson

Ainsi la loi sur l'audiovisuel votée en juillet 1982 et celle actuellement en discussion, qui réforme l'enseignement supérieur, prévoient bien la promotion des langues régionales, mais sans autre précision. Quant au ministre de l'éducation nationale, il s'est contenté d'envoyer une circulaire aux recteurs leur demandant d'organiser un enseignement de ces langues à titre expérimental et pour trois ans. Les occitanistes ne se font pas d'illusions : les syndicats d'enseignants restent fidèles à l'esprit de Jules Ferry – seul le français est un vecteur de progrès et incarne le sentiment de l'unité nationale, – et la circulaire de M. Savary restera probablement lettre morte.

En tout et pour tout, depuis deux ans, l'occitan a obtenu un maigre quart d'heure hebdomadaire sur certaines télévisions régionales. Si la langue d'oc est entendue dans le Midi, c'est aux radios locales qu'elle le doit et, si elle est enseignée, c'est grâce à des professeurs militants.

Alors, les gens d'oc se débattent. Ils manifestent à Marseille l'an dernier, à Montpellier aujourd'hui. Ils en appellent au Parlement européen, et même à l'ONU il y a quelques mois. Ils écrivent à tous les parlementaires de gauche en rappelant les promesses faites. Peine perdue pour l'instant car, si les intellectuels, les artistes, les dirigeants des mouvements occitanistes, s'agitent, les habitants des pays d'oc, eux, ne bougent pas. Les revendications culturelles ne paraissent pas « mobilisatrices ».

Dans le Midi, on a bien d'autres inquiétudes. La veille de la manifestation de Montpellier, à 30 kilomètres de là, une cinquantaine de syndicalistes ouvriers et paysans se sont réunis discrètement. Ils ont constaté que le *pouvoir donné à la gauche n'avait* guère apporté de soulagement aux difficultés économiques qui assaillent leur région. On a parlé de rédiger un manifeste, d'autonomie, de manifestations dures. On a condamné tous ceux – y compris les élus locaux de gauche – qui ouvrent le pays à l'« invasion touristique ». Si cette Occitanie-là, elle aussi déçue, commençait à bouger cet été, ce serait une tout autre chanson que celle de Montpellier.

MARC AMBROISE-RENDU.

COLLISION FERROVIAIRE A SAINT-CLOUD : VINGT PERSONNES HOSPITALISÉES

Deux trains sont entrés en collision en gare de Saint-Cloud lundi 6 juin en fin d'après-midi. Le train de banlieue Paris-Versailles a heurté à une vitesse de 25 km/h l'arrière du train Paris-Saint-Nom-la-Bretèche qui était à l'arrêt en gare. Cent trente-cinq personnes ont été blessées et deux ont été assezgrièvement atteintes. Vingt personnes étaient toujours hospitalisées mardi 7 juin au matin.

Selon différents témoignages, les secours ont été rapidement organisés et efficaces, les passagers faisant preuve de sang-froid. On indique à la S.N.C.F. que le mécanicien du Paris-Versailles s'est bien arrêté au premier signal d'entrée en gare et a ensuite continué en « marche à vue » comme cela est l'habitude. L'enquête devra déterminer pourquoi le mécanicien n'a pas pu stopper son convoi à temps.

● *Les embouteillages et accidents en Ile-de-France coûteraient 4 milliards de francs par an*, selon le conseil régional d'Ile-de-France. Il est vrai que les dix millions d'habitants de cette région se déplacent de plus en plus, notamment en voiture. On enregistre en effet 19 millions de mouvements par jour, dont plus de la moitié sont effectués en automobile. Le conseil régional souhaite améliorer cette situation en réalisant un meilleur équilibre entre les transports en commun, dont il veut développer l'usage, et la voiture individuelle, dont il souhaite freiner l'emploi.

● *Le coût des inondations en Seine-et-Marne : plus de 100 millions de francs.* – Le coût des inondations qui ont affecté la Seine-et-Marne en avril dernier est estimé, selon la préfecture du département, à près de 110 millions de francs, somme à laquelle il faudra ajouter les frais entraînés par le déclenchement du plan Orsec pendant neuf jours (*le Monde* du 3 mai). Deux mille six cents pavillons, plus de six cents caravanes, trois écoles et trente-cinq entreprises ont été touchées par les crues. Des travaux seront nécessaires sur dix routes départementales, et on a constaté des dégâts divers dans plus de trois cents communes.

SPORTS

TENNIS

Noah, quatrième au classement mondial ... et menacé de suspension

Grâce à sa victoire à Roland-Garros, Yannick Noah est passé de la sixième à la quatrième place, derrière McEnroe, Connors et Lendl, au classement de l'Association des tennismen professionnels, publié le 6 juin. Depuis la création de ce classement, c'est la première fois qu'un joueur français est aussi bien placé. Auparavant, seul Yvon Petra avait été situé au quatrième rang mondial par les spécialistes, en 1946, après sa victoire à Wimbledon. Leconte est désormais vingt-sixième et Roger-Vasselin trentième (il gagne cent places). Noah occupe d'autre part la première place du Grand Prix grâce à ses résultats depuis le début de l'année. Il devance dans l'ordre Wilander, Higueras, Lendl et Connors.

Le bonheur de Yannick Noah risque d'être terni ces prochains jours par l'étude, par le Conseil international professionnel masculin, de sa « désertion » à la Coupe du monde des nations *organisée à Düsseldorf* du 2 au 8 mai. Après avoir disputé les premiers matches, le Français avait quitté l'épreuve sans explication. Il risque une suspension de vingt *et un jours à trois ans pour « offense majeure »*, sans parler d'une amende qui pourrait atteindre 100 000 dollars, a indiqué M. Chatrier, président du Conseil international. *La décision sera rendue jeudi* 9 juin.

VOILE

TRANSAT : L'OFFENSIVE DES CATAMARANS

Passés en tête à la bouée des Bermudes, samedi 4 juin, Eugène Riguidel, Jean-François Le Menec et leur trimaran géant *William-Saurin* ont dû céder la première place lundi 6 juin en fin de soirée à Jean-François Fountaine, Pierre Follenfant *et leur catamaran Charente-Maritime*, quatrièmes aux Bermudes à 3 heures 19 minutes. Ancien champion de dériveur, Fontaine a su profiter du petit temps et d'un léger vent de sud-ouest pour exploiter la moindre risée avec un *gréement beaucoup plus manœuvrable* que celui du grand trimaran, pour reprendre près de 60 milles à Riguidel.

Charente-Maritime n'est d'ailleurs pas le seul catamaran à se « placer » pour le sprint final, puisque *Jet-Services*, de Patrick Morvan et Jean Le Cam, est troisième à *57 milles, et Transat-Tag Quebec*, de Mike Birch et Loïc Peyron, cinquième à 200 mille, après avoir doublé *Biotherm II*, de Florence Arthaud et Patrick Maurel. Le trimaran *Brittany-Ferries* de Daniel Gilard et Halvard Mabire est désor*mais quatrième à 170 milles.*

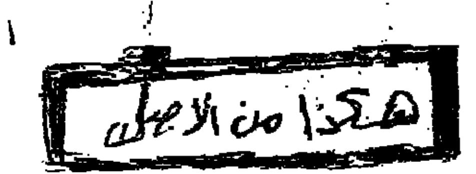
CYCLISME

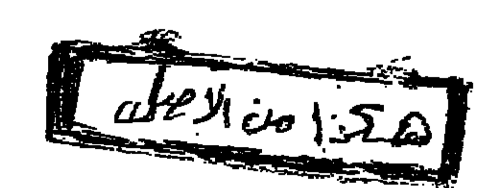
RÉAPPARITION DE PASCAL SIMON

Après Giuseppe Saronni, vain*queur du Tour d'Italie, voici un* autre revenant, Pascal Simon, qui a remporté, le 6 juin, le Critérium du *Dauphiné libéré* en affirmant sa supériorité sur les pentes du mont Ventoux.

L'ancien lauréat du Tour de l'Avenir a dominé Greg Lemond dont on a dit qu'il pourrait devenir le successeur de Bernard Hinault. Mais le coureur américain semble marquer le pas tandis que son rival direct, *l'Irlandais Stephen Roche* reprend l'initiative à la suite de sa victoire dans le Tour de Romandie.

Pendant ce temps, Hinault, le vainqueur du Tour d'Espagne, soigne une tendinite chronique qui l'a contraint à renoncer au *Dauphiné*. *La hiérarchie du cyclisme* professionnel est décidément fluctuante et l'on peut s'étonner de la forme très variable des routiers modernes qui, de toute évidence, ne possèdent pas la régularité de leurs aînés. Eddy Merckx, qui vient de suivre le Giro *ne s'est pas privé de le faire remar*quer. Il estime que les récents résultats confirment l'affaiblissement général des effectifs sans trouver d'explication satisfaisante à cette ré*gression. – J. A.*





Le Monde

MEDECINE

Les cancers : le mal ne doit pas faire oublier les malades

Tous les spécialistes le disent aujourd'hui, *et un certain nombre de faits expérimentaux* l'ont démontré, les facteurs psychologiques jouent un rôle important dans le traitement des malades atteints d'un cancer et ils peuvent améliorer leurs chances de guérison. Si les cancérologues européens réunis récemment *à Paris sous la présidence du professeur* P. Recht (C.E.E. Bruxelles) et sur l'initiative de la Ligue nationale contre le cancer, *ont confirmé ces faits,* les *retards pris dans* leur application pratique paraissent évidents, et tout particulièrement en France, où *l'information des malades et de leurs* familles, l'organisation des soins à domicile, l'humanisation hospitalière et le traitement *de la douleur* laissent encore gravement à désirer.

EN dépit des efforts d'information déployés tant par la grande presse que par les publications spécialisées, en dépit aussi des progrès thérapeutiques accomplis, la maladie cancéreuse est celle que redoute le plus le public européen, comme l'indiquent plusieurs enquêtes récentes.

Si le terme « cancéreux » n'est plus, comme au dix-huitième siècle, une injure *« plus grave que gueuse ou putain »*, comme en témoignent les registres de police de l'époque, la notion de honte qui l'entoure est toujours aussi forte, en partie, a souligné Mme N. de Luca-Turpain (sociologue, Lille), parce qu'elle s'attaque *« à des parties du corps dont l'existence n'est admise qu'avec gêne, comme le rectum, la prostate, la vessie, l'utérus, les ovaires ou les testicules »*.

Le mythe du cancer qui ronge, détruit et tue est toujours aussi vivant, et un fort sentiment de culpabilisation s'ajoute à l'idée de ce mal qui implique, dans l'esprit de beaucoup, une mort lente et dégradante.

On ne peut s'étonner, dans ces conditions, que l'un des cancers les plus fréquents chez l'homme soit *diagnostiqué en général beaucoup* trop tardivement, car les patients n'osent pas consulter le médecin. Un enrouement persistant est pourtant le premier signe précoce du cancer du larynx, curable, dans 90 % des cas, lorsqu'il est pris à ses débuts, ont rappelé Mme Lecocq et le docteur Traissac (Bordeaux), qui *déplorent* que l'information du public soit si déficiente à ce sujet. *« Les informations sur le cancer du larynx sont presque confidentielles et rarissimes. On en arrive ainsi à ce paradoxe qu'un cancer de diagnostic facile, guérissant dans des proportions meilleures que les autres, n'est traité que trop tard par peur ou par ignorance, devenant ainsi meurtrier. »*

La cure à domicile

D'une manière générale, les malentendus ou les erreurs psychologiques persistent d'ailleurs une fois le diagnostic posé. Une enquête conduite par une équipe de l'Institut Gustave-Roussy (M. Pierre François) a montré que, si les malades acceptent mieux, *a priori*, l'idée d'un traitement radiothérapique moins redouté que la chirurgie, ils supportent mal cette radiothérapie une fois qu'elle s'est engagée, et cela pour des motifs psychologiques ou pratiques profondément perturbateurs.

Insuffisance d'informations précises, horaires des cures de rayons incompatibles avec une vie ordonnée et sans rendez-vous ponctuels, ignorance des noms des personnels traitants « qui changent tout le temps », *absence de suivi* à la *fin de la cure*, autant d'erreurs matérielles ou psychologiques auxquelles il faudrait remédier sous peine d'infliger à des patients déjà fort angoissés des souffrances morales parfaitement évitables.

L'*épreuve* qu'inflige à un enfant le traitement contre la leucémie est plus lourde encore, et il paraîtrait inconcevable qu'elle se déroule sans la présence de l'un des parents. Or il n'existe pas en France de prise en charge correcte pour ces situations, qui obligent des familles, déjà fort éprouvées, à affronter d'insurmontables obstacles.

De même, si l'on en croit les témoignages belges, hollandais, allemands, danois et britanniques, le retard pris en France pour l'organisation des soins à domicile est considérable. Or il s'agit d'un aspect essentiel pour le moral des patients.

Le système de l'hospitalisation à domicile français, avec les changements constants de personnels qu'il *implique*, ne peut être comparé à ce travail d'équipe qu'assume seul à Paris un groupe privé, dit Santé-Service (1), dont l'action se voit entravée par une discrimination de l'industrie pharmaceutique, qui refuse de lui facturer les médicaments au coût réservé aux hôpitaux...

Ce retour du malade à son domicile, même et surtout si son état le place au-delà des ressources thérapeutiques proprement dites, est grandement facilité par le fait que *« nous avons acquis une complète maîtrise des phénomènes douloureux »* (Professeur E. Wilkes, université de Sheffield, Grande-Bretagne). *« La douleur des cancéreux ne peut subsister que lorsque le thérapeute est incompétent et qu'il emploie des moyens insuffisants ou inadéquats »*.

Hélas ! et en dépit de ces progrès et de ces exemples anglo-saxons, la douleur subsiste chez les cancéreux *au point de devenir une véritable « maladie en elle-même »* (ou algopathie). Mais les cancérologues sont très peu « motivés » par le traitement de la douleur. Les résistances des soignants restent très fortes, qui tiennent à des préjugés tenaces et souvent inconscients où l'on retrouve les idées de valorisation du stoïcisme, de rachat du péché originel, ou du mérite qu'il y aurait à « endurer ».

La souffrance

Or, souligne Mme Violon (Institut Bordet, Bruxelles), un cancéreux qui souffre est beaucoup plus perturbé émotionnellement qu'un autre, repond moins bien à la thérapeutique *et meurt plus vite que* ceux qui reçoivent des antalgiques et des calmants de façon adéquate.

« Même lorsque la lutte est perdue pour la maladie, il importe encore de lutter pour le malade », rappelle le professeur Léon Schwartzenberg, et de remédier aux symptômes douloureux ou pénibles qu'il peut éprouver.

Une récente enquête montre que 80 % des cancéreux gravement atteints souhaitent mourir chez eux, alors que 80 % des familles interrogées jugent préférable qu'ils meurent à l'hôpital. Ce qui est en effet le cas, et s'explique à la fois, dit le *spécialiste britannique*, par l'angoisse des proches mal entourés et mal préparés et par l'insuffisance des services d'assistance à domicile.

Peut-être aussi par le peu d'intérêt qu'ont porté jusqu'à présent les médecins aux malades eux-mêmes, tout occupés qu'ils étaient à percer le mystère de la maladie...

Dr. E.-L.

(1) Tél. : 778-16-08.

Quelle vérité ?

par le docteur
MAURICE ABIVEN (*)

AU récent congrès de la Ligue française contre le cancer consacré aux cancers, avant, pendant et après, plusieurs thèmes *du vécu des cancéreux* ont été discutés et, pour certains, de manière très fructueuse. Cependant, le problème de la vérité, de l'information *aux malades m'a paru escamoté.* Pour la plupart des intervenants, le débat sur ce sujet se tenait à une vision très simpliste, sommaire, qui pourrait se résumer ainsi : les médecins, les soignants connaissent le diagnostic, détiennent la vérité sur le malade. Lui, par contre, n'en sait rien, mais dans certains cas, au moins, cherche à la connaître. Certains pensent alors qu'il y aurait intérêt à la dire ; d'autres, au contraire, qu'il ne le faut à aucun prix sous peine de porter atteinte au moral du malade.

La *réalité* qu'enseigne l'expérience du contact avec les cancéreux est pourtant tout autre. La diffusion de l'information et la qualité de cette information, les campagnes comme celles de la Ligue contre le cancer, le niveau moyen de culture du public, *ces éléments sont tels,* aujourd'hui, qu'un nombre de plus en plus grand de patients sont en mesure de tirer la conséquence des symptômes qu'ils découvrent et pour lesquels ils sont conduits à consulter.

Quant à ces symptômes se joignent les investigations devenues habituelles et que connaît le public : (biopsies, endoscopies, investigations par scanner, par radio-isotopes), la diagnostic pour le patient n'est pas encore une certitude mais certainement déjà une interrogation. Vient ensuite le temps du traitement *et l'interrogation se fait* encore plus pressante. Comment penser qu'une jeune femme qu'on ampute d'un sein, *que* l'on soumet ensuite à une *chimiothérapie qui* la rend complètement glabre, puisse croire que cette « artillerie lourde » soit simplement justifiée par un petit kyste sans importance ?

D'ailleurs les enquêtes auprès des malades le prouvent : un nombre important d'entre eux (entre 70 % et 85 % suivant les enquêtes) sont au courant du diagnostic, savent qu'ils ont un cancer. Certains l'ont appris *de leur médecin, d'autres l'ont déduit* des thérapeutiques qu'ils subissaient ; quand ce n'est pas, comme pour l'un de mes malades, dans le regard d'une infirmière.

Alors faut-il dire la vérité ? La réponse est simple : *« La question est vide de sens puisque les malades sont déjà au courant. »*

L'erreur, chez les soignants, vient sans doute de ce qu'ils ont tendance *à croire que la vérité que possède,* ou voudrait posséder, le malade est la même que celle qu'ils détiennent eux-mêmes : c'est-à-dire un diagnostic anatomo-pathologique avec précisions sur l'extension du processus et statistique sur les chances de guérison. Non, ce que le malade, le plus souvent, souhaite, me semble-t-il, c'est qu'il soit répondu à l'angoisse que suscite sa maladie, dont il soupçonne bien *qu'elle est grave et peut-être* mortelle : vais-je souffrir, vais-je être défiguré par la maladie elle-même ou le traitement, verrai-je encore le soleil se coucher par un beau soir d'été, pourrai-je assister au mariage de ma petite-fille, etc. ? Toutes questions auxquelles, bien entendu, les soignants ne peuvent avoir que des réponses approximatives.

Je ne crois pas, d'ailleurs, que, dans la majorité des cas, le patient souhaite la vérité médicale. Il semble, au contraire, que bien souvent le malade se formule sa vérité à lui, faite *d'une bonne part de certitude* et d'une petite zone de doute. Cette manière de vérité lui permet alors de vivre, de temps à autre, dans la zone de certitude, mais aussi, quand il en a besoin, de se réfugier dans la zone de doute : si l'on peut, de temps à autre, regarder la mort en face, il semble bien que la confrontation permanente et pendant une longue période (les prolongations de vie grâce *aux traitements* actuels sont quelquefois longues) soit difficile et sans doute peu souhaitable.

Le refus du dialogue

Encore une fois, la vraie requête du malade cancéreux n'est pas, à mon sens, une vérité qu'il arrive toujours à trouver s'il veut la connaître, mais une aide pour supporter la *somme d'angoisses que suscite sa* maladie. Plus que d'information verticale dispensée par les « docteurs », le cancéreux paraît avoir besoin de possibilité de dialogue. Et le refus de dire la vérité est essentiellement un refus de dialogue avec comme conséquence une sorte d'enfermement du malade dans son isolement et ses questions.

On en arrive, alors, à cette situation *paradoxale, mais combien fréquente*; d'un patient qui sent ses forces décliner, ses possibilités de vie de plus en plus limitées, qui s'interroge sur les limites de son avenir, souvent sur les questions fondamentales de la vie et qui ne peut en parler à personne : ses proches se dérobent (c'est souvent eux qui ont demandé le secret). Ses soignants répondent par des pirouettes qui se veulent optimistes alors que ses perceptions à lui sont tout autres.

Dans le moment le plus tragique de sa vie, le malade se trouve devant un mur de silence, *livré à lui seul et* à ses peurs. Il y aurait beaucoup à dire sur cette solitude trop souvent organisée autour du lit des malades graves : j'ai connu des femmes qui campaient au pied du lit de leur mari pour qu'il ne puisse parler librement à son médecin, des enfants qui refusaient que leurs parents aient entre eux une conversation libératrice. Le tabou de la mort, dans notre société, *conduit* de bonne foi à des attitudes d'une grande cruauté.

Il n'est pas du tout question ici de plaider pour l' « information-mitraillette », qui distribuerait les verdicts sans nuance et sans tenir aucun compte du point où en est le *malade dans son* cheminement à lui, vers sa vérité à lui, mais plutôt de proposer pour les soignants une attitude ouverte qui sache écouter les demandes du patient, *là où il est, là où il en est* ; cela conduira souvent à répondre à une question par une autre question plutôt que par une réponse. Parce que cette nouvelle question (c'est une pratique bien connue en psychologie) va conduire le malade à exprimer mieux, plus complètement, plus en profondeur, son interrogation derrière laquelle poindront, peu à peu, ses vrais problèmes, sa vraie inquiétude, son angoisse.

Cette attitude ouverte conduira, cela va de soi, à prendre en compte tout un non-dit, mais aussi tout un *langage non verbal moins explicite et* moins brutal que les mots (dont il faut savoir que quelquefois ils peuvent tuer).

Dire la vérité brutale n'est parfois qu'un moyen sauvage pour le médecin de se décharger d'une tâche ressentie *comme trop difficile : « Vous avez un cancer, et maintenant f...ez-moi la paix ! »* Cette vérité peut venir totalement à contretemps chez un malade qui, à ce moment précis, attendait tout autre chose.

Mais, à l'inverse, tenter de camoufler complètement la vérité, maintenir, envers et contre toute expérience, le silence pour conserver l'espoir, comme le préconisent certains, *paraît tout aussi faux puisque* les malades, pour la plupart, connaissent leur vérité.

Ce plaidoyer pour le dialogue il faut le faire aussi, et encore plus pressant, auprès des familles. Et chacun d'entre nous peut être, un jour, le proche d'un cancéreux. Or tous les médecins ont reçu la visite, de préférence dans le secret, d'un membre de la famille de leur malade venu demander *(et les médecins sont* peut-être encore plus pressants que les autres) de tout faire pour que le patient ignore, jusqu'à son dernier souffle, le nom de sa maladie. *Et il n'est* pas rare d'entendre, après la mort, ce propos qui serait drôle s'il n'était si tragique : *« Oh ! c'est bien, au moins il est mort sans savoir ! »*

On comprend volontiers que les proches aient une grande difficulté à *engager un dialogue de vérité* avec celui qui va mourir. Il faut là une dose de préparation, de simplicité profonde, qui ne vient pas toujours *d'emblée. Mais au moins serait-il* souhaitable pour le bien-être de celui qui va peut-être mourir que ne soit pas dressé autour de lui le mur d'isolement dont je parlais. Très souvent l'argument avancé est que le malade ne supporterait pas la vérité, qu'il s'effondrerait, voire qu'il se suiciderait. L'expérience commune des médecins qui soignent des cancéreux est pourtant que ceux-ci se suicident peu.

Pas plus et peut-être moins que la moyenne de la population. Non, cet argument est un faux argument. Ce sont *les vivants qui ne peuvent, qui* ne veulent pas, regarder la mort.

Il s'agit là, chez nous, d'un problème culturel. Il serait souhaitable qu'il évolue. Puisque l'information a progressivement conduit les malades à plus de connaissance de leur état, *puisque la médecine, dans bien des* cas, les a conduits à vivre plus longtemps face à leur diagnostic et aux angoisses qu'il soulève, il faut que notre société en tire les conséquences, accepte de les prendre en charge dans cette traversée aride, *qu'elle* accepte aussi de regarder la gravité d'une maladie et peut-être la mort, en face.

(*) Médecin de l'Hôpital international de Paris.

Le nouveau défi de la maladie du légionnaire

Décrite il y a quelques années comme une affection rare, une entité pathologique mystérieuse, la maladie du légionnaire est-elle en passe de se transformer en une maladie infectieuse banale ? Mérite-t-elle encore la forme de vedettariat dont elle a longtemps fait l'objet ? De nouveaux progrès sont aujourd'hui réalisés qui devraient permettre un meilleur diagnostic de cette maladie et une détection de l'environnement des germes en cause.

En France, cependant, il demeure encore difficile, faute notamment d'une véritable coordination, de donner, à l'échelle nationale, une image exacte de l'épidémiologie de la maladie du légionnaire, et il est fort probable que de nombreux cas demeurent ignorés.

C'EST surtout à partir de deux vagues épidémiologiques qui ont touché l'hôpital Bichat de Paris (*le Monde* des 18 août 1981 et du 7 mai 1983) que la maladie du légionnaire a « officiellement » fait son apparition en France. Auparavant, elle était surtout perçue comme une curiosité pathologique.

En août 1976, une épidémie — *alors mystérieuse* — est enregistrée chez certains participants d'un congrès de l'American Legion. On dénombre au total une trentaine de décès. En février 1977, un spécialiste du Center for Disease Control d'Atlanta identifie le germe responsable. On le baptise « légionelle ». Quatre ans plus tard, une centaine de publications sont déjà consacrées à cette affection qui, du même coup, perd beaucoup de son mystère.

On sait, aujourd'hui, que la maladie du légionnaire est une maladie infectieuse due à une famille de bactéries (1) responsable d'atteintes des poumons (pneumopathies) ainsi que d'autres organes. Si elles sont sensibles *à certains antibiotiques*, les légionelles peuvent être mortelles, notamment lorsqu'elles prolifèrent chez des personnes âgées ou aux défenses immunitaires diminuées.

A posteriori, on est parvenu à démontrer que certains phénomènes *épidémiques jusque-là inexpliqués* étaient dus à ces germes. De plus, les données épidémiologiques établies en quelques années font état d'une très large dissémination des légionelles. D'autres études rétrospectives permettent de penser que ces germes sont en cause dans de nombreuses pneumopathies inexpliquées. Ces données et ces éclaircissements ne sont pas encore parvenus à donner à la maladie du légionnaire le profil des maladies infectieuses « classiques », dangereuses mais, somme toute, acceptées.

Ainsi, l'effet de surprise aidant, les épidémies de légionelloses prennent souvent une allure dramatique. Un fait d'autant plus étonnant *qu'il est* aujourd'hui établi que, contrairement aux idées de départ, la contamination interhumaine n'existe pratiquement pas.

Comment expliquer une telle majoration du véritable poids de cette *maladie en termes de santé publique* ? A l'absence de méthodes préventives vaccinales, il faut ajouter un fait régulièrement mis en évidence : la contamination simultanée d'un grand nombre de personnes à partir de légionelles présentes dans l'eau des systèmes de climatisation d'hôpitaux ou d'hôtels. Une telle situation *pose de difficiles questions d'ordre* technique comme le démontrent les épidémies de l'hôpital Bichat.

En pratique, l'une des difficultés reste le diagnostic biologique. Un diagnostic indispensable, compte tenu du risque encouru par le malade et *du caractère peu évocateur des* symptômes qu'il présente (semblables à une « grippe intestinale » avec fièvre, maux de tête, douleurs abdominales, nausées, etc.). Les examens de laboratoire standards ne permettent pas de conclure. On doit donc *avoir recours à des examens plus sophistiqués*. Il s'agit, en substance, de la mise en évidence, dans le sérum des malades ou dans des produits pathologiques prélevés sur eux (expectorations, liquide pleural, urine), d'anticorps « antilégionelles ». A ce *stade*, l'une des difficultés vient d'une certaine similitude de structure entre les légionelles et d'autres micro-organismes.

Une équipe française (2) pourrait, dans ce domaine, avoir réalisé un premier progrès important en mettant *au point un anticorps pur obtenu* à partir de nouvelles techniques biologiques (anticorps monoclonal). Cette même équipe est aussi en train de mettre au point une technique de détection des légionelles sur des filtres de cellulose afin de dépister les *bactéries de l'eau courante*.

De tels tests, en plus de la meilleure fiabilité qu'on pourrait en espérer, auraient sur les techniques actuelles différents avantages : simplicité accrue, moindre coût et plus grande rapidité d'obtention des *résultats. « Il va sans dire, explique* le professeur Strosberg, *que ces différents tests ont attiré l'attention des industries... anglaises et américaines, l'intérêt des sociétés françaises demeurant plus que limité. »*

Une image parcellaire

Où en est-on actuellement en France ? Selon les renseignements qui viennent d'être fournis par le Centre national de référence des légionelloses du Laboratoire national *de la santé (Lyon), sur plus de cinq* mille échantillons *sérologiques « il résulte qu'un grand nombre de cas de légionelloses ne sont que présomptifs »*. Pour l'année 1982, les résultats cumulés de ce centre et de 17 laboratoires ne font état que de *193 cas de maladie du légionnaire* (109 certains, 84 présumés). L'âge des malades a varié de deux à quatre-vingt-dix ans. Les hommes ont été atteints deux fois plus souvent que les femmes et la mortalité a été de 12,1 %.

Il ne s'agit pourtant là que d'une image très parcellaire en dépit de la collaboration croissante établie entre le Centre national et différents hôpitaux universitaires et non universitaires. *« Les choses sont ainsi faites en France,* explique le professeur Jean Fleurette, directeur du centre, *que certains grands laboratoires parisiens refusent de collaborer avec nous. On dit souvent qu'il n'y a pas d'épidémiologie dans notre pays. En l'occurrence, les gens existent, mais pas la coopération indispensable pour que tout le monde bénéficie de l'ensemble des acquis. »*

Il reste pourtant un gros effort à fournir pour que les légionelles livrent l'ensemble de leurs secrets. *Une estimation* américaine, publiée en 1980 par le *Journal de l'association médicale américaine* (JAMA), chiffrait à plus de 70 000 le nombre annuel des décès consécutifs à la maladie du légionnaire aux Etats-Unis. Une *autre estimation fixe en Europe* à près de 10 % le nombre de pneumopathies de cause inconnue dues, en fait, aux légionelles. Six ans après leur découverte, ces germes continuent donc de défier les épidémiologistes.

JEAN-YVES NAU.

(1) On connaît aujourd'hui seize types différents de légionelles.

(2) L'équipe est dirigée par le professeur A. Donny Strosberg. Elle groupe des chercheurs du laboratoire d'immunologie moléculaire (Institut Jacques-Monnod) C.N.R.S., université Paris-VII et du service d'écologie bactérienne (Institut Pasteur de Paris). Ce travail fait l'objet d'une publication dans le *Journal of clinical microbiology*.

Qualité de la vie et comportement alimentaire

Les vingt-quatrièmes Journées nationales de diététique qui ont eu lieu récemment à Marseille sous la *présidence du professeur Jean Vague* étaient placées sous le signe de la qualité de la vie. Tous les thèmes traités y ont fait référence, qu'il s'agisse de la *prévention nutritionnelle*, du comportement alimentaire ou de l'évolution de l'alimentation. C'est dire que le phénomène récent de restauration rapide y a tenu sa place. Si ce dernier a pu se développer aussi spectacu*lairement en France*, pays d'ancienne tradition gastronomique, c'est parce que les mentalités changent et que l'acte de se nourrir relève de mécanismes psychophysiologiques qui peuvent modifier profondément le comportement.

Pourquoi mange-t-on ce que l'on mange ?

LES mécanismes du comportement alimentaire ont été longuement étudiés par le professeur B. Guy-Grand, présent à Marseille. *Pourquoi mange-t-on* ce que l'on mange ? Sujet complexe, délicat à schématiser, dans la mesure où notre comportement devant la nourriture obéit à une triple finalité : énergétique (biologique), hédonique (plaisir affectif ou émotionnel) et symbolique (résultat d'une influence socio*culturelle*). Aucune des limites entre ces trois domaines n'est précise. Chacune est influencée par l'environnement social et économique. Elle subit l'*influence des variables personnelles* que sont la faim, l'appétit et la satiété. Si la faim est un besoin non spécifique de nourriture, l'appétit l'associe à un plaisir lié à la préférence pour un mets ou pour un autre. Quant à la satiété, sa notion est encore plus floue dans la mesure où *elle varie d'un individu à l'autre* et où l'homme est le seul animal qui ne se nourrisse pas seulement pour des raisons métaboliques.

Le poids des mauvaises habitudes

Les facteurs psychosensoriels (goût, odeur, couleur, texture des aliments, que l'*on appelle leur palatabilité*) ont un rôle prépondérant dans les choix. Ils entraînent même des réactions physiologiques, puisque des expériences ont prouvé que, tel le chien de Pavlov, l'homme peut connaître un déclenchement hormonal spontané (insuline) devant un mets dont la palatabilité est particu*lièrement évidente. La valeur affec*tive de certains aliments est souvent le résultat d'un acquis culturel (habitudes prises dans l'enfance), c'est dans cette mesure que s'établissent *parfois des conditionnements* erronés du point de vue énergétique dont il est ensuite très difficile de se débarrasser.

On l'a vu avec les résultats communiqués à Marseille par Mme S. Arthaud-Wild, diététicienne, qui a organisé une expérience destinée à changer les habitudes américaines en matière d'alimentation *dans le but de lutter contre* les décès dus aux affections vasculaires (54 % des décès aux États-Unis) consécutives à des surcharges en cholestérol.

On a *proposé*, en 1978, à deux *cent trente-trois mille familles* de participer à une expérience d'une durée de cinq ans et qui consistait à choisir une autre alimentation comportant moins de viande, d'œufs, de *lait*, de glace, de *fromages gras*, d'huile et de sel et plus de légumes secs, de fruits, de légumes frais, de poisson. Tous les volontaires ont été suivis et régulièrement examinés. *Malgré les moyens mis en* œuvre les résultats demeurent modestes. Les habitudes alimentaires ont modérément changé et, si le taux de cholestérol des patients a légèrement baissé, on ne peut pas publier un bulletin probant de victoire.

Les mauvaises habitudes alimentaires sont difficiles à extirper. Or *certaines* ont des conséquences directes sur les affections des artères coronaires, comme l'a montré le professeur S. Renaud en rapportant les résultats d'une enquête sur des agriculteurs français représentant une population homogène. Les graisses saturées affectent les fonctions des plaquettes sanguines responsables de la coagulation. La comparaison établie entre des agriculteurs du Var et de la Moselle montre que la différence d'alimentation induit une différence *de 15 % dans les fonctions* plaquettaires alors que le taux de cholestérol est voisin. Après modification des habitudes alimentaires de cinquante familles de Moselle, les niveaux de coagulation sont comparables avec ceux des familles du Var.

Restauration rapide et gastronomie

On assiste cependant à l'apparition de nouvelles habitudes alimentaires qui se développent avec rapidité, *quitte à modifier* une des qualités de la vie ancestrale des Français qui passe traditionnellement par la table. On s'attendait un peu, de la part des nutritionnistes *réunis à Marseille*, à l'excommunication du phénomène de restauration rapide (ses aspects nutritionnel, familial, économique et psychosocial) qui a fait l'objet d'une table ronde. Rien de tel ne s'est produit, mais des réserves ont été formulées notamment par deux diététiciennes.

Le phénomène prend de l'ampleur. D'abord timide en 1972, il a *pris* son essor depuis 1976 où quinze unités de restauration rapide étaient dénombrées en France. Elles sont devenues quarante-trois en 1979 et cent quatre-vingt une en 1980. Elles seront mille dans moins de dix ans. Soixante pour cent de leur clientèle a entre seize et vingt ans.

Quelle attitude prendre, s'interroge M. H. Fraysse, gestionnaire de restaurants de collectivités ? Il pense que résister au phénomène constituerait un combat d'arrière-garde. Pour être importé, ce mode de restauration ne correspond pas moins à un bouleversement des mentalités françaises. Son aspect économique n'est pas négligeable. Dans cette restauration sans surprise, le client sait à quoi s'attendre et cela semble le rassurer. Il connaît la qualité des mets et la constance des prix. Il apprécie la rapidité, la propreté et a confiance dans l'hygiène de l'établissement. « *Ce n'est pas une vogue passagère*, affirme M. Fraysse. *Le « fast food » ne s'oppose pas à la gastronomie, c'est autre chose.* »

Les diététiciennes se sont penchées sur ce qu'il y a dans l'assiette (si l'on peut dire) des « fast food ». Elles *ont* établi la valeur nutritionnelle des menus types. Les résultats rapportés montrent une grande hétérogénéité des produits dans leur apport calorique. L'analyse des lipides *révèle en général une* grande richesse en acides gras saturés due aux huiles de friture. Seulement cinq produits sur les quatorze étudiés ne dépassaient pas les apports lipidiques recommandés. « *Ces produits ne sont ni mieux ni pires que les traditionnels sandwiches* », affirme Mme Drai. « *Il est important que les diététiciens ne réprouvent pas ce mode de restauration dans la mesure où l'évolution est irréversible. Leur rôle sera de dénoncer les éventuelles hérésies.* »

Pour Mme J. Absolone, diététicienne de Bruxelles, la comparaison d'un menu type « fast food » avec un repas familial montre que le premier ne représente que 22 % du bilan énergétique total d'une journée. Cela signifie que la restauration rapide ne peut constituer qu'une alimentation d'appoint. Elle ne présente aucun déséquilibre grave mais elle révèle des apports *insuffisants* de l'ordre de un tiers ou de un quart en moins de ce qui serait nécessaire en fer et en magnésium « *mais*, souligne cette diététicienne, *ce qui fait la qualité du « fast food » c'est sa haute sécurité bactériologique, la propreté et l'hygiène ambiantes* ».

> ***Actuellement le Français mange :***
>
> **— deux fois moins de pain qu'il y a quarante ans,**
>
> **— deux fois moins de pomme de terre qu'il y a cinquante ans,**
>
> **— deux fois plus de viande qu'il y a cinquante ans,**
>
> **— deux fois plus de fromage qu'il y a vingt ans.**
>
> ***Les changements alimentaires survenus depuis le début du siècle sont plus importants que ceux qui s'étaient déroulés durant tous les siècles précédents.***

Il était intéressant d'avoir l'avis d'un médecin nutritionniste. C'est le professeur Jean-Louis Sanmarco qui l'a donné. « *Le succès de la formule*, explique-t-il, *c'est la liberté qu'elle procure. On mange à l'heure choisie des mets choisis sans restriction. Mais pour le nutritionniste, cette liberté débouche sur l'anarchie. Si la propreté, la modestie des tarifs, la qualité bactériologique sont d'incontestables atouts sur le plan purement diététique, le « fast food » peut devenir dangereux puisqu'il permet de manger sans horaire. Son plus grave défaut est d'abolir le plaisir de manger. Je n'ai personnellement gardé aucun souvenir de goût dans mes expériences* », a expliqué le professeur Sanmarco.

« *Plus dangereux encore est le fait que, même accompagné, on est toujours isolé. La convivialité disparaît. En souffre-t-on ? Il est peut-être trop tôt pour le dire, mais la manière de manger traduit une manière de vivre ; le « fast food » favorise la dégradation des relations humaines.* » Ce que le professeur Lestrade (pédiatre) résume ainsi : « *En se nourrissant, l'homme n'assouvit pas seulement un besoin calorique, il cherche à satisfaire aussi son besoin de chaleur humaine.* »

JEAN CONTRUCCI.

Les observatoires régionaux de la santé s'interrogent sur leur avenir

Le premier colloque des observatoires régionaux de la santé (ORS) s'est réuni dernièrement à l'abbaye des Prémontrés à Pont-à-Mousson. Si ces structures sont encore peu connues puisque la plupart d'entre elles ont moins d'un an d'existence et que d'autres sont tout juste en cours de création, elles sont appelées à devenir, par la force des choses, un des éléments-clés de la régionalisation médicale.

ALORS que chaque région s'apprête désormais à prendre ses propres décisions en matière de santé et de prévention, les connaissances de l'état sanitaire de la population locale restent encore bien souvent du domaine de l'approximation. « *Nous avons bien sûr de l'information, mais c'est une information nationale qui est régionalisée. Les chiffres partent de province. Une analyse globale est faite à Paris, qui dégage alors une synthèse et des moyennes nationales avant de renvoyer le tout, quelques mois plus tard, dans les régions. Outre le retard, les chiffres sont rarement fiables du fait des particularismes locaux (climat, conditions de travail, habitudes alimentaires). Il fallait donc, dans l'optique d'une politique de santé régionale, que les décideurs aient des outils d'aide à la décision adaptés* », résume M. Yvon Schléret, secrétaire général de l'observatoire régional de la santé et des affaires sociales de Lorraine (ORSAS), la première structure du genre mise en place dès 1978 avant même la généralisation du concept de régionalisation.

Par la suite, en 1981, M. Guy-Pierre Cabanel, alors député de l'Isère (app. U.D.F.), demandait, dans un rapport, la création d'observatoires *décentralisés comparables* à ceux des États-Unis ou de Grande-Bretagne. Le principe fut repris par M. Edmond Hervé dès son arrivée au ministère de la santé. Aujourd'hui, onze observatoires existent, et, d'ici à la fin de l'année, toutes les régions en seront dotées.

Éviter les « cimetières régionaux de données »

Mme le docteur Varet, de la direction générale de la santé, représentant le ministère, a souligné le caractère original de l'expérience : « *L'administration n'a pas mis en place de texte visant à déterminer les structures des observatoires régionaux. Nous avons surtout défini les missions en laissant le libre choix à chaque structure de s'organiser pour faire ses preuves. Bien sûr, il est souhaitable que se dégagent un langage commun ainsi que des protocoles d'enquête identiques afin que des comparaisons puissent se faire de région à région. Mais nous ne pensons pas légiférer avant au moins deux années de fonctionnement des observatoires, soit en 1984-1985.* »

Dans les missions dévolues aux ORS, la priorité revient à l'inventaire et à l'exploitation des données régionales existantes. « *Des chiffres dorment trop souvent dans des tiroirs de l'administration. Il s'agit d'utiliser au mieux ces « gisements » régionaux d'information médicale inexploités et de faire disparaître ces cimetières de données* », commente le professeur Jean Martin de la faculté de médecine de Nancy, vice-président de l'observatoire de Lorraine.

Les partenaires privilégiés dans la quête à l'information sont, en premier lieu, les caisses régionales d'assurance-maladie, les caisses régionales mutuelles, les organismes scientifiques et les partenaires sociaux régionaux.

Néanmoins, et comme c'est souvent le cas, l'outil reste dépendant de son financement. En 1982, pour leur démarrage, les ORS ont bénéficié de l'aide efficace du ministère. Toutefois, il semble peu probable que l'État s'engage à financer, chaque année, la totalité des frais de fonctionnement des ORS. Selon leurs activités, ceux-ci pourront néanmoins dégager des relations contractuelles avec l'État. Pour pérenniser son action, chaque observatoire devra donc faire ses preuves, ce qui n'a pas manqué d'engendrer l'inquiétude parmi certains responsables de ces organismes naissants. La possibilité d'obtenir des ressources par les départements et la région reste bien sûr une solution, d'autant que l'ORS se présente actuellement comme un outil d'aide à la décision régionale.

JEAN-LOUIS BÉMER.

L'exemple lorrain

A l'exception de l'Ile-de-France, qui crée, dès 1974, un observatoire régional de la santé (ORS) sous forme d'un département technique autonome de l'institut d'urbanisme et d'aménagement de la région, la Lorraine reste actuellement le meilleur exemple de fonctionnement d'un ORS. L'ORSAS de Lorraine a déjà fait paraître sous forme d'une lettre mensuelle de plusieurs pages, depuis six mois, plusieurs synthèses régionales très précises comme les « *Constatations épidémiologiques de la drogue en Lorraine* », les « *Approches épidémiologiques des cancers en Lorraine* » ou « *La santé des groupes sociaux défavorisés en Lorraine* ».

Une étude est actuellement en cours sur « *Le chômage, la cessation d'activité anticipée et ses pathologies dans le bassin sidérurgique lorrain* ». En outre, l'ORSAS a déjà réalisé, dès 1980, son *Annuaire des statistiques régionales de la santé et des affaires sociales*, un document dont la conception reste un des objectifs prioritaires de la plupart des observatoires régionaux.

Ce répertoire de trois cents pages est désormais réactualisé partie par partie chaque année et se divise globalement en quatre grands chapitres : la situation sanitaire et sociale de la population lorraine (structure par âge, revenus, criminalité, causes médicales probables des décès) ; les agents et les moyens du secteur sanitaire (personnels, établissements et leur spécialisation) ; les systèmes d'aide sociale et les établissements sociaux (bénéficiaires de l'aide sociale et montants des dépenses) et enfin la Sécurité sociale (pour chaque régime, nombre d'assurés et évolution des dépenses). Une série de documents qui n'existaient bien sûr pas auparavant, bien qu'ils apparaissent désormais comme indispensables à chaque région.

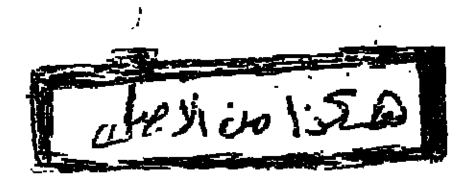
J.-L. B.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	691 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



LIVRES

«HIPPOCRATE ET LES TECHNOCRATES»

Le vertige des coûts

LE système de santé français n'est pas en mesure de répondre aux contraintes économiques nées de la fin des années 70 : élaboré par phases successives, privé des fondements théoriques nécessaires à un schéma rationnel, il est aujourd'hui confronté à l'absolue nécessité du changement. Comment peut-il s'y préparer ? Telles sont, brièvement synthétisées, la thèse et l'interrogation qu'expriment, dans un vigoureux et original ouvrage, intitulé *Hippocrate et les technocrates* (1), une économiste, Mme Béatrice Majnoni d'Intignano (2), et un chirurgien, le docteur Jean-Claude Stephan (3).

Pour la première fois, lit-on dès le début du livre, les Français se demandent si leur système de santé n'est pas menacé à la fois par son manque de cohérence interne et par les exigences nouvelles de l'économie. Les modèles étrangers, qu'analysent les deux auteurs, n'offrent guère d'exemples convaincants, et déconcertent les observateurs par leurs résultats : les systèmes très centralisés (Grande-Bretagne, pays de l'Est) sont peu dispendieux mais montrent, pour les uns, de bons résultats en termes de santé publique (Grande-Bretagne), pour les autres, une dégradation considérable de l'état de santé de la population (U.R.S.S.). *« La nationalisation des systèmes sanitaires et le rationnement des dépenses ne conduisent donc pas toujours au même résultat. »*

De leur côté, les structures d'inspiration ultralibérale, telles que celles des États-Unis par exemple, ne semblent guère, elles non plus, convaincantes aux auteurs, puisque s'y rencontre *« un niveau maximum d'inégalité »* tout à la fois dans l'accès aux soins et dans l'efficacité des performances médicales.

Le système français, qui absorbe quelque 8 % du produit intérieur brut (États-Unis : 9,8 %, Allemagne fédérale : 9,4 %, Suède : 9,2 %, Italie : 6,4 %, Grande-Bretagne : 5,9 %), se situe dans la moyenne des pays industrialisés en termes de volume de l'effort financier. Il est à la fois, estiment les deux auteurs, performant et capable de maintenir des libertés essentielles (de choix, d'installation, de prescription) mais totalement inadapté, du fait de ses contradictions internes, aux défis économiques de l'heure.

En effet, les pouvoirs publics assurent aujourd'hui un contrôle très centralisé de l'offre : maîtrise progressive de la démographie médicale, mise en place de la carte sanitaire (qui interdit désormais les installations anarchiques d'établissements et d'équipements), droit de regard sur le fonctionnement de la Sécurité sociale. Surtout, depuis 1979, le gouvernement a décidé d'aligner les dépenses hospitalières sur l'évolution du produit intérieur brut, ce qui constitue une rupture radicale avec l'évolution antérieure et fige les situations à un moment de l'histoire des établissements (pléthore pour les uns, pénurie pour les autres).

Le gouvernement actuel a repris l'objectif de « budget global », (pour 1984), alors que ni les praticiens ni les gestionnaires n'ont appris à l'utiliser, conservant les réflexes du « remplissage » des lits et de la médecine « à l'acte ». La situation, écrivent les deux auteurs, *« est la pire qui puisse être : les anciens mécanismes pervers* [inflationnistes] *subsistent dans les esprits, et aucun mode de gestion nouveau n'a été mis en place »*.

La médecine libérale, pour sa part, reste largement gouvernée par la demande, très décentralisée, des malades (en visites, en consultations), et les praticiens demeurent fort libres, malgré certaines tentatives de contrôle, du volume de leur activité.

La dynamique des dépenses

Les deux auteurs ne regrettent pas le maintien d'une telle liberté, bien au contraire. Ils soulignent cependant le degré d'incohérence interne auquel en est arrivé notre système, qui n'a pas su trancher – sinon dans les discours – entre une logique comptable et centralisatrice et l'analyse des besoins réels. D'une manière générale, écrivent-ils, *« il semble que l'absence de philosophie unitaire ou de débat politique sur le rôle des institutions sociales ait fait triompher la logique des coûts »*, les organismes distributeurs demeurant de droit privé alors que la dynamique est étatique. Le système de santé, qui occupe en France plus de 1,2 million de personnes au total, soit 6 % de la population active, ne peut plus se satisfaire de telles ambiguïtés. Son financement *« assis sur la masse salariale, donc l'activité économique, n'est pas cohérent avec la dynamique des dépenses »*, qui augmentent de loin plus vite (+ 20 % l'an environ) que les ressources de la nation.

Aussi les auteurs ont-ils imaginé deux schémas qui pourraient restituer à ce système la cohérence qui lui manque :

● *Soit un « système national de santé décentralisé »*, dont le financement serait assuré par l'impôt. L'accès aux soins y serait gratuit pour tous, les établissements seraient tous intégrés à un service public, l'unité sanitaire de base serait la région. Des corps uniques de médecins, d'administrateurs, de personnels, communs aux secteurs hospitalier et ambulatoire seraient créés.

● *Soit un « système pluraliste incitatif »* où chacun s'acquitterait d'une cotisation minimale et paierait un surplus pour les protections supplémentaires qu'il souhaiterait. Les établissements de soins, les cabinets libéraux, les centres de santé négocieraient directement les conditions de leur rémunération avec les caisses de Sécurité sociale.

Dans les deux cas, des « centres de santé intégrés » seraient le siège de rééquilibrages et d'expériences novatrices. Dans les deux cas aussi, le pouvoir central comme les professionnels de la santé perdraient beaucoup de leur pouvoir. L'évaluation des résultats s'imposerait comme une nécessité.

Quoi qu'il en soit, concluent les auteurs, les impératifs économiques et certaines prises de conscience imposeront sans tarder – ou devraient imposer – l'établissement de ce à quoi les acteurs du système de santé, en France, *n'ont jamais réussi à se résoudre* : une règle du jeu.

CLAIRE BRISSET.

(1) Calmann-Lévy Éditeur, 192 pages, 59 F.

(2) Professeur de sciences économiques à Paris XII, conseillère économique à l'Assistance publique de Paris.

(3) Directeur général du Centre national de l'équipement hospitalier.

JUSTICE

LE PROCÈS RECCO A DRAGUIGNAN

Le théâtre aux assises

Draguignan. — Ouvert lundi 6 juin devant la cour d'assises du Var, le procès de Joseph-Thomas Recco a connu, dès sa première journée, une intensité à la limite du soutenable. Entre cet accusé qui doit répondre du meurtre de trois jeunes femmes assassinées dans un supermarché de Béziers et de celui de Carqueiranne, dans le Var, où trois autres personnes furent tuées de façon identique et qui nie en se proclamant *« innocent à 100 % »* et les familles des victimes, soutenues par le mouvement Légitime défense, les incidents se sont multipliés.

A l'invective des uns, Recco oppose sa grandiloquence, ses gestes de crucifié, ses éclats, qui sont reçus par la foule comme autant de provocations. Rarement, sinon jamais, un débat judiciaire ne fut chargé d'autant de passion. Jamais la défense n'eut à s'exercer avec autant de risques, des agents devant escorter les avocats lorsqu'ils quittent le prétoire.

De notre envoyé spécial

Quelle entrée ! A peine lui avait-on fait prendre place dans le box, à peine avait-il aperçu les photographes, qu'il annonçait la couleur : *« Je suis innocent à 100 %. Je suis victime d'une erreur judiciaire. Je suis vraiment le chemin de la croix après Notre Seigneur Jésus-Christ. Je suis le bouc émissaire idéal. Alors, messieurs, allez-y, faites votre métier. Nous sommes en démocratie. Nous ne sommes pas chez Khomeiny, mais soyez raisonnables, ne parlez pas à tort et à travers, ne répandez pas votre venin. Parce que Recco par-ci, Recco par-là, il finirait par y en avoir que pour moi. »*

On en fut d'abord abasourdi. Tout concourait à l'ahurissement. C'était donc cela le Recco de 1983, ce visage émacié et cuivré, ce regard fixe, encadré de cheveux qui lui tombent jusqu'aux omoplates ; silhouette d'une sorte d'« aigle noir » d'un western de série B, mais en costume trois pièces et cravate.

Déjà un cri partait des premiers rangs du public : *« Recco, j'aurai ta peau ; oui, je t'aurai ; salaud ! fumier ! »* Dans le bruit des barrières bousculées, celui qui livrait sans fard ses sentiments était Jean-Philippe Le Goff, le fils de Gilles Le Goff et le frère de Sandrine, deux des victimes de Carqueiranne. A quelques mètres, il y avait la mère de Recco, fichu noir, robe noire, venue de Propriano, son village corse : *« Je suis mère, moi aussi. Là-bas, ils ont tiré mes gosses comme des sangliers. Je n'ai pas fait la folle, mais la douleur est bien là »* se lamentait-elle en se frappant la poitrine.

Le calme revint, le temps de constituer le jury : six hommes et trois femmes, d'appeler les cinquante-deux témoins et les vingt-neuf experts. Quand ce fut au tour des gendarmes du Pradet, qui menèrent l'enquête sur l'affaire de Carqueiranne, Recco pointa vers eux un doigt frémissant : *« Tiens, il n'y a que ceux-là de cités comme tortionnaires ?.. »* Car ceux devant lesquels il avoua un moment les crimes de Carqueiranne, il les accuse aujourd'hui des pires sévices.

Chopin et Mozart

Lecture de l'arrêt de renvoi ; il le connaît par cœur, il en guette les passages et ironise : *« C'est du Chopin, c'est du Mozart, mais je connais la musique ! »* Ayant dit, le voilà en paix pour un instant. Alors il se mordille un doigt, il ramène sur son épaule quelques mèches de sa longue chevelure. M. François Burnat, le président, entreprend de lui faire raconter sa vie.

C'est celle du quatrième enfant d'une famille qui en compte onze et que l'on put dire marquée par le malheur. L'aîné, Antoine, est inculpé en Corse du meurtre de deux campeuses. *« Il est innocent »*, dit Recco, péremptoire.

Toussaint, le deuxième, est mort de mort violente le 29 avril 1973. Morte aussi Francine, tombée un jour d'une échelle. Morts encore Paulin, Pierre et Pierrot. Jean est le seul à être encore vivant et libre. Pourtant, il y a de cela maintenant trente-cinq ans, il était bien lui, Joseph-Thomas, un pêcheur de quatorze ans, jeune mousse aux côtés de son père, élevé dans une tradition de droiture et d'honnêteté. Il se montrait bon catholique, suivait les processions de la Toussaint, où l'on s'en va jeter des couronnes à la mer à la mémoire des pêcheurs engloutis. Une seule césure dans cette période, c'est celle du service militaire en Tunisie. On est à l'époque des agitations pour l'indépendance dans l'ancien protectorat. Lui s'occupe du maintien de l'ordre.

Et puis c'est le retour et, en 1960, ce meurtre du garde-pêche, Joseph Casabianca. Un crime pour lequel Thomas Recco sera condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, le 8 décembre 1962. Un bien vilain crime : une décharge de chevrotines en pleine poitrine, une tête qui est écrasée ensuite à coups de pierre. Il ne veut pas qu'on en reparle : *« Le passé, c'est le passé. Moi, j'ai tiré un trait. »*

Mais le président lui en parle longuement. C'est que, entre le comportement de Recco aujourd'hui et celui qu'il affichait alors, il y a beaucoup de points de ressemblance. En 1960, aussi, il y eut des aveux, bientôt rétractés ; des alibis d'abord démentis par des témoins, puis confirmés dans la foulée par les mêmes ; des accusations portées contre d'autres par le truchement de lettres anonymes.

Il connut la prison des Baumettes, le centre national d'orientation de Fresnes, la centrale de Caen, d'où il s'évada pour être repris trois jours plus tard. Finalement, le voilà au bout de dix ans à Clairvaux ; c'est là que sa peine sera commuée en vingt ans de réclusion. On est en 1971. Du coup, son comportement change. Le détenu rebelle de première année devient un modèle, anime avec œcuménisme la chorale catholique et la chorale protestante. Dans cet univers de dureté, il est celui qui apaise, le non-violent. On le cite bientôt en exemple. Alors, en 1977, lorsqu'il est enfin question de libération conditionnelle, tout le monde y va de son avis favorable, du représentant du parquet au directeur de la centrale.

Réinsertion

Le 9 novembre 1977, les portes s'ouvrent et il est aussitôt un assidu des comités de probation. On lui trouve des emplois de manutentionnaire, de magasinier et, pour finir, de chauffeur-livreur à Marseille, aux Établissements Sporasub, entreprise d'équipements de plongée sous-marine. Dans toutes ses activités, il affiche un sérieux exemplaire. Il est toujours prêt à rendre service, poli. Il a aussi sa vie sentimentale. Il dira même : *« Des femmes, j'en ai eu à la pelle »*.

Mais voici que le tableau s'assombrit. Du coup, on le retrouve sur la brèche. L'on parle maintenant de matériel de plongée retrouvé en pagaille après son arrestation chez lui et jusqu'en Corse. Il y avait des paires de gants par douzaines, des palmes, des combinaisons etc. Il les aurait dérobés en douce à l'occasion des livraisons qu'il avait à effectuer. *« Faux, archifaux »*. Le voilà reparti. Son ancien employeur, M. Buffat, ne l'accable pas trop et loue, lui aussi, son dévouement à la tâche.

Au total, c'est quand même une réinsertion sociale quasiment réussie. Alors les enquêteurs de personnalité, les psychiatres, les psychologues, prennent la relève. Qui est Recco ? Un dément ? Pas question. Cet homme affable, dévoué, se doublerait seulement d'un malin déterminé, se servant de la bonne opinion qu'on peut avoir de lui pour mieux dissimuler. Les psychiatres parlent psychiatrie. L'électro-encéphalogramme ? Négatif. L'examen du cerveau au scanner ? Négatif aussi. Ils ont écouté, ces hommes de science, un homme coopérant, détendu, souriant. Il leur a dit qu'il n'aimait pas le bla-bla-bla, que l'imaginaire n'était pas son fort. On a recherché le chromosome Y, le fameux chromosome fatal. Recherche vaine.

Le docteur Saury a retenu de son examen deux faits : d'abord, ce long passé en détention entre vingt-sept et quarante-cinq ans, la plus belle période de la vie. Ensuite la série des drames familiaux. *« Or*, explique-t-il, *s'il a passé dix-sept ans en prison et pour un crime dont il continue de se dire innocent, il ne garde aucun ressentiment pour la justice ni pour le système pénitentiaire c'est le signe, ou bien d'une grandeur d'âme peu commune, ou bien d'une capacité à dissimuler non moins commune. De toute façon, cela implique une maîtrise de soi exceptionnelle. »*

« Machination »

Ce souci de plaire, de se complaire, cette satisfaction éprouvée à parler de soi-même, Joseph-Thomas Recco aura administré la preuve tout au long de la journée. Ses colères ou ses lamentos ne sont que pour les moments où la situation lui est peu favorable, où il entend brosser de lui des portraits qui ne lui conviennent pas. Seulement, voilà que de nouveau la salle en a assez de toute cette médico-psychologie. Et, de nouveau, Jean-Philippe Le Goff le signifie sans fard : *« Théories à la con ! Avec moi, tu serais déjà mort, Thomas Recco ! »* La barrière métallique a encore vacillé sous les poussées.

« Du calme, Jean-Philippe », criait à son client, partie civile, son avocat, M[e] Collard.

« Du courage, monsieur, lui disait de son côté le président Burnat.

— *Du courage*, répondait-il, *quand cela fait une demi-journée qu'on entend des conneries pareilles ! »*

Le public a applaudi bruyamment. Brouhaha, expulsion du public, suspension.

Le président n'était pas au bout de ses peines. A la reprise, voici que paraissait à la barre le lieutenant-colonel de gendarmerie Daniel Berthot, qui dirigea l'enquête de Carqueiranne. Lui qui, *« par la psychologie »*, se flatte d'avoir fait avouer à Recco le triple meurtre. Il raconte son enquête, comment il en arriva à l'accusé d'aujourd'hui, dès lors que la petite Sandrine Le Goff, avant d'être tuée, avait eu le temps de téléphoner à l'employeur de sa mère pour dire que *« le cousin de René se bat avec papa »*. Des René, dans l'entourage des Le Goff, il n'y en avait que trois, et celui qui avait un cousin que connaissaient les Le Goff c'était bien le cousin de Recco.

Mais cette fois, c'est Recco qui crie, tempête, se lance dans de nouvelles imprécations : *« Je demande un détecteur de vérité ; c'est une abominable machination ! La façon dont vous me traitez, cela peut se faire chez Pinochet, pas dans une démocratie comme la France. »*

Le lieutenant-colonel n'a pas apprécié : *« Je porte un uniforme d'officier supérieur de l'armée française ; je n'accepterai pas qu'il soit sali par un individu comme Recco. »*

Tumulte. Joseph-Thomas est en transes. Il faut se résoudre à l'expulser. Ils devront s'y mettre à sept pour le tirer, qui par les pieds, qui par les aisselles, vers les coulisses.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

CARNET

Naissances

— Patricia et Jean-Michel ATTAL,
Et Guillaume,
sont heureux de faire part de la naissance de

Nicolas,

le 1er juin 1983.

80, avenue Paul-Doumer,
75116 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Manuel ABELEND-MARTIN,

survenu dans sa soixante-treizième année, en son domicile, à Paris-15e.

Le service religieux sera célébré le mercredi 8 juin 1983, à 10 h 30, en l'église de la mission catholique italienne, 23, rue Jean-Goujon, Paris-8e.

De la part de :
Mme Manuel Abelend-Martin,
son épouse,
Et de toute la famille.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

30, rue des Favorites,
75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André BOCCON-GIBOD,
inspecteur général honoraire
de la Banque de France,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,

rappelé à *Dieu le 4 juin 1983* dans sa soixante-dix-neuvième année.

De la part de
Mme André Boccon-Gibod,
son épouse,
Catherine et Jean-Pierre Blanc-Dunand,
Stéphane, Juliette, Hélène, Maxime, Adrien, Charlotte et Henri Carcassonne,
Nicolas, Marie, Laurence, Martin, Pascal et Dominique Boccon-Gibod,
Agathe, Didier et Laure Boccon-Gibod,
Olivier, Sylvain,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme François Boccon-Gibod,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Raymond Boccon-Gibod,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Paul de Bez,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Odile Olivier,
en religion Sœur Marie-Bernard,
M. et Mme Laurent Boccon-Gibod
et leurs enfants,
ses frères, beau-frère, belles-sœurs, neveux, petits-neveux.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 9 juin 1983, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 32, avenue Marceau, Paris-16e, où l'on se réunira.
Ni fleurs ni couronnes.

— M. et Mme Max Serruys,
Mme André Vigneau, née Serruys,
Mlle Dominique Blocq-Mascart,
M. Yves Serruys,
La famille Bradley,
Mme Renée Vigouroux,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme W. A. BRADLEY,
née Jenny Serruys,

survenu à Antibes le 3 juin 1983.
Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Louis-en-l'Ile (Paris-4e), le jeudi 9 juin 1983, à 14 heures.
18, quai de Béthune,
75004 Paris.

— La baronne Calary de Lamazière, née Tiberghien, son épouse,
Le baron et la baronne Raoul Calary de Lamazière et Raoul-Arnaud,
M. et Mme Jean-Marc Orengo,
Fabrice et Evodie,
Anne Calary de Lamazière,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

baron
Raoul CALARY de LAMAZIÈRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
rappelé à Dieu le 4 juin 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle du Val-de-Grâce, 227 *bis*, rue Saint-Jacques, à Paris-5e, le jeudi 9 juin, à 10 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
33, avenue Montaigne,
75008 Paris.

— Le président,
Le conseil d'administration,
La direction,
Le personnel
de la société Neyrpic ont le regret de faire part du décès, le samedi 4 juin 1983, de

M. Severin CASACCI,
ingénieur Arts et Métiers,
docteur ès sciences,
officier de l'ordre national du Mérite,
directeur général adjoint de la société.

Les obsèques ont eu lieu le 7 juin dans l'intimité.

— Nous avons le regret d'annoncer le décès de

M. Aimé DUBOST,
directeur général
des Houillères du bassin du Nord
et du Pas-de-Calais,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur
de l'Ecole supérieure d'électricité,

survenu subitement à Paris, le vendredi 3 juin 1983, dans sa soixantième année.
La messe de funérailles est célébrée le mardi 7 juin, à 15 heures, en l'église de Lambres-lès-Douai, et sera suivie de l'inhumation au cimetière dudit lieu.

Réunion en l'église de Saint-Sarre, à *14 h 30.*

De la part de
Tous ses collègues et amis membres de la direction générale,
L'ensemble du personnel du groupe Charbonnages de France.

— Mme Hélène Wawer, sa grand-mère,
Mme Colette Ellen-Wawer, sa mère,
M. Jean Elleinstein, son père,
M. Serge Elleinstein, son frère,
M. Bernard Wawer, son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jérôme ELLEINSTEIN,
le 2 juin 1983, à l'âge de quatorze ans et demi.
Les obsèques auront lieu le lundi *13 juin, à 8 h 30*, au columbarium du Père-Lachaise.
Cet avis tient lieu de faire-part.
La famille souhaite que l'on fasse parvenir *les dons à la Société des amis de* l'Institut de recherche sur la leucémie et les maladies du sang, unité fonctionnelle de greffe, centre Hayem, hôpital Saint-Louis, rue Bichat, 75010 Paris.
84, boulevard Saint-Michel,
75006 Paris.
108, boulevard du Montparnasse,
75014 Paris.

— Mme Jean-Pierre Teurlay Freustié,
M. et Mme Etienne Dissez
et leurs enfants,
M. et Mme Lucien Gelly,
M. et Mme Pierre Soulier,
Mme Anne-Marie Riquard,
Les familles Guenin, Lartigue, Delarue, Lecointre,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean FREUSTIÉ,

survenu le *5 juin 1983*, dans sa soixante-neuvième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Jacques de Neuilly, 167, boulevard Bineau.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« Le Monde » daté 7 juin a consacré un article à la disparition de Jean Freustié.

— Les familles Bouyer et Hervé,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle de

Mme HERVÉ,
née Arlette Bouyer,
le 2 juin 1983, dans sa quarante-septième année.
Une bénédiction sera donnée dans l'intimité et l'inhumation aura lieu le 8 juin 1983, à 15 h 30, au *cimetière des* Bulois, route de l'Empereur, à Rueil.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Pierre Louvel, son épouse,
Mlle Alphonsine Louvel, sa sœur,
M. et Mme Marcel Girault,
M. et Mme Pierre Clavières,
M. et Mme Jean-Yves Roussel,
ses enfants,
M. et Mme Loïc Jestin,
Anna, Emmanuelle, Pascale Girault,
Virginie, Guillaume, Thomas Clavières,
Charlotte, Agathe, Alexandre Roussel,
ses petits-enfants,
Mathieu, son arrière-petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LOUVEL,

survenu à son domicile le 6 juin 1983, dans sa soixante-dix-huitième année, muni des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Lanhelin (35), le mercredi 8 juin 1983, à 15 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.

8, avenue Jules-Simon,
35400 Saint-Malo.
155, avenue du Général-Leclerc,
92340 Bourg-la-Reine.
« La Martinière ».
La Pointe-Bouchemaine,
49000 Angers.
74, allée Ronsard,
91000 Courcouronnes.
Le Chaneau-de-Boussec,
86300 Chauvigny.

— Mme Bernard Madre,
M. et Mme Benoît Madre
et leurs enfants,
M. Denis Madre et son fils,
M. et Mme Michel Gagneraud
et leurs enfants,
M. et Mme Géorg Cmyral
et leurs enfants,
Mlle Germaine Meunier,
Mme André Madre et ses enfants,
Mlle Bernadette Perrier,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard MADRE,
docteur en droit,

survenu le 3 juin 1983, à Paris.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 juin, à 12 heures précises, en la basilique de Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret).
Ni fleurs ni couronnes, des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Joëlle Rousseau, avocat à la Cour de Paris,
Marcel Magnat,
Les familles Robelet, Jusselme, Duret, Berthelet, Girard-Menou,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marthe ROUSSEAU,

leur mère, sœur et parente,
survenu le 5 juin 1983, à l'âge de *soixante-trois ans*, à Paris-2e.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 juin 1983, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, 19 *bis*, rue de Beauregard à Paris-2e.
On se réunira à l'église.
L'inhumation aura lieu dans une concession temporaire au cimetière parisien de Pantin (93).

— M. et Mme Edouard Beaux,
ses enfants,
Mlle Nathalie Beaux, sa petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

la baronne
Iraïde de SCHOENAÏCH,

survenu le 5 juin 1983, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 8 juin, à 16 h 15, en l'église orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois (*Essonne*).
Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue des Vignes,
75016 Paris.

— Jacques et Magdeleine Le Clerc-Voillemin,
René et Suzanne Boulling-Voillemin,
ses enfants,
Alain et François Casters-Voillemin,
ses petits-enfants,
Isabelle, Fanny et Charlotte,
ses arrière-petites-filles,
Les familles Bresson, Millou, Petit et Raynaud,
Ainsi que les amis fidèles qui l'ont assistée dans les dernières années de sa vie,
ont la grande peine d'annoncer le départ pour la maison du Père de

Marguerite VOILLEMIN,
née Ducreux,
le 26 *mai 1983* à Rambouillet (Yvelines), dans sa quatre-vingt-sixième année.
Ils vous prient d'associer à son souvenir celui de son époux,

Louis VOILLEMIN,
ingénieur-physicien,

décédé le 4 janvier 1943.
Les obsèques religieuses à la Boissière et l'inhumation dans le caveau de famille à Paris, ont eu lieu dans l'intimité le lundi 30 mai.
Que ceux et celles qui l'ont connu et aimée marquent son souvenir par une prière.
« Vous donc aussi, vous êtes dans la tristesse ; mais je vous reverrai, et votre cœur se réjouira ; et nul ne vous ravira votre joie.
Demandez et vous recevrez, afin que votre joie soit parfaite. »
(Jean 16/22-24.)
8, rue de Varize,
75016 Paris.
7, place des Ilots,
59300 Valenciennes.

Messes

— Une messe du souvenir sera célébrée en la chapelle de l'Ecole militaire, place Joffre, Paris-7e, le samedi 11 juin 1983, à 18 heures, à la mémoire des officiers, *sous-officiers et soldats* du 3e régiment de tirailleurs marocains, morts pour la France en mai 1940, *ou disparus* depuis lors.

Communications diverses

— Les legs destinés à Or Ha'Hayim (institution de deux mille élèves internes à Bnei-Brak, Israël) sont exempts de tous droits de succession. Pour tous renseignements, s'adresser à l'Association Or Ha'Hayim, 3, rue Richer, Paris-9e. Tél., *le matin*, 246-48-37 ; demander Mme Dahan ou M. Charbit. Documentation spéciale « legs » sur demande.

Le Monde

culture

ACTION CULTURELLE

Le virage municipal

Six maisons de la culture, six centres d'action culturelle (CAC) : douze établissements concernés par le changement de municipalités intervenu au mois de mars, douze types d'entreprises où la ville et l'État sont partenaires. Chacun finance pour moitié les maisons de la culture (1), les CAC étant pris en charge pour les deux tiers par la ville.

A Reims et à Grenoble, les budgets pour 1983 sont négociés sans rupture avec la politique menée par les prédécesseurs. Mais à Brest, à Nantes, les municipalités passées à l'opposition ont, pour le moment, décidé de mettre fin aux activités des jeunes équipes en place. A présent, c'est le tour de Saint-Étienne : le directeur de la maison de la culture est licencié.

A Chambéry, la maison n'est pas encore aménagée, et la ville s'interroge. Expectative également à Chalon-sur-Saône, où il y a un problème de recrutement. Mais s'il est naturel que les nouveaux arrivants réfléchissent sur l'action qu'ils entendent mener en matière de culture, il serait inquiétant que la plupart s'orientent vers un retrait financier.

Pour les CAC, il n'y a encore rien de fait. Simplement, ce sont les mêmes échos : mise en question des engagements, c'est-à-dire désir des villes de prendre le contrôle des établissements. Dans d'autres institutions, plus légères, où l'État est partie prenante, il semblerait que l'on s'achemine vers semblable régression.

Du côté du ministère de la culture, on rappelle les règles du jeu : à chaque municipalité de définir une politique, mais il faut un point de rencontre entre le projet national et le projet local. La discussion est ouverte, mais les principes sont fermes : il s'agit de garantir une autonomie aux établissements et à ceux qui les animent, sur la base d'une manière de contrat approuvé par les deux partenaires.

Pour certaines villes (y compris de gauche, parfois) CAC et maisons de la culture doivent se contenter d'un rôle d'accueil (de diffusion, comme on dit). Dans ce cas, pourquoi faire appel à d'autres talents que ceux des services municipaux ?

Pour le ministère (en l'occurrence la direction du développement culturel sous la responsabilité de M. Dominique Wallon), il y a là « le risque que les choix soient faits en référence à une demande sociale minimale ». La mission assignée aux institutions décentralisées est tout autre : diffusion, mais aussi création. Diffusion de la création contemporaine sous des formes les plus diverses, mais aussi « liaison de l'acte artistique et du contexte social ». Si cela n'intéresse pas les municipalités, ou si elles estiment que cela coûte trop cher, l'État se retire, et disparaissent de la carte quelques foyers de culture.

Mettons-nous à la place des conseils municipaux qui viennent d'arriver : cette disparition est-elle si grave ? L'argent récupéré ne sera-t-il pas plus utile ailleurs ? Et la suppression de quelques maisons de la culture, n'est-ce pas une bonne affirmation de pouvoir politique ? Les habitants de Brest et de Nantes ont apporté une réponse intéressante : la leur. Ils ont été des milliers à prévenir explicitement leurs mairies respectives qu'ils avaient apprécié le travail entamé depuis peu par les maisons de la culture et qu'ils avaient envie que cela continue. Puisque au ministère on ne demande qu'à négocier, un peu d'imagination devrait suffire. On ne voit pas pourquoi les nouveaux élus sacrifieraient une partie de leurs administrés.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) Excepté pour les maisons de la culture de Nantes et de Saint-Étienne, qui ont un statut particulier.

MUSIQUE

AU THÉATRE DU ROND-POINT

Le gagaku impénétrable

Voici cinq ans, depuis le Festival d'automne 1978, que l'on n'avait pas vu à Paris un tel ensemble de manifestations d'art japonais traditionnel et contemporain : théâtre, danse, musique, marionnettes, cérémonie du thé... jusqu'au rock'n'roll, tout cela en l'espace d'un mois, du 26 mai au 30 juin, au Théâtre de l'Alliance principalement (101, boulevard Raspail, Paris 6e) et, pour partie, au Théâtre du Rond-Point. L'Association française d'action artistique et le Théâtre national de Chaillot se sont ainsi associés à la Maison des cultures du monde pour que ce mois de juin 1983 soit placé, à Paris comme à Berlin, à Genève, à Londres et aux Pays-Bas, sous le signe du Japon.

Parmi les premières manifestations parisiennes, l'une des plus importantes aura été la venue du groupe de gagaku le plus actif, le Tokyo Gakuso, réunissant une trentaine de musiciens et de danseurs, parmi lesquels des artistes de l'intendance de la Maison impériale. Le terme gagaku, en japonais, signifie « musique élégante » et caractérise la musique (chantée ou purement instrumentale) et la danse représentées principalement depuis plus de dix siècles à la cour impériale. De même qu'en Occident on peut distinguer la musique notée, dont le répertoire s'augmente au cours des siècles, et celle qui ne l'est pas, dont la survivance n'est liée qu'à la tradition orale et à l'improvisation, de même il existe au Japon deux traditions : une musique déterminée qui se développa du sixième au douzième siècle et donna naissance au gagaku, ainsi qu'une musique indéterminée qui domina pendant le gouvernement des généraux du treizième siècle jusqu'à 1868, date de la restauration du pouvoir de la famille impériale qui, en introduisant l'art occidental, a marqué la renaissance de la musique écrite.

Les premiers musiciens qui exécutèrent des partitions occidentales furent ceux de la maison impériale, habitués, par une pratique constante du gagaku, à interpréter des œuvres notées. C'est ainsi que cet art millénaire, issu de l'Inde et de l'Asie centrale et qui avait emprunté largement à la Chine, puis à la Corée, est resté actuel, comme en témoignent les compositions récentes de Takemitsu, Stockhausen ou Maki Ischii que le Tokyo Gakuso a inscrite à son répertoire au même titre que le vieux fonds reconstitué ou transmis sans interruption par la tradition.

Le rapprochement entre le gagaku et la musique (et la danse) dite classique ou savant occidentale, pour évident qu'il apparaisse de l'extérieur, n'en rend pas l'accès plus immédiat pour le mélomane européen. Fort heureusement, les programmes ont été conçus avec un double souci de diversité et de concision. La première partie du concert était consacrée à des pages purement instrumentales dont certaines ont été composées pour accompagner la danse. La formation réunit des flûtes traversières, des flûtes droites à anches doubles, de petits orgues à bouche, un grand tambour, un petit gong et un tambour à deux faces ainsi que des instruments à cordes pincées : biwas (sortes de luths) et kotos.

Il faut quelque temps avant de goûter l'espèce de polyphonie qui se dégage de ce qui, de prime abord, semblait n'être qu'une seule mélodie exécutée par plusieurs musiciens avec de légers décalages. Ce qui frappe davantage, c'est l'attitude hiératique des exécutants, la manière rituelle avec laquelle les uns portent leur instrument à la bouche, les autres pincent une corde ou frappent une percussion puis retrouvent une immobilité absolue. Outre son aspect religieux, le jeu instrumental prend une véritable dimension théâtrale que la beauté des costumes vient encore rehausser.

Hiten Seido, de Maki Ischii (né en 1936), donné en fin de première partie, permettait de se rendre compte que, moyennant un traitement instrumental renouvelé et une écriture rythmique plus souple, un ensemble traditionnel de gagaku peut, sans se trahir, se mettre au service d'une esthétique contemporaine.

La seconde partie de la soirée, réservée à la danse (le bugaku), faisait alterner, après un rituel de purification de la scène, des danses dites de la gauche, dont l'origine vient des Indes à travers la Chine, et des danses dites de la droite, issues de la tradition coréenne, dont le caractère diffère notablement. Les premières apparaissent plus symboliques et épurées, tandis que les secondes sont plus figuratives, incluant, par l'utilisation éventuelle d'un masque, des éléments de la comédie. De même que la musique des unes semble se dérouler de façon parallèle mais sans sychronisme évident, celle des autres correspond plus clairement aux pas et aux mouvements du corps. Là encore, il est difficile d'apprécier à sa juste valeur l'unisson légèrement faussé que présentent les gestes presque simultanés de plusieurs danseurs. C'est là cependant l'un des aspects les plus caractéristiques d'une expression artistique qui se veut à l'image de l'univers : lente dans ses développements imperceptibles sous un masque d'uniformité, multiple à travers son unité fondamentale.

GÉRARD CONDÉ.

■ **Un gala est organisé avec le Cuarteto Cedron et des musiciens afghans le 8 juin à 20 h 30 à l'Agora d'Ivry, par trois comités de soutien de la région parisienne en faveur du Salvador, de la Pologne et de l'Afghanistan.**

GALERIES

Flavio-Shiro le Japonais de Paris

Il fabrique ses crayons de pastel, ses fusains, qu'il aligne sur sa table. Cette splendide batterie de couleurs profondes stimule le peintre et l'incite à aller au-devant de la toile blanche. Flavio-Shiro s'y rend, comme il le dit, dans une totale virginité. Ce qu'il va peindre, il ne le sait pas. C'est une aventure qui, petit à petit, va trouver son sens, prendre une allure cohérente.

Né au Japon, à Sapporo, dans le Hokkaido, venu au Brésil à l'âge de trois ans, où il grandit en Amazonie, près de l'embouchure du grand fleuve, parmi la flore et la faune de la forêt primaire, Flavio- Shiro vit à Paris depuis vingt-cinq ans. Il a gardé de son expérience de peintre abstrait son sens de l'aventure. Le fond abstrait de ses tableaux, toujours travaillé à saturation avec une somptueuse couleur, est un magma subtil de matière et de signes, le fond originel d'où finit par surgir un monde d'incertaines apparitions, de têtes et de corps. Chrysalides prêtes à éclore, fragments idéalement morts, où un œil cyclopéen, d'outre-tombe, regarde toujours.

Cauchemars et chants de vie, le monde de Flavio-Shiro est incernable et inquiétant. Il faut l'apprivoiser car il gagne à être connu. Odilon Redon rôde quelque part dans ses tableaux, ces fastueuses couleurs très imprégnées d'un rêve sensible qui transfigure la matière picturale, lui donne sa substance magique. La forêt primaire est là, pas seulement parce que les tons sont parfois glauques, sombres, mais parce que toujours, dans les tableaux de Flavio-Shiro, quelque chose est en train de naître ou de mourir.

JACQUES MICHEL.

★ Peintures récentes de Flavio-Shiro, galerie Espaces latino-américains, 44, rue du Roi-de-Sicile, 75004 Paris.

ROCK

David Bowie en tournée

(Suite de la première page.)

Apprentis cadres et punks en retraite, lycéens et mères de famille, B.C.B.G. en goguette et loubards en virée, babas cools sur le retour et jeunes gens modernes sur le départ se côtoyaient, chacun réfléchissant à sa manière les différents personnages composés par Bowie et qui au fil de sa carrière ont suivi et représenté ses mutations musicales.

C'était amusant de les voir investir le parterre (debout) et les gradins (assis), réunis et si différents, portant sur eux le Bowie qu'ils ont aimé à travers les personnages qu'il a brisés, tournant le dos, de métamorphose en métamorphose, au succès qu'ils lui apportaient. Paradoxalement, le seul dénominateur commun, celui qui fait aujourd'hui l'unanimité après avoir traversé les années 70 sans accroc, le nouveau personnage, le vrai, c'était celui qui allait bientôt monter sur scène : le David Bowie 1983 dans son propre rôle, seul à n'avoir pas de double dans le public. Mais comment prendre la couleur d'un caméléon ?

David Bowie a expliqué son absence à Londres, au mois de mars. Il a parlé de son travail, de sa nouvelle tournée : « Je ne me serais pas lancé dans cette aventure si ce n'était pour en apprécier chaque minute. Le show représentera assez bien les divers aspects de tous mes albums. Je ne compte pas y incarner de personnage particulier. » Quant à la satisfaction que procure le succès, il lui préfère la compagnie de son fils. « Je me réveille en pensant que j'ai un futur devant moi en tant que personne et non en tant que commodité. »

Une main gigantesque tendue vers le ciel et un quartier de lune encadraient la scène néo-antique, de circonstance dans les arènes. A 9 heures pile, le groupe entamait le show. Dix musiciens confirmés aux mises cosmopolites (costume chinois, tenue kung-fu, toque et veste indienne, imperméable de « privé », blasers rayés), comme pour rappeler le brassage de cultures qui marque les travaux de Bowie. Le temps d'une courte introduction instrumentale et, annoncée par un choriste, c'est l'entrée, sous les ovations, du chanteur, chevelure blonde, silhouette gracile et costume bleu, qui marche d'un pas rapide vers le micro. Classe et magie, instantanément le ton est donné : l'art de Bowie résumé en quelques secondes dans cette entrée superbe, la plus belle qu'on ait vue, à la fois simple et composée, aussi loin du rock que de la variété. Poseur, oui, mais pas faiseur. Les gestes sont gracieux, évocateurs et porteurs de mythes.

Heroes succède à *Rock'n Roll Star*, et c'est encore la meilleure façon de se présenter. Bientôt ce sera l'enchaînement de *Golden Years*, *Fashion* et *Lets' Dance*, trois hymnes à la danse, racés, excentriques et percutants. On saute d'une ambiance à l'autre sans transition mélodies diaphanes, rocks trépidants et funks brûlants sont passés à la moulinette d'une création en perpétuel dépassement : travail de composition intelligent, mise en harmonie inédite et coups de poing assenés à la tradition.

Trop court pour être vrai

A mesure que la nuit tombe, les éclairages, qui sont la charnière du show, entrent en jeu : un nouveau système dont l'extrême mobilité permet un mouvement de balançoire du plus bel effet. Bowie a toujours innové dans ce domaine : la précédente tournée, c'était avec un mur de néons qui meublait le fond de la scène. A l'image des lumières, même s'il reste rigoureux, de façon générale le spectacle est moins statique, plus diversifié dans ses tendances, comme un voyage réévalué à travers les années. A l'instar des anciens morceaux (*Life On Mars*, *Rebel Rebel*), les nouveaux, repensés pour les besoins de la scène, n'échappent pas aux remaniements. Voix distanciées aux accents multiples et aux intonations maîtrisées, Bowie fait le crooner et puis le rocker. Derrière lui, le groupe n'épargne aucune prouesse. L'audace des arrangements le dispute à l'astuce des interventions. Les styles se bousculent et Bowie fait la nique aux poncifs du rock.

Qui pourrait revendiquer la paternité de ce personnage inclassable qui bouge comme un Vince Taylor moderne à la sensualité contrôlée et aux attitudes étudiées ? Une manière faussement désinvolte de mettre la main dans la poche ou de laisser pendre sa guitare, de boxer dans le vide ou de faire un numéro d'équilibriste sur un fil imaginaire, de plier une jambe devant le micro tout en opérant un balancement du buste d'avant en arrière, mélange de naturel et de théâtralité, chacun de ses mouvements est accentué par les délires de la foule. On se croirait dans un film dont le script aurait été scrupuleusement rédigé. La spontanéité, l'énergie du rock sont ici des arguments secondaires, pour ne pas dire délaissés. Les limites sont dépassées, les mécanismes explosés. Bowie l'a souvent dit, il se sert du rock comme un peintre de la peinture. Tout est pensé, calibré, minuté dans le moindre détail jusqu'à l'entracte qui fait suite à la reprise du *White Light White Heat*, du Velvet Underground, qui permet au groupe de montrer malgré tout qu'il sait rocker dur.

Comme annoncé, très exactement quinze minutes plus tard, David Bowie, en costume vert, revient sur le rythme du train de *Station To Station*, élégant et majestueux comme le « mince duc blanc » de la chanson. Assis sur un fauteuil de plateau, il chante *Cracked Actor* ; une cape rouge, deux projecteurs, des lunettes noires et un crâne dans la main sont les accessoires qu'on lui retire avant la fin du morceau. Et puis, enfermé dans un immense cylindre mobile aux parois de tulle, c'est *Ashes To Ashes*, qui raconte la décrépitude du major Tom de *Space Oddity*, le morceau suivant. Guitare acoustique et retour dans le temps. « Bonsoir, j'aimerais vous présenter mon groupe », il le dit en français : Carlos Alomar et Earl Slick, les fidèles compagnons de guitare, Tony Thompson, le batteur de Chic qui joue sur le nouvel album, Carmine Rojas à la basse, Dave Lebolt au synthétiseur, Lenny Pickett, Steve Elson, Stan Harrison aux cuivres, Franck et George Simms aux chœurs. Et d'attaquer *Young Americans* pour finir avec *Fame* et *TVC 15*. Deux rappels (*Jean Genie*, avec un feutre sur la tête, *Modern Love*, avec un saxophone en solo), suffiront à achever un public au bord de l'hystérie. Trop court pour être vrai.

Après plusieurs années passées à des expériences plus complexes, il s'est remis plusieurs fois en question, il a inventé de nouvelles formes et s'est lui-même réinventé dans le cinéma. Aujourd'hui, il retrouve l'adulation qu'il provoquait en 1973, à l'époque de Ziggy Stardust. Il n'est pas allé vers le public, c'est le public qui l'a rejoint. Sans compromission, sans sacrifice à une mode (dont il est d'ailleurs l'instigateur). David Bowie s'impose aujourd'hui comme le chanteur de la situation.

ALAIN WAIS

★ Discographie : Let's Dance, Pathé Marconi, 400165.

VARIÉTÉS

CERRONE A L'ESPACE BALARD

Disco et marketing

L'histoire de Jean-Marc Cerrone ressemble à ces biographies musicales, à ces mélis-mélos qui retraçaient à l'écran, et dans les années 30-40, la vie d'un musicien évidemment pauvre à vingt ans et milliardaire à trente. Italien d'origine, Cerrone, qui a fait de la batterie sa spécialité, a su s'engouffrer au bon moment dans la vague du disco et est devenu, il y a cinq ans, une sorte de « roi » français du genre, l'André Vershuren des discothèques, avec en plus le goût du gigantisme, du grand spectacle hollywoodien cher à Cecil B. De Mille.

Cerrone a fabriqué en grande quantité cette série B de la musique populaire constituée de *gimmicks*, de trémolos musicaux, de quelques harmonies vocales et de rythmes aseptisés.

Aujourd'hui, à la tête d'une chaîne de magasins, d'une discothèque, d'une ligne de parfums créée par Patrick de Givenchy, d'un style de montre, la Golden Touch, conçu par un designer italien, le musicien a bien assimilé toutes les règles du marketing.

Sachant pertinemment que le disco ne serait pas éternel, il a signé plusieurs musiques de films avant de fonder lui-même sa propre maison de production et a coproduit cette année au cinéma son premier roman *Névrose*, à la fois fantastique et plein de suspense, publié chez Fayard.

Avant de partir en tournée dans les régions, Cerrone a donné lundi 6 juin le premier des deux concerts proposés à l'Espace Balard sous le beau chapiteau blanc aménagé à l'emplacement des anciennes usines Citroën. Il y a chez lui un désir touchant de ne pas tomber dans la mesquinerie, de faire de l'épate. Accompagné notamment par quelques musiciens de Carlos Santana, Jean-Marc Cerrone fait jouer toutes les ressources de la lumière. Sa musique a subi une évolution : elle se rapproche encore plus de la musique fonctionnelle.

Si un jour rien ne va plus, il pourra toujours se recaser comme arrangeur chez Muzak et enregistrer dans les studios de Broadway cette musique programmée qui fournit aux restaurants et dans les ascenseurs un climat de détente ou donne dans les bureaux une sensation de mouvement et d'activité.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Ce mardi à 21 heures, Espace Balard.

LU

« LES CLÉS D'ELSA », de Dominique Desanti

La fin d'un mythe

Elle vient de publier à Moscou un roman, *Camouflage*, où elle dit sa « lâcheté devant la vie ». Pour Nancy Cunard, il a essayé de se tuer à Venise. En 1928, parce qu'ils sont, l'un et l'autre, revenus du suicide, Elsa Triolet et Louis Aragon signent un pacte que seule la mort, quarante-deux ans plus tard, pourra défaire. Survivant au mythe qu'il aura si pompeusement contribué à construire, Aragon, vieilli, malgré sa façon de se trahir, ne parviendra pas à rompre l'alliance de la muse et du poète, enfermés ensemble sous la même dalle pour l'éternité.

Le livre de Dominique Desanti, en donnant les « clés d'Elsa », démaquille cette imposture. Rien n'y est jamais « déballé », même quand il s'agit de choses intimes, presque tout y est parfaitement démonté.

L'enjeu de cette biographie, où l'on traverse bien des guerres et des révolutions, quelques avant-gardes, plusieurs « affaires », dépasse l'histoire de ce couple. Derrière la rencontre du dandy et de la femme fatale, du bâtard et de l'expatriée, Dominique Desanti reconstitue le mensonge stalinien, qui n'a pas épargné dans les rêves des masses ce qui touche au noyau indestructible de l'amour.

Grâce à Roman Jakobson, interrogé peu avant sa disparition, Dominique Desanti, qui sait multiplier et opposer les témoignages (Pozner, Soupault, Thirion, Daix, Nourissier, etc.), et déchiffrer les aveux glissés dans les romans d'Elsa (« des autobiographies transposées »), a pu retrouver « l'inconnue de Moscou, Ella Kagan, née le 12 septembre 1896, – dont le père, avocat juif, voulait déjà « effacer » ses origines. Jusqu'à la fameuse rencontre au bar de la Coupole, le 5 novembre 1928, ces destins « croisés » d'Aragon et d'Elsa ressemblent à deux lignes parallèles que tout devrait s'ingénier à séparer.

Elle, dans le sillage de sa sœur, Lili, fréquente les futuristes, se lie à Maïakovski, Pasternak ou Chklovski, avant de fuir avec un officier français, André Triolet, qui l'épouse et l'emmène à Tahiti. Ensuite, elle rôde entre Londres et Berlin, revient à Moscou, s'installe à Paris, se rapproche de Montparnasse...

Lui, le « Parisien ambigu », fils d'un préfet, sort de la guerre pour s'étourdir avec Dada et le surréalisme. Il est tenté par ce que ses amis, André Breton et Drieu La Rochelle, ont le plus en horreur, l'homosexualité et le roman. Pour eux, il détruira un gros manuscrit et, sexuellement « percé à jour », tentera de vivre avec sa « composante féminine ».

Désormais, celui que les surréalistes condamneront en le traitant de « paillasse », est un homme « fait », pris dans une nasse. Dominique Desanti montre comment, au bord d'un double ratage, Elsa et Aragon vont unir leurs faiblesses et leurS volontéS, pour se sauver ensemble et durer.

Le voyage de Moscou en 1930, avec Sadoul, et le reniement du surréalisme par Aragon, même si Breton dans ses *Entretiens* (Gallimard, 1952), l'imputait en passant à Elsa, sont dans la ligne de ce choix pris en commun. Elle va souffrir, comme femme et comme écrivain, lutter contre l'ombre et l'insatisfaction, prendre sa revanche et pousser Louis à réintégrer le « monde réel », retour qu'il aura la délectation masochiste de lui dédier.

Leurs années de bohème, la période de la clandestinité, le triomphe du « couple en majesté » du P.C.F., déjà racontés sarcastiquement par Thirion dans *Révolutionnaires sans révolution* (Laffont, 1972), sont décrites ici du point de vue d'Elsa. Mais Dominique Desanti, qui, entre octobre 1944 et novembre 1956, a « côtoyé, rencontré, affronté, subi les Aragon » et joué elle-même un rôle actif dans la farce stalinienne, livre aussi quelques anecdotes vécues, qui, malgré la mesure du ton, donnent, de temps à autre, froid dans le dos.

Dominique Desanti, après avoir fait revivre Flora Tristan et Marie d'Agoult, veut-elle prouver avec Elsa Triolet que l'histoire de l'art et celle des idées, vues du côté des femmes, bousculent les clichés et empêchent les simplifications ? L'attitude d'Elsa, lors du « dégel », fut plus subtile que celle de Louis. Au contraire, dans le déchaînement et la haine, elle dut être bien pire que lui.

Au-delà des enseignements que donne cette biographie sur la contribution du stalinisme au malheur humain, il faut y lire un épisode – souvent dérisoire – de la guerre des sexes.

RAPHAËL SORIN.

★ *Les clés d'Elsa*, de Dominique Desanti, éditions Ramsay, 422 pages, 95 F.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ÉGLISE ST-SÉVERIN Tous les mardis à 21 h Loc. : Librairie Prélat, 17, rue du Petit-Pont Res. 633.87.61 (WERNER)	« Saison Parisienne 1983 » ORCHESTRE KUENTZ 14 JUIN : MOZART 21 JUIN : A. ISOIR
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 12 juin à 17 h (p.e. Kiesgen)	DOMINIQUE LEBRUN soprano DARIA HOVORA piano MOZART, SCHUMANN, DEBUSSY POULENC, VILLA-LOBOS
ABBAYE DE ROYAUMONT Val d'Oise 12 kms au sud de Chantilly 2 kms au nord de Viarmes Dimanche 12 juin 17 h 30 Loc. 035.30.16 (p.e. Werner)	THE HILLIARD ENSEMBLE OCKEGHEM : Messe Mi Mi Pièces polyphoniques de JANEQUIN, de SERMISY CERTON, GOUDIMEL, de LASSUS de BERTRAND, La GROTTE
THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA Palais Garnier Lundi 13 juin à 20 heures (p.e. Valmalète) O.A.L. Werner Musica Glotz	VERDI REQUIEM Orch. et Chœurs du Théâtre National de l'Opéra Dir. : Alain LOMBARD Sol. : Margarita CASTRO-ALBERTY Alexandrina MILTCHEVA Veriano LUCHETTI Terry COOK
SALLE GAVEAU Lundi 13 juin 20 h 30 (p.e. Mondial Musique)	J.M. FOURNIER PRODUCTIONS Récital de la soprano Georgette RISPAL Sybil BARTROP, piano Massenet, Gounod, Puccini Poulenc, R. Hahn, Offenbach
HOTEL d'AUMONT 7, rue de Jouy Vendredi 17 juin à 21 heures Loc. Fest. du Marais 68, rue F. Miron 887-74-31 (p.e. Valmalète)	FESTIVAL du MARAIS TRICENTENAIRE DE RAMEAU Récital de piano Thérèse DUSSAUT
EGLISE St-LOUIS des INVALIDES Mardi 21 juin Rens. 563-74-80 (Werner)	Concert au profit de AIDE MÉDICALE INTERNATIONALE Quatuor ENESCO Beethoven, Dvorak Schubert
DIVONNE au THÉÂTRE du CASINO Lundi 20, mercredi 22, vendredi 24, lundi 27, mercredi 29 JUIN. Vendredi 1er, lundi 4, mercredi 6 vendredi 8 JUILLET. à 20 h 45 Renseignements : 563-40-87 (Werner)	XXIXe FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE DE CHAMBRE de DIVONNE 20-6, DELLER CONSORT 22-6, GIDON KREMER KIM KASHKASHIAN 24-6, QUATUOR ORLANDO 27-6, ENSEMBLE A VENT MAURICE BOURGUE 29-6, QUATUOR TALICH MILAN SKAMPA, alto ANTONIN KOHOUT, cello 1-7, ZUZANA RUZICKOVA 4-7, Duo de pianos Güher et Süher PEKINEL 6-7, ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS dir. Jean-Pierre WALLEZ sol. David GERINGAS 8-7, BARBARA HENDRICKS MICHEL BEROFF

CONCERTS Radio France

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 13 juin 20 h 30	Dir. : Leif SEGERSTAM Leif SEGERSTAM - R. STRAUSS Alain BANCQUART

CYCLE ACOUSMATIQUE INA-GRM

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 13 juin	En collaboration avec le Centre européen pour la recherche musicale 18 H 30 : PINOT - FORT 20 h 30 : VANDENBOGAERDE LEFEBVRE

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

SALLE PLEYEL Vendredi 17 juin 20 h 30	WAGNER BRAHMS : Requiem Allemand Faye Robinson, soprano Benjamin Luxon, baryton CHŒURS de RADIO-FRANCE NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE Dir. : Uri SEGAL

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 20 juin 20 h 30	B. ENGERER, piano D. SITKOVETSKY, violon D. GERINGAS, violoncelle BRAHMS

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

Musique
THEATRE DE LA VILLE
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
du 7 au 11 juin
camerata de boston
direction
Joël Cohen
mardi 7 mercredi 8 jeudi 9
Chants de l'exil
musique juive
du Moyen Age
et de la Renaissance
vendredi 10 samedi 11
Nativitat
la Nativité en Occitanie
274.22.77



ORCHESTRE DE PARIS
16 JUIN - 9 JUILLET
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
16, 19, 23, 26, 30 JUIN
COSI FAN TUTTE
BARENBOIM - PONNELLE
SALLE PLEYEL
18, 22 JUIN
Daniel BARENBOIM
Itzhak PERLMAN
Sonates pour piano et violon
LOCATION
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
SALLE PLEYEL 563 07 96

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
MERCREDI 15 JUIN - 20H30
jean-pierre wallez, direction
michel béroff, piano
philip bride, violon
MOZART - BEETHOVEN
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
Location Th. Champs-Elysées 723.47.77 et Agences

EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES
MERCREDI 15 JUIN A 20 H 30
Fondation Yves Brieux-Ustaritz
(Aide aux Premiers prix d'orgue, lauréat du Conservatoire National supérieur de Musique de Paris)
(CLASSE DE MADAME ROLANDE FALCINELLI)
Marie-Bernadette DUFOURCET
premier prix d'orgue (exécution) du C.N.S.M.P.
ENTRÉE GROLVILLE

1978-1983
5e anniversaire
pour fêter avec nous
cet événement,
profitez de nos conditions
exceptionnelles d'abonnement
à notre saison 83/84
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
ENVOI GRATUIT D'UNE DOCUMENTATION SUR DEMANDE
SERVICE ABONNEMENTS, 15, AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS - TEL. 720.67.37

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES OISEAUX - Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h.
LE MUSÉE NOIR - Plaisance (320-00-06), 20 h 30.
L'IVROGNE DANS LA BROUSSE - Théâtre Noir (346-91-93), 20 h 30.
LA VOUTE - Théâtre 18 (226-47-47), 22 h.
TRIO - American Center (321-42-20), 21 h.
LE PRINCE TRAVESTI - Chaillot (727-81-15), 20 h 30.
LA DÉBUTANTE - Aquarium (374-99-61), 20 h 30.
LES PARAVENTS - Nanterre, Amandiers (721-22-25), 20 h 30.
LA SURPRISE - Petit Marigny (225-20-74), 21 h.
CUCKOO'S NEST (en anglais) - Théâtre de l'Union (770-90-94), 20 h 30.
TCHÉKHOV - Théâtre de Ménilmontant (258-09-63), 20 h 45.
LES SOLDATS - Montreuil, TEM (858-65-33), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Soirée Balanchine.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Médecin volant/Amphitryon.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : M. Portal.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 : Camerata de Boston ; 20 h 30 : Crownest.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), 20 h 30 : Tenkei Getiko.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10), 20 h 30 : le Deuil éclatant du bonheur ; Prélude à K. Mansfield.
ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau.
ATHÉNÉE (742-67-27), 20 h : Kean
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Description d'un combat
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Patience... patience dans l'azur. — Tempête (328-36-36), 21 h : les Amis de M. Gazon.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46), 20 h 30 : Lit vers Léthé.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h. : Monsieur Milord.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : Dialogue de l'arbre. — Resserre, 20 h 30 : la Musica.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : Commissaire Nicole Bouton.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
«LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 7 juin

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Si Guitry m'était chanté.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un canapé-lit.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Mourir à Colone.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Théâtre de Bouvard.
ESPACE-GAITÉ (327-13-54), 18 h 30 : les Gros.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (797-33-05), 21 h : les Noces de Figaro.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : S. Joly.
GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : Des jours et des nuits.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it again, Sam.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Atours de Nell.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h 15 : Archéologie. — II. 18 h 30 : Fragments. — Petite salle, 22 h 15 : Permis de séjour.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : l'Amour fou.
MARAIS (278-50-27), 20 h 30 : le Plaisir berlinois.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse, 21 h 15 : l'Astronome.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PÉNICHE OPÉRA (607-49-93) ; 21 h : Folies d'opérettes ; Rêves d'écluse.
POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures au plus tard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : le Fauteuil à bascule.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours. — II. 20 h 30 : Huis clos.
TEMPLIERS (272-94-56), 20 h 30 : Robinson Crusoé.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THEATRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : Toul Avec Tin Do, si tu peux ; 22 h 15 : le Monte-Plats.
THEATRE NOIR (346-91-93), 18 h 30 : Compagnie Magenia.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). — Petite salle, 20 h 30 : Joséphine, la cantatrice.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Dix Petits Nègres.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Touchez pas au frichti.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. — II. 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) 20 h 15 : M. Lagueyrie : Rouleur ; 22 h 15 : Qu'est-ce qu'il y a dedans ?
LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.
LA GAGEURE (367-62-45), 20 h 30 : Ce n'est pas si grave une femme ; 22 h : Paroles d'hommes.
LES LUCIOLES (526-51-64), 19 h 45 : Oy, Moïshele, mon fils ; 21 h 15 : Une chanson, c'est quoi déjà ? ; 22 h 15 : M. Chevalier.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Guide des convenances 1919 ; 22 h 30 : J'viens pour l'annonce.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova babies.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : A poil.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées aussi ; 22 h : M. Sergent.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : Triboulet.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Fais voir ton cupidon ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Romeliette et Julot.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : M. Musseau.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... Fisc.

Les comédies musicales

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Phi-Phi.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il signor Fagotto.

Le music-hall

A DEJAZET (887-97-34), 21 h : Grand Orchestre Bekummernis.
CASINO DE PARIS (285-00-39), 20 h 30 : Drôles de femmes.
CHAPITEAU DES CLOWNS (320-90-13), 21 h : Ch. Camerlynck ; 18 h 30 : les Amants de Fougère.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Dancin'.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 20 h 30 : Opéra de Pékin.
TH. DU JARDIN (745-23-72), 20 h 45 : J. Douai.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : H. Molina, W. Rios, C. Perez.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 22 h 30 : M. Vossen, S. Kessler.
ASIEM (354-79-78), 19 h 30 : J. Solane.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : Bharata Natyam.
EPICERIE (547-50-85), 20 h 30 : S. Hyedan, Rubens Danse...
TH. DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Cuadra de Séville.

Les concerts

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : I. Drenikoff (Mozart, Clementi, Schumann...).
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : P.-Y. Artaud (Taïra, Risset, Lenfant...).
ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 21 h : Orchestre et Chorale P. Kuentz, M. André (Bach, Marcello, Rossini...).
ÉGLISE SAINT-AMBROISE, 20 h 30 : Orchestre symphonique Paris rive droite, dir. M. Podolak (Beethoven, Mozart, Schubert).
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS, 20 h 30 : L. Mannheimer (Debussy, Haydn, Larsson...).
SALLE ROSSINI, 20 h 45 : A. Robert (Liszt, Chopin).
CENTRE MUSICAL BOSENDORFER, 20 h 30 : K. Tanabe (Rameau, Haydn, Schubert...).
ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT, 20 h 45 : Chœur et Orchestre des solistes de Paris, dir. H. Reiner (Vivaldi, Bach).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : Les Madrigaliers (Banchieri, Lejeune, Bertrand...).
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 21 h : Chorale Vittoria, dir. B. Thomas (Requiem de Verdi).

mercredi 8 et jeudi 9 juin à 17 heures
INSTITUT CULTUREL ITALIEN
50, rue de Varennes 7e
NAPLES ET LA CULTURE EUROPEENNE DU XVIIe SIECLE
colloque franco-italien organisé par
L'INSTITUTO ITALIANO DI STUDI FILOSOFICI
Attention : le concert du 9 juin est annulé





d'après Arthur Schnitzler
THEATRE DE L'AQUARIUM
CARTOUCHERIE
374.99.61

ALEXANDRE DUMAS JEAN-PAUL SARTRE



KEAN
742.67.27
COMPAGNIE JEAN-CLAUDE DROUOT

Jean-Claude Drouot rend Kean à lui-même... On y sent un bonheur, et d'être, et de jouer, qui est en Kean. Il nous ravit. Et ce bonheur est communicatif. — Pierre Marcabru LE FIGARO

... le théâtre, le vrai, celui qui jongle avec les répliques, les tirades, des situations et cette suprême illusion qu'est le théâtre dans le théâtre. — Guy Dumur LE NOUVEL OBSERVATEUR

Un spectacle, enfin. Ne manquez pas cette aubaine. Cela est si rare que le goût du jour ait un rendez-vous heureux avec le talent du passé. — François Chalais FRANCE-SOIR

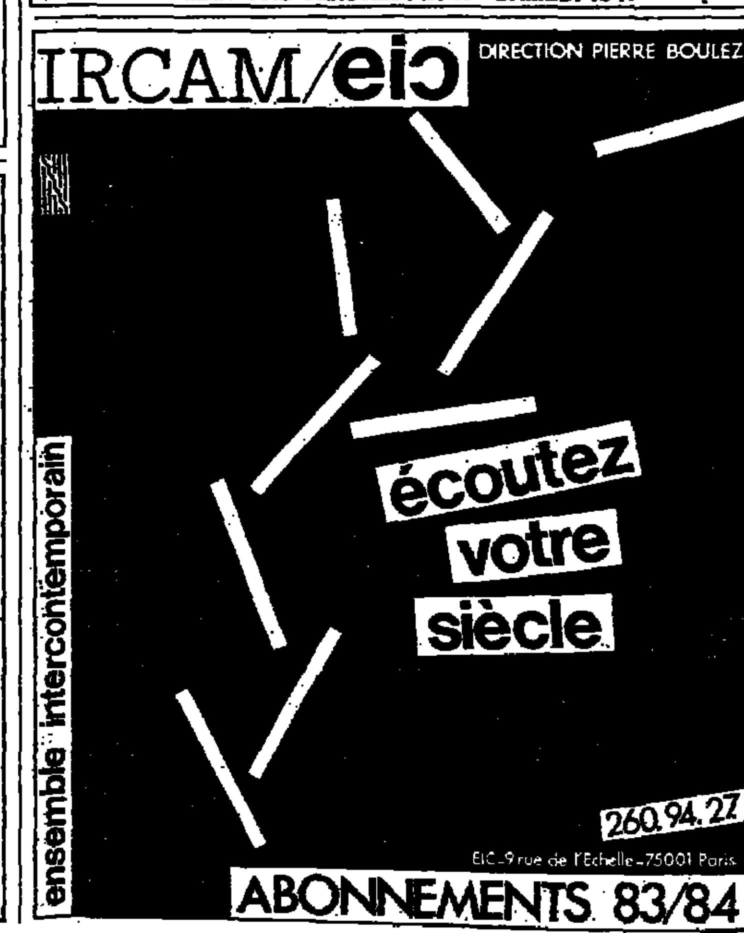
Le spectateur marche comme aux "Enfants du paradis" : en frémissant, en trépignant. — Gilles Costaz LE MATIN

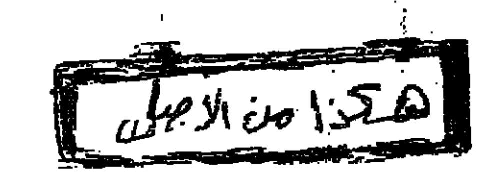
DU MARDI AU VENDREDI 20 H - SAMEDI 16 H

LOCATIONS - INFORMATIONS

DAVID BOWIE, le 8/06	93 F
CROSBY, STILLS AND NASH, le 11/06	88 F
ROD STEWART, les 12 et 13/06	95 F
AL JARREAU, les 14, 15 et 16/06	95 F
SUPERTRAMP, le 26/6	95 F
JOAN BAEZ, les 29 et 30/06	80 F
GEORGES BENSON, le 29/06	95 F
PETER GABRIEL, le 1er/07	85 F

LOCATION PAR CORRESPONDANCE — Le Monde
Retournez ce bon : SERVICE D'INFORMATIONS SPECTACLES DU JOURNAL 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS, accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 volets établi à l'ordre de CAMERAPRESS, une enveloppe timbrée (ou recommandée) à votre adresse.
LOCATION AU GUICHET A LA MÊME ADRESSE
Nom .... Prénom ....
N° .... Rue .... Code postal ....
Ville .... Département ....
Téléphone .... Nbre de places .... Prix ....
DATE DES CONCERTS CHOISIS ....
Date, le .... Signature ....





SPECTACLES

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : F. Swing Quartet.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Pakatak.
ESPACE BALARD, 21 h : Cerrone.
FORUM (297-53-39), 21 h : Gwendal.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h : Lounge Lizards.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h : The Residents.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : S. Distel.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J.-L. Chautemps, L. Fuentes, R. Urtreger, A. Cullaz, Ch. Bellonzi.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter.
TH. DE PARIS (280-09-30), 21 h : M. Solal.

Festivals

VIIe SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN (354-96-60)

21 h : P.-H. Xuereb, J.-L. Haguenauer (Schumann, Brahms, Hindemith...).

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (723-40-84)

SAINT-CLOUD, Eglise Stella Matutina, 21 h : Orchestre de chambre tchécoslovaque de Prague, dir. : O. Stejskal (Haydn, Bach, Dvorak...).

BIENNALE NATIONALE DE DANSE DU VAL-DE-MARNE

CRÉTEIL, Maison de la culture (899-94-50), 20 h 30 : Ballet-théâtre de Nancy.
VILLEJUIF, Th. R.-Rolland (726-18-10), 20 h 30 : Ardance ; à 22 h : l'Esquisse.
VILLIERS-SUR-MARNE, Salle des fêtes (305-42-82), 20 h 30 : Cie A. Dreyfus ; 21 h 30 : Cie Incidence.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT, conservatoire, à 21 h : Concert symphonique (Bach, Kodaly, Jolas) ; T.B.B. (603-60-44) : 20 h 30, Yves Duteil.
FRANCONVILLE, Clef H. Langlois (413-54-96), 21 h : Revue à six mains.
MARNE-LA-VALLÉE, Maison du temps libre (005-92-24), 21 h : La fête en plein air.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 21 h : Combat de nègre et de chiens.
SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59), 20 h 30 : Fugue en mineur (e).
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : F. Magnin.
VERSAILLES, XXe Festival (950-71-18), Château, 21 h : Saint-Simon-le-Voyeux ; C3M (951-01-27), le 7, à 21 h : Orchestre de Versailles, dir. : B. Wahl (Campra, Rameau, Cherubini).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

19 h, Bande de cons, de R. Letheune ; 21 h, Festival de Cannes 83 ; Quinzaine des réalisateurs : Rien qu'un jeu, de B. Sauriol.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).
L'ARGENT (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; (v.o., v.f.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Maxeville, 9e (770-72-86).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Cinoches St-Germain (H. sp.), 6e (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).
CIRCULEZ Y'A RIEN A VOIR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
DAR L'INVINCIBLE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (It., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
DERRIERE LA PORTE (It., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) : Biarritz, 8e (723-69-23).
DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) : Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) : Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-70-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) : Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Palace Croix-Nivert (H. sp.), 15e (374-95-04) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.-v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A., v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
GAIJIN (Bré., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
GANDHI (Brit., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) : Elysées Lincoln, 8e (359-19-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52).
L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) : Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
J'AURAI TA PEAU (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).
LE JEUNE MARIÉ (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LA MORT DE MARIO RICCI (franco-suisse) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).
LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).
PENITENCIER DE FEMMES (Fr.-It., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76).
PIÈGE MORTEL (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 7e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
RAMBO (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).
ROCK AND TORAH (Fr.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34).
SARAH (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : Boîte à Films (H. sp.), 17e (622-44-21).
T'ES FOU JERRY (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).
THE VERDICT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Forum Cinémas, 1er (297-53-74) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Murat, 16e (651-99-75).
LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) : Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LE VENT (Mal., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
VIE PRIVEE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
ZIG ZAG STORY (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
ZOMBIE (A., v.o.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37) : Mistral, 14e (539-52-43).

Les festivals

BUSTER KEATON : Le Marais, 4e (278-47-86)
COMÉDIES AMÉRICAINES (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Bob et Caroline, Ted et Alice.
MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.
ALFRED HITCHCOCK (v.o.). : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) : la Maison du docteur Edwards.
LES GRANDS SUCCÈS D'H. BOGART (v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) : le Faucon maltais.
WIM WENDERS (v.o.). : 14 Juillet-Parnasse 5e (326-58-00) : l'Angoisse du gardien de but au moment du penalty.
LES INCUNABLES DE LA FOX (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Appel d'un inconnu.
PANORAMA DU JEUNE CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9e (770-63-40), 20 h 30.
LES GRANDES REPRISES DE L'ESCURIAL (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) 16 h : la Nuit américaine ; 18 h : Un tramway nommé désir ; 20 h : Zorba le Grec ; 22 h 30 : les Misfits.
AUTOBIOGRAPHIE DE L'ALLEMAGNE (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), : Gibier de passage.
MARGUERITE DURAS : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), : Détruire, dit-elle.
DUSTIN HOFFMANN (v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), t.l.j. 20 h 30 : John and Mary ; 22 h 30 : le Récidiviste.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07) : The Verdict.
DENFERT : (v.o.) (321-41-01), 14e : 16 h : Gaijin ; 20 h : Dona Flor et ses deux maris.

LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS, film australien de Peter Weir, v.o. : Forum 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

BALLADE A BLANC, film français de Bertrand Gauthier : Paramount Marivaux, 7e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

C'EST FACILE ET ÇA PEUT RAPPORTER... VINGT ANS, film français de Jean Luret : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Montmartre, 14e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

FAITS DIVERS, film français de Raymond Depardon : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

FURYO, film japonais de Nagisa Oshima, v.o., Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01).

LA MAITRESSE DES SINGES, film américain de Larry Buchanan, v.f., Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).







COMMUNICATION

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES TÉLÉVISIONS RÉGIONALES

Un marché commun audiovisuel en gestation

Lille. — La Circom (Coopérative internationale de recherche et d'action en matière de communication) avait choisi Lille pour tenir la première conférence européenne des télévisions régionales, qui a eu lieu du 30 mai au 3 juin. Un symbole, puisque c'est à Lille que va être mise en place la première des nouvelles sociétés régionales de télévision... Une façon de reconnaître et d'encourager la volonté de décentralisation de la France dans ce domaine de la communication audiovisuelle, une démarche qui apparaît — la centaine de participants venus d'une dizaine de pays n'ont pas manqué de le souligner — comme une nécessité, à l'heure où les satellites s'apprêtent, par télévision enterposée, à effacer les frontières et les différences, à gommer les identités.

De notre correspondant

Le phénomène de régionalisation audiovisuelle (1) n'est pas particulier à la France. On le retrouve partout en Europe, même si les termes en sont très différents d'un pays à l'autre, comme le souligne M. Robert Stéphane, de la R.T.B.F.-Liège, secrétaire général de la Circom : *« Dans certains pays, comme l'Italie, on a vu une explosion de la régionalisation en télévision à travers une privatisation sauvage que l'organisme national, la RAI, a contrebalancée en créant un réseau de régions. Dans d'autres cas, comme ceux de la Suède, de l'Espagne et de la France aujourd'hui, une politique plus organisée vise à assurer cette régionalisation. D'autres pays, comme l'Allemagne, dont la structure télévision est déjà fondée sur les länder, envisagent de passer à un nouveau stade de régionalisation intrarégionale. D'autres pays, plus limités, comme la Belgique francophone, envisagent, après une télévision régionalisée dans sa production nationale, de s'implanter plus profondément par le câble... »*

C'est d'abord à une confrontation de leurs expériences diverses donc, que les participants à la conférence de Lille, venant d'une cinquantaine de régions de pays d'Europe occidentale, se sont livrés. *« Cette régionalisation est liée, notamment,* indiquait encore M. Robert Stéphane, *à un mouvement inverse de la télévision en Europe : nous constatons dans la production et la diffusion télévisées, à travers les achats transnationaux et, bientôt, les diffusions par satellites, une multinationalisation des programmes. Est-ce que la régionalisation n'est pas la meilleure réponse à ce phénomène qui aboutit de plus en plus à la perte d'identité européenne, aux pertes d'identités nationales et régionales ? N'est-elle pas la meilleure réponse aux retombées incontrôlées et sauvages des satellites Coca-Cola ? »*

Nécessité culturelle, donc, pour préserver des identités. Encore faut-il permettre à celles-ci de s'exprimer vraiment, savoir quelle télévison régionale on fait, celle des notables ou des citoyens, celle des institutions ou celle qui serait l'expression de la sensibilité de toute une région ?

Nécessité financière en même temps, car la multiplication des canaux va engendrer une demande accrue de programmes qu'il faudra bien fabriquer si on ne veut pas avoir à recourir trop souvent aux productions d'outre-Atlantique.

C'est, en quelque sorte, une « stratégie anti-Dallas » que se propose de favoriser la Circom, en encourageant l'émergence d'un tissu *de télévisions régionales qui coopéreraient entre elles. « Les régions ne doivent en aucune manière se replier sur elles-mêmes, bien au contraire, il faut qu'elles puissent se parler, débattre de leurs problèmes communs, trouver leurs zones de convergences et de différences »*, déclarait M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, venu clore cette conférence. Et cette coopération doit se faire à l'échelle européenne, ajoutait M. Gaston Thorn, président de la Commission des communautés européennes, en proposant *« l'édification progressive d'un véritable marché commun de la télévision ».*

Pour concrétiser toutes ces bonnes intentions, les participants à la conférence de Lille ont proposé que se mette en place dès maintenant un système permettant des échanges de personnels, de programmes, et des coproductions... Premier pas vers une télévision régionale sans frontières.

JEAN-RENÉ LORE.

(1) *Ce processus de décentralisation* lancé par FR 3 risque bien d'être freiné ou limité par une autre *nécessité* : la rigueur. « *La régionalisation*, a déclaré à Lille le président de FR 3, M. André Holleaux, *ne pourra se faire que progressivement, en raison de la situation économique et financière.* »

Mardi 7 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Théâtre : Lili Lamont.
D'A. Whitney, mise en scène R. Dupuy, réal. E. Logereau, avec M. Presle, V. Pradal, M. Berto, M. Jansen...
Dans un fan-club aux Etats-Unis, des illuminés célèbrent le culte d'une star oubliée.

22 h 40 Temps X.
Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE

20 h 35 Les dossiers de l'écran : Le général a disparu.
Les derniers jours du mois de mai 1968 et la disparition du général de Gaulle le 29, les rues de Paris livrées aux manifestants : cette reconstitution réalisée par Y.-A. Hubert réduit l'événement à un ennuyeux ballet d'acteurs.

22 h Débat : Mai 68, le voyage à Baden : comment ? pourquoi ?
Avec l'amiral F. Frohic, MM. B. Tricot, secrétaire général de l'Élysée en 1968, M. Jobert et O. Guichard, anciens ministres, le colonel J. Richard, les généraux J. Massu et E. Mathon, et P. Lefranc, scénariste du téléfilm.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : la Main à couper.
Film français d'E. Perrier (1974). Avec L. Massari, M. Bouquet, B. Blier, M. Serrault, D. Doll (Rediff.).
Une bourgeoise adultère, un amant assassiné, un maître chanteur, voilà un beau sujet pour Chabrol... Étienne Perrier en a tiré un suspense policier et psychologique aux ressorts bien huilés. A consommer tranquillement dans son fauteuil. Très bien interprété.

22 h 05 Journal.

22 h 25 Espace francophone.
Expressions québécoises.
La vie culturelle au Québec, avec le chanteur Gilles Vigneault, le comique Marc Faveau et le cinéaste Arthur Lamothe.

23 h 05 Journal.

23 h 18 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album de Sarah Moon, commenté par un vendeur de primeurs.

23 h 20 Prélude à la nuit.
« Suite nº 5 en ut pour violoncelle » de Bach, par J.-M. Gamard (soliste).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné à Anvers le 19 octobre 1982) : œuvres de Purcell, Cesti, Durante, cantates de Haendel, par le Concerto Vocale, dir. R. Jacobs, sol. : J. Nelson, R. Jacobs, R. Kohnen, P. Pierlot.

22 h, Fréquence de nuit : tableaux d'en France : œuvres de Croset, E. Wiener, Tazartes, Comelade, Racaille, Portella, Zouzou.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues franco-portugais : le Portugal d'hier ou d'aujourd'hui ?

21 h 15, Orchestre français : la région parisienne, Symphonie nº 1 de Prokofiev, par l'Orchestre national de France.

22 h 30, Nuits magnétiques : entretien avec Nathalie Sarraute.

CORRESPONDANCE

M. JEAN-FRANÇOIS KAHN EXPLIQUE SON DÉPART DU « MATIN DE PARIS »

A la suite de l'information donnée sur *le Matin de Paris* (*le Monde* du 1er juin), nous avons reçu de M. Jean-François Kahn une lettre déclarant notamment que, *« du 1er février au 2 mai, date à laquelle mes fonctions de directeur de la rédaction ont totalement pris fin à ma demande, il n'y a eu aucun conflit entre la rédaction et moi ».*

Ayant accepté, *« à la demande de Claude Perdriel »*, d'occuper le poste de directeur de la rédaction, *« j'ai ensuite présenté un projet rédactionnel qui impliquait dans la forme et dans le ton un certain nombre de changements radicaux accompagnés de réformes de structure et qui nécessitait une très large délégation de pouvoirs. J'ai précisé que j'étais, pour ma part, incapable de faire un journal militant ».*

M. Jean-François Kahn explique encore : *« Cette évolution s'est, dans un premier temps (les deux premiers mois), traduite par une remontée des ventes très sensible* (...). *Cette progression a eu tendance à s'effriter le dernier mois, ce qui m'a convaincu qu'il fallait accélérer le processus de mutation. »* S'en étant confié à Claude Perdriel, celui-ci aurait répondu *« qu'il ne souhaitait pas cette accélération et estimait qu'il fallait au contraire freiner le processus »*. Le désaccord *« sur certains aspects importants de* (son) *projet »* a décidé M. Kahn à *« ne pas demander le renouvellement de* (son) *contrat ».*

● *M. Louis Mexandeau interdit d'antenne.* — Invité d'Ivan Levaï, mardi 7 juin, sur Europe 1, M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des P.T.T., a été victime, vers 8 h 55, d'une mystérieuse coupure d'antenne. Cette interruption de l'émission a été revendiquée, sur appel téléphonique anonyme, par un agent des P.T.T. travaillant dans un centre dont il n'a pas révélé le nom, qui réclamait notamment une semaine de congé supplémentaire. La « coupure » — moins d'un quart d'heure — aurait affecté également R.T.L. et R.M.C. Le ministre a immédiatement prévenu la Direction générale des télécommunications (D.G.T.) pour qu'elle enquête sur cet incident.

● *Un mouvement de grève* « illimité » a commencé lundi 6 juin parmi le personnel de Radio la Creuse, station décentralisée de Radio France, qui diffuse un programme minimum. Dans une lettre ouverte au P.-D.G. de Radio France, l'intersyndicale précise que les journalistes, *animateurs, régisseurs,* techniciens ou hôtesses ne *« revendiquent rien »*, mais s'insurgent contre une accumulation de *« scandales, abus et incohérences »* dans la gestion des personnes et la politique de l'antenne.

A voir

Chaplin inconnu

Dans la prochaine édition de son magazine télévisé « Cinéma cinémas », Michel Boujut offre *au public français un extrait* d'une émission présentée l'hiver dernier sur les antennes de la télévision indépendante anglaise et produite par Thames Television, *The Unknown Chaplin* (Chaplin inconnu). Kevin Brownlow et David Gill, les auteurs de la célèbre série sur Hollywood, en sont les auteurs. Kevin Brownlow a eu pour la première fois accès aux *archives Chaplin en Suisse, par* l'entremise de la veuve de Charles Chaplin, Oona Chaplin. La découverte est prodigieuse.

Dans le passage retenu, Chaplin *répète une scène célèbre des Lumières de la ville*, la première rencontre, au coin d'une rue, de la jeune vendeuse de fleurs (Virginia Cherrill) et du vagabond (Chaplin) réalisant que la jeune fille est aveugle. Jamais le sentimentalisme débordant du cinéaste n'a été mieux illustré, *mais plus encore l'énorme travail* qu'il accumulait autour de la *moindre séquence. Virginia Cher*rill parle dès exigences de Chaplin, ainsi que Georgia Hale, l'héroïne de *la Ruée vers l'or*, qui faillit un moment la remplacer.

Ce trop *bref* extrait servira d'introduction à la présentation le mois prochain à Antenne 2 de la totalité de la recherche de Kevin Browlow sur Chaplin, notamment sur le tournage de *la Cure*, de *l'Emigrant* et de *la Ruée vers l'or, avec la participation de Lita* Grey et Georgia Hale : Chaplin travaille comme un chorégraphe, modifiant perpétuellement ses figures de ballet. Le commentaire est lu par James Mason.

LOUIS MARCORELLES.

★ « Cinéma cinémas », A 2, mercredi 8 juin, 22 heures.

Mort de Marcelle Auclair journaliste, biographe, moraliste

Marcelle Auclair, qui fut une des pionnières de la presse féminine, créatrice du périodique *Marie-Claire*, romancière et historienne, est morte lundi 6 juin à son domicile parisien, près du parc Montsouris. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans.

Née le 11 novembre 1899 à Montluçon, Marcelle Auclair élevée au Chili, où son père, architecte, s'est établi après le tremblement de terre de Valparaiso en 1906. Son premier roman, *la Novela del amor doliente*, écrit en espagnol. Revenue en France en 1924 comme correspondante du journal chilien *la Nacion*, elle épouse en 1926 Jean Prévost, l'un des jeunes auteurs de l'équipe de la Nouvelle Revue française, qui sera tué en 1944 dans le maquis du Vercors. Avec son mari, elle traduit des poèmes de Federico Garcia Lorca et, bien plus tard, publiera sur le poète assassiné, qu'elle a bien connu, une importante biographie : *Enfances et mort de Garcia Lorca* (Seuil, 1968).

Créatrice, avec Jean Prouvost, de *Marie-Claire* en 1937, elle tint depuis cette date un rôle important dans la presse féminine et fut notamment la fondatrice du « Courrier du cœur », rubrique qui connut rapidement une grande faveur en un temps où n'existaient pas encore les conseillers matrimoniaux.

Elle fut l'auteur ensuite de nombreux essais dans lesquels elle fait l'apologie du bonheur *(Le bonheur est en nous, la Pratique du bonheur, le Livre du bonheur)*, donne des conseils aux femmes *(la Beauté de A à Z, Vers une vieillesse heureuse, le Livre noir de l'avortement).*

Outre cette littérature consacrée aux femmes, Marcelle Auclair a publié d'importantes biographies, dont les plus connues sont une *Vie de sainte Thérèse d'Avila, la dame errante de Dieu* (Seuil, 1951) et une *Vie de Jean Jaurès (1954)*. Profondément catholique, elle écrit également des biographies de sainte Bernadette, de Monsieur Vincent, une *autobiographie spirituelle, A la grâce de Dieu* (Seuil, 1973), puis *la Joie par l'Évangile (1975). Avec sa fille, la* comédienne Françoise Prévost, elle publiera encore des *Mémoires à deux voix* (1978).

En 1973, après l'assassinat d'Allende, cette femme extraordinaire, qui sut toujours se passionner pour l'Histoire comme pour l'histoire de son temps, s'interrogeait, le cœur serré, sur l'avenir du Chili et écrivait dans *le Monde* : *« Il est impossible de prévoir, oui ou non, une opposition sérieuse à la dictature actuelle. Le peuple aimait Allende sans trop d'illusions, il disait : « C'est un gouvernement de merde, mais il est à nous... », toutefois avec plus d'espoir qu'il n'en a jamais eu. (...) Ce peuple mélancolique découvrait une sorte de gaieté. Où en est-il maintenant ? »*

N.Z.

Mercredi 8 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 35 Vision plus.

12 h HF 12 (info.).

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 35 Un métier pour demain.
Travailler à l'étranger.

13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.

15 h 50 Les pieds au mur.

18 h Jack Spot.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'en rire.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Les uns pour les autres.

19 h 53 Loterie nationale.

20 h Journal (et à 22 h 45).

20 h 30 Tirage du Loto.

20 h 35 Magazine société : Comment va la famille ?
Un débat : autour de deux reportages, l'un sur une famille nombreuse et unie, l'autre sur une famille déchirée. Avec Mme G. Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille, à la population et aux immigrés, O. Bourguignon, maître assistante en psychologie, et le journaliste F. Cavanna.

21 h 55 Opéra, amour fou : Violence des femmes.
Emission de C. Clément.
Premier des deux chapitres télévisés, adaptés de l'ouvrage de Catherine Clément : « Opéra : défaite des femmes ».

22 h 50 Vivre les chemins du corps.
Les nouvelles thérapies psychologiques (Redif.).

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

13 h 30 Stade 2 midi.

13 h 50 Série : Les amours des années folles.

14 h 5 Les carnets de l'aventure.
Glace et bulle, de P. Lestriat.

14 h 30 Dessins animés.

15 h 5 Récré A 2.

17 h 10 Platine 45.
Avec les Pink Floyd, Alain Souchon, Captain Sensible...

17 h 45 Terre des bêtes.
Le zèbre de Grévy ; la petite bête qui ronge.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal et entretien avec le président de la République, en direct de l'Élysée.

20 h 35 Téléfilm : Les yeux des oiseaux, de G. Auer et C. Andreu. Avec B. Waver, P. Clevenot...
Une enquête au cœur de la prison « modèle » de Libertad, en Uruguay, où les prisonniers politiques subissent brimades et tortures. Un téléfilm qui hésite malheureusement entre le document et la fiction, où des acteurs incarnent les rôles des policiers et des détenus. On a le sentiment que la réalité dépasse de loin ce qu'on nous montre à l'écran.

22 h Magazine : Cinémas cinémas, de M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
Au sommaire : une interview de Fassbinder, recueillie huit heures avant sa mort, accompagnée d'images du tournage de « Querelle » ; *un entretien avec Sylvia Sidney, l'ancienne star de Hollywood, une « lettre » de Jacques Rozier, des documents inédits sur Chaplin, Kevin Bronlow... mais rien n'est jamais très sûr, Claude Ventura se réservant jusqu'à la dernière minute le choix des sujets.*

23 h Histoires courtes : cinéma d'animation.
Seulement un baiser, de G. Manuli.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.

18 h 25 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.
Pub-Ligue.

19 h 10 Journal.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 50 Dessin animé : Vagabul.

20 h Les jeux.

20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Émission de Guy Lux.
Avec Guy Béart.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Téléfilm : un Caporal ordinaire.
De J. Chaumelle, réal. Y. Ellena, avec A. David, A. Valardy.
Un caporal d'infanterie aux prises avec une mission impossible : le transfert d'une sacoche contenant des documents pour la défense du territoire occupé par les Allemands pendant la dernière guerre.

22 h 50 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Sarah Moon, par Madeleine Renaud.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Concours de chant français de la Communauté des télévisions francophones depuis Bruxelles : airs d'opéra.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : la Pologne : Centenaire de C. Norwid ; à chacun son avoine : les chevaux à l'entraînement.

8 h, Les chemins de la connaissance : René Dubos ; à 8 h 32, Louise Labé.

8 h 50, Échec au hasard.

9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Les fonctions du cerveau.

10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : La nouvelle collection des Petits Carnets des éditions Syros.

11 h 2, La musique prend la parole : Liszt.

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama : le Liban.

13 h 30, Musique : Maurice Duruflé. (et à 17 h 32 et 20 h).

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : « Folie suisse », de J. Perry.

14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : la sélection non verbale à l'école.

15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Itinéraires à Villandraut ; à 15 h 35, hier, aujourd'hui, la nature ; à 16 h, Science ; à 17 h, Raisons d'être.

18 h 30, Feuilleton : Pareils à des enfants.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, La science en marche : Nos sens, fenêtres sur le monde extérieur.

22 h 30, Nuits magnétiques : futur antérieur.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Pittoresques et légères.

6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Strauss, Molter, Messiaen.

7 h 5, Concert : « 27e Concerto » de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique.

7 h 45, Le journal de musique.

8 h 10, Concert : œuvres de Bartok, Haydn, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, sol. E. Mathis.

9 h 5, Le matin des musiciens : Hugo Wolf.

12 h, Avis de recherche.

12 h 35, Jazz.

13 h, Opérette : le Cœur et la Main, de Lecoq.

13 h 30, Jeunes solistes : J. Bernfeld, viole de gambe ; J. Cuiller, clavecin, et B. Feehan, théorbe.

14 h 4, Microcosmos : 14 h 10, Marchand de chansons ; 15 h, Discotine ; 16 h, Les « performers » américains.

16 h 30, Haute infidélité.

17 h 5, L'histoire de la musique.

18 h, Jazz.

18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : « Sonate en sol mineur » de Chopin, « Sonate en mi mineur » de Brahms, avec B. Marcinkowska, violoncelle, F. Buffet, piano.

19 h 35, L'imprévu.

20 h 5, Les chants de la terre.

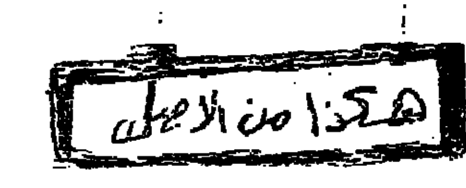
20 h 30, Concert : « Danse sacrée et profane » de Debussy, « Abyssal » (concerto pour deux guitares) d'Ibarrondo, « Octandre » de Varèse, « Tango » de Stravinsky, la Suite de l'Opéra de quat'sous de Kurt Weill par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. P. Mestral, sol. : A. Lavoisier, harpe, J. Horreaux, J.-M. Trehard, guitare.

22 h 30, Fréquence de nuit : Tableaux d'en France ; œuvres de Bizet, Janacek, Ferrari, Bryars, Vinet, Anderson, Piaf.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 8 JUIN

— *M. Michel Debré*, ancien premier ministre et député R.P.R. de la Réunion, est invité à l'émission « Plaidoyer », sur R.-M.-C., à 8 h 30.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/fig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Série 21

MDS
MDS FRANCE S.A.

Directeur agence sud-ouest

Spécialiste de l'interactif, MDS se place au 14e rang des constructeurs de mini-informatique. De taille humaine, MDS France compte 320 collaborateurs dans 13 agences.

Pour poursuivre notre pénétration au niveau des grandes entreprises, nous recherchons, un directeur agence Sud-Ouest.

Le poste basé à Bordeaux, représente l'animation de la force de vente sur l'ensemble de la région Sud-Ouest à travers des équipes commerciales, technico-commerciales et techniques.

Si vous avez *d'excellentes qualités commerciales*, une solide expérience informatique, l'habitude des contacts à haut niveau et de larges capacités, venez rejoindre une équipe commerciale performante. Votre rémunération sera à la *mesure de ces postes d'envergure.*

Adressez votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel MDS France S.A., Tour Gamma B,197 rue de Bercy 75582 Paris Cédex 12.

média-system

CONCILIER SAVOIR-FAIRE ET ESPRIT D'INITIATIVE

Se réaliser dans le climat de travail dynamique d'une entreprise jeune où des responsabilités diversifiées permettent de déployer pleinement des qualités d'animateur, de décisionnaire, de commerçant et de gestionnaire.

C'est le contexte dans lequel s'inscrivent les postes de :

DIRECTEURS DE MAGASINS (4.000 m²)

qu'un des leaders du bricolage et du jardinage recherche pour les régions **Sud Est** de la France, dans le cadre de son expansion.

Formation et qualités requises :

- 28 - 35 ans,
- Formation commerciale supérieure, équivalente ou technique avec expérience commerciale.

Les professionnels de la grande distribution, de la distribution spécialisée, etc... répondent au profil souhaité.

Le salaire sera apprécié par rapport à l'expérience acquise et *évoluera ensuite en fonction des résultats économiques propres à leur magasin.*

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant la région qui vous intéresse à :

promonor

PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE

Il sera répondu à toutes les demandes.

Discrétion assurée.

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

180.000 F + **NORMANDIE**

Nous sommes un important groupe agro-alimentaire, nous recherchons pour la **Direction Régionale Normandie** (C.A. 1,5 milliard, 850 personnes, 5 unités) le **Directeur Comptable et Financier.**

Rattaché à la Direction Générale, il devra **mettre en place** une procédure de gestion de trésorerie centralisée et un audit interne, **superviser** la comptabilité générale et analytique des unités, **régler** divers problèmes comptables, fiscaux et juridiques, éventuellement **prendre en charge** la gestion du Personnel.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 40 ans, de formation HEC, ESSEC ou Sup. de Co, ...(option comptabilité-finance) ou/et DECS ou **expertise comptable**, possédant une expérience de 10 ans minimum dans un poste similaire. Connaissance de l'informatique souhaitée.

Poste basé à LISIEUX.

Déplacements fréquents de courte durée à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à notre conseil :

Isabelle D. LAVAUD - Psycho-Sociologue
JUMELLES 27220 ST ANDRE DE L'EURE

IDL

Laboratoire Pharmaceutique de Grande Notoriété
recherche son

Directeur des affaires pharmaceutiques et de la réglementation

Cette fonction regroupe :
- La coordination du développement pharmaceutique des spécialités.
- Les A.M.M. France et Visas Internationaux.
- La planification du Développement.

Elle implique l'animation d'un service important.

Ce poste, plaque tournante de la recherche, participe à la stratégie de l'Entreprise.

Il s'adresse à un candidat d'expérience, pharmacien ou médecin, ayant fait la preuve de sa réussite dans une fonction similaire - soit dans l'industrie pharmaceutique soit dans le secteur public.

La pratique de l'anglais est indispensable.

La confidentialité d'un tel poste nous a amenés à confier cette recherche à SELEPHAR qui vous assurera une totale discrétion.

Adressez votre candidature sous référence 8196/M à SELEPHAR :
77 rue du Château 92103 BOULOGNE

Sélephar

Publivel

INSTITUT INTERN. PRIVÉ
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
recherche pour Paris

DIRECTEUR

d'Etablissement

ayant déjà eu responsabilité à l'échelon direction IMPÉRATIVEMENT

Env. C.V. s/s Nº 265.492 M à RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

F.J.T.
131 lits Jeunes Filles
recherche

DIRECTEUR (TRICE) ADJOINT (E)

- Gestion administration.
- Permanences.

Poste à pourvoir 1er septembre.

Ecrire à F.J.T.
13, av. du Président-Wilson,
92150 SURESNES.

FÉDÉRATION RÉGIONALE
DES M.J.C.
ILE-DE-FRANCE
cherche

DIRECTEUR ÉQUIPEMENT SOCIO-CULTUREL

Adjoint, compétant adolescent.
Envoyer C.V. avant le 19 juin,
168 bis, r. Cardinet, Paris-17e.

Vallée du RHONE
300 000 +

Filiale THOMSON (1.300 personnes), fabricant et commercialisant des produits différenciés intégrant la mécanique et l'électronique, leader européen dans son créneau, recherche son

Directeur de l'industrialisation

Coordonnant les études et la production, le candidat aura pour mission de créer les conditions humaines, techniques et économiques optimum permettant, du fait de l'amélioration constatée de la compétence et du dynamisme de l'outil industriel, la prise en charge par la Société, d'activités nouvelles dans un souci constant de performances à l'export. Doté de larges pouvoirs, il rendra compte exclusivement au Directeur Général. Poste à évolution possible pour un **Ingénieur Grande Ecole** ayant fait la preuve de sa réussite au sein d'une industrie de biens d'équipements.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrème
69006 LYON, sous réf. M 250.

Cabinet Gatier

média-system

Important Groupe
Service aux entreprises et de transports
recherche

Directeur Général

pour filiale de la Région Parisienne - 400 personnes - 80 MMF.

Fonction : réorganiser la filiale avec une très large délégation sous l'autorité du Directeur Général de la Division.

Profil : *expérience* réussie dans la direction opérationnelle d'une unité comparable. Formation supérieure ou expérience Direction Générale dans une entreprise de transport. Disponibilité, aptitude à entrainer les hommes. Sens de la négociation.

La rémunération supérieure à 300.000 F sera fonction de l'expérience des candidats. Elle se compose d'un fixe et d'un intéressement à la réalisation des objectifs.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous référence **6090** à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra
Les candidatures seront traitées confidentiellement.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

2 usines pour commencer !

*Rejoignez-nous dans **l'Essonne** pour prendre la **Direction** de 2 de nos usines.*
*Diplômé d'une école d'ingénieurs **ECP, AM, P et C, ETP**, vous avez acquis une expérience de management industriel et commercial.*
A 35 ans, vous êtes bien décidé à tirer le meilleur parti de votre potentiel.
Réussir à ce poste vous ouvre la voie vers des responsabilités plus importantes au sein d'un groupe international leader dans le secteur du bâtiment.
Notre société (CA 200 millions, 500 personnes) est spécialisée dans la fabrication industrielle d'éléments en béton cellulaire autoclavé.
Si notre proposition vous intéresse, contactez Gestion et Méthodes, chargé de cette recherche, en téléphonant au 579.07.49. entre 11h et 12h ou en écrivant pour convenir d'un rendez-vous.

GM

GESTION ET METHODES
CONSULTANTS D'ENTREPRISES.
1 bis Place du Commerce 75015 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

média-system

DIRECTEUR TECHNIQUE

Proche Banlieue Ouest **F 280.000 ±**

Filiale d'un important groupe international recherche pour sa division fortement implantée en Europe (C.A. F 170 millions), spécialisée dans la fabrication et réalisation de matériel hydraulique son DIRECTEUR TECHNIQUE.

Membre du Comité de Direction. Il participe à la définition de la politique de diversification, prend en charge la recherche de nouveaux produits et le développement de ceux existants ; il est responsable des essais et des normes de contrôle de qualité ; il intervient également, sur le plan technique, dans l'amélioration et la mise au point des moyens de production.

Ce poste conviendra à un Ingénieur âgé de 35 ans minimum, avec une expérience acquise dans les secteurs mécanique des fluides et résistance des matériaux ; c'est un créateur de nouvelles techniques avec une bonne approche des besoins du marché actuel, qui ne craint pas de mettre la main à la pâte et qui est capable de dialoguer à un niveau international. Anglais nécessaire.

La connaissance de l'industrie hydraulique serait un facteur positif mais n'est pas obligatoire.

La rémunération pourra être négociée autour de F 280.000 par an + voiture de fonction, pour un candidat de premier plan.

Adresser dossier de candidature, lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (retournés) sous référence 40.90-M à CLA RECRUTEMENT.
11 av. Delcassé - 75008 Paris



Directeur de la logistique. Un poste clé !

260 000 F +

Une entreprise renommée pour être un des leaders dans sa branche, filiale d'un important groupe français, crée le poste de Directeur de la Logistique *sur le marché de la distribution. Il s'agit d'un poste clé* directement rattaché au DGA et qui consiste à prendre en charge l'administration commerciale, l'informatique, les dépôts, l'ordonnancement de la distribution (2000 articles). Soit un chiffre d'affaires de 350 millions à gérer et une équipe de 100 personnes à diriger.

Pour réussir dans ces fonctions, il faut une formation grande école technique ou commerciale et une expérience de plusieurs années à un niveau similaire dans une grande société de distribution dont l'objectif est de satisfaire une clientèle très exigeante au niveau des délais. La connaissance de l'anglais serait un atout.

Le poste est à pourvoir en **banlieue SUD PARIS.**



Paris-Lille-Strasbourg

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae sous référence **2931 M** avec photo et vous assure de son absolue discrétion.

CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Dessein



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur débutant
Améliorer la productivité d'une P.M.E.

LA ROCHETTE ATLANTIQUE est une P.M.E. dynamique de 125 MF de CA et 170 personnes, filiale *Emballages carton ondulé du Groupe La Rochette Cenpa. Elle est implantée à DURTAL (49)*, dans la région angevine, au cœur de son marché. La qualité de ses produits et de son service sont les atouts de sa réussite.

L'unité de production emploie 130 personnes et met en œuvre des équipements variés permettant la fabrication et le façonnage du carton ondulé. Elle réalise en petite, moyenne ou grande séries des emballages adaptés aux besoins de ses clients, dans des délais très rapides.

Cette société recherche un **ingénieur débutant** (Centrale, Arts et Métiers, ou équivalent) **pour** *l'aider à améliorer sa productivité. Pour cela, il devra : organiser un entretien efficace et pré*ventif ; proposer et réaliser toutes les améliorations possibles sur le plan des matériels, des méthodes de travail et des hommes ; garantir une qualité sans faille. C'est la mission qu'il mènera *à bien à la tête d'une petite équipe d'une douzaine de personnes.*

Ce poste constitue un excellent point de départ pour un jeune ingénieur dynamique, concret et soucieux de voir rapidement les résultats de son action.

La taille du Groupe et son besoin de jeunes cadres pour construire l'avenir, ouvrent à ce jeune ingénieur de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 9 M, à : Direction du Personnel Groupe LA ROCHETTE CENPA - 2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16.



HAVAS CONTACT

ingénieur débutant
Centrale, Mines, Arts et Métiers

LA ROCHETTE VÉNIZEL, filiale du Groupe La Rochette Cenpa, est le 1er producteur de cannelure *mi-chimique de la C.E.E. Cette cannelure est destinée à la fabrication du carton ondulé.* Les exportations représentent 40 % des ventes de la Société.

L'unité de production, située près de Soissons (02), emploie 360 personnes et fonctionne à feu continu. Proche de l'industrie lourde par le coût de ses installations et par ses conditions de fonctionnement, elle comporte une unité de fabrication de pâte et deux machines à papier. *Elle bénéficie d'équipements performants : l'optimisation des fabrications, notamment*, est assurée par plusieurs ordinateurs de process.

D'importants programmes d'investissements sont prévus pour les prochaines années. C'est dans cette perspective que nous souhaitons intégrer un **jeune ingénieur**. La première année, il se familiarisera avec les process et les matériels papetiers en réalisant des études au contact direct des différents secteurs de l'usine. Il prendra ensuite, au sein des Services Techniques, une responsabilité active dans d'importants projets d'investissements.

La taille du Groupe et son besoin de jeunes cadres pour construire l'avenir, ouvrent à ce jeune ingénieur de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 8 M, à : Direction du Personnel Groupe LA ROCHETTE CENPA - 2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16.

La Rochette Cenpa

HAVAS CONTACT

Vous êtes concerné par la gestion des ressources humaines.

Notre groupe vous offre, auprès du *directeur de notre unité de 450 personnes*, *LA RESPONSABILITE DE LA FONCTION PERSONNEL.*

Outre votre participation à l'élaboration des objectifs et de la politique en ce domaine, vous pourrez valoriser vos qualités d'animateur et d'organisateur auprès des hommes, de négociateur dans le cadre des relations sociales.

Si vous désirez avoir une vision plus globale des problèmes, la responsabilité totale ou partielle de fonctions administratives peut vous être confiée.

Notre entreprise est située en Haute Normandie.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre CV et vos prétentions sous réf. **PAM** au

cog hébert conseil

231, rue Louis Blanc
76100 ROUEN
Discrétion assurée.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

csee 5500 personnes dont 640 cadres

INGÉNIEURS ENTREPRENEURS ÉLECTRICITÉ

RESPONSABLES D'AFFAIRES ET FUTURS CHARGÉS D'AFFAIRES FRANCE ET EXPORT

Les réalisations à mener à terme touchent pour l'essentiel aux installations d'automatismes industriels et d'équipements tertiaires, aux installations spécialisées (centrales électrogènes, ensembles de gestion de trafic aérien), aux installations d'électricité générale pour l'EXPORT.

La diversité des postes à pourvoir permet d'intégrer des HOMMES D'EXPERIENCE et DES DEBUTANTS ESE, ENSAM, ENSI, ESMÉ, ESIEE, ENAC ...

Lieu de travail : Paris (principalement) Bordeaux, Marseille, Reims, Rouen, Alger.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions, ss réf. 506

Société études économiques recherche pour mission de longue durée *en Afrique francophone*

EXPERT TECHNOLOGIE INDUSTRIELLE ADAPTÉE

(métiers du bâtiment, de la petite *mécanique et électricité*)

Expérience en PVD impérative.

Adresser c.v., photo, prétentions sous réf. 7.621 (mentionnée sur l'enveloppe) à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS.

La Société des FORGES D'HAIRONVILLE
(Meuse)

spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction.

AGENT D'ÉTUDES D'INDUSTRIALISATION

Directement attaché au Directeur de Production, il aura essentiellement pour mission la définition des objectifs, les études d'amélioration et le suivi de la productivité, de la qualité et des conditions de travail.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans environ, de formation électromécanique qui pourra justifier d'une expérience de quelques années en production dans le secteur industriel.

CHEF DE PRODUITS

Adjoint au Directeur Commercial, il sera chargé de développer et de promouvoir la création de nouveaux produits, ainsi que d'apporter une assistance technique à la clientèle.

30 ans environ, de formation technique (Ingénieur, BTS, DUT), il sera homme de terrain, créatif et accrocheur, ouvert aux problèmes commerciaux et aura une bonne expérience industrielle.

Il possédera une pratique très courante de l'anglais, de bonnes connaissances d'allemand et sera disposé à se déplacer fréquemment.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à l'attention de S. DOCK :

C.E.O.
82, rue de Namur, 1000 Bruxelles (BELGIQUE).

Il sera répondu à toutes les lettres de candidature.

LA FILIALE PETROLIERE
D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS
recherche

SUPERVISEUR DE MAINTENANCE

POSTE :
Responsable de la maintenance des équipements électromécaniques au sein de l'équipe de production sur un complexe pétrolier :
- application des méthodes générales de maintenance aux grosses machines tournantes,
- contrôle des délais et de la qualité des travaux de maintenance,
- gestion de la logistique nécessaire.

PROFIL :
Technicien supérieur, D.U.T., B.T.S. ou B.P. ; électricien, chaudronnier, mécanicien ou opérateur, responsable de systèmes de production, de transformation ou de distribution en site pétrolier.

EXPERIENCE :
10 ans d'exploitation ou de maintenance de systèmes ou d'équipements électromécaniques en site pétrolier.

PERSPECTIVES :
le candidat retenu sera appelé à élargir le domaine de ses responsabilités opérationnelles et fonctionnelles, en fonction de sa motivation.

Anglais technique et mobilité exigés.

Poste basé à l'étranger, en rotation ou en famille.

Prière d'envoyer curriculum vitae détaillé, références, photo et niveau de rémunération (discrétion assurée) sous référence S 780 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ILE DE LA RÉUNION

La Société Sucrière du Nord-Est nous a chargés de recruter le

CHEF D'ENTRETIEN

de son usine de Beaufonds (600 tonnes cannes/jour).

Ingénieur Arts et Métiers ou similaire, le candidat que nous recherchons doit répondre aux critères suivants :

- 30 ans minimum.
- Expérience dans une industrie, faisant appel à ses *connaissances en mécanique, chaudronnerie et* charpente, si possible en industrie sucrière.

Le directeur de l'usine lui confiera la responsabilité de l'entretien, des travaux neufs de la sucrerie et d'une centrale thermique (24,5 MW).

La rémunération sera fonction des compétences.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 315 à

MANAGEMENT OCEAN INDIEN
RÉSIDENCE DES LYCÉES
55, RUE SAINTE-MARIE
97400 - SAINT-DENIS

Très important groupe de TRANSPORTS MARITIMES recherche pour une de ses filiales de la COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

controleur financier

DE FORMATION SUPERIEURE

(ESCP Finances compta ou Sciences Po, ECOFI + DECS ou MAITRISE DE GESTION Dauphine).

Expérience de 3 ans de Cabinet d'Audit exigée.

Pratique de l'anglais indispensable.
Connaissances informatique souhaitées.

Envoyer CV + photo s/réf. 72232 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01,



recherche pour son usine de CIRCUITS IMPRIMES de COUTANCES (Manche)

UN INGENIEUR RESPONSABLE D'AFFAIRES

A et M ou équivalent, expérimenté.

Dans le cadre d'un transfert de compétences, il sera chargé dans un premier temps de la constitution du dossier bâtiments, équipements, documentation et formation. Dans une seconde étape, le titulaire sera responsable de l'assistance technique, l'installation des équipements et la mise en route de la fabrication sur le site (à l'étranger). Une expérience de transfert de technologie, des compétences techniques ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont requises.

réf. AS/RA

UN INGENIEUR RESPONSABLE TECHNIQUE

expérimenté en fabrication de circuits imprimés.

Il sera chargé de l'analyse du procédé, de la définition des objectifs d'amélioration, de la mise en oeuvre des actions pertinantes et du suivi des résultats. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

réf. AS/RT

Adresser votre CV, photo et prétentions, en rappelant la référence du poste choisi, à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation - 10, rue Latécoère 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

est une organisation internationale créée en vue de délivrer des brevets qui sont, à l'heure actuelle, valides dans 11 pays d'Europe occidentale. L'Office européen des brevets a son siège à Munich et des départements à La Haye (Rijswijk) et à Berlin.

L'Office recrute, pour ses départements de La Haye et de Berlin, des :

- ***Ingénieurs en mécanique, génie civil et électronique***
  pour effectuer, dans le cadre de la procédure européenne de délivrance de brevets et dans celui des procédures nationales, des recherches documentaires sur l'état de la technique.

Les candidats(e)s doivent être âgé(e)s de préférence de moins de 35 ans, avoir une *excellente connaissance de l'une des langues officielles et pouvoir comprendre des textes* techniques dans les deux autres langues (les langues officielles sont l'allemand, l'anglais et le français).

L'Office offre une carrière intéressante dans un milieu international ainsi que des traitements, allocations et conditions de travail avantageux (6 semaines de congé par an, congé dans les foyers, assurance-maladie, pension, etc.), semblables à ceux des organisations coordonnées (OTAN, OCDE, etc.). Un enseignement en langue française (jusqu'au BAC) est dispensé aussi bien à La Haye qu'à Berlin.

Il est envisagé d'inviter à un entretien à Strabourg à la mi-juillet les candidats dont la demande aura été retenue.

Candidatures avec curriculum vitae à adresser pour le 21 juin 1983 au plus tard à

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS
Bureau du Personnel
Patentlaan 2 - 2288 EE RIJSWIJK (Pays-Bas).

SOCIÉTÉ RECHERCHE
Pour postes expatriés :

- ÉCONOMISTES
- AGRO-ECONOMISTES
- ZOOTECHNICIENS

Expérience 3 à 4 ans minimum. Envoyer C.V. et prétentions s/nº 8320 *Le Monde Pub* service ANNONCES CLASSÉES 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

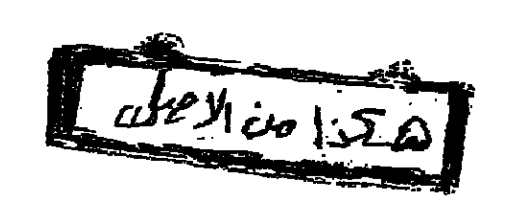
Société Henri POUYET

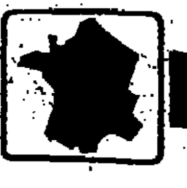
Fabrication de matériels auxiliaires de lignes téléphoniques recherche

CHEF DU PERSONNEL

Dépendant directement du Directeur Général et basé à PONTCHATEAU (Loire Atlantique) aura la responsabilité de l'ensemble de la fonction personnel de ses établissements situés à Pontchâteau (400 personnes) et à Paris.
Possibilités d'avenir dans le cadre d'un groupe important.

Merci d'adresser CV *et souhaits* de rémunération à Société Henri POUYET 11, rue des Favorites 75015 Paris.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FACOM

INGENIEUR GRANDE ECOLE

(A.M. ou équivalent)

ORGANISATION INDUSTRIELLE

Filiale du groupe FACOM, BOST (260 personnes, 60 millions de C.A.) est le plus grand fabricant français de pinces destinées aux industries et au bricolage.

Dans le cadre de notre développement, nous créons un poste d'organisation industrielle, qui sera rattaché au Directeur Technique.

Il mettra en œuvre les changements de méthodes, de planification et de gestion de production dans le but d'accroître la productivité de notre outil industriel, déjà performant.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur débutant (dégagé des O.M.) ou ayant une première expérience. Il a le goût des contacts humains, une grande rigueur intellectuelle, une forte capacité de travail et de la disponibilité.

Sa première mission, un véritable tremplin, se fera en collaboration étroite avec un grand cabinet d'organisation, qui assurera sa formation initiale.

Sa personnalité de *premier plan et sa motivation doivent lui* permettre d'évoluer, en fonction de ses performances, vers un poste de responsabilité.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à
BOST S.A. - Direction du Personnel - 25820 LAISSEY.

BSN GROUPE

chefs de service planification de la production

PRODUITS LAITIERS ULTRA-FRAIS

GERVAIS DANONE FRANCE, CA : 3,1 milliards ; 7 unités de production, fabrique une gamme de 185 produits laitiers ultra-frais. La DIRECTION INDUSTRIELLE poursuit son développement technique et technologique. Afin d'optimiser en permanence l'ensemble des ressources mises en œuvre pour assurer la production, elle cherche à renforcer ses équipes en recrutant des INGÉNIEURS CONFIRMÉS auxquels elle confiera prioritairement la réalisation d'un système informatisé de PLANIFICATION et de GESTION DE LA PRODUCTION.

Directement rattaché au Directeur d'un établissement, chaque Chef de Service aura pour mission de mettre en place des outils informatiques d'optimisation et de planification des fabrications et de concevoir des programmes d'action en vue d'améliorer la productivité. Il sera par ailleurs responsable de l'élaboration et du suivi du contrôle budgétaire de l'usine tant au niveau de l'exploitation que des investissements, et assurera la RESPONSABILITÉ LOGISTIQUE GLOBALE de l'unité.

Ce poste, à la fois opérationnel et fonctionnel, conviendrait à un jeune INGÉNIEUR de formation GRANDES ÉCOLES (AGRO, MINES, CENTRALE, ARTS ET MÉTIERS...) complétée par une formation en gestion, ayant acquis une première expérience de la production. Après s'être confronté aux problèmes spécifiques de production de produits laitiers ultra-frais, il aura l'opportunité de saisir rapidement les nombreuses possibilités d'évolution offertes par la Société et le Groupe BSN. Les postes à pourvoir se situent à l'Usine de SECLIN (59) et à l'Usine de FERRIERES-en-BRAY (76).

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2684 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

un jeune ingénieur « n'aimant pas la routine »



Si tel est votre cas,

ce message vous concerne.

Nous, important fabricant de matériel de fixation électroportatif nous vous recherchons pour notre département **MARKETING EUROPE.**

Vous possédez une formation ingénieur *mécanique ou équivalent*, justifiez ou non d'une première expérience, vous voulez donner un aspect plus commercial à votre carrière

Charnière entre le commercial et le technique, vous centraliserez les informations techniques nécessaires aux unités de ventes. Vous coordonnerez la mise en *œuvre des actions visant à améliorer les performances de nos produits.*

Un autre aspect de votre mission consistera à entreprendre des actions de formation auprès des utilisateurs et vendeurs.

Vous avez bien compris que pour ce poste une grande disponibilité vous sera nécessaire ainsi que la maîtrise de la langue allemande (anglais souhaité).

Ce poste est basé en région **RHONE ALPES.**

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 9968 à
VALENS CONSEIL — BP 359, 75064 PARIS Cédex 02

THOMSON-CSF

La Division **SEMI-CONDUCTEURS DISCRETS** recherche pour son usine située à TOURS (Indre-et-Loire), un

INGÉNIEUR
INDUSTRIALISATION ET MÉTHODES

pour prendre la responsabilité du Service Méthodes et Équipements.

Il aura, avec l'aide d'une équipe d'Agents de Méthodes et de Dessinateurs, à définir et réaliser les actions d'organisation, d'implantation et d'équipement des lignes de fabrication dans une optique de réduction des coûts de production et d'évolution rapide des technologies.

Le candidat est un Ingénieur Électromécanicien diplômé. Il a au minimum 3 à 5 ans d'expérience industrielle.
Possibilités d'évolution.

Envoyer CV + photo au Service du Personnel - THOMSON-CSF D.S.D. - 50, rue Jean-Pierre Timbaud - 92403 COURBEVOIE Cedex.



THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

Promodès

JEUNES DIPLOMÉS
SI VOUS ENVISAGEZ
UNE CARRIERE
DANS UN GROUPE
EN PLEINE EXPANSION

1[er] grossiste multidistributeur en Europe dont le CA consolidé a presque triplé en 5 ans, en 1982 - 17,650 Milliards de Francs recherche pour sa Branche **PROMOGROS,** Commerce de gros et de détail, réalisant 45 % du CA du groupe **JEUNES DIPLÔMÉS** BAC + 3 ou BAC + 4, de formation gestion commerciale - ESC et leur propose de devenir **CADRE DE LA DISTRIBUTION.**

Après une période de formation rémunérée, ils seront titularisés dans l'un des secteurs d'activités suivants : Commerce, Administration, Personnel, Gestion, Comptabilité, Logistique, Marketing.

- si vous êtes disponible ou mobile géographiquement ;
- si vous possédez un tempérament affirmé ;
- si vous avez un goût marqué pour les tâches concrètes et variées nécessitant initiative et sens des responsabilités ;
- si vous êtes dégagé des obligations militaires.

L'évolution ultérieure tiendra compte de la formation de base.

Si vous êtes intéressé, envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 03 M 6 à M. Charles LECLERC, Direction du Personnel PROMOGROS, BP 17, 14120 MONDEVILLE.
Réponse garantie.

HAVAS CONTACT

Un des premiers groupes français de prévoyance, *réputé pour sa réussite* et son dynamisme, recrute

DES CADRES

débutants aujourd'hui, leaders demain.

NOUS :
- **nos activités :** de la prévoyance collective et individuelle au tourisme social, elles sont très largement diversifiées,
- **nos techniques :** *développées dans les divers secteurs* (informatique, communication...) sont des plus performantes,
- **nos projets :** ils sont ambitieux et motivants.

VOUS :
- **votre formation :** HEC, ESSEC, IEP Paris ou équivalent,
- **vos qualités :** vous avez le sens de la communication, de l'animation, de l'organisation,
- **vous êtes ambitieux et imaginatifs,** vous acceptez le principe de la mobilité géographique.

Ces postes sont à pourvoir dans de grandes villes universitaires.

Rémunération annuelle à partir de 110 000 F.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 9966 à
VALENS CONSEIL *- BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02.*



LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
DU LOIRET

dans le cadre du développement de son schéma-directeur, cherche pour son centre d'ORLÉANS *(équipé d'un IBM 3083, MVS, CICS, DL 1, RJE, TSO, réseau de télétraitement de* 250 terminaux, très nombreux automates bancaires)

SON CHEF DE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

Mission : mise en œuvre du schéma-directeur informatique. Responsable de son budget, il assure, dans le cadre d'une large délégation, le management du Département : études informatiques, système, exploitation, contrôle réseau, secrétariat technique.

Profil : il a, de préférence, une formation ingénieur et une expérience confirmée de la **conduite de gros projets informatiques,** si possible en milieu bancaire.

Manager à forte personnalité, il doit avoir un sens marqué des relations humaines et un bon esprit de synthèse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 80138 M à

UNILOG Ethnos
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny – 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

CLÉCIM, filiale du groupe Creusot-loire effectue 70 % de son C.A. à l'Export et rassemble 1.800 personnes spécialisées dans la conception et la réalisation d'équipements et d'unités complètes pour l'industrie de l'acier et de l'aluminium.

La Direction Administrative et Financière entreprend d'élargir son équipe de

CONTRÔLE DE GESTION

Le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur (École de Commerce ou École d'ingénieurs + formation complémentaire) et n'aura pas plus de 28-29 ans.

Il sera chargé du Contrôle de gestion de deux établissements industriels de mécanique moyenne et lourde et de mécano-soudure.

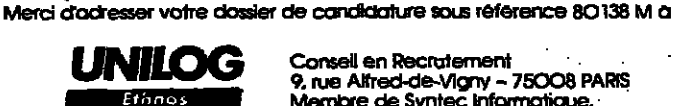
Le poste sera basé à **SAINT-CHAMOND (42).**



CLECIM
GROUPE CREUSOT LOIRE

Merci d'adresser les dossiers de candidatures à l'attention de Jean-Michel GRUAU – Gestion des Cadres – CLÉCIM – 107, bd de la Mission-Marchand – 92400 COURBEVOIE – sous la réf. CG/LM.

HAVAS CONTACT



GROUPE INTERNATIONAL, LEADER SUR SON MARCHE,
POUR RENFORCER SON EQUIPE DE VENTE, RECRUTE

4 INSPECTEURS COMMERCIAUX

pour les métropoles suivantes : **LYON : (1)** (Réf. L 2591 M) - **NANTES : (2)** (Réf. N 2591 M) - **TOULOUSE : (1)** (Réf. T 2591 M)

MISSION :
- *vendre notre matériel aux concessionnaires,*
- assister les concessionnaires dans leur action commerciale par des actions (de formation sur le terrain, animation d'équipes, campagnes promotionnelles, publicité, etc.),
- contrôler, analyser et exploiter les informations concernant les ventes et la concurrence.

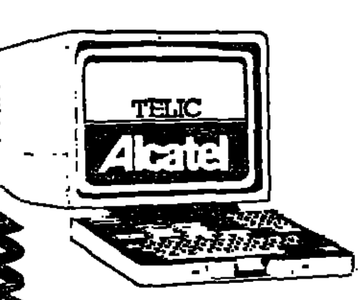
PROFIL : de formation supérieure (DUT, BTS ou ingénieur), vous avez 3/5 ans d'expérience professionnelle et une connaissance des circuits de distribution par réseau de revendeurs en biens d'équipement (T.P., secteur véhicules industriels, etc.).

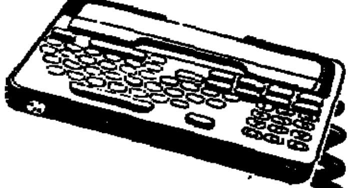
*Merci d'adresser **lettre manuscrite** avec C.V. + photo et **n° de téléphone** en précisant la référence choisie à :*

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et
l'un des premiers dans le monde
sur le marché du téléphone et de la communication privés
(télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui
le milliard de Francs de chiffre d'affaires.

La qualité des hommes de TELIC
est le moteur de son développement.

Vous avez la même créativité et
le même goût d'entreprendre,
venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre

DIRECTION TECHNIQUE

Nos 250 Ingénieurs et Techniciens peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom-électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT ...
Ils développent actuellement une gamme d'autocommutateurs de nouvelle génération et un ensemble de terminaux téléphoniques et bureautiques.
A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel ...
Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, plus de 50 machines de développement, un centre de calcul puissant.
L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intégrera dans ses produits, en 1983, plus de 450 000 microprocesseurs 4, 8, et 16 bits.

Si vous êtes intéressés par le développement de nos projets futurs (autocommutateurs de nouvelle génération, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles, l'avenir de Télic-Alcatel.

INGÉNIEURS LOGICIEL

CONFIRMÉS

Une expérience significative vous a permis d'approfondir vos connaissances en logiciel de base, en systèmes temps réel et si possible en réseaux locaux et en bases de données. En vous confiant la responsabilité d'animer des projets complexes, nous vous offrons la possibilité d'élargir votre expérience professionnelle et de promouvoir votre évolution personnelle.

DÉBUTANTS

ou ayant une première expérience

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (option informatique, avec de préférence une spécialisation systèmes) ou titulaire d'un DESS logiciel systèmes ; nous vous donnons les moyens de parfaire votre formation au cours d'un stage d'initiation aux produits et méthodes spécifiques de l'entreprise ; nous vous accueillerons ensuite dans nos équipes où vous participerez à la conception des logiciels de nos produits et systèmes.

INGÉNIEURS D'ÉTUDE ÉLECTRONICIENS

CONFIRMÉS

Vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique ou/et en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DÉBUTANTS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

LONTERGE

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.
Notre principal capital est la «matière grise» et notre expansion se fait principalement par elle.
C'est la meilleure garantie pour un Ingénieur de rester «up to date» et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira le reste, c'est à dire une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : L'Alsace.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le «profil TELIC», adressez, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.



TELIC ALCATEL
206, route de Colmar, BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.



Conseil en recrutement — Toulouse

La direction régionale Sud-Ouest de la société PA CONSEILLER DE DIRECTION SA, filiale de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (plus de 1.200 consultants dans le monde), recrute, pour faire face à son développement, un consultant spécialisé dans la recherche de cadres. Intégré à l'équipe déjà en place, il prendra progressivement en charge, après une période de formation, la gestion et le développement d'un portefeuille clients et assurera l'intégralité des missions qui lui seront confiées en utilisant les techniques d'approche les plus diverses (campagne d'annonces, recherche directe, etc.). Ce poste, basé à Toulouse, conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'études supérieures et pouvant justifier d'une expérience concrète dans le domaine du recrutement, acquise en entreprise ou en cabinet. Une bonne connaissance de la région sera un atout très apprécié. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience acquise. Ecrire à D. DELRIEU. Réf. A/062TM

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

digital

Nº 1 de l'informatique interactive

Nos effectifs ont triplé en 5 ans. Notre chiffre d'affaires double tous les deux ans.

Chef du personnel

Centre technique européen
de Valbonne (06)

Vous assumerez l'ensemble des responsabilités de la fonction en vous attachant particulièrement à la gestion du personnel, à la stratégie de rémunération, aux procédures de transferts internationaux.
Vous serez consultant interne auprès de l'équipe de direction du Centre pour toutes les questions de relations humaines et de développement des organisations.

Une formation supérieure, 5 à 10 ans d'expérience de la Fonction Personnel, la prise de responsabilités de haut niveau dans un contexte international, la connaissance de l'anglais sont indispensables.
Vos qualités d'écoute et de contact ne le sont pas moins.

L'évolution de ce poste est liée à notre croissance. Elle mènera rapidement un candidat de valeur à une Direction de Personnel.

Merci d'adresser votre CV sous réf. M 48 à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux 91004 Evry Cédex.

Important établissement financier
situé en **Bretagne**
recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE

CENTRALE - ARTS et METIERS... (débutant)

ayant opté pour des activités liées à l'informatique et à l'organisation et désirant développer ses connaissances dans ces domaines.
Intégré au service Organisation et Télématique, directement rattaché à la Direction Générale, il sera en particulier appelé à participer aux études préalables, aux cahiers des charges et à la mise en œuvre d'outils informatique ou télématique prévus par le Plan de l'Entreprise.
Il aura par ailleurs un rôle de monitorat auprès des utilisateurs pour les aider à acquérir la maîtrise de l'expression des besoins et de l'utilisation des outils dans les domaines informatique et télématique.
Outre un bon niveau de connaissances de base en matière informatique, télématique et organisation, il devra posséder des qualités indéniables de relation et de dialogue.

Adresser lettre manuscrite + CV sous réf. JO/IG
à Jean Ollivier BP 28 - 35740 PACE



SPIE BATIGNOLLES
La Division électricité et nucléaire
(16.000 personnes - C.A. 5,7 milliards)
recherche pour son agence régionale de **NANCY**

Chef du Service Electromécanique

Ayant acquis une bonne expérience des affaires depuis l'étude jusqu'à la réalisation, il a l'étoffe d'un entrepreneur et la capacité à animer un service traitant des affaires en économies d'énergie, micro-centrales, centrales... Ingénieur en électricité et mécanique, il a une expérience de 5 à 10 ans et souhaite évoluer vers une responsabilite de gestion.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. SB/83.8
à Spie Batignolles, DP/GRH, 202 quai de Clichy, 92111 Clichy.

média-system

SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE

recherche

UN CHEF DU SERVICE EXPORTATIONS

Rattaché au Directeur des Ventes, le candidat retenu assurera la prospection et la promotion pour des produits de haut de gamme auprès de nos clients étrangers.

Le poste est basé à Alençon. Il pourra convenir à un diplômé d'enseignement supérieur parlant l'anglais et l'allemand, ayant une première expérience commerciale à l'exportation de quelques années.

Possibilités d'évolution.

Adresser curriculum vitae et prétentions à HAVAS, nº 11.510 - B.P. 319 - 72007 LE MANS CEDEX, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE RHONE-ALPES

recherche

CHEF SERVICE ENGAGEMENTS

VOUS AVEZ :
- au moins 35 ans ;
- un diplôme d'Enseignement Supérieur + ITB (apprécié) ;
- une Expérience Bancaire de 5 années dans le domaine :
  - des engagements,
  - de l'analyse financière,
  - de l'évaluation des risques,
  - du juridique (contentieux notamment),
  - de la gestion.

VOUS POSSÉDEZ :
- le sens de la négociation et de la relation ;
- des qualités de contact pour conseiller, informer, former ;
- une capacité à organiser et animer une équipe (effectif actuel subordonné : 5 personnes).

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo, en précisant salaire brut annuel, prétentions sous nº T 040.683 M à RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante société industrielle
recherche sur LYON, un

Cadre Gestionnaire Comptable des Services Généraux

Pour lui confier :
– la comptabilité générale et analytique,
– l'audit sur le plan interne,
– la conception des systèmes de gestion automisés.
Première expérience de gestion, contrôle des coûts et des budgets souhaitée.

Ecrire sous réf. 5091 à Media System,
104, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Développez l'informatique Hewlett-Packard dans votre région.
Hewlett-Packard France, 2.200 personnes, 3ème exportateur français de matériel informatique avec une croissance de 40 % de son chiffre d'affaires poursuit son fort développement et recherche des

Ingénieurs commerciaux

expérimentés

Lyon - Marseille

Vous avez une expérience de la vente d'au moins 3 ans chez un grand constructeur d'informatique de gestion.

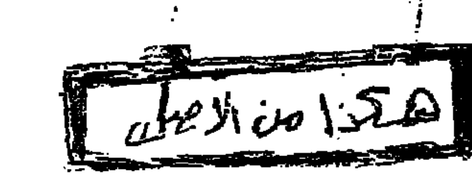
Vous connaissez parfaitement le marché informatique du Sud-Est de la France... Elargissez votre horizon et rejoignez-nous au plus vite.

Nous vous proposons une rémunération très motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 065 M à Didier Gabin,
Hewlett-Packard France,
Service Recrutement,
91947 Les Ulis Cédex.

HEWLETT PACKARD

média-system



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Orléans – Nous sommes une société d'études et d'ingénierie d'importance nationale réputée dans la maîtrise d'œuvre notamment de grandes surfaces commerciales, d'immeubles d'habitation et de bureaux tant pour le secteur public que pour le secteur privé, et dans la réalisation d'opérations "clés en main" de bâtiments industriels et commerciaux. Pour remplacer le titulaire appelé à d'autres fonctions, nous recherchons notre

FUTUR CHEF SERVICE STRUCTURE

Vous avez, si possible, complété votre diplôme d'ingénieur (TP, INSA...) par le CHEBAP. Votre expérience d'au moins 5 ans en BET ou en BE d'entreprise générale vous permet d'avoir une bonne pratique de la conception et des études de structure (BA, CM...) d'ouvrages divers industriels et commerciaux. Vous êtes familiarisé avec l'informatique. En étroite collaboration et dans un premier temps sous l'autorité du chef du service structure, votre mission portera sur tout ce qui est "coque" d'un bâtiment, de l'aménagement du terrain aux travaux de génie civil. Vous assurerez donc les études de conception des ouvrages en liaison avec le service architecture et les autres services techniques de la société, la consultation des entreprises, la négociation des marchés, le contrôle des plans et documents établis par les entreprises, le suivi et la réception des ouvrages. A très court terme, vous devrez prendre en charge le service structure.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6710 M : il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

Plain Champs

MEMBRE DE SYNTEC



Un Ingénieur Généraliste : Responsable d'Affaires à Lyon

Des engins spéciaux de manutention pour le nucléaire, aux équipements aéroportuaires de maintenance, REEL développe ses activités dans des réalisations d'équipements spéciaux de haute technologie.

Le Responsable d'Affaires qui viendra renforcer sa structure sera à la fois animateur, gestionnaire et technicien : interlocuteur du client, responsable des objectifs Technique-Coût-Délais, il coordonne et gère les différentes phases d'un contrat, depuis l'élaboration de l'offre jusqu'à la fin de la période de garantie.

La diversité de nos projets et de nos clients, les responsabilités importantes du poste sont de nature à intéresser un ingénieur (AM ou équivalent) ayant acquis une expérience similaire dans l'ingénierie, ou dans la construction d'équipements industriels complexes.

Il pratique l'anglais.

Merci de prendre contact avec notre Conseil ALGOE en adressant votre candidature (mentionnant votre rémunération actuelle) sous référence 784 M à Carole de Chilly.

ALGOE 9 bis, route de Champagne 69130 ECULLY.

Dessein

MEMBRE DE SYNTEC

Société d'expertise comptable en pleine expansion recherche pour son secteur de la Haute-Marne et des Ardennes COLLABORATEURS qualifiés pour missions dans PME d'importances régionales, formation E.S.C. souhaitée, expérience indispensable. Il devra être désireux d'orienter sa carrière vers l'assistance et la gestion des entreprises, rémunération attractive. Envoyer c.v. et prétentions à : AGENCE HAVAS, nº 148, 59383 DUNKERQUE.

LE CENTRE HOSPITALIER GÉNÉRAL D'ANTIBES 06604 CEDEX recherche UNE SAGE-FEMME diplômée pour remplacement de 4 mois environ. Ecr. au Directeur ou téléphoner au (93) 33-91-00 poste 370.

Lycée DINAN 22 recrute, rentrée 83, professeur technique froid et climatisation, Classe BTS. Téléph. : (96) 85-14-02.

Association recherche pour promouvoir des actions de développement de quartier agents formation et expérience nécessaires dans l'animation sociale ou économique ou urbaine, lieu de travail le Valenciennois. Pour tous renseignements, écrire au P.A.C.T., 133, rue des Déportés-du-Train-de-Loos, 59302 VALENCIENNES Cedex + c.v.

Office public HLM Nantes recrute receveur. Renseignements et candidature : 54, rue Félix-Faure, 44037 NANTES.

Laboratoire universitaire situé en Alsace recherche pour la rentrée 83-84, chimistes et physico-chimistes (y compris polyméristes) pour la préparation de thèses de docteur-ingénieur et de troisième cycle. Bourse d'un montant élevé. C.N.R.S. Centre de recherches physico-chimie des surfaces solides, 24, av. du Président-Kennedy, 68200 MULHOUSE.

ROSSIGNOL SKIS - TENNIS VOIRON 38 *recrute* pour son service Recherche Développement UN INGÉNIEUR

Formation : Centrale, Sup-Aéro, Mines, Ensta, Insa, A.M. ou équivalent. Expér. 1 à 3 ans. Le candidat devra posséder de sérieuses connaissances en calcul des structures (éléments finis). L'expérience des mesures de vibration et du traitement du signal sera appréciée. Allemand courant et pratique du Tennis à haut niveau vivement souhaités. Sous la responsabilité du Chf de Département, il étudiera les paramètres qui régissent le comportement et la résistance des structures composant nos produits. Env. C.V. manuscr., photo et prétent ss nº 706 A à : I.F.P.A., 36, av. Maréchal-Randon, 38000 Grenoble. Discr. absolue, rép. assurée si enveloppe av. adr. jointe.

Electromécanique

Ingénieur Responsable du Service Méthodes pour

Filiale d'un groupe internatinal français

Notre société est spécialisée dans la fabrication en moyennes séries de biens d'équipement électromécaniques incorporant une part croissante d'automatismes électroniques.

Cette évolution technologique et le lancement de nouveaux matériels fabriqués en coopération avec notre filiale aux U.S.A. nous conduisent à rechercher le Responsable du Service Méthodes (actuellement 5 personnes) de l'une de nos usines, 240 personnes.

Celui-ci, ingénieur ou technicien supérieur, rattaché au Directeur de l'usine, prouvera obligatoirement une solide expérience de la préparation du travail en montage et usinage mécanique. Il doit pouvoir communiquer sans problème en anglais.

Des connaissances en électronique générale, ou mieux, en technique de contrôle électronique seraient un atout supplémentaire.

Rémunération motivante - Évolution assurée au sein du Groupe.

Lieu de travail dans région agréable : Le Lude (Sarthe). Possibilité de résider à La Flèche, Le Mans, Tours ou Angers.

Il sera répondu à toute candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo, téléphone, prétentions et délai de disponibilité adressée, sous réf. UMM 3 à notre Conseil,

C.S.E. *9 Square R. Bazin - Parly 2* 78150 Le Chesnay. Discrétion assurée.

Jeunes Ingénieurs Orientés vers la Production

BSN-EMBALLAGE – premier producteur européen d'emballages en verre avec 14 usines, souhaite renforcer le potentiel d'encadrement de son unité de Masnières (proche de Cambrai) : 1.000 personnes, fabrication de flacons pour la parfumerie, la pharmacie et l'alimentaire.

3 postes sont proposés à de jeunes Ingénieurs diplomés désireux de s'orienter vers la production.

Responsable Service Électromécanique — Réf. : YK 589 A

Dans le secteur "froid" (choix, contrôle et emballage des produits après la phase fusion) il est chargé d'études et réalisations de mécanisation et d'automatisation. Avec une équipe qualifiée de plus de 20 personnes il assure également la mise en exploitation et la maintenance de ces équipements.

Ce poste rapidement opérationnel convient à un jeune Ingénieur ESE – A.M. (automatismes) ou équivalent, débutant ou ayant de préférence une première expérience professionnelle.

Ingénieur de Fabrication — Réf. : ZL 590 A

Étroitement associé à l'Ingénieur responsable de production, il optimise le fonctionnement d'un four à hautes performances (problèmes de mécanique, thermique, régulation) et se forme à l'encadrement du personnel d'exploitation.

Ce poste intéresse un Ingénieur diplômé d'une grande école généraliste particulièrement motivé par la production.

Ingénieur Développement Technique — Réf. : AH 591 A

Rattaché au responsable de production et en liaison avec différents services de la société son objectif est de valoriser les produits et les techniques de fabrication afin d'améliorer les performances d'un secteur de production ayant des exigences particulières de qualité.

Cette fonction intéresse un jeune Ingénieur généraliste ou ENSI Chimie, d'esprit innovateur et qui pourra évoluer vers le développement technique ou la production.

Ces différents postes permettront ensuite des développements de carrière dans la Société ou le Groupe en fonction des potentialités et des performances.

Écrire en précisant la référence correspondante à **ETAP**.



4, rue Massenet 75016 Paris — etap

HAVAS CONTACT

IMPORTANT CENTRE INFORMATIQUE DU SECTEUR PUBLIC équipé d'un IBM 4341/2 recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR

PROFIL REQUIS :

- Diplômé grande école ou culture équivalente à dominantes mathématiques et statistiques ;
- Exp. professionnelle informatique au moins 5 ans ;
- Qualités d'organisateur et goût des relations humaines.

LIEU DE TRAVAIL : VALENCIENNES.

Rémunération annuelle de début : 151.300 F.

Adr. lettre manuscrite et curriculum vitae sous nº 8.308 *le Monde* Publicité, service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Nous sommes une entreprise du Gard au C.A. de 160 M.F.

NOTRE ACHETEUR recherche

UN COLLABORATEUR

- Il le veut :
  - Volontaire ;
  - Apte aux contacts humains ;
  - Disponible.
- Sa fonction sera :
  - Négocier, communiquer, résoudre les problèmes techniques, assurer la meilleure adéquation du réseau fournisseurs à nos besoins.
- Formation souhaitée :
  - Niveau DUT mécanique ou électronique.
- Expér. industrielle ou commerciale appréciée.
- Possibilité future d'évolution au sein de notre groupe.

Adresser c.v. manuscrit et photo sous nº 8.356 *le Monde* Publicité, services Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LES FABRICANTS ASSOCIÉS GUYOMARC'H recherchent

INGÉNIEUR AGRO-ZOOTECHNICIEN

3 ans expérience minimum :

- *Pour Formulation et Suivi Technique* chez les fabricants d'aliments ;
- Poste basé à Vannes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Département des F.A. - B.P. 234 - 56006 VANNES.

NOUS RECHERCHONS

UN JEUNE INGÉNIEUR

POUR PRENDRE IMMÉDIATEMENT LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE ENTRETIEN MÉCANIQUE (effectif commandé : 80 personnes)

Nous sommes une Société dynamique et innovatrice, d'importance moyenne.

Notre domaine est la première transformation des métaux.

Localisation : PICARDIE.

Nous recherchons un homme de caractère, prêt à prendre ses responsabilités sur les plans humain et technique. Quelques années d'exp. seront un atout supplémentaire.

Ecrire avec c.v. sous nº 8.357 *le Monde Pub.*, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Important établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral

recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Eventuellement débutant.
Libéré obligations militaires.
Formation mécanique souhaitée.

Pour fonction d'ingénieur de développement de systèmes d'intervention sous-marine. Travail d'équipe. Tâches de conception et d'évaluation en relation avec l'industrie.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et photo sous nº 8.352 *le Monde* Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



nous recherchons pour NOYON (OISE)

RESPONSABLE DU SERVICE EMPAQUETAGE

Rattaché au Directeur d'Usine, le poste s'adresse à un Ingénieur A & M ou équivalent, ayant le goût et l'expérience de l'animation des hommes (120 personnes) et attiré par l'exercice autonome de ses responsabilités humaines et techniques.

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Jeune Ingénieur (A & M, ICAM, ECAM...), il a une première expérience industrielle en Bureau d'études ou en production.

Sous la responsabilité du Directeur technique, il étudie et réalise les installations nouvelles, suit et coordonne leur montage et leur mise en route.

Le développement de notre implantation en France (3 usines, 500 personnes.) ouvre à terme de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer, C.V. détaillé en précisant le poste choisi et la rémunération actuelle sous réf. 377 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines.



L'EXPORT

Fabriquant et commercialisant une ligne de produits de protection et de **décoration** de la **table** nous recrutons

NOTRE RESPONSABLE EXPORT

30 ans environ, diplômé d'une Ecole de Commerce.

Intégré au sein de l'Equipe de Direction, vous devrez par votre expérience, votre connaissance des marchés étrangers, votre dynamisme, animer VOTRE SERVICE.

Très disponible, vous devrez assurer des déplacements fréquents à l'Etranger. Ces déplacements impliquent la maîtrise de l'anglais et de l'allemand. Des connaissances en espagnol seront un atout supplémentaire.

Ce poste basé en **METROPOLE/NORD** est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à **PIERRE LICHAU S.A.**, s/réf. 3421-10/21 Résidence Flandre, 59170 CROIX qui transmettra.



le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises. Il recherche pour sa délégation régionale **CENTRE à ORLEANS**

UN DELEGUE COMMERCIAL DIPLOME

SUP de CO, MAITRISE SCIENCES ECO,... à orientation financière.

Après formation, dans le cadre de notre activité, il pourra développer son aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence, aussi bien dans l'analyse financière des *entreprises que dans l'appréciation du risque* dans le domaine du crédit.

Envoyer C.V., photo, prétentions à : Mr PUIG Directeur Régional **CEPME** 15, rue Parisie 45000 ORLEANS.

Société située en Haute-Marne, filiale d'un Groupe Industriel international et spécialisée dans la transformation de l'acier

recherche

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

Sous l'autorité directe du Chef de Service d'Exploitation, il sera chargé de l'organisation, de la *coordination* et de l'animation, au plan humain, des unités de production.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, spécialiste de la forge et/ou de l'usinage et possédant une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite des hommes en milieu industriel.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions).

Sous nº 265.659 M, **RÉGIE-PRESSE** 85 bis, rue Réaumur – 75002 Paris, *qui transmettra.*

Il sera répondu à toutes les lettres de candidatures.

LE GROUPE SOFRESID

est l'un des premiers de l'ingénierie internationale
plus de 3000 INGENIEURS/TECHNICIENS - 80% du C.A. à l'exportation,
des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants :
MINES - PETROLE - METALLURGIE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE
OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID recherche pour ses chantiers en France et à l'étranger

1 INGENIEUR MECANICIEN

1 INGENIEUR AUTOMATICIEN/INSTRUMENTISTE

Diplômés Grandes Ecoles - Connaissance de l'Anglais indispensable.
Débutants ou possédant quelques années d'expérience, ils seront chargés de superviser sur site les montages se rapportant à leur spécialité :
coordination des entreprises - gestion des contrats sous tous les aspects (qualité, coût, tenue des délais) - essais, réception des installations.

Pour le poste d'INGENIEUR AUTOMATICIEN/INSTRUMENTISTE, des connaissances de base en informatique sont indispensables.

Des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 2794 à :
Direction du Personnel - Service du Recrutement
SOFRESID
59, rue de la République
93108 MONTREUIL CEDEX.



sofresid

Contrôle Bailey

GROUPE CGEE ALSTHOM

recrute

ELECTRONICIEN

Familiarisé avec microprocesseurs (notions informatique appréciées)
Expérience rédaction notices ou documentation.
Niveau technicien supérieur ou cadre II
Pour :
Elaboration de documents techniques d'exploitation et de maintenance.

INGENIEURS INFORMATICIENS

Temps réel pour système appliqué au Process Control.
Connaissance Solar souhaitée.

Adresser CV détaillé à CONTROLE BAILEY — Direction du Personnel
5, avenue Newton - 92142 CLAMART CEDEX.

csee

5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres.

INGÉNIEURS SYSTÈMES MINI ET MICRO

PROJET SYSTÈME MONO ET MULTIPROCESSEURS TEMPS RÉEL

L'ingénieur système est responsable d'un projet ou d'un sous-ensemble de projet selon l'importance de ce dernier. A ce titre, en particulier, il anime une équipe projet de 3 à 5 ingénieurs d'études et analystes programmeurs, rédige les spécifications pour les différentes compétences et les fournisseurs, coordonne l'exécution et effectue les divers essais d'ensembles (usines et sites). Pour assurer efficacement la liaison entre le «matériel» et le «logiciel» des divers ensembles, une expérience «logiciel» est nécessaire.
Les techniques mises en œuvres concernent l'informatique, les transmissions de données, le process industriel, le contrôle commande, les énergies, l'installation électrique, la sécurité ferroviaire.

INGÉNIEURS LOGICIEL MINI ET MICRO

INFORMATIQUE TEMPS RÉEL APPLIQUÉE A DES SYSTÈMES INDUSTRIELS

L'ingénieur logiciel, autonome ou intégré à une petite équipe selon l'importance du projet, a la responsabilité de la réalisation de l'analyse fonctionnelle et de l'analyse organique. Il participe au codage, test et intégration dans les systèmes. Il est assisté dans sa tâche par des agents de programmation, et des outils puissants sont mis à sa disposition pour l'exécution des travaux (ordinateur VAX par exemple). La maîtrise des moniteurs temps réel et l'utilisation des langages évolués sont nécessaires.
Les domaines d'application concernent les systèmes de signalisation ferroviaire, les automatismes de sécurité, les systèmes de défenses, les réseaux de transmission de données, la téléconduite des grands ouvrages, les systèmes de téléphonie privée.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Developpement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et pretentions, ss ref. 506

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE REGION PARISIENNE
recherche

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ

30 ans minimum
ayant une solide expérience dans le domaine des :
MESURES PHYSIQUES

Cet homme aura la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et d'agents techniques chargés d'effectuer des études et des travaux d'assistance technique pour des entreprises très variées de la mécanique.
Connaissances sérieuses en électronique et micro-informatique très appréciées.

Adresser CV, photo et prétentions à No 72410, CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

INITIATIVE, DEVELOPPEMENT, INFORMATIQUE

JEUNES INGENIEURS

(débutants ou première expérience)

Enrichissez votre formation en rejoignant l'équipe performante d'un groupe important (1800 p.) qui développe des systèmes d'informations quantitatives (bases de données numériques...).

Des connaissances en informatique sont appréciées mais l'enthousiasme, la volonté d'apprendre et de réussir sont déterminants. La formation au savoir-faire et à l'utilisation de technologies avancées développées par le service permettra à des candidats de valeur d'évoluer rapidement vers des responsabilités de prise en charge directe de clientèles.

Lieu de travail : **Puteaux (92).**

Envoyer C.V. et photo sous référence M 790 à notre Conseil :

FMI Recrutement
43, rue Liancourt - 75014 PARIS. Tél. 320.69.29.

etap

4,rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de communication interne et externe

référence SI 592 CM

UNE IMPORTANTE COOPÉRATIVE AGRICOLE crée un poste de **Directeur de Communication rattaché à la Direction Générale.**

Animé d'un esprit coopératif et en s'appuyant sur des qualités humaines et de sens du contact, le Responsable de ces fonctions, tout en faisant preuve de capacités imaginatives et de réalisme, devra concevoir et mettre en application une politique de communication concernant les agriculteurs, le personnel de la coopérative et le grand public. Son action exigera des capacités à animer des réunions, à développer des contacts à des niveaux variés, à assister les divers départements de la coopérative dans leurs fonctions de relation et de communication, à animer une équipe.

Ces fonctions supposent une formation supérieure, une bonne connaissance du milieu agricole, une expérience de la commercialisation.
Poste : Ouest France.

Chef de service formation information

référence XE 611 CM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE INDUSTRIELLE, plus de 2.000 personnes, plusieurs usines, leader dans son domaine, recherche pour son usine principale, **grande ville Ouest France, un Chef de Service Formation-Information.**

Compte tenu à la fois de l'évolution des technologies et de l'organisation du travail dans les 10 prochaines années, il devra adapter les niveaux de qualification du *personnel en conséquence :*
- par une formation interne et/ou externe dont il sera le maître d'œuvre,
- *par une orientation du plan d'embauche à moyen ou long terme.*

Connaissant bien ainsi l'ensemble des activités de l'usine, il sera responsable de la communication interne et externe qu'il aura à développer, à l'aide de supports modernes.
Peu à peu son activité sera étendue aux 4 autres usines.
Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, d'excellent contact, réalisateur, diplômé d'une grande école (de préférence Ingénieur), ayant une première expérience de la fonction Formation.
La réussite dans ce poste ouvrira de larges perspectives de carrière soit dans la fonction Personnel, soit (pour un ingénieur) dans les postes de responsabilités *opérationnelles.*

Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F.

Un professionnel du marketing

référence LS 601 AM

LE RÉSEAU DE TRANSPORTS EN COMMUN DE LILLE (SURFACE ET MÉTRO) *recherche son* ***Responsable du Marketing.***

Rattaché à la Direction Générale, il dirigera un service chargé :
- *des études de marchés,*
- de la gestion et du développement des "produits",
- des communications de l'entreprise,
- de la structuration du service et du développement de l'image de marque.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école, ayant acquis une solide expérience professionnelle dans le domaine du marketing.
Larges perspectives d'évolution dans le Groupe.
Poste à Lille.

Contrôleur de gestion

référence PW 665 CM

IMPORTANT GROUPE DANS LE DOMAINE DE L'AGRO-INDUSTRIE recherche pour étoffer ses structures de planification un **Contrôleur de Gestion.**

Jeune gestionnaire, de formation supérieure, il aura comme principales responsabilités :
- *la préparation et/ou l'audit des budgets annuels et des plans à long terme de plusieurs sociétés (françaises et étrangères),*
- l'amélioration des outils de gestion de ces sociétés,
- la réalisation des analyses sectorielles et la synthèse des informations comptables et financières.

Ce poste, réellement évolutif, conviendrait à un diplômé d'École Supérieure de Commerce ou IEP, ayant une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un contexte *international.*
La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Poste : ville province moitié sud de la France.

Jeune Directeur des ventes

référence KB 600 AM

Dans les produits de grande consommation, une Société Française en forte croissance - filiale d'un groupe important, recherche son **Directeur des Ventes.**

Il s'agit de participer pleinement au développement d'une PME (CA 80 millions de francs) qui axe son activité sur la clientèle de la Grande Distribution.
Rattaché à la Direction Générale, le titulaire de ce poste :
- participera à l'élaboration de la stratégie Marketing,
- organisera, formera et dirigera la force de ventes,
- assurera des contacts avec les principaux clients.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Ecole de Commerce, ayant quelques années d'expérience commerciale lui ayant permis de connaître la grande distribution, témoignant de solides qualités d'engagement personnel, d'organisation et de contact.
Poste : banlieue immédiate sud Paris.

Diriger un service maintenance électronique électromécanique

référence MT 602 AM

LE RÉSEAU DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LILLE (AUTOBUS ET TRAMWAY) recherche un **Ingénieur diplômé,** capable de créer, diriger et gérer un service (40 personnes) chargé de la maintenance électronique et électromécanique (voies - sous-stations - lignes aériennes - systèmes électroniques de comptage et d'affichage informatique...).

Ce poste conviendrait à un candidat ayant un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle lui ayant donné de solides connaissances en équipements électromécaniques, électronique industrielle et automatismes. Il aura de solides qualités d'organisation et de contact, sera ouvert aux progrès techniques et bon gestionnaire.
Poste à Lille.

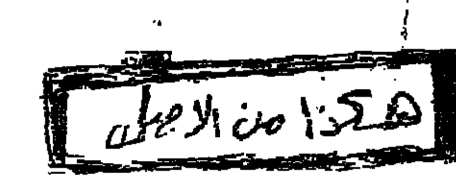
Jeune responsable comptable

référence NU 603 AM

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, numéro un dans sa branche, recherche un **jeune Cadre Comptable.**

Au sein des services centraux du groupe, il sera chargé d'assumer intégralement et avec autonomie, la comptabilité de petites filiales. Poste formateur, assurant de réelles perspectives d'évolution de carrière, qui conviendrait à un candidat DECS ou *niveau équivalent, ayant quelques années d'expérience* professionnelle.
Poste à Paris.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris







4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Contrôle de gestion

référence SZ 807 AM

SOCIÉTÉ LEADER DANS SON DOMAINE, 25 filiales en France (rattachée à un grand groupe français) recherche un **Cadre Contrôle de gestion.**

Il participera à l'ensemble des activités du service : contrôle budgétaire, développement des procédures et des traitements informatiques, études particulières.
Poste actif, impliquant qualités de rigueur et de contact, qui conviendrait à un candidat de formation supérieure (grande école de commerce ou ingénieur + formation gestion) ayant 2 ou 3 ans d'expérience en contrôle de gestion ou audit. (La candidature d'un débutant, ayant une formation très solide et des stages intéressants peut être envisagée.) Larges perspectives d'évolution dans le groupe à des postes opérationnels de Direction.
Poste à Paris-La Défense.

Chef de produits

référence YF 812 CM

LE RÉSEAU DE TRANSPORTS EN COMMUN DE LILLE-ROUBAIX-TOURCOING (MÉTRO, TRAMWAY, AUTOBUS) recherche un **Chef de Produits.**

En collaboration avec les services Études de Marché et Communication, il sera chargé de développer le trafic d'un secteur géographique de l'agglomération grâce à :
- une connaissance approfondie et suivie des lignes et des services offerts,
- la proposition d'actions de développement : promotions, modifications des services, formation du personnel... et à la mesure de leur efficacité.

Il participera à l'élaboration de la stratégie globale de la société et travaillera sur objectifs précis.
Poste à Lille.

Ingénieur fort potentiel responsable de projets études et réalisations

référence IP 589 CM

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN, leader dans son domaine (produits grand public marque renommée) recherche un **Ingénieur diplômé grande école** ayant quelques années d'expérience en ingénierie ou organisation. Il sera chargé, au niveau du groupe, d'étudier et de réaliser des installations et d'agir avec une large autonomie.

Il mettra en œuvre des techniques concernant : la logistique, les manutentions, le conditionnement...
Larges perspectives d'évolution dans le Groupe.

Poste à Paris.

SECTEUR AGRICOLE Ingénieur chef des ventes régional Sud-Est

référence DK 594 CM

CAILLARD, Filiale d'un puissant groupe international, performant et réputé dans son domaine - semences - recherche un **Chef des Ventes Régional** (secteur "professionnel").

Ce poste conviendrait à un ingénieur agronome ou horticole (un candidat de formation école supérieure de commerce, ayant l'expérience des semences peut être envisagé), ayant environ 5 ans d'expérience commercialisation de produits destinés à l'agriculture (semences, phytosanitaires, engrais) capable :
- d'animer une équipe étoffée d'ingénieurs de vente,
- d'être un véritable gestionnaire de sa région : prévisions, objectifs, marges, *introduction nouveaux produits, promotion-publicité, assistance technique,* administration des ventes.

Poste intéressant et évolutif pour un candidat de valeur, homme de terrain, au sein d'une société à taille humaine, ayant une politique de délégation favorisant le dynamisme et l'initiative. Connaissance de l'anglais apprécié.

Ingénieur chef de production

référence GV 604 AM

UN GROUPE MÉTALLURGIQUE FRANÇAIS RENOMMÉ réalisant des biens d'équipement en inox et métaux spéciaux, destinés à des industries diversifiées : chimie, nucléaire, agro-alimentaire... recherche pour son usine principale (900 personnes) un **Ingénieur Chef de Production** (AM, ENSI ou équivalent qui dirigera et animera une unité intégrée (200 personnes) comprenant : méthodes, lancement, ordonnancement, fabrication, progrès technique.

Homme d'expérience, il est rompu aux problèmes de gestion d'atelier et **homme de progrès,** *il participera à la promotion de nouvelles méthodes de fabrication pour* des produits en très forte expansion sur les marchés étrangers.

Poste : ville 100 km est Paris. **Rémunération : 180.000 F.**

Lee Cooper

GROUPE INTERNATIONAL
N° 1 du jean en France
a doublé son activité en 4 ans

Au sein de son management financier et comptable à **Amiens,** sont offerts **deux postes motivants et évolutifs** dans un environnement très informatisé.

Responsable gestion comptes clients

référence TA 598 CM

• **Un responsable gestion comptes clients.** De formation DUT (Techniques de Commercialisation) ou équivalent, ayant quelques années d'expérience dans poste similaire, il sera chargé :
- de la gestion des comptes (6.000 environ),
- du contrôle du crédit et de l'évolution des procédures et de l'outil informatique,
- des relations avec les clients et les différentes directions concernées,
- de la direction d'une équipe de 8 personnes.

Responsable comptabilité générale

référence UB 609 CM

• **Un responsable comptabilité générale.** De formation ESC (option finance-comptable) ou DECS, ayant une première expérience de quelques années dans cette discipline, il devra :
- seconder le Responsable des services comptables pour l'organisation et le suivi de la comptabilité générale,
- animer, organiser, contrôler une équipe de 7 personnes.

Pour ces deux postes, les qualités de dynamisme prévaudront sur l'expérience acquise.
Dans le cadre d'un groupe en plein développement, de larges perspectives d'évolution sont possibles en cas de réussite à ces fonctions.
Écrire en précisant la référence.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

Un «Classe VII ou VIII» pour notre Département International

Secteur Moyen-Orient/Afrique

Une **Banque Française,** réputée pour son dynamisme et son esprit d'entreprise, recrute pour son Département International **l'ADJOINT DU RESPONSABLE** du secteur Moyen-Orient/Afrique.
Le jeune cadre recruté prendra immédiatement la **responsabilité d'une partie du secteur,** et notamment de l'Afrique du Sud :
- Développement des affaires commerciales,
- *suivi des besoins de la clientèle industrielle* et commerciale,
- mise en place des offres de financement.

Ce poste conviendrait à un homme ou à une femme de **formation supérieure** (HEC, ESSEC, SCIENCES PO), justifiant d'une **expérience de 8 ans minimum** dans le département international d'une banque française et/ou dans le service export d'une multinationale.

L'habitude des contacts professionnels à haut niveau en France et dans la région concernée, la **parfaite pratique de l'anglais** et du français sont bien sûr indispensables pour réussir *dans la fonction.*
La connaissance de l'arabe constituerait un atout supplémentaire.

Le poste **basé à Paris** implique de **fréquentes missions** *dans les pays concernés. Il permet à* un candidat de valeur d'envisager de **réelles perspectives de carrière.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4250 à **rscg carrières** - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS - en précisant sur l'enveloppe le nom des banques auxquelles vous ne souhaitez pas voir transmettre votre dossier.

MDS FRANCE S.A.

PRENEZ LE PARTI D'UN CONSTRUCTEUR



Série 21

Si vous souhaitez :
- travailler chez un constructeur, • évoluer sur mini-ordinateurs,
- valoriser vos connaissances système, • connaître une série de A à Z,
- être responsable de votre travail.

Nous recherchons

Ingénieurs système

pour développement et support de logiciels de base, y compris télécommunications. Expérience similaire appréciée.
Postes à pourvoir à Paris.

Ingénieurs Technico-Commerciaux

pour support à la vente et suivi clientèle. Une expérience préalable en informatique de gestion est souhaitée.
Postes à pourvoir à Paris *et Lille.*

Adressez votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel, MDS France S.A., Tour Gamma B, 197 rue de Bercy 75582 Paris Cédex 12.

média-system

gérer la trésorerie de l'entreprise

SONY HF

*Voilà la mission que le Responsable du département Contrôle Financier souhaite confier à son nouveau collabora*teur. Ce dernier prendra en charge la gestion quotidienne de la trésorerie, la représentation de la société auprès des banques, la négociation et le contrôle des conditions, l'établissement des prévisions mensuelles et annuelles. De formation économique supérieure (E.S.C., Maîtrise de Gestion...), ce collaborateur possédera de solides connaissances comptables (D.E.C.S. par exemple), et aura acquis une expérience de quelques années dans la trésorerie d'une société pratiquant la comptabilité anglo-saxonne. La capacité de dialoguer avec l'outil informatique et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence B.232.83 M à *notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS*



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité



GROUPE FRANKEL
Compagnie Française des Convoyeurs
(Périmètre Marne-la-Vallée)

Notre Société a acquis une place de leader sur le marché international des Equipements de Transfert Industriel Automatisé.

Jeunes ingénieurs

électro-mécaniciens

• découvrez les achats

Notre Service Achats, avec un CA de 100 MF est l'un des Services stratégiques de notre Société.
Après un temps de formation consacré à la connaissance de nos produits, nous vous confierons rapidement l'Achat de la Sous-Traitance des ensembles et sous-ensembles mécaniques. **Réf. A**

• pilotez nos prix

Au sein du Service «Logistique Industrielle», votre objectif permanent sera de calculer l'évolution du prix de nos produits pour permettre à nos Services Devis de mieux ajuster leur proposition.
Dans un premier temps, vous procéderez à une analyse complète de nos prix de revient, puis vous participerez à l'analyse de la valeur et aux études d'investissement. **Réf. B**

média-system



Pour des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience ces deux postes sont incontestablement des plates-formes d'observation et des tremplins vers des postes opérationnels au sein de notre Groupe.
Nous vous remercions d'adresser votre CV, en précisant la réf. A *ou* B *sous le* N° 43 M 076, à *note* Conseil CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

csee — 5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres

CHEF DU SERVICE INSTALLATIONS ÉLECTRICITÉ

AVEC UN RÔLE D'ADJOINT DU DIRECTEUR DE LA SUCCURSALE D'ALGER

Responsable des activités d'installation et de mise en service, sur l'ensemble du territoire Algérien, des divers matériels et systèmes électromécaniques et électroniques vendus, il gère avec un effectif de 40 personnes, *un chiffre d'affaires annuel de 15 M. F. de travaux.*

Formation : ENSAM, ENSI ... ; Expérience d'entrepreneur ; Expatriation : 3 ans renouvelables.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions.



Filiale du Groupe MATRA, notre Société TEMAT est le premier Fabricant Européen de Téléphones. Elle regroupe 1600 personnes et son C.A. a triplé en 3 ans. Son développement dans la Télématique l'amène à renforcer sa structure Marketing en créant le poste de :

CHEF DE PRODUIT
POSTES TELEPHONIQUES

C'est un poste de responsabilité marketing important :

- Stratégie produits/marketing mix.
- Plan Moyen Terme Produit et Tableau de bord/suivi.
- Plans d'action.
- Stratégie de communication publicitaire/promotionnelle.
- Etudes de marché.
- Définition et lancement nouveaux produits.

Une bonne expérience dans le domaine Télématique Bureautique ou Informatique est nécessaire.

Le poste est situé en Région Parisienne et nous vous remercions d'adresser votre C.V. à **TEMAT** — Recrutement
25/27, rue du Docteur Finlay — 75015 PARIS

Equipements mécaniques de laboratoire

Spécialisée dans la conception et la réalisation d'unités de fermentation destinées à l'industrie pharmaceutique, l'agro-alimentaire et la Recherche, la société détient 80 % du marché français et réalise 70 % de son activité à l'export. Pour étoffer son Service Recherche, elle crée le poste d'

Ingénieur développement

qu'elle souhaite confier à un jeune ingénieur mécanicien (A.M, INSA...) possédant une première expérience B.E. ou Essais, acquise dans un contexte technologique comparable. Il aura notamment la responsabilité de la création de nouveaux produits et de l'amélioration des produits existants. Cette fonction sera confiée à un candidat d'environ 28 ans recherchant, dans une société en expansion, une opportunité pour se réaliser pleinement en utilisant ses connaissances en génie mécanique, chaudronnerie fine, automatismes... Poste basé en banlieue Paris Nord-Ouest.

Merci de prendre contact par lettre sous n° 3062 ou par téléphone le mardi 14 juin au 281.50.55 avec les consultants de CINOREN - 69 rue Lafayette - 75009 Paris qui nous assistent dans cette recherche.

cinoren

SEFT

Etablissement étatique - 600 personnes - dont la mission consiste à assurer la direction de programmes d'études et de fabrications de matériels électroniques dans les domaines des Armements Terrestres, recherche

Négociateur-Rédacteur de Marché *HF*

- Titulaire d'une **maîtrise Droit/Sciences Eco** ou équivalent.
- Une à deux années d'expérience professionnelle souhaitée.

Au sein du service des marchés il (elle) sera chargé de la rédaction et de la négociation de marchés publics, de la soutenance de rapports auprès de divers organismes de contrôle.
Esprit d'initiatives, sens des responsabilités, esprit critique sont des qualités *indispensables. Une formation spécifique peut être envisagée.*
Ce poste permet une grande indépendance mais nécessite une certaine disponibilité.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. **1/SM** à :
M. Le Chef du Service du Personnel
18, rue du Docteur Zamenhof 92131 ISSY LES MOULINEAUX

*Conseiller les responsables de recrutement **
Chef de publicité 120-150 000

Pour faire face à son développement, MEDIA P.A., un des leaders de la publicité de recrutement, recherche un homme ou une femme âgé d'au moins 25 ans et justifiant d'une **formation supérieure commerciale ou littéraire** (option gestion de personnel appréciée).

Il aura prouvé, au cours d'une **expérience d'au moins 3 ans en agence**, ses qualités d'analyse et de synthèse, son sens de l'autonomie et de l'organisation, son aisance dans les relations commerciales et, bien sûr, sa créativité.

A ce professionnel confirmé, nous confierons la **gestion de budgets importants** (conception, rédaction, plan média, étude des résultats, suivi commercial...).

* Un consultant en cabinet de recrutement attiré par notre profession et par les relations commerciales peut valablement postuler.

Si vous voulez rejoindre une équipe de professionnels motivés par leur métier, merci d'adresser en toute confidentialité votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence 2547/LM à Patrick FORET - MEDIA P.A. - 9 boulevard des Italiens - 75002 PARIS.



REJOIGNEZ UNE EQUIPE QUI FONCE !

Un certain profil d'hommes,
pour un certain style d'entreprise.

Jeunes diplômés
Ecoles de Commerce, Universités ou équivalent...

De par la nature même de notre métier, les collaborateurs que nous recherchons sont volontaires, dynamiques, désireux de valoriser leur diplôme par une excellente formation sur le terrain, puis de s'affirmer et de progresser.

Ce sont aussi des hommes et des femmes alliant **sens aigu du commerce, rigueur et qualités de meneur d'hommes.**

Leur niveau d'études et leur style en font des ***hommes d'action, mais aussi de réflexion.***

A AUCHAN, *ils doivent se montrer capables d'effectuer un* **travail qualitatif et en profondeur** sur 3 axes essentiels :

- **le commerce** (structure des gammes de produits, politique de promotions, détermination des prix de vente les plus bas possibles...),
- **l'économique** (gestion d'un chiffre d'affaires important, achats, marges, rentabilité, objectifs...),
- **l'humain** (recrutement, formation et motivation des collaborateurs pour les aider à s'épanouir, à évoluer).

Outre une **fonction très complète** et une **large décentralisation des responsabilités**, AUCHAN vous propose un **système de rémunération motivant** *(participation, primes de progrès, actionnariat...).*

Vous êtes intéressé ? Pour en savoir davantage sur vos possibilités *d'intégration à AUCHAN, adressez,* **selon la région choisie,** votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) **sous la référence LM/02 à**

REGION PARISIENNE ET NORMANDIE :
Jean-Marc GIVERT - AUCHAN - 4, rue des Frères-Lumière - 78370 PLAISIR.

REGION NORD :
Jean-François DUPREZ - AUCHAN - 200, rue de la Recherche - 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ.

Toutes informations complémentaires vous seront également communiquées en téléphonant du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h au **(1) 296.15.16 (précisez la référence 145)**
Possibilité de débuter en septembre



AUDIT et COMMISSARIAT AUX COMPTES
FRINAULT FIDUCIAIRE
recherche
CHEFS DE MISSION
HEC - ESSEC - ESC - IEP

- *une pratique de 4 ans minimum dans un cabinet* est une condition indispensable
- la connaissance de l'Anglais est appréciée, *certaines missions se situent dans l'environnement* du groupe international K.M.G.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à Yves GALTIER
FRINAULT FIDUCIAIRE, 8, rue Bellini 75016 PARIS

Important groupe de sociétés spécialisé dans le domaine des
MATIERES PREMIERES
recherche pour son département
ANALYSE ECONOMIQUE

ECONOMISTE, STATISTICIEN, MATHEMATICIEN OU GRANDE ECOLE DE COMMERCE
HF

Il aura acquis une expérience professionnelle d'environ 2 ans en entreprise ou au sein de l'Université.
Son fort potentiel peut faire de lui un homme clé à qui nous confierons des travaux importants et intéressants. Anglais courant nécessaire. Salaire motivant.

Merci d'adresser vos CV et lettre manuscrite, sous réf. 7605 (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Dans le cadre du développement de la fonction marketing, un important groupe de presse et d'audiovisuel (Paris).

recherche

chargé d'études marketing (H/F)

Il sera responsable de la réalisation et du suivi des études nécessaires à l'établissement du plan marketing de la Société.

Dans ce cadre, il assistera la Direction commerciale afin de préciser la définition de nouveaux produits et l'analyse de leur public.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une école supérieure de commerce et ayant une première expérience d'au moins 2 ans, si possible dans le secteur des produits de grande consommation. Des possibilités d'évolution et de responsabilité sont ouvertes dans la fonction commerciale.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. : CC 310 à
ESPACE ET COMMUNICATION
35, rue Ballu, 75009 Paris
qui transmettra

SODERN

La SODERN *conçoit et réalise* des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la Visualisation.

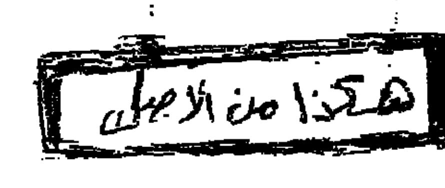
Elle recherche deux

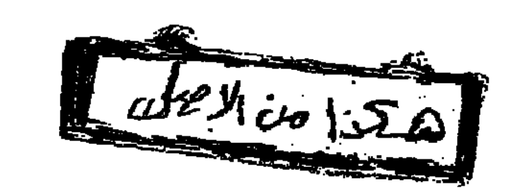
INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE, INPG, ENSEEIHT ...
Débutants à 3 ans d'expérience.

Le premier mènera les études et les expérimentations relatives à la conception d'équipements embarqués sur satellites.
Le second sera responsable de l'intégration et des tests fonctionnels relatifs aux équipements embarqués et aux *systèmes de visualisation que nous réalisons.* Il aura le goût de la technologie mécanique et thermique.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel, SODERN, 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS





PRIORITÉ AUX HOMMES D'ACTION : PARTICIPEZ À LA CROISSANCE DE CONTROL DATA.

CONTROL DATA aujourd'hui, grâce à sa politique systématique d'innovation technologique et sa compréhension globale de notre environnement, maîtrise les disciplines informatiques de pointe, porteuses des solutions aux grands besoins de notre temps.

Vous êtes un professionnel de la vente en informatique et vous désirez maintenant vous épanouir au sein d'un groupe multinational puissant dont la stratégie s'ingénie à repousser les limites de l'informatique.

Nous avons besoin de vous pour soutenir notre développement.

CONTROL DATA France - 900 personnes, 900 M de chiffre d'affaires, recrute des :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

qui sont chargés de diffuser l'une de nos gammes de produits :

GRANDS SYSTÈMES
PÉRIPHÉRIQUES COMPATIBLES IBM
SERVICES TRAITEMENT DE L'INFORMATION

dans les domaines du pétrole, de la production et de la conception assistée par ordinateur, de la banque et des services publics.

Notre réussite commerciale repose sur la qualité des personnalités qui l'animent, c'est pourquoi nos exigences de sélection sont importantes :
- une formation : un diplôme de grande école scientifique, d'ingénieurs ou commerciale, de bonnes connaissances en anglais, et une expérience professionnelle dans les domaines industriel, bancaire ou informatique ;
- des qualités spécifiques : aptitude aux contacts de haut niveau, esprit d'initiative et de synthèse, sens de la méthode, imagination.

Envoyer votre dossier de candidature, en précisant le domaine de votre choix, à : CONTROL DATA France - Service Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.

Plein Champs



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs électroniciens confirmés H/F
chez le leader mondial du semi-conducteur

Vous aurez à promouvoir auprès de nos grands clients nos concepts VLSI : synthèse vocale, circuits de télématique, réseaux prédiffusés, microprocesseurs...
Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous avez une bonne connaissance des microprocesseurs et de leurs logiciels (Assembleur, Pascal), et 2 ans d'expérience de développement d'applications en laboratoire ou en société de service.
Nous vous confierons une mission d'assistance à notre clientèle : les aider dans le choix de nos produits, de nos concepts et en assurer la mise en œuvre. Bénéficiant d'une large autonomie, vous déterminerez en étroite collaboration avec nos ingénieurs de vente les plans d'action et les moyens nécessaires à la réalisation de vos objectifs. Nous offrons une rémunération importante à des candidats de valeur.

Postes basés à **PARIS** *et à* **RENNES.**

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0683/1 M à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



Organisation et Publicité

TEKELEC AIRTRONIC

Société française fabriquant et distribuant du matériel électronique professionnel (850 personnes - C.A. 1982 : 650 MF) recherche : pour son Siège à *SEVRES (92)*.

Cadre Administration Commerciale
(diplomé E.S.C.)

Adjoint du responsable de l'administration commerciale de notre société, ce collaborateur sera chargé du suivi administratif de l'une de nos divisions produits, dont le C.A. a atteint *230 MF* en *1982*.

Avec l'aide, d'une part d'un système informatique performant et d'autre part, d'une dizaine d'assistantes commerciales qui lui seront directement rattachées, il aura pour fonction de coordonner et de contrôler, pour cette division, toutes les opérations administratives liées aux achats, à la gestion des stocks, à l'étude et à la synthèse des résultats commerciaux, aux règlements de certains litiges.

Etant donné la variété des responsabilités, la diversité des initiatives et la pluralité des contacts internes et externes que comporte ce poste, nous estimons que l'insertion et l'adaptation de ce nouveau collaborateur seront d'autant plus rapides, efficaces et satisfaisantes pour lui, que celui-ci aura déjà acquis une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans dans le domaine des approvisionnements ou de la gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence LM/372 à
Mademoiselle GAROND — TEKELEC AIRTRONIC
Cité des Bruyères - 1, rue Carle-Vernet - 92310 SEVRES.

J.R.P.

AVIONS MARCEL DASSAULT
BREGUET AVIATION
Usine d'ARGENTEUIL
BP 50 - 95100 recherche

INGENIEURS EXPERIMENTES ou DEBUTANTS
• SUP AERO-ECP-AM

pour postes :
- CAO/CFAO (CADAM-CATIA)
- PRODUCTION
- TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

• ISEP/ISEN-ENSICA-ESTACA

pour postes :
- MOYEN DE PRODUCTION (automatismes - robotique)
- CONTROLE QUALITE (possibilité séjour à l'étranger)

Très bonnes connaissances anglais exigées + autre langue souhaitable.
Dynamisme pour travail d'équipe - Excellente ambiance.
Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo

SOCIETE D'INGENIERIE (1 100 personnes)
Recherche pour le poste
*d'*ADJOINT AU DIRECTEUR
DU DEPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL

Juriste d'entreprise
(environ 35 ans)

Ayant acquis au moins 7 années d'expérience du DROIT DES AFFAIRES au *sein d'une entreprise, notamment dans les domaines suivants :*
- contrats commerciaux, nationaux et internationaux,
- études et gestion des contrats d'assurance,
- propriété industrielle,
- droit social,
- contentieux.

Ce poste nécessite une solide formation juridique (I.E.P., Maîtrise de Droit plus DESS, DEA ou Doctorat), la pratique de l'anglais, le sens des responsabilités et une grande aisance dans les contacts.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 1508M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

Ingénieurs informaticiens expérimentés

Vous possédez au moins 3 ans d'expérience en ***informatique industrielle.***
Nous vous proposons de concevoir et mettre en œuvre des systèmes informatiques temps réel à base de *mini et/ou microcalculateurs.*
Ces postes demandent une bonne connaissance du matériel (calculateurs et périphériques SOLAR 16, SEL 32, INTEL 8080) et du logiciel.
Nous offrons l'opportunité d'une carrière motivante au sein d'une activité en plein développement.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence M/2568 à



9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE
recherche pour l'une de ses usines (600 personnes)
PARIS-OUEST

CHEF du PERSONNEL

- En collaboration avec le Directeur d'Usine dont vous dépendrez directement, vous serez chargé de l'ensemble de la fonction Personnel : *Gestion administrative du Personnel, Relations Sociales, Suivi et application de la Législation, Formation de l'encadrement de la Production, Conditions de travail.*
- Si vous avez 35 ans au moins, une formation supérieure (Droit du Travail ou équivalent) doublée obligatoirement

d'une expérience affirmée de la fonction Personnel en Usine.

- Si vous êtes un homme de terrain et familiarisé avec le contexte social d'une Unité de Production

Adressez CV, photo, prétentions en indiquant un N° de téléphone à

GUY POSTEL
CONSEIL
BP 19 - 06480 LA COLLE SUR LOUP
qui personnalisera votre candidature avec une totale discrétion

---

ETABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale recherche pour son siège à PARIS 7ème, des

ORGANISATEURS

qui seront chargés, soit d'animer, soit de participer à des études d'*organisation générale pour l'Etablissement*, et de développer des outils et des méthodes dans les domaines de l'organisation, de la gestion et des *technologies nouvelles (bureautique, télématique...).*
Les candidats recherchés ont une formation supérieure de gestion ou/et *scientifique, complétée le cas échéant par une formation spécifique* à l'organisation (IESTO...).
Ils ont au moins 3 ans d'expérience dans le domaine de l'organisation et de la gestion, si possible dans le secteur tertiaire. De bonnes connaissances de l'informatique et des rapports sociaux dans l'entreprise sont souhaitées.
Merci de nous adresser votre C.V. + photo sous référence BR 361, précisant votre salaire actuel à :

EGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS

GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour sa Division Ingéniérie
PARIS EST

jeune ingénieur grande école

Il sera chargé d'affaires d'ensembles depuis l'offre jusqu'à la mise en service des installations.
Bonnes connaissances en génie civil et thermique.

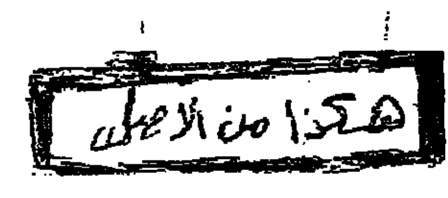
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 72060 à CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

UNILOG
Groupe indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique
- 8 Sociétés - 400 ingénieurs -
s'est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.
UNILOG recrute en permanence des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Ils suivent dès leur intégration une formation théorique et pratique, considérée comme l'une des plus solides du secteur.
Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets en relation avec les clients du Groupe, acquérant ainsi des compétences et un sens des responsabilités les préparant à des postes de haut niveau.
Les prochaines sessions de formation débuteront **les 4 et 18 juillet et 29 août 83.**
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. **80136 M** à UNILOG, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris
Membre de Syntec informatique.

HAVAS CONTACT



epsilog GSI-ALCATEL/CGE

LOGICIEL TEMPS REEL
ET INDUSTRIEL

recherche en permanence pour ses activités en :
▶transmission ▶commande numérique ▶traitement de signal ▶automatisme ▶traitement graphique.

INGENIEURS

Informaticiens confirmés et débutants désirant participer aux grands projets actuels dans une ambiance dynamique pour des industriels exigeants, utilisant notamment les matériels DEC, INTEL, MOTOROLA 68000, BULL MINI 6.

Françoise BRAZIER vous remercie de lui écrire à EPSILOG 29, rue des Pyramides 75001 Paris, ou de noter ce numéro d'appel : 296.33.03

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche pour l'une de ses divisions

RESPONSABLE EXPORT

Les produits de la division sont des pièces techniques de haute qualité, obtenues en grande série et intéressant de très larges secteurs industriels.

Le titulaire du poste devra développer le marché exportation de la division en accentuant la pénétration déjà existante dans les pays européens par la *recherche de nouveaux débouchés ou de nouveaux clients.*

La formation de base doit être de niveau supérieur mais il faut, nécessairement, une expérience opérationnelle de l'export avec une sensibilité technique (du fait du produit vendu).

Le poste est basé en Région Parisienne Nord-Ouest, mais comprend d'assez *nombreux déplacements et nécessite la connaissance de langues étrangères* (anglais et/ou allemand).

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Le titulaire du poste aura pour mission dans la zone du marché commun, de démarrer puis développer la vente d'un produit technique relevant du domaine de l'étanchéité dans trois secteurs industriels importants.

Cette mission comprend :
- la définition et la réactualisation régulière des besoins des marchés
- la décision en accord avec son supérieur et en liaison avec le laboratoire de développement, des produits à promouvoir
- la définition des objectifs à atteindre
- l'animation et la formation du réseau de vente
- l'assistance technique du réseau
- l'application de la politique des prix.

La formation de base est de niveau supérieur (préférence ingénieur chimiste). Il est nécessaire d'avoir acquis une expérience dans une entreprise industrielle.
Langues étrangères (anglais et/ou allemand).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 72263 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Contrôler, animer, créer, gérer, organiser, perfectionner, assister ...
L'encadrement est un métier ! Aussi

Olympia International recherche

UN CHEF DE VENTE de métier pour son réseau indirect

Agé de 35 ans minimum, il devra avoir une expérience réussie *dans un poste similaire, une approche commerciale dynamique* et rigoureuse, une connaissance du circuit de distribution des mécanographes, un fort désir d'évolution.

Responsable de l'activité d'une équipe d'inspecteurs de vente sur la région parisienne, il en assurera le management intégral nécessaire à la réalisation des objectifs.

Ses qualités d'homme de terrain et de manager, son dynamisme seront des atouts indispensables pour réussir dans la fonction. Il devra être libre très rapidement.

Adresser candidature, C.V., prétentions sour réf. 78M à
M. BENOUALID - Directeur du Personnel
OLYMPIA FRANCE S.A. 10, avenue Réaumur
92142 CLAMART Cedex.

Christofle
Orfèvre à Paris

recherche

chef de section installations

Chargé, sous la direction du Chef de Service, des études d'installations de magasins ou points de vente du réseau de distribution.

Les candidats doivent avoir de bonnes connaissances techniques et administratives des travaux d'aménagement intérieurs et être capables d'en suivre et contrôler l'exécution.

Une formation ESTB, EBTP ou une formation artistique (type architecture intérieure) + une expérience professionnelle de 5 à 10 ans constituent le meilleur profil pour ce poste.

Statut technicien supérieur – Appointements : 100/120.000 F.
Nombreux avantages sociaux
Lieu de travail : SAINT DENIS (Métro Porte de Paris)

Adresser C.V. à Catherine LORSON, CHRISTOFLE
112, rue Ambroise Croizat 93206 St Denis Cedex 01.

SERI RENAULT INGENIERIE

- (Direction des moyens de production).

DANS LE CADRE DE SON ORIENTATION PRODUCTIQUE

RECHERCHE POUR CONCEVOIR ET REALISER DES SYSTEMES AUTOMATISES ET INFORMATISES DESTINES A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DANS DES DOMAINES AUSSI VARIES QUE :

— la gestion en « temps réel des flux matières »,
— la saisie et la gestion en temps réel des données en ateliers,
— les ateliers automatisés d'assemblage et de montage,
— la manutention robotisée,
— la coordination de processus de montage,
— la GPAO (Gestion de Production Assistée par Ordinateur, liée notamment à la CFAO),

INGENIEUR CONFIRME

(5 à 10 ans d'expérience). réf. M 01

Ayant une large expérience dans l'industrie (production discontinue) pour mener des actions de modernisation d'entreprises par l'amélioration des moyens techniques et des systèmes de gestion. Les actions, allant de la conception à la réalisation, sont menées en équipes pluridisciplinaires dans des secteurs industriels variés. Un très bon contact, une grande rigueur dans l'analyse des problèmes, une capacité de rédaction et d'exposé sont nécessaires. Langues étrangères et connaissance large des possibilités de l'informatique et de ses applications appréciées.

INGENIEURS INFORMATIQUE ET ORGANISATION

Mission de « consultant » et/ou de « Chef de projet » en « GPAO ». réf. M 02

Les candidats doivent posséder une expérience concrète de la mise en place de systèmes de gestion de production industrielle.
Le domaine d'intervention s'étend du plan directeur informatique à l'analyse et à la réalisation de modules de gestion-maison.

INGENIEURS INFORMATIQUE « TEMPS REEL »

(3 à 5 ans d'expérience). réf. M 03

Mission « Chef de projet » en informatisation et automatisation temps réel. Les candidats doivent posséder la connaissance d'un matériel et d'un système type mini-ordinateur, de l'automatisme industriel en processus discontinu, ainsi que celle des interfaces avec les machines et avec les hommes de ce milieu.

INGENIEUR INFORMATIQUE SYSTEME

(4 ans d'expérience au minimum). réf. M 04

Mission de « technicien spécialisé » pour la configuration Matériels et Logiciels de systèmes et l'assistance système aux équipes de réalisation. Connaissances nécessaires d'au moins deux des systèmes suivants : mini 6, DEC, SOLAR, HP.
Seront particulièrement appréciées les compétences complémentaires en gestion de fichiers, bases de *données, infographie et réseaux.*

INGENIEUR AUTOMATICIEN

(3 à 5 ans d'expérience chez un constructeur d'automatismes ou dans un service technique de grande entreprise). réf. M 05

Mission de « Chef de projet » en systèmes automatisés. Les candidats devront être motivés par l'ingénierie et connaître la commande numérique, les asservissements, l'utilisation des micro et mini-ordinateurs et posséder une culture technologique étendue en capteurs et actionneurs.

INGENIEUR TOLERIE-SOUDURE-MONTAGE

(5 ans d'expérience). réf. M 06

Ayant une bonne expérience de la conception et de la réalisation d'ateliers dans ces domaines, acquise de préférence dans un service méthodes ou dans une société d'ingénierie, habitué aux cadences petites et moyennes. Capable de traiter les problèmes dans leur ensemble et d'avoir des contacts à haut niveau. Il doit pouvoir s'adapter et encadrer des petites équipes.

INGENIEUR MECANICIEN

Possédant une première expérience de 2 ou 3 ans. réf. M 07

Sa mission sera d'assurer en tout ou partie l'étude, la conception et le suivi de la réalisation D'ENSEMBLES MECANIQUES SPECIFIQUES permettant l'assemblage, la manutention et le transport de matériels complexes de grandes dimensions.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

(2 ans d'expérience au minimum). réf. M 08

Plutôt orientés vers l'informatique « temps réel » et industrielle et de formation jeunes ingénieurs IUT ou BTS. Leur rôle sera de participer à la réalisation des projets ci-dessus évoqués depuis l'analyse organique jusqu'aux tests de réception en passant par la programmation.

TOUS CES POSTES AMENERONT LES CANDIDATS A S'INTEGRER DANS DES EQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES.
RIGUEUR, DYNAMISME, ESPRIT D'EQUIPE ET CREATIVITE SONT PARTICULIEREMENT NECESSAIRES.
Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :

Séri
Renault Ingenierie

Direction du Personnel
SERI RENAULT INGENIERIE
2, av. du Vieil Etang BP 19
78391 BOIS D'ARCY Cédex.

MUTUELLE RECHERCHE
INFORMATICIEN
Responsable Services exploitation et fichiers adhérents
Il conçoit et écrit lui-même les nouvelles applications en Cobol. Formation supérieure, EXPÉR. 3 ANS MINIM.
Qualité d'encadrement, d'organis. et rigueur.
Adresser C.V. et prétentions : S. TIMSIT
54, rue Vergniaud, 75013 PARIS.

Agence du C.E.A.
recherche un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

170.000 F +

Responsable de l'échelon commercial et juridique et animateur d'une équipe de 3 personnes, sa fonction sera triple.
— Réalisation d'études technico économiques en collaboration avec les Services Prévisions et Finances.
— Négociation et rédaction des contrats (clients / fournisseurs, pré-financement).
— *Exploitation et suivi de ces contrats* sur le plan administratif, technique et commercial.

La réussite dans ce poste nécessite une formation Grandes Ecoles scientifiques ou commerciales et une première expérience industrielle (chimie, nucléaire..) de 3 à 5 ans, recouvrant tout ou partie de cette fonction.

Adresser lettre manuscrite et C.V, sous réf. 76375/LM à HAVAS - CONTACT – 1, place du palais-Royal – 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Pour renforcer notre Réseau Commercial à Paris et en Province nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS

Jeune diplômé d'une Grande Ecole ou de l'Université, le secteur commercial est, pour vous, une voie privilégiée pour s'impliquer dans la vie professionnelle. Vous pourrez mettre en pratique votre sens de la négociation et votre goût des contacts.
Nous vous confions la prospection de nouveaux marchés, le suivi et la gestion de comptes clients, la vente de produits et services informatiques compétitifs.
Notre formation aux produits et aux techniques de commercialisation vous donnera les compétences pour valoriser votre esprit d'initiative et votre autonomie. Cette formation débutera en octobre.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 291 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, av. Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20.

Bull

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



STORAGE TECHNOLOGY FRANCE S.A.

TOUTE LA PÉRIPHÉRIE INFORMATIQUE

2 INGÉNIEURS SYSTÈMES



• 1 spécialiste MVS **• 1 spécialiste VM - DOS/VSE**

pour apporter un support système à nos ingénieurs commerciaux et à nos clients.

Ils rejoindront une équipe performante d'ingénieurs qui maîtrisent parfaitement les techniques de conversion, de configuration et d'optimisation.

Que vous veniez de chez un constructeur, d'une SSCI ou de chez un utilisateur, nous vous assurons un contact enrichissant.

Didier VANDAMME - STORAGE TECHNOLOGY FRANCE S.A. - 41, rue Fourny - 78530 BUC (3) 956.81.33

bleu

ENTREPRISE LEADER SUR SON MARCHE
A LYON, recherche

CADRE COMPTABLE

DE HAUT NIVEAU

Vous êtes, soit Cadre comptable confirmé dans une entreprise industrielle ayant assumé la responsabilité de services, soit expert *comptable dans* un Cabinet *de révision comptable.*

Vous êtes un praticien des comptabilités analytique et industrielle, et vous connaissez les méthodes anglo-saxonne de gestion.
Vous avez participé à des missions d'organisation comptable (connaissances informatiques indispensables).

VOTRE MISSION : étudier et mettre en place un logiciel de comptabilités générale, analytique et auxiliaires, ainsi que les interfaces nécessaires avec le système informatique existant.

Vous êtes directement rattaché à la Direction Financière et du Contrôle de Gestion. Cette mission vous permettra de vous intégrer parfaitement dans nos services comptables, et de prendre en charge - à la fin de cette mission - la responsabilité de services *comptables.*
Anglais apprécié.
Entreprise de 1.100 personnes - C.A. 650 MF.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo sous réf. 72174 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



SOCIÉTÉ
DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
DESTINÉS AUX INDUSTRIES
DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE
ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

COORDINATEUR

PROJETS INTERNATIONAUX

Il ou elle sera chargé (ée) :
- de la recherche et analyse des projets nouveaux.
- de la coordination de la force de vente pour le suivi commercial.
- de la mise en place de la banque de donnees nécessaire et aura la responsabilité du service (2 personnes).
- Anglais impératif.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
Service du Personnel
Société AMRI
"Les Tours Mercuriales"
40. rue Jean-Jaurès - 93176 BAGNOLET

bleu

ELF ISOLATION

DEPARTEMENT INDUSTRIE
recherche

ingénieur technico-commercial

Responsable d'un secteur de vente
de produits industriels

Il aura une solide expérience de la vente de produits en milieu industriel.
Il aura la responsabilité et l'animation de son secteur de vente.
Il participera, en liaison avec nos services techniques, au développement de la famille de produits dont il aura la charge.
Une connaissance du domaine des produits plastiques alvéolaires isolants pour l'industrie serait appréciée

- Minimum 30 ans
- Lieu de travail : PARIS-ETOILE
- Déplacements fréquents.

Cabinet Leconte

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions
4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS,
sous référence 72256.

DUT Finances-Comptabilité

ou BTS ou Certificat comptable du DECS

pour notre Service **Organisation** Paris

ayant 2 à 3 ans d'expérience **HF**

Notre groupe privé - 6000 personnes, 15 usines et filiales - leader sur la plupart de ses *marchés,* recherche deux jeunes diplômés de comptabilité, désireux d'élargir leurs connaissances pour participer, avec l'aide de l'informatique, à la modernisation des méthodes administratives de la Société, dans tous les domaines : *comptabilité analytique, contrôle de gestion, achats et approvisionnements,* gestion des stocks, des commandes, de la production, de l'entretien, etc... **Formation assurée.**

Ces postes exigent une forte participation personnelle, une grande disponibilité (nombreux déplacements en province), une personnalité à la fois adroite et chaleureuse *mais également* ferme et déterminée. Très enrichissants et formateurs, ils comportent une large autonomie et débouchent sur des fonctions de responsabilité.

Les candidatures de débutants seront prises en considération.



Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2934
à D. DANGER - Département Recrutement - CORT
65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

S E F T

Etablissement étatique - 600 personnes - dont la mission consiste à assurer la direction de programmes d'études et de fabrications de matériels électroniques dans les domaines des Armements Terrestres, recherche

Jeune Collaborateur Approvisionnement

- Titulaire **DUT/BTS** ou équivalent de **gestion/commercialisation.**
- Une à deux années d'expérience professionnelle souhaitée.

Directement rattaché au chef du département approvisionnements généraux, il sera chargé de la réalisation des achats (examen des besoins exprimés par les utilisateurs, négociation et suivi des commandes auprès des fournisseurs).
Assisté d'une petite équipe il devra en assurer l'animation.

Un goût pour les contacts humains à tous niveaux et un sens de l'initiative sont des qualités indispensables.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. **1/APG** à :
M. Le Chef du Service du Personnel
18, rue du Docteur Zamenhof 92131 ISSY LES MOULINEAUX

Levi Tournay

UNE IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES
souhaite engager son

CHEF DU SERVICE FINANCIER

SA MISSION ?
Développer la fonction financière en assurant la *bonne tenue des livres comptables, participer à* la conception et à la mise en place de méthodes de contrôle des coûts, participer aux relations *bancaires et assurer un suivi* efficace des encaissements.

SES MOYENS ?
Un service de 3 personnes, complété par un développement possible de l'utilisation de *l'informatique.*

L'HOMME ?
Agé d'au moins 35 ans, il a acquis une solide expérience comptable. Une bonne appréhension de l'informatique sera appréciée.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne Nord-Ouest.
De courts déplacements en Province sont à prévoir.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. 72417
à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

THOMSON-CSF

DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

recherche pour son

SERVICE DE RELATIONS PUBLIQUES

INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN OU PHYSICIEN

de

LANGUE MATERNELLE ANGLAISE

Lieu de travail : *BOULOGNE-BILLANCOURT*
Envoyer curriculum-vitae et photo à M. OGÉE. THOMSON-CSF.
38. *rue Vauthier.* 92100. BOULOGNE-BILLANCOURT.



HAVAS CONTACT

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

Le Centre chargé de mettre en œuvre
la politique de développement
cartes et automates bancaires recherche

Ingénieur système

pour participer au développement technologique dans le domaine des nouveaux supports et des matériels de personnalisation.
Ingénieur diplômé en informatique ou électronique 3 à 5 ans d'expérience *dans la réalisation des processus industriels et dans l'organisation de* chaines de production.
Poste transféré à St Quentin en Yvelines début 84.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **A11** à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Levi Tournay

INGENIEUR X, CENTRALE, MINES

DEBUTANT OU CONFIRME

intéressé par Recherche Opérationnelle et Informati-*que appliquées aux problèmes des grosses entreprises* (structure industrielle, structure de distribution, planification de production).

Envoyez C.V. à
diagma CONSULTANTS
75, rue de Courcelles - 75008 Paris

Diriger, animer, motiver

Challenge pour un jeune diplômé avec ou sans expérience...

100 personnes à diriger, animer, motiver de façon autonome : voici ce qu'offre AUCHAN à ses responsables du secteur CAISSES.

Le département Caisses est un secteur important dans chaque hypermarché AUCHAN, *car son fonctionnement à des répercutions* immédiates quant à la satisfaction de nos clients et à leur fidélité à notre enseigne.

La fonction comporte trois aspects majeurs :
- **la direction du personnel caisses :** il recrute, forme, anime et fait participer son équipe à la vie du secteur et du magasin,
- ***l'organisation de l'activité :*** *il optimise de façon* prévisionnelle les structures de son secteur selon les variations des fréquentations du magasin.
- **le service clients :** avec son équipe, il est à l'écoute de la clientèle et doit *ainsi influencer* concrètement la politique commerciale de l'Hypermarché.

L'importance du poste requiert des hommes jeunes dotés d'une **forte capacité de décision** et possédant un ***sens aigu des relations humaines.***

Nous les souhaitons **diplômés de l'enseignement supérieur** (Sciences économiques, Gestion de personnel : DUT, licence, maîtrise...).

A AUCHAN, entreprise performante dans son secteur avec actuellement 34 hypermarchés en France, vous trouverez des équipes jeunes et dynamiques *et de réelles* **perspectives d'évolution pour des éléments de valeur.**

Votre rémunération sera en rapport avec les responsabilités de la fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. M/1 à Monsieur Michel HURSIN - 111, route de Boissise - 77350 LE MEE-SUR-SEINE

AUCHAN

MEDIA PA

Responsable financier et administratif

Nous sommes un Groupe immobilier de dimension nationale en pleine expansion, et nous recherchons dans le cadre de notre développement, un *RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER, pour prendre en charge* le comptabilité et la gestion d'une filiale en région parisienne.
Titulaire du DECS, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum. Vous avez des qualités de contact et d'organisation qui vous permettront de dynamiser une équipe de 8 personnes dont vous serez responsable.
Bonnes connaissances de l'informatique nécessaires.
Nous vous offrons un salaire motivant et de nombreux avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 6524 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

SOCIÉTÉ ÉTUDES ET APPLICATIONS LASERS
recherche
pour son laboratoire de technologie

AGENT TECHNIQUE

Chargé conception, réalisation appareillage et expérimentations.

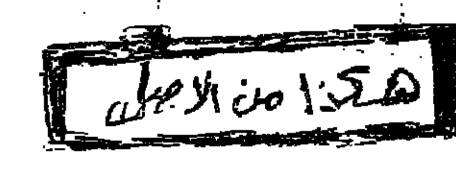
DUT *génie mécanique ou équivalent.*

Environ 2 années d'expérience en recherche et développement.

Connaissances : métallurgie, matériaux, mesures physiques appréciées.

Adresser C.V. à :
QUANTEL S.A.
BP 23 - 91941 LES ULIS
ORSAY CEDEX

bleu



SAFT

GROUPE CGE

Numéro 1 français pour les piles grand public, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel, nous participons activement au développement de secteurs d'activité de technologie avancée, communication, bureautique, électronique, aéronautique, spatial, ferroviaire et militaire.

RESPONSABLE DE PROJET

(Batteries pour Satellites)

Nous offrons à un JEUNE INGENIEUR (Centrale, AM, ESTP, INSA...) de développer ses connaissances et ses compétences dans ce domaine très performant.

Ce poste requiert une polyvalence technique (mécanique, thermique) et une parfaite maîtrise de la langue anglaise (contacts clientèle au niveau européen).

Adresser CV sous réf. M.GS.3.21 à SAFT
Direction des Ressources Humaines
119 rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS

GRANDE BANQUE PARISIENNE NATIONALISÉE

recherche un

ADJOINT DU RESPONSABLE DES RECOUVREMENTS

Exigences:
- Formation maîtrise de Droit Privé (ou licence ancien régime)
- connaissance approfondie du Droit des techniques bancaires et des voies d'exécution
- expérience de plusieurs années dans un poste similaire
- qualités d'animateur et de formateur nécessaires.

Perspectives intéressantes.

Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 32959.

HAVAS CONTACT



hutchinson

recherche

Jeunes ingénieurs développement

De Formation Grande Ecole Mécanique, débutant ou possédant une première expérience industrielle, nous leur confierons des responsabilités suivant leurs compétences et leurs goûts :

- Etudes et propositions pour améliorer la productivité-développement nouveaux produits, suivi de la qualité, élaboration des méthodes,
- responsabilité de tous projets de développement de l'atelier d'application d'un produit,
- industrialisation de pièces nouvelles, études des outillages, mise au point des prototypes, suivi jusqu'au passage en série.

Ces postes sont à pourvoir dans quatre de nos usines (120 km de Paris environ).

Si vous avez le goût d'entreprendre, l'esprit d'équipe, de la rigueur mais de l'imagination, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 136 M à HUTCHINSON - Direction des Relations Sociales 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

---

*annonce parlée**

MATRA MICRO SYSTEMES

La structure MATRA créée pour répondre aux besoins de la micro-informatique professionnelle recherche

«Grands commerciaux»

Pour développer par marchés groupés ses ventes de micro-ordinateurs professionnels et terminaux spécialisés.

Cette recherche concerne à la fois des spécialistes expérimentés et des responsables confirmés capables de prendre des fonctions opérationnelles de management. *Réf. 1356.*

Ingénieurs «support»

Matériel et Logiciel

Cette recherche concerne des ingénieurs ayant plusieurs années d'expérience (28 ans minimum) et rompus soit à l'étude et à la réalisation de modifications techniques internes concernant le matériel, soit à l'assistance et au conseil technique à la clientèle. *Réf. 1357.*

** Pour informations complémentaires immédiates et organisation d'un rendez-vous rapproché appelez SVP Information Carrière au 763.11.15., de 9 h à 18 heures en précisant la référence.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris

OSMOR

HACHETTE

recrute les gestionnaires de son développement

Les livres scolaires, les encyclopédies, Grasset, Fayard, Stock, Lattès, Mazarine, Edition N° 1, le Livre de Poche, c'est Hachette.

ELLE, Vital, Télé 7 Jours, le Journal du Dimanche, Parents, France-Dimanche, Vidéo 7, Micro 7, Onze, Première, Confidences, c'est Hachette.

La distribution du livre, la distribution internationale de la presse, l'imprimerie, la vente au détail - 900 kiosques et la chaîne Nugget's - c'est Hachette.

La production vidéo, la distribution vidéo, la micro-informatique et le cinéma, c'est Hachette, qui vient de signer en coproduction son premier long métrage «Coup de foudre» et qui vient d'éditer une première gamme de logiciels en association avec Matra.

Avec un chiffre d'affaires de 9 milliards de francs, réalisé dans 150 unités à taille humaine, Hachette, 5e groupe mondial de communication, poursuit avec succès un développement qui passe par 2 axes:
- une intensification de sa présence dans le domaine de l'audiovisuel afin de devenir un groupe multi-média.
- un développement de ses activités internationales dans l'édition (presse, livre) et la distribution.

C'est dans cette perspective dynamique que nous souhaitons rencontrer des **gestionnaires de haut niveau, hommes et femmes à fort potentiel.**

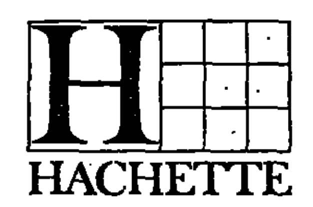
De formation type HEC, complétée par une expérience opérationnelle de 5 à 10 ans dans un cabinet ou dans un grand groupe, ils auront su prouver en France ou à l'étranger leur capacité d'analyse et de diagnostic d'unités au sein d'un environnement professionnel exigeant.

Hommes et femmes de dialogue et de pari, ils sauront s'impliquer totalement afin de convaincre par leur perspicacité et par la qualité de leur conseil, les responsables de nos unités.

Chez Hachette, même les gestionnaires sont des opérationnels.

Ces postes impliquent la pratique de l'anglais courant.

Nous vous remercions de nous adresser votre lettre de candidature et votre CV au Service Gestion des Cadres, (réf. HI), 12 rue François 1er, 75008 Paris, qui vous contactera rapidement.



Nous sommes une entreprise de haute technicité, située en proche banlieue ouest, comportant une majorité de jeunes ingénieurs et techniciens dynamiques.
Notre croissance le prouve.
Il faut manager, en conseil et appui de la Direction Générale, cette équipe qui croît sans cesse : Recruter, gérer, informer, communiquer.
Vous êtes un

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

Impérativement juriste de formation, expérimenté, homme de terrain, sûr de vous.
Vous voulez accompagner le développement de notre société.
Vous avez du tempérament, des idées, vous croyez aux hommes et en vous.
Nous attendons votre lettre.
Nous sommes pressés...

Envoyer dossier et photo à POLYMONT S.A. Service du Personnel — 5, Avenue Caroline - 92210 SAINT-CLOUD - Tél. : 771-84-59.

J.R.P.

Jeunes diplômés ESCAE, DUT, BTS...

REJOIGNEZ NOTRE ÉQUIPE DE

TECHNICO - COMMERCIAUX

FORMATION RÉMUNÉRÉE DE 6 MOIS

produit technique de grande diffusion. clientèle de professionnels.

GROUPE FRANÇAIS LEADER MONDIAL

écrire à INTERMEDIA N° 511 A qui transmettra
59, rue La Fayette — 75009 PARIS *réponse assurée*

Société d'Ingénierie, implantée à PARIS, spécialisée dans la réalisation d'ensembles industriels "clé en main", recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant une connaissance des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre. Il sera chargé de promouvoir le développement de ce secteur. Il assurera la liaison entre les fabricants de matériel qui nous sont associés et notre réseau commercial à l'étranger.

Le candidat doit connaître le contexte des négociations internationales. Ingénieur ou diplômé Ecole de Commerce, il parle l'anglais couramment, et si possible une autre langue étrangère.

Déplacements fréquents mais de courte durée à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 8003 à :

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Le Groupe Hy. Bergerat, Monnoyeur

Agent Général CATERPILLAR — CA 2,6 milliards de Francs

recherche

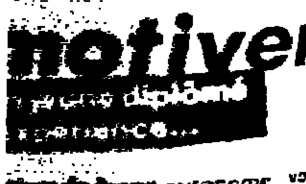
jeune assistant contrôle de gestion

De formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent), le candidat devra justifier d'une première expérience d'environ 2 années.

Nous lui proposons de mettre à profit son sens de l'organisation, de l'analyse et des contacts à tous niveaux afin de développer l'utilisation d'outils modernes de gestion, au sein d'un Groupe fortement informatisé.

Mobilité géographique à moyen terme appréciée. Anglais courant exigé.

Adresser CV détaillé et prétentions à Hy. BERGERAT MONNOYEUR S.A.
Monsieur le Directeur des Relations Humaines
B.P. 169 — 93208 SAINT-DENIS CEDEX 01



Ingénieur statisticien

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux, recherche pour sa direction technique un **Ingénieur statisticien.**

Vous serez chargé d'étudier les problèmes de fabrication et de concevoir et recommander des projets visant l'optimisation de nos procédés (existants et en développement). Vous utiliserez, à cette fin, des méthodes statistiques poussées et mettrez en place des plans d'expérience et de contrôle statistiques.

Ces interventions variées vous seront confiées dans le cadre de nos usines **en France et en Angleterre.**

Pour ce poste **riche en formation** (contacts fréquents avec la direction technique américaine), de solides études en **mathématiques** et une **école d'ingénieur** sont indispensables. La connaissance de l'**anglais** est nécessaire. Une première expérience en entreprise est *souhaitable.*

Vous êtes **autonome**, vous avez le sens de l'**efficacité** et souhaitez mesurer *l'impact de vos actions.*

Notre groupe est prêt à assurer un développement de carrière intéressant à un candidat souhaitant devenir un spécialiste de haut niveau.

Lieu de travail : **Fontainebleau.**

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence IS/M à **CORNING FRANCE** - Direction Développement du Personnel - 44, avenue de Valvins - 77210 AVON.

MEDIA PA

CORNING FRANCE

Ingénieur développement produits Europe

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux recherche pour son **département commercial** « Produits Industriels » un **Ingénieur.**

Vous serez responsable, en Europe, du développement de nos verres techniques principalement utilisés dans l'**électronique.**

Vous prendrez en charge, *plus particulièrement, les aspects suivants :*
- gestion des projets de développement,
- assistance technique auprès de la clientèle,
- établissement des spécifications entre clients et usine,
- études qualité.

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste, un **ingénieur AM - INSA ou équivalent** disposant, si possible, d'environ 2 ans d'expérience professionnelle. La **maîtrise de l'anglais** est essentielle, de bonnes connaissances en allemand sont souhaitables.

Vous êtes intéressé par des contacts techniques et commerciaux avec une clientèle industrielle de haute technologie. Vous acceptez des **déplacements** (30 % du temps) *principalement* en Europe.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe à **Fontainebleau.** Notre groupe vous proposera ultérieurement de larges perspectives d'évolution.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. IP/M à **CORNING FRANCE** - Direction Développement du Personnel - 44, avenue de Valvins - 77210 AVON.

MEDIA PA

CORNING FRANCE

SOCIETE MULTINATIONALE
CERGY PONTOISE
recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

28/30 ans

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier vous serez chargé de la mise en place et du développement des procédures dans le cadre de la réorganisation informatique.

Vous *êtes* titulaire du D.E.C.S. au minimum et possédez l'expérience de la *comptabilité anglo-saxonne ainsi que* de la comptabilité analytique industrielle (établissement *des coûts standards de* fabrication).

De sérieuses connaissances informatiques seront un atout supplémentaire.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo + prétentions
sous référence 72432
CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

Ingénieur ENI, INSA...
Electromécanique - automatisme

CORNING FRANCE recherche pour sa filiale **SOVCOR électronique** (230 personnes), un **Ingénieur.**

Animant une équipe de 6 techniciens, vous prendrez en charge le **développement des équipements et procédés** ainsi que les actions de **réduction des coûts.**
Nous vous confierons un rôle d'innovation qui devra vous permettre de proposer rapidement des améliorations au service fabrication.
Ce poste implique des contacts techniques avec les autres *filiales* de Corning ainsi que les directions techniques européenne et américaine.

Agé de **30 ans minimum**, vous avez *une formation d'ingénieur renforcée par* une **expérience de 5 ans** environ en **électromécanique ou automatisme.**
Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Vous êtes un homme de **contact**, vous avez le sens du **concret**, nous vous proposons un poste **autonome** où votre dynamisme pourra se développer.

Une évolution au sein de notre direction technique ou dans le groupe en France sera proposée à un candidat de valeur.

Lieu de travail : **LE VESINET** (78).

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M/7 à **SOVCOR** - 11, chemin de la Ronde - B.P. 31 - 78110 LE VESINET.

MEDIA PA

CORNING FRANCE

Jeune ingénieur process
Châteauroux

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéicaux, fabrique dans son **usine de Châteauroux** (250 km au Sud-Ouest de Paris) *le « PYREX ». Notre usine qui regroupe 300 personnes recherche* un **jeune ingénieur process.**

Tout en vous familiarisant avec notre technologie, vous prendrez en charge des **projets particuliers** dans le cadre du service technique.

Vous avez une formation de type ***AM, INSA, IDN, ENSI*** ou équivalent avec, si possible, l'**option automatisme ou informatique.** Vous *maîtrisez la* **langue anglaise.** *Vous avez éventuellement acquis une* première expérience en entreprise.

Nous proposerons à un élément de valeur des perspectives d'évolution dans la production ou au sein des services techniques de notre *groupe.*

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous *référence JP/M à* **CORNING FRANCE** - *Direction Développement* du Personnel - 44, avenue de Valvins - 77210 AVON.

MEDIA PA

CORNING FRANCE

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES
LEVALLOIS
recherche

assistant(e) de formation

- Expérience 3 ans minimum dans service ou organisme de formation.
- Formation économique supérieure (ESC, Science Po, etc).
- *Connaissance méthodes et moyens pédagogiques*
- Maîtrise de la gestion administrative de stage.

Rémunération annuelle : 110.000 F.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo *sous réf.* 72039 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

THOMSON-TITN

Société d'ingénierie en informatique (650 personnes) recherche pour son Département informatique répartie

• *Chefs de projets*

Grandes écoles, université (DEA, DESS) expéri*mentés dans les domaines des bases de données,* de la gestion transactionnelle et dans les systèmes répartis (réf. R/10).

• *Ingénieurs Logiciel*

Débutants ou expérimentés. Etudes et réalisation de logiciels de base (télé-informatique, réseau, gestion de données) (réf. R/11).

* * *

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à THOMSON TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne-aux-Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

MEDIA PA

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF
BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche
pour son **département études et développement imagerie nouvelle**

CHEF DE PROJET LOGICIEL
(ESE, ENST, DEA INFORMATIQUE)

Ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un ou plusieurs des domaines suivants :
- logiciel d'application (temps réel, base de données).
- traitement du signal et imagerie numérique.
- conduite de processus dans un environnement multiprocesseurs.

Vous aurez la responsabilité technique des projets informatiques à partir de méthodologies existantes depuis l'analyse jusqu'à la réalisation finale.

Poste à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions au Service du Personnel - CGR INDUSTRIE, 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

HAVAS CONTACT

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

CAM

(800 personnes dont plus de 50 % de cadres)
Service informatique filialisé de la Caisse des Dépôts, recherche un

SPECIALISTE DU RECRUTEMENT ET DE LA GESTION DES CARRIERES

Mission :
- recrutement et gestion du personnel d'un département de l'entreprise,
- conception d'outils de gestion prévisionnelle adaptés aux FONCTIONS INFORMATIQUES (filière, qualification, rémunération).

Profil :
- Diplômé d'études supérieures (Maîtrise gestion psycho...)
- 4 à 6 ans d'expérience de la gestion du personnel (INFORMATICIEN DE PREFERENCE) impliquant la conception d'outils d'aide à la décision et si possible *l'utilisation de l'informatique.*

Il devra faire preuve d'une grande autonomie et d'une bonne capacité de relation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV détaillé sous réf. 3200/17 à

CAM - Direction du Personnel
B.P 16 - 94114 Arcueil Cedex

SOURCES

CAM

FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE, recherche

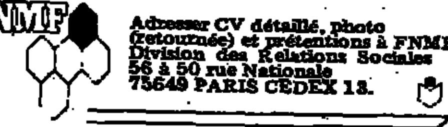
ANALYSTES

DUT Miage ou équivalent
5 ans minimum d'expérience

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

DUT + 2 ans ou Bac
et une expérience supérieure à 5 ans

En plus de grandes qualités personnelles, les connaissances suivantes sont appréciées, sans pour autant être sélectives : langages Cobol, méthodologie protée, temps réel, bases de données, matériel Burroughs large system.



Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF
Division des Relations Sociales
56 à 50 rue Nationale
75649 PARIS CEDEX 13.

SCHLUMBERGER MESURE et REGULATION
recherche pour sa nouvelle unité
PAYMATIQUE

qui regroupe les activités de Schlumberger dans les domaines suivants :
- systèmes de paiement et carte électronique associés,
- équipement pour le stationnement payant,
- comptage et services des hydrocarbures,

Juriste International

De formation doctorat de droit commercial ou équivalent à l'étranger avec une formation complémentaire hors du pays d'origine, il est parfaitement bilingue français-anglais et possède au minimum 4/5 ans d'expérience dans un groupe industriel international.

Rattaché au Directeur Général d'une unité en expansion, sa première *mission consistera à mettre en place les structures de développement* de cette unité dans le monde entier et, en particulier, les contrats d'association et de *représentation.*

Adresser dossier de candidature complet, sous la référence S305, à Rémy Maldant, Direction du Personnel, 12, place des Etats Unis, 92541 Montrouge cedex. Tél. 657.11.34.

Schlumberger

CGR

BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX DE THOMSON-CSF

recherche

CONTRÔLEUR DE GESTION

Le poste :
- élaboration du tableau de bord de la Branche,
- mise en œuvre du système informatique de consolidation (micro-ordinateur).
- consolidation budgétaire.

Le profil :
- École Supérieure de Commerce - M.B.A.,
- DECS + 4 ou 5 ans d'expérience de préférence dans une société multinationale.

Anglais courant.

Lieu de travail : PARIS 15e.

Envoyer curriculum vitae, photo, prétentions à CGR - Service du Personnel, 33, avenue du Maine - B.P. 50, 75755 PARIS CEDEX 15.

HAVAS CONTACT



AGENCE FRANCE-PRESSE

recherche

INGÉNIEUR ÉTUDES

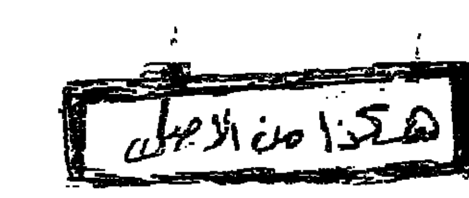
180.000 F ANNUEL

pour service
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

DIPLOME : Ingénieur électronique Grandes Ecoles.
CONNAISSANCES : *Micro-informatique, microprocesseurs, matériel et programmation.*

- Anglais nécessaire.
- Libéré obligations militaires.
- Expérience 1 à 2 ans laboratoire d'études.

Adresser C.V., Directeur Service Technique,
11, place de la Bourse, 75002 Paris.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Innover - s'adapter - réaliser

Nous sommes la Filiale Française du Groupe W.R. GRACE : 95.000 personnes dans le Monde et 1.600 en France (dont 350 Cadres). L'expérience internationale du Groupe et l'étendue de son potentiel industriel lui ont permis d'acquérir une position de premier plan au niveau mondial. Sa renommée est assurée par sa capacité d'innovation, sa faculté d'adaptation, ses réalisations et la qualité de son personnel.
Implantée près de Rambouillet sur 13 hectares, notre unité d'Epernon (40' de Paris-Montparnasse) regroupe, entre autres, les activités relatives à : l'emballage plastique alimentaire, les joints d'étanchéité pour l'industrie de la conserve et de l'embouteillage, silice, tamis moléculaires, produits chimiques à usage industriel, catalyseurs.
L'expansion de notre Groupe nous amène à RECHERCHER

INGENIEUR ET HOMME D'ACTION

Homme de contact et de dialogue, il devra mettre en place et "vendre" un système de gestion de production aux hommes du terrain, ce qui impliquera de sa part une capacité certaine à s'intégrer à nos structures de travail en équipe, ainsi qu'à comprendre et motiver les hommes de production.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste (Arts et Métiers ou ENSI), ayant une expérience de terrain (production, méthodes et organisation du travail en continu) d'au moins 5 ans. *(Réf. MO 318)*

INGENIEURS CHIMISTES ET HOMMES D'INITIATIVE

2 ingénieurs commerciaux

Ils assureront la commercialisation de nos produits et services dans le domaine des joints d'étanchéité destinés à l'industrie alimentaire. Exerçant leur activité sur un marché fortement concurrentiel, ils sauront démontrer leurs capacités d'autonomie, d'initiative et de disponibilité, ce qui leur permettra une évolution rapide. Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une bonne maîtrise de l'anglais, diplômés en chimie de préférence.
Pour l'un de ces postes, les candidats âgés de 30-35 ans, pourront témoigner d'une réelle expérience. *(Réf. MO 319)*
L'autre poste pouvant être ouvert à des débutants fortement motivés. *(Réf. MO 320)*

technicien de laboratoire

Spécialisé dans le domaine des polymères et des élastomères, ce technicien supérieur aura eu une première expérience de deux ans en laboratoire. Il exercera son activité en relation étroite avec nos clients et l'usine de fabrication.
Pour ce poste, une bonne connaissance de l'anglais est impérative. *(Réf. MO 321)*

ingénieur commercial (Est de la France)

Il sera chargé de promouvoir la vente des produits d'une de nos divisions sur l'Est de la France, ainsi qu'en Suisse Alémanique, en particulier aux industries papetières. Nous souhaitons rencontrer une personne d'une trentaine d'années, parfaitement bilingue français-allemand, chimiste de formation, ayant au moins acquis 2 années d'expérience dans une activité commerciale d'usine ou de laboratoire. Une bonne connaissance de l'anglais serait un plus notable. *(Réf. MO 322)*

GRACE

Pour ces postes, nous vous remercions d'adresser votre candidature en mentionnant la référence du Poste au : Service Recrutement - Société GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON

ANALOG DEVICES

Leader mondial sur le marché de l'acquisition de données - composants et mini-ordinateurs industriels de haute technologie.

Responsable du service maintenance

Pour motiver, contrôler, animer une jeune équipe de maintenance et un service formation sur la France entière.
Vous devez avoir :
- 5 ans d'expérience dans l'animation d'une équipe -
- 10 ans d'expérience dans le domaine de la maintenance de mini-ordinateurs-
- une bonne connaissance de l'anglais-
- la volonté de développer ce département.

Nous offrons :
- une rémunération motivante -
- formation aux U.S.A.
- une évolution du plan de carrière à la mesure de notre développement (300 % d'expansion ces 3 dernières années)-

Faites-nous part de vos motivations en adressant lettre manuscrite + C.V. à
Mr Didier THOUVAY - P.D.G. - ANALOG DEVICES -
Silic 204 - 12, rue Le Corbusier Bâtiment Iéna 94518 RUNGIS Cédex -

---

GESTION FINANCE

NOUS OFFRONS à des candidats motivés, décidés à développer leurs compétences et à élargir leur champ d'action, l'opportunité de rejoindre notre équipe pluridisciplinaire d'**INGENIEURS CONSEILS**.

VOUS ETES diplômé d'une grande école plus MBA ou l'équivalent – vous pratiquez l'anglais et la COMPTABILITE - vous avez acquis un minimum de 3 à 5 ans d'expérience au sein d'une entreprise importante utilisant des méthodes modernes de contrôle de gestion, ou une expérience équivalente dans un cabinet de conseil.

NOUS SOMMES membre d'un groupe international qui emploie 1.500 consultants dans le monde ; sur le plan national et international nos interventions de haute qualité concernent des entreprises de secteurs très diversifiés et de toutes dimensions.

Basé à Paris, des déplacements fréquents sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous réf. 10.355-M à Coopers & Lybrand Associates 11, av. Delcassé 75008 Paris.



CHEF DES VENTES
France et exportation

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche **Chef des Ventes France et exportation.**

Sous la responsabilité du Directeur de l'activité, il prendra en charge la vente et l'animation commerciale d'une ligne de produits (CA environ 80 millions dont + de 50 % à l'export).
Une expérience réussie d'ingénieur commercial de produits industriels d'au moins 5 ans si possible dans le domaine de l'engineering chimique ainsi qu'une formation supérieure (École de Commerce ou d'Ingénieur) sont indispensables.
Pratique courante de la langue anglaise nécessaire, allemand apprécié.

Poste basé à Paris **200.000 F + selon expérience**

Écrire sous référence 3.580 à PUBLIPANEL, 20, rue Richer 75441 PARIS Cedex 09 *qui transmettra.*

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

dont les équipes d'études mettent en œuvre de puissants moyens informatiques DB.- DC

recherche un

ingénieur méthodes informatiques

Chargé d'assister les Analystes fonctionnels et Chefs de Projets dans la mise en œuvre de la méthodologie de l'établissement et de participer activement à la définition des normes pour le département informatique.

De formation supérieure, il aura pratiqué, dans son expérience de Chef de Projets, une méthode de conception et de suivi de projets dans le cadre d'un projet DB - DC IBM, et il sera convaincu que le développement d'applications évoluées nécessite, aujourd'hui, le respect d'une méthodologie rigoureuse.

Evolution intéressante.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. K 633 à *Structures - 31, avenue de l'Opéra - 75001 Paris.*

STRUCTURES

CRÉDIT AGRICOLE BRUNOY
recherche

un(e) Responsable Production

Environnement 2 X 4341/2 sous DOS/VSE avec réseau CICS.

Le candidat devra posséder une formation supérieure, justifier de plusieurs années d'expérience dans la fonction, savoir encadrer une salle avec 8 personnes + une cellule de préparation de 5 personnes et un service contrôle de 2 personnes. Avoir la maîtrise du DOS, du JCL et de VSAM.
Rémunération suivant qualification et expérience.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à *SERVICE CENTRAL de TITRES* B.P. 10 – 91801 BRUNOY CEDEX.

J.R.P.

ASSISTANT DE TRÉSORERIE

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS CA supérieur à 18 milliards de francs dont 35 % à l'exportation recherche pour son **siège social Paris-la Défense, un Assistant de Trésorerie.**

Responsabilités opérationnelles :
- suivi des positions de trésorerie et de la gestion de risque de change,
- exécution et enregistrement des opérations dans le cadre d'un système informatisé,
- relations courantes avec les banques et contrôle des conditions.

Expérience approfondie indispensable, connaissance de l'informatique appréciée.

Écrire sous référence WD 610 CM.

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

Grande Banque Parisienne Nationalisée

recherche pour
son département **AFFAIRES JURIDIQUES** un

Cadre Juriste Consultant

dans tous les domaines d'activité de la banque.
Exigences :
– Formation maîtrise de droit (ou licence ancien régime).
– Expérience pratique de plusieurs années dans une fonction similaire (banque ou établissement financier).

Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS - sous *référence* 32980.

HAVAS CONTACT

THOMSON-TITN

Société d'ingéniérie en informatique (650 personnes) recherche pour son Service méthodes et exploitations.

• Ingénieurs expérimentés

pour la mise en place d'un suivi informatique de projets et d'une méthodologie de réalisation de logiciel (réf. E/1).

* * *

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant la référence à **THOMSON TITN** - Rue Denis-Papin, Zone Industrielle La Vigne-aux-Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF

MEDIA PA

Galéniste confirmé

Vous serez intégré à notre département de Recherche et Développement Galénique situé à Romainville (93).
Placé en position fonctionnelle et directement rattaché au Chef de Département vous serez chargé de missions ponctuelles:
- coordination de Projets spécifiques (investissements et installations nouvelles...)
- relations avec les services administratifs et de gestion
- participation à des groupes de travail (assurance de qualité...)

Impérativement pharmacien et titulaire d'un D.E.A. de Galénique, vous possédez une solide expérience des différentes formes pharmaceutiques acquise dans un service de développement et de mise au point galénique et/ou dans des ateliers de fabrication.
Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable.
La connaissance de l'Allemand est souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Robert de Vitry, Roussel-Uclaf sous Réf. 3882M - Service de gestion des Cadres. 35, Bd des Invalides 75007 PARIS.



ROUSSEL UCLAF

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,57
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS



camping gaz international

PRODUITS GRAND PUBLIC, PLEIN AIR, LOISIRS, BRICOLAGE

recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES DE MARCHÉS *HF*

Vous avez acquis une expérience (2/3 ans) de préférence dans un Cabinet d'études de Marchés : *études de Marchés qualitatives et quantitatives* (réunions de groupe, panel, équipement et consommation, test *de produits...*).

Vous avez le niveau Ecole de Commerce ou équivalent, une solide pratique des méthodes statistiques et vous souhaitez *évoluer* dans un Service Etudes de Marchés, possédant un budget important pour les études France et Export, et intégré à la structure Marketing.

Suite à *une promotion* du titulaire du poste, le Responsable du Service Etudes recherche un professionnel - comme vous -.

VOTRE MISSION :
- réaliser les études de marchés depuis l'inventaire des besoins en informations, jusqu'à la diffusion du rapport d'études
- apporter les éléments d'aide à la décision aux responsables commerciaux.

L'Anglais est indispensable.

Si vous êtes intéressé, écrire à Société A.D.G.
Service Relations du Travail - 173, rue de Bercy 75588 Paris Cedex 12.

CONTROLE MÉDICAL de la RÉGION DE PARIS

placé près de la CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE *MALADIE D'ILE-DE-FRANCE*

recherche

LABORANTIN DIPLOMÉ

pour son service Technique radiologique

Les candidats devront être *titulaire d'un diplôme* d'État de laborantin et posséder des connaissances en photographie ou à défaut en chimie.

Un examen de compétences permettra, éventuellement, de départager les candidats.

Adresser lettre et C.V. détaillé à M. LE CHEF DU PERSONNEL 17/19, rue de Flandre, 75395 PARIS Cedex 19.

Développer notre technologie de pointe

Raychem est une société internationale : son activité concerne les polymères conducteurs, les plastiques thermorétractables et les métaux à mémoire.
Notre objectif annuel de croissance est de 25 % et nous investissons 10 % de notre C.A. dans la recherche et le développement.
Nous avons créé 300 produits nouveaux en 1982.
Nous souhaitons *intégrer dans une équipe jeune et* motivée un :

Jeune technicien développement

DUT ou BTS d'électrotechnique, vous souhaitez valoriser une première expérience de 3-4 ans dans le développement et collaborer à des projets sur les connexions destinées aux industries à haute technicité.
Créatif, vous avez également le sens de la réalisation et la capacité de vous organiser.
Vos connaissances en anglais sont bonnes.
Nous souhaitons vivement vous rencontrer.
Prenez contact avec Annie Picot ou envoyez votre C.V. avec photo et prétentions sous *référence* 524 M à : Raychem - B.P. 738 - 95004 Cergy-Pontoise Cédex.
Téléphone : (3) 037.92.12.

Raychem

média-system

Filiale française d'un important groupe chimique international

Région Nord - Ile-de-France

recherche

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

ayant quelques années d'expérience, si possible, dans l'industrie des caoutchoucs, pour

- commercialiser matières de base existantes ;
- développer nouveaux produits.

Anglais indispensable.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous nº 8.351 Le Monde Pub. services Annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS qui transmettra.

GRANDE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PARIS.

recherche

POUR SON SERVICE JURIDIQUE

rattaché au Secrétariat Général

JURISTE

GÉNÉRALISTE

ayant une expérience de 5 à 10 ans en entreprise et une Maîtrise en droit.

Le (la) candidat (e) retenu (e) devra avoir une bonne connaissance du Droit de la Distribution, des Assurances, de l'*Immobilier*, et être âgé (e) au minimum de 35 ans.

La *rémunération sera fixée en fonction des références* présentées.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à DUFAYEL PUBLICITÉ
47, rue La Bruyère. 75009 PARIS.
Sous le nº 2216.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE

recherche

GESTIONNAIRE D'IMMEUBLE DE BUREAUX

à EVRY (91)

Le poste consiste principalement à gérer les contrats de sous-traitance et à faire appliquer le réglement de copropriété. Il exige une connaissance technique approfondie des équipements, plus particulièrement de la climatisation. Il demande une bonne aisance dans les rapports humains, alliant souplesse et fermeté de caractère.

Adresser lettre *manuscrite, C.V., photo* et prét. sous réf. 71778 à CONTESSE Publicité *20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.*

---

answare

pour son secteur

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

DEBUTANTS

(Ecoles d'Ingénieurs ou Universitaires Option Info)

à

5 ANS D'EXPERIENCE

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité sous Réf IN/1 *à Yolande VILLARS - 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.*

THOMSON-CSF

GUERBET

Groupe pharmaceutique français, en expansion régulière, 250 MF de CA dont plus de 40 % à l'exportation, 500 personnes, crée le poste de :

RESPONSABLE FINANCIER

Rattaché au Directeur *Administratif et Financier*, il prendra en charge la gestion financière du *groupe, notamment* :
- les plans financiers,
- les tableaux de bord et ratios financiers et leur analyse,
- les dossiers et contrats d'emprunts,
- les relations avec les organismes prêteurs,
- la trésorerie (en supervisant une petite équipe dirigée par un trésorier qualifié).

Un cadre de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co), homme de contact et familier avec l'informatique, pourra dans cette fonction élargir son expérience en gestion de trésorerie et gestion financière internationales.

La rémunération, fonction de l'expérience du can*didat retenu, sera de l'ordre de 200 000 F/an.*

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé avec rémunération actuelle et photo sous réf. JPS/070683 à :

guerbet s.a.
BP Nº 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex.

ODA (1000 personnes / 1 Milliard de C.A.).
Régisseur de la publicité dans les annuaires du Téléphone.
Filiale du groupe **HAVAS**.

office d'annonces

Pour faire face à son expansion, l'ODA s'engage dans le développe*ment et l'utilisation de nouvelles technologies en matière de PRÉ*-IMPRESSION (digitalisation, fabrication assistée par ordinateur, *composition Vidéotex...*).

Dans ce cadre, la **DIRECTION DE L'EXPLOITATION** crée le poste

d'ADJOINT AU CHEF DES SERVICES FABRICATION

SA MISSION
Le candidat aura à mettre en place une organisation par ligne de produits intéressant une quarantaine de collaborateurs et mettant en jeu des moyens modernes de production (fabrication assistée par ordinateur, digitalisation).

Il aura à résoudre les problèmes techniques classiques :
- Composition.
- Dessin.
- Reproduction photographique.

Il participera à la mise en place de nouvelles technologies :
- Fabrication d'écran télématique.
- Digitalisation.
- Fabrication assistée par ordinateur.

Il formera son équipe à l'ensemble de ces techniques.

SON PROFIL
Le candidat, de formation supérieure, *justifiant* de 10 années d'expérience pratique, opérationnelle dans le secteur de la PRÉ-IMPRESSION *devra posséder les qualités naturelles d'un «LEADER»* doublées d'un formateur lui permettant d'animer, motiver et former une équipe efficace et dynamique.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à :
OFFICE D'ANNONCES, Evelyne MALACH,
136, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT

La filiale d'un important groupe de services recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

en collaboration avec une équipe composée de 7 personnes, il assure :
- la préparation et le suivi budgétaire,
- les recommandations à partir de l'analyse des résultats périodiques,
- l'amélioration des systèmes d'information en liaison avec l'informatique.

La décentralisation de l'entreprise, l'importance de sa fonction « Conseil » implique des contacts fréquents avec les responsables opérationnels des différentes unités.

Pour ce poste, une formation supérieur : de type universitaire ou Grande Ecole de Commerce, est *indispensable*.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 448 à **INTER PA**, BP 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

POUR RENFORCER *SES CAPACITES EN MARKETING,* LE PREMIER FABRICANT FRANCAIS DE PRODUITS CERAMIQUES,

recherche deux

CHEFS DE PRODUIT

Formation HEC ou équivalente, ayant *appris le métier pendant au moins 2 ans* chez un leader de produits de grande *consommation. Capables de veiller à la* rentabilité des produits, de concevoir *les supports à la vente, de préparer* les lancements et d'orienter le travail de *publicité, ils désirent désormais s'identifier* à un produit plus élaboré et d'un contenu *esthétique.*

En cas de réussite, l'opportunité de devenir Directeur du Marketing leur est largement ouverte.

Veuillez adresser votre curriculum avec photo sous réf. 72408 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Le Directeur Financier d'un *groupe* ayant de nombreuses implantations à l'étranger souhaite s'assurer la collaboration d'un

AUDITEUR COMPTABLE

responsable :
- de l'établissement des règles comptables et de gestion,
- de l'aide concrète à la mise en application de ces règles,
- de la vérification de leur bonne exécution.

LE POSTE BASE A PARIS REQUIERT :
- deux ou trois années d'expérience dans un cabinet d'audit ou dans un groupe international,
- la pratique courante des langues française et anglaise,
- la disponibilité pour effectuer des voyages fréquents et prolongés à l'étranger.

Adresser lettre et C.V. sous référence 72531 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

THOMSON-TITN

Recherche pour son département système de communication et de réseau (prochainement situé à Malakoff (92), *pour mettre en place des* systèmes de communication d'entreprise à base de minis et de micros

- ***Ingénieurs système***

et

- ***Chefs de projets***

*Ayant participé à des projets de télécommunica*tions de préférence sur micro-processeurs, des*tinés à assurer des* responsabilités de développement dans nos projets clé en main (réf. C/1).

- ***Ingénieurs***

Débutants et 1 à 2 ans d'expérience, bonne formation de base télé-*informatique pour développements* de systèmes clé en main (réf. C/2).

- ***Assistante d'ingénieur***

Pour seconder le chef d'un grand projet de télécommunications (réf. C/3).

* * *

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à THOMSON TITN - 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIA 84

THOMSON-CSF

MELUN (77)
SOCIÉTÉ COMMERCIALE
175 pers. - 200 millions F

FORTE NOTORIÉTÉ et EN EXPANSION
rech. pour préparer la succession de son Chef Comptable

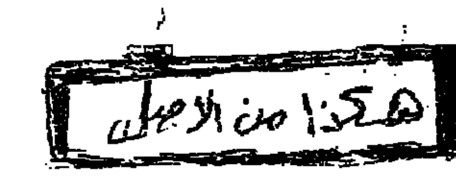
ADJOINT (et futur successeur) DU CHEF COMPTABLE

Responsabilité immédiate de la COMPTA. CLIENTS (liaison avec le Sce informatique : IBM 38), puis prise en charge *progressive du reste de* la COMPTABILITÉ ET TRÉSORERIE (sur 2 ans).

INDISPENSABLE
- Formation comptable sup. : *DECS.*
- EXPÉRIENCE en Sce COMPTABLE (qu'il *dirige en titre ou second*) d'une PME/PMI de préférence ou en Cabinet. Utilisateur *compétent de l'INFORMATIQUE.*

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et *photo ss réf.* 5090 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/fig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune Ingénieur Production

Après vos études supérieures, vous avez acquis une première expérience en production.

Vous souhaitez maintenant élargir votre connaissance de l'entreprise tout en conservant une approche très concrète des situations.

Analyser, mettre en évidence les points de dysfonctionnement, proposer des solutions, mettre en place des organisations nouvelles, tout ceci en collaboration étroite avec le personnel... voilà ce que vous propose le **GROUPE BSN.**

En tant qu'ingénieur organisation-formation au Département Flaconnage – *400 MF de CA, 1200* personnes, emballages en verre pour la pharmacie, la parfumerie et l'alimentaire – vous participerez activement à son évolution.

Vous contribuerez à son développement technique, humain et économique en conseillant les différentes directions dans la réflexion et la mise en œuvre des changements d'organisation et de structure.

Convaincu que ces changements passent par les hommes, vous mettrez en place une politique active de formation et de participation du personnel.

La réussite dans ce poste vous permettra d'accéder rapidement à la responsabilité du Service Organisation-Formation du Département.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F24 M à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Ingénieur Alimentaire Débutant

La Société **GERVAIS DANONE** est leader en France des produits frais à base de lait (yoghourts et fromages frais). Afin de proposer aux consommateurs des produits qui répondent à leurs besoins ainsi qu'à l'évolution des habitudes alimentaires, les ingénieurs de la Direction Recherche et Développement améliorent et mettent au point chaque année de nouveaux produits.

C'est dans cette Direction que nous souhaitons intégrer un ingénieur formulation. Au sein d'une équipe de recherche et avec son appui, ce jeune cadre *aura la responsabilité complète* de la conception et de la réalisation techniques de nouveaux produits. Il participera avec la Direction du Marketing à la définition des principales caractéristiques de ces produits, les élaborera en laboratoire (essais de formulation), définira les procédés de fabrication correspondants, et sera chargé de mettre en œuvre ces procédés en usine.

Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur alimentaire débutant attiré à la fois par des activités de recherche et par leur application concrète en production.

Le poste est situé dans la proche banlieue Sud-Ouest de Paris.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B5M à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

(1 milliard 1/2 de C.A. - 5.000 personnes)

recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

En liaison avec les vendeurs et les services techniques usine, il sera chargé de l'assistance technique auprès de la clientèle industrielle (constructeurs et gros utilisateurs).

Le poste requiert *:*

- Une formation Grande Ecole Mecanique.
- De très bonnes connaissances en transmission.
- Une premiere expérience industrielle de 5 à 7 ans.
- Anglais et allemand apprecie.

Réf. 3578

UN INGÉNIEUR DE VENTE

Cet ingénieur aura pour mission d'assurer la prospection et la vente de produits industriels auprès de la clientèle Europe (constructeurs de machines agricoles, électroménager).

Il est demande :

- Une formation Grande Ecole Mécanique.
- Une expérience de la vente d'articles techniques.
- *Anglais indispensable - Allemand apprécié.*

Réf. 3579

Les 2 postes sont basés en banlieue NORD-OUEST *et sont à pourvoir immédiatement.*

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Possibilité d'évolution au sein du Groupe.

Adresser C.V. photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

Le département médical d'un

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

crée le poste de

chargé de documentation - information

qu'il souhaite confier à un

médecin H/F

Le candidat retenu exercera, en relation étroite avec la Direction Pharmaceutique, les missions suivantes :

- rédaction du courrier médical et scientifique,
- mise à jour et recherche bibliographique,
- correction, mise en forme, synthèse et résumé de communications ou publications médicales et scientifiques,
- rapports téléphoniques avec le public, le corps médical et pharmaceutique.

Une pratique aisée de l'anglais scientifique est nécessaire pour ce poste basé en proche banlieue Sud (allemand souhaité).

Le candidat, débutant ou expérimenté, pourra être un praticien ou un chercheur. Sa rigueur scientifique devra s'exprimer tant par la clarté de sa rédaction que par la qualité de son contact avec ses interlocuteurs.

Adressez votre candidature sous référence 6240 à :

ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

Organisation et Publicité

---

vous êtes un

jeune comptable diplômé

BTS, BP minimum. Votre courte expérience intéresse **le Directeur des Services Comptables** d'un important groupe industriel (siège à Montrouge 92) qui souhaite que vous puissiez assumer rapidement entre autres missions l'assistance et le contrôle de l'application des procédures comptables de la Société dans leur 15 établissements en France.

Si vous avez de très bonnes compétences théoriques, une forte personnalité liée au sens des relations humaines, le goût d'une certaine mobilité (permis de conduire) vous êtes assuré d'un salaire motivant (100 000 F par an environ) des avantages et de la stabilité que garantit un grand groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + téléphone à Paule Delorme, chargée du recrutement 207 bd Pereire 75017 Paris. Tél. 572.14.32 sous référence 83601 M. Réponse et discrétion assurées.

Paule Delorme.

média-system

MELUN (77)
SOCIETE COMMERCIALE
175 pers. - 200 millions F

FORTE NOTORIETE et EN EXPANSION rech. pour COLLABORATION ETROITE AVEC LE PRESIDENT-D.G.

CONTROLEUR DE GESTION

en charge du CONTROLE BUDGETAIRE, du CONTROLE FINANCIER, de l'Entretien et de l'ACHAT de nouveaux matériels, des ASSURANCES. Responsabilité ultérieure du PERSONNEL.

INDISPENSABLE

- **Formation supérieure : E.S.C., Licence Sciences Eco et/ou D.E.C.S.**
- **EXPERIENCE vécue du CONTROLE BUDGETAIRE, de préférence en Société commerciale**

***Lettre manuscrite. C.V. détaillé,* rémunération et photo sous réf. 5093 à**

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

RÉGION PARISIENNE, Société recherche

3 INGENIEURS DEBUTANTS

LIBÉRÉS O.M.

1) pour son service qualité/fiabilité

INGÉNIEUR MÉCANICIEN spécialisé en fiabilité pour études fiabilité prévisionnelle sur matériels prototypes.

(Référence 16604 A)

2) pour son service essais véhicule prototypes

INGÉNIEUR A.M. - COMPIEGNE ou équivalent pour assister le chef de service
Bonnes connaissances en automatismes et vibrations mécaniques
Goût du travail en équipe. Sens du contact avec les agents de réalisation

(Référence 16604 B)

3) pour le service planification de sa Direction des études industrielles.

INGÉNIEUR E.N.S.I. (ou équivalent) formation complémentaire PERT, CCO (conception, coût, objectif) assurée par l'entreprise. Il sera chargé de la planification, la gestion prévisionnelle des programmes et leur suivi.

(Référence 16604 C)

Envoyer CV et prétentions sous référence correspondante à
JEAN RÉGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

GROUPE BANCAIRE
du Secteur Coopératif

recherche

cadre de haut niveau

SPECIALISTE DES CREDITS A LA DISTRIBUTION

RESPONSABLE DE :

- l'encadrement et l'animation d'un service spécialisé dans l'étude et la mise en place des concours financiers aux entreprises de distribution, en liaison avec un réseau bancaire,
- l'entretien de relations de haut niveau avec les clientèles du secteur coopératif de la distribution.

Le candidat, de formation supérieure, aura une expérience professionnelle d'une dizaine d'années *et aura exercé des fonctions* analogues dans une banque ou un établissement financier.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 3126
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

banque

BANQUE DE DEPOTS PARIS

recherche

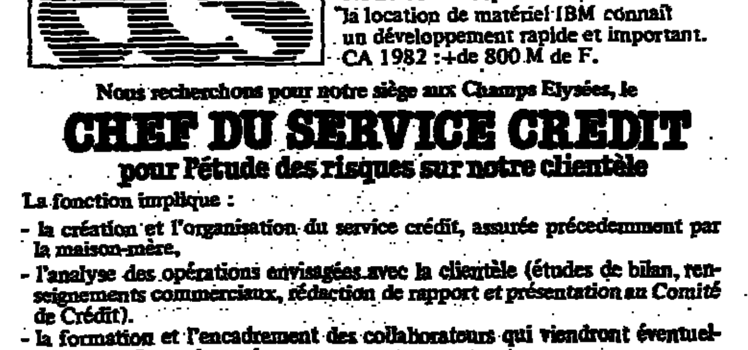
JEUNE EXPLOITANT

De formation supérieure, justifiant d'une expérience bancaire de deux ans minimum, comportant des **contacts à haut niveau**, il s'intègrera à une equipe chargée d'accroitre et de gérer le portefeuille d'**entreprises importantes.**

Poste évolutif.

Envoyez C.V. et prétentions sous référence 174-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville 75010 Paris.

I.C.A. International Classified Advertising — NEW YORK — PARIS



europe computer systèmes

Notre Société, spécialisée dans la location de matériel IBM connaît un développement rapide et important. CA 1982 : + de 800 M de F.

Nous recherchons pour notre siège aux Champs Elysées, le

CHEF DU SERVICE CREDIT

pour l'étude des risques sur notre clientèle

La fonction implique :

- la création et l'organisation du service crédit, assurée précedemment par la maison-mère,
- l'analyse des opérations envisagées avec la clientèle (études de bilan, renseignements commerciaux, rédaction de rapport *et présentation au Comité* de Crédit).
- la formation et l'encadrement des collaborateurs qui viendront éventuellement renforcer le service.

Le titulaire sera directement rattaché à la Direction Générale, les candidats devront posséder une expérience bancaire (ou assimilée) de plusieurs années dans la même *activité.*

Le poste proposé offre d'excellentes possibilités de carrière à un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature à

H. Boulan / ECS - 16 rue Washington - 75008 Paris.

Votre premier job : la vente d'équipements industriels

- Vous avez une formation technique et vous souhaitez débuter dans la vente.
- Après une formation à nos techniques spécifiques à la vente; vous aurez la responsabilité d'une gamme complète de matériels performants.
- Nous sommes une société industrielle innovante (150 MF, 280 personnes), filiale d'un grand groupe. Nous développons, fabriquons et distribuons nos produits, nous assurons également la maintenance.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous réf. 575-06 à *notre Conseil :*

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

Important Etablissement Financier recherche **pour sa filiale chargée des Instruments de paiement**

un Chef Comptable

pour animer une équipe chargée de tenir la comptabilité générale; de calculer les prix *de revient et les réalisations budgétaires.*

DECS complet ou équivalent, 10 ans d'expérience, connaissances informatiques nécessaires.

Poste transféré proche Banlieue Ouest.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **5753** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Levi Tournay

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE PARIS
recherche pour seconder
*le **Directeur Adjoint,** un*

Cadre de gestion

30 ans minimum, formation supérieure type Sciences Eco, Droit, afin de participer à d'importantes tâches de gestion, en particulier dans le domaine des activités sociales de la Caisse : supervision du service des prêts, suivi des actions sociales individuelles et collectives, supervision de la gestion des résidences sociales.

Pour ce poste évolutif qui demande un goût réel pour les problèmes administratifs une expérience dans un organisme d'assurance ou de prévoyance serait très appréciée.

*Veuillez écrire en précisant prétentions, sous la réf M **5074**, à*

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151.80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Importante société de négoce international recherche pour son département d'**études économiques**

ECONOMISTE MEME DEBUTANT *HF*

Votre formation de type ENSAE, ISUP plus spécialement orientée vers les statistiques et les mathématiques vous a préparé aux études économiques.
Ce poste vous offre des perspectives d'avenir et une mission intéressante d'entrée de jeu. L'anglais courant est nécessaire.

Lettre manuscrite et CV, sous réf. 7604 (mentionnée sur l'enveloppe), seront à adresser à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT INTERNATIONAL

recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

A FORT POTENTIEL

- Spécialisé dans le transit.
- 5 ans d'expérience.
- Anglais indispensable.

Ecrire sous réf. 62026 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
Notre service *étude mécanique développe et réalise* des ensembles électromécaniques et des automatismes, il recherche

INGENIEUR D'ETUDES DEBUTANT
Arts et Métiers, ENSI (Besançon, Belfort, Metz, Nantes, ...)

Intégré à une petite équipe (4/5 personnes) il doit mener des études *mécaniques* et électromécaniques sur des matériels de précision.
Des possibilités d'évolution dans le domaine ou vers d'autres secteurs de la Compagnie sont envisageables à terme.
Lieu de travail Paris Sud (proximité RER).

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, prétentions) sous référence 12026 M, à mentionner sur l'enveloppe, à : **l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS** qui transmettra.

---

europhane

L'un des principaux fabricants français de materiel d'eclairage, recherche son

RESPONSABLE ORGANISATION

Il sera chargé de l'organisation administrative et en liaison avec le service informatique du developpement de l'ensemble des systèmes de traitement de l'information de gestion, au sein de la division.

Le candidat idéal aura une formation supérieure (Grande Ecole d'Ingenieurs ou Commerciale...) et une experience de quelques années dans le domaine du traitement de l'information acquise soit dans un Cabinet de Conseil, soit dans les services fonctionnels d'une Société Industrielle.

Le poste est basé à Paris avec des déplacements frequents, mais de courte durée en Province.

La rémunération et les possibilités d'évolution de ce poste seront motivantes.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions a Mme HERMANN, EUROPHANE, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

FICHET-BAUCHE
DEPARTEMENT ALARME ET SYSTEMES

Groupe Français à vocation internationale, leader dans le domaine de la Sécurité,
nous concevons et réalisons des systèmes de gestion centralisée d'informations de sécurité.
Nous cherchons pour renforcer notre équipe *mini-informatique*

ingénieur logiciel *HF*

Matériel: DIGITAL, gamme minis 16, bits.

Langage: Macroassembleur 11 et langages évolués sous OS RSX 11.

Mission: Conception, réalisation et mise au point de logiciels d'application temps réel.

Profil: Ingénieur diplômé, expérience 3 à 5 ans *dans une fonction similaire.*

Déplacements de courte durée France et étranger.
Lieu de travail: Z.I. Vélizy.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines
15-17, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY.

LA MUTUALITE AGRICOLE

équipée d'un 3033 sous MVS
TSO - CICS - IMS

recherche un

pupitreur MVS

- *minimum 1 an d'expérience comme pupitreur MVS,*
- horaires : 2 x 8,
- déroulement de carrière possible.

Lieu de travail :
R.E.R. Nanterre-Préfecture.
Envoyer lettre + C.V., photo et prétentions à U.C.C.M.A.
Département Gestion du Personnel
8/10, rue d'Astorg
75380 PARIS CEDEX 08

Organisation et Publicité

En progression rapide dans un métier sympa mais essentiel, sur un nouveau marché, Sté de services, un des leaders dans son domaine recherche

JEUNE RESPONSABLE (H/F)
avec un bon potentiel d'évolution

- Directement rattaché(e) à la direction nationale, après formation approfondie vous disposerez d'une large autonomie pour promouvoir les résultats économiques et commerciaux, contrôler la gestion du réseau de Franchises Paris et région.
- Vous avez de préférence une première expérience et une formation commerciale supérieure mais nous recherchons surtout la personnalité l'aptitude à une collaboration étroite. Peu de déplacements.
- Réelle possibilité d'avenir si vous aimez avoir beaucoup de travail et participer activement à la vie de l'entreprise. Adresser candidature manuscrite, photo et dernière rémunération. Discrétion assurée. Ecrire sous Réf. N° 8339

Le Monde, annonce classée, 5 rue des Italiens 75009 PARIS

Association de formation recherche pour enquêtes et études de financement

TECHNICIEN DE L'AUTOMOBILE
de bon niveau.

Connaissance et expérience de l'enseignement indispensables.
Déplacements très fréquents.

Adresser curriculum vitae + photo à :
ANDFPCRACM - 52, rue Copernic, 75116 PARIS.

Etablissement financier de crédit bail mobilier recherche

CREDITMAN

Mission :
- analyser les dossiers de demande de crédit bail à présenter pour décision,
- contrôler la validité des dossiers acceptés par les agences
- assurer dans ce cadre d'activités les liaisons avec les agences commerciales et les services de la société,
- établir et rédiger des rapports spécifiques demandés par le Directeur du département.

Profil :
- diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce,
- goût de l'analyse, de la négociation,
- une expérience professionnelle acquise en ce domaine serait souhaitée.

Lieu de travail : **Quartier Etoile.**

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 10378 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

SI VOUS AVEZ LE GOUT DU DÉFI L'ESPRIT TENACE ET SI VOUS ÊTES ÉNERGIQUE VENEZ NOUS REJOINDRE EN TANT QUE

JEUNE INGÉNIEUR

EN CÉRAMIQUE
dans l'une des grandes sociétés japonaises de réfractaires.
Environ 28 ans, bilingue anglais.

Envoyer curriculum vitae + photo à :
TOKYO YOGYO Co, LTD
30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS.

ORGANISME SPÉCIALISÉ EN CRÉATION D'ENTREPRISES

pré-sélectionne pour 1983-1984

CHARGÉS(ES) DE MISSION

Animateurs économiques, H. ou F., ayant une bonne connaissance de l'environnement économique et institutionnel (titulaires d'un diplôme d'Etudes Supérieures ou équivalent, expérience de 5 ans minimum dans les fonctions d'animation et de conseil, mobilité géographique).

Ecrire sous n° T 040.552 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICES DU SECTEUR PARA-BANCAIRE

recherche

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

Formation DUT informatique ou equivalent, avec 2 ou 3 ans d'expérience en langage COBOL pour matériel IBM 4331.
- Places stables.
- Rémuneration attrayante.
- Horaire normal
- Avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et pretentions a J.C. BEY 52, Champs-Elysees - 75008 PARIS

bleu

DGO
78, Champs-Élysées recrute pour son activité
CONTROLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS
plusieurs
INGÉNIEURS TEMPS RÉEL
– LOGICIEL
– HARD/SOFT
sur MICROS et MINIS.
Langages évolués appréciés.
Précision au *359-17-66.*

Le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (C.I.D.J.)
recr. à part. du 1er juillet 1983 :
— 2 INFORMATEURS (trices)-DOCUMENTALISTES pour un contrat à durée déterminée d'un an ;
— 1 INFORMATEUR (trice)-DOCUMENTALISTE pour un rempl. d'environ cinq mois.
Ils seront chargés d'un secteur de documentation et de l'accueil du public (une semaine sur trois).
Niveau requis 2e cycle.
Envoyer C.V. + photo à la Direction du C.I.D.J. 101, quai Branly, 75740 PARIS CEDEX 15.

INSTITUT CURIE
section médicale et hospitalière, 26, rue d'Ulm, 75231 *Paris cedex 05*
cherche
TECHNICIENS SUPÉRIEURS
spécialisés en
MESURES PHYSIQUES
(DUT ou BTS)
pour applications dans le domaine médical.
Ecrire avec C.V., chef unité radio-physique.

Société études économiques recherche
– pour mission de courte durée
SPÉCIALISTE TABAC
(pratique de l'espagnol impérative)
SPÉCIALISTE RIZ
(pratique de l'anglais impérative)
Production, transformation, promotion commerciale
Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 7.622 (mentionnée sur l'enveloppe) à Media System, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS.

— VOUS ÊTES UNIVERSITAIRE.
— Vous désirez entrer dans la VRAIE *vie active,* celle qui vous permet d'organiser vous-même votre temps et votre travail.
— Vous avez le sens du contact et du commercial pour participer à la promotion de produits nouveaux. Notre compagnie, société étrangère d'assurance-vie en expansion, vous offre un poste à *Paris*
d'INSPECTEUR VIE
DE QUALITÉ
Ecrire avec C.V. et photo n° 57.343 Publicité Roger Bley, 101, r. Réaumur, 75002 Paris.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recrute
pour sa station de recherche de CHAMPS-SUR-MARNE :
L'ADJOINT A SON INGÉNIEUR SYSTÈMES
(4 mini ordinateurs VAX)
— Position cadre.
— Rémunération élevée.
— Connaissances en électonique et FORTRAN nécessaires.
— Possibilité d'effectuer quelques déplacements en province.
Adr. C.V. et prétentions (lettre manuscrite) à :
C.S.T.B.
4, av. du Recteur-Poincaré, 75016 PARIS.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
Pour sa station de recherche de MARNE-LA-VALLÉE
recrute
UN TECHNICIEN
DUT PHYSIQUE, CHIMIE *OU MESURES PHYSIQUES* intéressé par les problèmes de traitement d'eau et par l'analyse physico-chimique en général.
Possibilités de courts déplacements en France.
Adresser C.V., prétentions à C.S.T.B. à l'attention de M. MAYDATCHEVSKI, 84, avenue Jean-Jaurès, CHAMPS-SUR-MARNE, 77421 Marne-la-Vallée, Cedex 02.

CARTONNAGE IMPRIMÉ BORDELAIS
cherche
V.R.P. COURTIERS
ou
AGENTS COMMERCIAUX HOMME ou FEMME
Sans limite des régions.
Tél. ou se prés. le lundi 6, mar. 7, merc. 8, jeudi 9 juin de 14 à 19 h à NOVOTEL BAGNOLET, 1, *av. de la République,* 1er étage. T. (1) 360-02-10. Demander M. MIAJA.

SOCIÉTÉ TAILLE HUMAINE LEADER *SUR SON MARCHÉ* PÉTROCHIMIE RÉGION HAUTE-NORMANDIE
recherche
UN JEUNE ING. ÉLECTRICIEN ÉLECTRONICIEN
- Formation grande école ou université.
- Expérience industrielle souhaitée.
- Bonne maîtrise de la langue anglaise.

Le candidat retenu possède une spécialisation en contrôle régulation (analogique et numérique) et une bonne connaissance des automates programmables et des ensembles électriques et électroniques.
Adresser c.v., photo et prétentions sous n° T 40.832 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

Chambre régionale de commerce et d'industrie de Picardie
recherche pour renforcer SON SERVICE ÉTUDES
CHARGÉ(E) D'ÉTUDES
pour suivi de l'économie régionale (conjoncture et structure) analyses socio économiques et animation des commissions et groupes de travail spécialisés.
Maîtrise Sciences Eco., *Gestion, E.S.C.*
ou formation équivalente. Toute formation complémentaire et première expérience en entreprise appréciées.
Env. candidature, photo, c.v., *prétentions à CRCI de Picardie,* 36, rue des Otages, 80037 AMIENS CEDEX.

Le Foyer de post-cure pour toxicomanes (Maubeuge) recherche des encadrant(e)s pouvant assurer l'animation et participer à la gestion du foyer, dans le cadre d'une équipe diversifiée travaillant de façon collégiale. A pourvoir : un poste *définitif, deux postes de remplaçants pour l'été.* Ecr. Ferme du Grand-Bois, quartier de l'Epinette, 59600 MAUBEUGE.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE-MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche
pour son centre *informatique (Paris-19e)*
UN CHEF DE PROJETS
Il sera responsable *d'importants projets* DB/DC depuis la conception avec les utilisateurs jusqu'à la mise en place et devra encadrer une équipe de plusieurs personnes.
Le candidat retenu devra avoir une formation supérieure (ingénieur, MIAGE) et une expérience d'au moins 2 ans.
Adresser C.V. et prétentions à Monsieur le CHEF DU PERSONNEL, 17/19 rue de Flandre, 75395 PARIS cedex 19.

Pour développer son service ...ciel, organisme important rech. H. ou F. excellente présentation, gains importants, formation permanente, promotion rapide.
Tél. pr r.-v. 500-24-03.

Mairie d'Oyonnax cherche pour son centre culturel
— 1 responsable programmation cinéma.
Adresser C.V. à M. le Maire Mairie 01108 OYONNAX CEDEX
Candidature à envoyer avant le 30 juin 1983.

VILLE DE CHEVILLY-LARUE (Val-de-Marne)
recrute
1 ATTACHÉ COMMUNAL
Par voie de mutation ou figurant sur la liste d'aptitude chargé de la coordination des services culturels.
Adr. candidature et C.V. à : *Monsieur LE MAIRE* 94550 CHEVILLY-LARUE.

INFORIA
INGENIERIE
2 ING. SYSTÈMES
CICS - VTAM/VSAM
2 ING. PROJETS
MITRA 125/225
4 ING. TEMPS RÉEL
MITRA 125 LTR
2 ING. RÉSEAUX
INTEL/MOTOROLA
4 ING. MICROS
6 ING. TÉLÉPHONIE
Libres rapidement.
Adr. C.V. à Tour Gallieni II, 36, avenue Gallieni, 93170 BAGNOLET.

Caisse de retraite recherche suite départ contrat de solidarité
PROGRAMMEUR DUT Informatique
GAP II/III
Sécurité emploi
Avantages emploi
Ecrire avec C.V. complet, prét. et copie des diplômes C.P.P.O.S.S. « recrutement informatique »
31, av. Franklin-Roosevelt, 75383 PARIS Cedex 08.

Ecole langues Paris
PROFESSEUR
Jap. Tél. R.-V. 508-08-50.

Cabinet recherche *FORMATEURS en relations humaines*
Expérience sérieuse d'animation de stages déplacements en province
temps partiel
Vacations ou statut libéral.
Libre rapidement.
Envoyer C.V. détaillé et référ. A.A.R.P., 70, rue Franklin, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

---

1) INGÉNIEURS ÉLECTRONIC.
connaissant microprocesseur
2) BTS ou TECHNICIENS
ÉLECTRONICIENS
pour rédaction technique
Se prés. GECIP S.A.
13, r. Auguste-Laurent, 75011 PARIS. Tél. 379-27-49.

secrétaires

SOCIÉTÉ DE CONSEIL INTERNATIONAL
recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS
– Expérience minimum 5 ans.
– Libre rapidement.
STÉNODACTYLO ANGLAIS
Frappe rapide et orthographe excellent.
Adresser curriculum vitae à
EXA INTERNATIONAL
87, rue Saint-Lazare, 75009 Paris
et tél. au 285-72-36 pour prendre rendez-vous.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPORT EXPORT Banlieue SUD
recherche
SECRÉTAIRE DIRECTION
Bilingue ANGLAIS CONFIRMÉE
Adresser C.V., prétentions n° 4.415 FRANCACIP, 17, rue de la Banque, 2e.

S.O.S. 99-99
recherche
UNE SECRÉTAIRE
STÉNODACTYLO
(Connaissances des Affaires du personnel souhaitées).
Tél. M. Baudson, 707-99-99.

Assoc. privée recherche secrétaire niveau BAC + expérience 5 ans minimum — expérience coopération internat. appréciée. Libre de suite.
Env. C.V. + lettre manus. C. Desmarquest — Fres des Hommes, *20, rue du Refuge* — 78000 Versailles.

traduction demande

J.F., 24 ans, maîtrise anglais, espagnol, notions allemand, dactylo, exp. enseignem. édit. Ecr. s/n° 1.433 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX
Copies, thèses, rapports, etc.
Téléphone au 306-08-88.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à *l'étranger sont nombreuses et* variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation *sur notre revue spécialisée* MIGRATIONS (LM) 3, rue de Montyon 75429 PARIS Cedex 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation gratuite sur la revue FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 40208 PARIS.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vend R 9 - TSE : blanche, mod. 83, 6 mois, 6.000 km. Option : jantes alu., vitres teintées, bavettes arrière.
PRIX 48.000 F
T. 642-51-91 dom. ap. 17 h.
749-82-94 bur. avant 16 h.

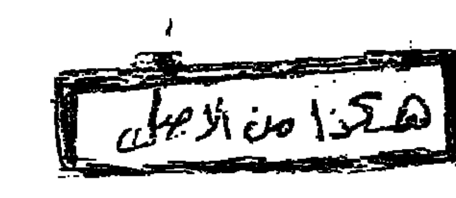
A VENDRE
R5 TS
année 1981, parfait état. Toutes options + attache caravane, vendue toute équipée. 34.000 km.
Téléphone : 934-09-40 après 18 heures.
Prix : 34.000 F.

deux-roues

A VENDRE
Moto Honda 1980, 650 CB, noire et or, 39.000 km. Bon *état. 4 en 1. MARWING. Tête* de fourche HUGON, porte-bagage. 8.500 F. 062-54-07 A.-M. et soir.

occasions

PIANOS NEUFS EN PROMOTION
19 modèles EUTERPE
Exemples
Droit, 1,09 noyer satiné, 23.970 F au lieu de 26.800 F.
Droit 1,14 *m noyer* vernis, 27.950 F au lieu de 31.280 F.
Garantie 10 ans. Crédit et location bail jusqu'à 7 ans. Espace pianos, Daniel Magne, 17, av. R.-Poincaré, 75116 Paris.
553-20-60 Mo Trocadéro.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE COMPTABLE 52 ANS
SPÉCIALISTE IMPORT-EXPORT

Crédits/Remises Docum. Transferts internationaux Avances devises. Ventes à terme. M.C.E.

MAITRISANT :
- La gestion financière et comptable des clients et fournisseurs France et étranger ;
- La gestion de la trésorerie ;
- Les imputations comptables.

Recherche Poste à responsabilités dans grande entreprise s/banlieue Ouest - Défense - Paris. Libre 18-7.
Écrire ss nº 1449, le Monde Pub., Service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

DIRECTEUR EXPORT
Formation supérieur, trilingue Français Anglais Espagnol + Notion Allemand.
12 ans Expérience marketing et vente de prod. de marque dans 50 Pays.
Résultats prouvés en réalisation de profit, développement image de marque et part de marché.
Crést. Animation réseaux. Lancement prod. nouv. recherche dir. export dans entreprise performante.
Ecrire sous/nº 1454 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPERT-COMPTABLE
38 ans, cadre supérieur banque expér. financière, fiscalité audit, contrôle gestion, PME cherche poste PARIS.

Ecrire sous nº 8.346 Le Monde Publicité service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN III 1
38 ans, chef de projet dans importante S.S.C.I. Paris. Origine électronicien spécialisé langage assembleur mini-télécom, désirant revenir Sud-Ouest

cherche poste
RÉGION BORDEAUX

Ecr. K 6293 Agence Havas, 33075 BORDEAUX CEDEX.

DIRECTEUR DU PERSONNEL
46 ans, Études Supérieures. Maîtrisant tous les aspects de la fonction dans une grande entreprise du secteur Tertiaire, 3.000 personnes, recherche poste similaire à PARIS, de préférence BANQUE ou ASSURANCES.
Écrire nº 71.392 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

Technicien EA électromécanique, 48 ans, responsable SAV, connaiss. anglais, position cadre, rech. emploi Chef Service Entretien région Creil, Beauvais, Sud-Est ou Midi Pyrénées. Écrire ss réf. 3554 Publipanel 20 rue Richer 75441 Paris Cédex 09.

Cadre 40 ans Directeur Sté Transit Imp/Exp. métier 20 ans – Afriq. Franco. 4 ans cherch. emploi d'adjoint au directeur ou de chef de transit en Afrique Franco Tél. (91) 81-13-41 ou Écr. Nº 91579 HAVAS MARSEILLE

AMÉRICAINE 28 ANS Dipl. univ. 4 ans expérience Enseignement Anglais dans univers et école de langues paris italien connaissance Français cherche poste dans enseignement
Ecr. s/nº 1427 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chef de fabrication édition (550 pts). 48 ans, libre rapidement suite à licenciement économique. Expérience de l'édition de luxe au roman. Formation typo, mise au point manuscrit, mise en pages, relations avec fournisseurs (pouvant se déplacer), contrôle travaux, devis, prix de revient, recherche poste approchant. Tél. au 255-43-89. après 19 h, ou écrire à R. KASTNER, 8, rue des Portes-Blanches. (18e)

Jeune fille, 19 ans, étudiante, école Estienne préparant un BT, cherche emploi pour juillet. Montage papier où Montage Film où Photo-composition
Ecr. s/nº 6508 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune allemande – bachelière – cherche place de travail sérieuse dans une famille. Offres à Mlle Kuhn, postlagernd, RFA 6206 Neunkirchen.

Homme 34 ans, DUES mathe-phys., achevant stage F.P.A. montage sanitaire et thermique début juillet, étudierait toute proposition d'emploi en province. J.-L. Vincent, apt 30, les Tourelles 2, 27200 Vernon.

AFRIQUE
Cadre sup. 56 ans, hautes relations suivies et fidèles
TRANSITAIRES
Employé multinat. avec sérieuses réf. (22 000 articles) reconverti agent ccial, recherche grandes marques et missions de confiance 4 voyages an ou plus.
M. Achard André, 745-54-21, 18, rue de Chartres, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Secrétaire de rédaction sérieuses références magazines cherche poste équivalent.
Ecr. s/nº 1443 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TECHNICIEN-CHIMISTE
Bac F6, 2 a. I.U.T. Rouen stg. CNRS ch. empl. stab. ou rempl. M. Ziemer, cité T. Bourgeois, 92150 Suresnes. T. 772-39-09.

H. lic. lettres Exp. Angl. courts exp. tourisme + enseig. disp. de suite, étudie ttes propos. Paris. Téléphone 325-94-81.

Chauff. privé VL cherche place stable étudie tte proposition Téléphone : 878-02-31.

INTERNATIONAL MANAGER
36 a., personnalité chaleureuse et efficace, parfait angl., all., fr., it. Not. esp., néerlandais, succès dans différ. domaines, bon. référ. ch. poste stimulant à longue durée.
Ecrire sous le nº T 040.721 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMMERCIAL HEC
29 ans, expérience grand public et produits industriels actuellement chef de produits, cherche poste de Direction Commerciale ou marketing (– de 150.000 F par an s'abstenir).
Ecrire sous le nº T 040.740 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR A.M.
Diplôme Institut de contrôle de gestion, 47 ans.
- Expér. industrielle sérieuse acquise en usine à des postes opérationnels.
- Pratique de la gestion de P.M.I. dans des conditions difficiles.
- Sens des relations humaines.

RECH. DIRECTION D'USINES ou DIRECTION GÉNÉRALE P.M.I.
Ecrire sous le nº T 040.780 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Psycho, 37 ans, bien dans sa peau, licence en cours, exp. gestion entrepr. DUT thérap., analyse format. continue animat. groupe enseign. ch. mi ou plein temps. Etud. toutes proposit. C.V. Carayon, 23, rue Charles-Fourier, Paris-13e.

F., 30 a., dynamique, lic. droit, Sc. Po., doctorat d'Etat, Sc. Eco., gd exp. juridique, angl., hébreu cour., étudie toutes propos. pour poste en Israël. Tél. 260-65-28.

CHEF DU PERSONNEL
49 ans, solide expérience de la fonction, recherche responsabilités direction du personnel, Paris ou proche banlieue, disponible rapidement.
Ecrire sous le nº T 040.733 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Femme, 26 ans
ESC + 3 ans d'expérience en recrutement d'informaticiens, recherche un poste à responsabilités au sein d'une direction du personnel.
Ecr. s/nº 1.320 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt
LOUVRE/ST-HONORÉ
60 m², superbe imm. rénové. 655.000 F. – 522-05-96.

HALLES Beau 60 m² et 45 m², dble expos. + duplex 90 m². Possib. 110 m². 272-40-19.

Mº TUILERIES
Studios et 2 pièces libres et occupés. 160.000 F. à 220.000 F. 763-92-45.

EXCEPTIONNEL
s/Innocents -St-Eustache
LUXUEUX DUPLEX
récept. : 60 m², cheminée, 3 chbres, 2 bains, 180 m². Px 2.700.000 F. Étude Sainte-Opportune. 236-29-46.

4e arrdt
ST-PAUL, 5e ét. sans ascenseur imm. rénové 2 pces, cft, soleil plein ciel. Tél. 633-32-18.

QUAI AUX FLEURS
ÉTONNANT DUPLEX, 85 m²
SUPERBE SALON, 1 CHBRE
boiserie XVIIe. 296-58-82.

5e arrdt
GOBELINS
47 m² + 21 m² terrasse, 8e, asc., ensoleillé, possib. parking. 540.000. N.J.H. 535-05-08.

Consier Gobelins, 354-95-10
RAVISSANT 2 PCES.

PT-ROYAL P.-d-t. studio, tt cft excel. état. 180.000 F. 325-97-16.

CONTRESCARPE. 842-57-00 studio 33 m² + cour privative, refait neuf charme. 430.000 F.

GOBELINS
IMM. PIERRE DE TAILLE
GRAND STUDIO
à rénover, poss. tout confort. BALCON - SOLEIL.
EXCEPTIONNEL, 119.000 F.
s/pl., mercr., jeudi, 14 à 18 h. 8, R. DE LA REINE-BLANCHE.

MAUBERT
Bel immeuble restauré
3 DERNIERS ÉTAGES
Charmant appt calme, 100 m², living, mezzanine + 2 chbres, cuis. équipée, bains, cave et parking. 1.290.000 F.
Serge KAYSER - 329-60-60.

6e arrdt
Place Saint-André-Arts
RÉNOVATION DE QUALITÉ
2 PCES ET DUPLEX
Téléphone : 329-85-06.

Mº VAVIN. 327-82-40
Imm. en cours rénovation, studios 2 & 3 pces à part. 300.000 F – Soir 828-72-71.

SAINT-GERMAIN
BEAU DUPLEX, 120 m²
TERRASSE, 60 m², BOX.
Rez-de-chaussée sur jardin
GARBI - 567-22-88.

8e arrdt
Près GEORGE V, 175 m² + balc. + serv. Prix 1.950.000 F. Tél. 589-52-73.

9e arrdt
RUE LE PELETIER
2 p., cuis., à rénover, imm. bourg., 220.000 - 526-54-61.

NOTRE-DAME-DE-LORETTE
Beau studio, cuis., bns, refait neuf. 175.000 F. 280-26-23.

11e arrdt
VOLTAIRE
De bon imm., beau et gd 2 P., tt cft. PLEIN SUD cause mutation. URGENT. 290.000 F.
SIMRA. 355-08-40.

PARMENTIER
De imm. pierre de T., stand., tapis, escalier sur rue et cour. beau et gd 4 P., décoré, cuisine équipée. Px : 730.000 F.
SIMRA. 355-08-40.

MÉTRO SAINT-MAUR
2 p. récent. Tout cft.
Tél. : 16 (4) 445-06-63.

12e arrdt
Mº BÉRAULT près bois, 3 p., tt cft, balc., imm. caractère. 280.000 F. Cogéfim 347-57-07.

ST-MANDÉ PRÈS DU LAC à saisir 4/5 p., tt cft, imm. ravalé. 750.000 F. T. : 347-57-07.

DAUMESNIL
3 p., cuis., bains, refait neuf. 395.000 F. Tél. : 526-99-04.

13e arrdt
MAISON PARTICULIÈRE
Jardin 341 m². Px 2.000.000
Tél. 589-52-73.

EXCEPTIONNEL MAISON JARDIN
clair, calme, dble liv., 3 chbres, parfait état.
8.800 F. le m² – Possibilité prêt conventionné 14 %. sur place mercredi 8 juin de 10 à 13 h., 35, rue Moulin-de-la-Pointe.

14e arrdt
Près OBSERVATOIRE
4/5 pces, park., imm. récent. 1.370.000 F. 320-32-71.

15e arrdt
TOUR AVANT SEINE
5 pces, grand standing, super décoration neuve. Direct Pptaire : 825-62-12, de 11 à 13 h. Prix 2.000.000 F.

CECOGI construit
329 RUE LECOURBE
IMMEUBLE GRD STANDING
STUDIOS, 2, 3, 4 P.
Prix moyen 12.800 F le m²
Bureau de Vente ouvert : Mardi, Merc. Jeudi et Vendredi de 14 à 19 h. Samedi de 11 à 18 H. ou Tél. au 575-62-78

SEGUR. 842-57-00
Exception. 180 m² sous toits séjour, avec cheminée, 3 chambres, 2 bains.

PARC DE VAUGIRARD
1973, liv. + 2 chbres, cuis. équipée, 8e ét. 710.000 F. 577-74-38.

16e arrdt
BD SUCHET 3 PIÈCES +
Loggia vue Champs-Courses
Px 950.000 F. 287-18-33.

Entre FOCH et DAUPHINE
ét. élevé, soleil, calme, gd liv. + 2 chbres, 2 bains, box service. 1.950.000 F.
783-99-96 - 549-54-99.

16e NORD
RÉCEPTION + 3 CHBRES
TT CFT, SERV. 567-47-47.

VILLA SAID
Hôtels particuliers
Etude STRICHARD 755-85-30.

17e arrdt
COURCELLES, 72 m²
Imm. p. de t., séj., 2 chbres, cft. 535.000 F. 522-05-96.

EXCEPTIONNEL
près SQUARE BATIGNOLLES
2 P. 289.000
ENTIÈREMENT REFAIT CHEMINÉE. 294-11-33.

TERNES, 2 pces tt cft 30 m² refait à neuf, r.-d.-ch. 290.000 F – 763-44-30.

Mº BROCHANT rare, ds ancien hôtel part., 1er ét., appt caractère, entrée, séjour, 2 chbres, cuis., w.-c., salle de bains, petite terrasse d'été. EXCEPTIONNEL 420.000 F. Immo Marcadet 252-01-82.

18e arrdt
CECOGI construit
Résidence MAIRIE du 18e
53 Rue du Simplon
23 APPTS de STANDING
STUDIOS 2, 3 P. PARK.
Px moyen 11.800 F le m²
Pr Rgts 575-62-78

BUTTE MONTMARTRE, rue Berthe, immeuble ancien, studio, cuisine, w.-c., salle d'eau Immo Marcadet 252-01-82. **108.000 F**

RUE ETEX, récent entrée placards, studio, bains, calme, soleil. 225.000 F. 763-44-30.

Près rue Ordener sortie Mº Marcadet, bel imm. ancien 2 p., tout cft. 209.000 F. Immo Marcadet : 252-01-82.

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft.
IMMO MARCADET
88, rue Marcadet, 75018 PARIS. Téléph. : 252-01-82.
ACHÈTE
toutes surfaces Paris ou portes. Réalisation rapide, paiement comptant assuré chez notaire.

19e arrdt
BUTTES-CHAUMONT à rénover dans superbe imm. 2 appts à réunir 390.000 F. 347-57-07.

78-Yvelines
APPT à vendre, 3 pces, 84 m². Prix : 380.000 F. 483-28-74/483-33-74.

VÉSINET 5 mn RER
Confortable duplex avec gar. et jardin Séj. + 3 chbres 115 m² 1.270.000 F. Tél. 976-06-00

91 - Essonne
VIRY-CHATILLON, bord du lac. Dans imm. 4 étage, standing, 15 mn de la gare – Vends F 3 balcon + cave + parking. 320.000 F + 85.000 F de C.F. Tél. : 944-32-51.

92 Hauts-de-Seine
RER BAGNEUX Imm.81
3 P. TT CFT ACS. BALCON
280.000 « FAC » 337-69-59

MEUDON
8, route des Gardes
VUE PANORAMIQUE
IMM. PIERRE DE TAILLE
2 et 3 P. avec GD BALCON
Livraison de suite
PRÊT CONVENTIONNÉ
Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi 14-18 h. 507-15-98 ou 200-23-20.

DS PARC DE SCEAUX
sur terrain 1070 m²
impte villa récente
gdes récept., 6 chbres, 5 bains. Salle de jeux, Discothèque. appt de sce, gar., dépend., PARIS PROMO 563-70-18.

STUDIO 175.000 F.
DÉFENSE idéal pied-à-terre
SIREL : 359-63-01

Boulogne, charmt 3 P. rustique pl. soleil, sur verdure, dns H.P. ref. nf. Exception. 878-41-65.

NEUILLY-SAINT-JAMES
STUDIO 27 m² + 28 m² de jardin : 570.000 F.
STUDIO 27 m² + 48 m² de jardin : 670.000 F.
3 p., 80 m² + balcon : 1.275.000 F.
ISI, 504-39-39.

GARCHES centre, charm. petit stud., belle vue, charge nulle. 135.000 F. Tél. : 602-35-05.

MALAKOFF, près Mº, 2 P. 50 m² à rénover. Prêt 90 % poss. 198.000 F. 322-61-35.

93 Seine-Saint-Denis
MONTREUIL
appt 3 p. 62 m² + park. ds imm. récent habit. ou profes. MONVIL 837-15-03.

94 Val-de-Marne
CRETEIL-ÉGLISE
appts ds imm. rénové 2, 3, 4, 5 p., chauf. indiv., asc., V.-O., prêts conventionnés A.P.L. MONVIL 837-15-03.

Province
HAUTE-SAVOIE
à saisir les 6 derniers studios et 2 pces dans résidence stand. « AUX CARROZ ». Prix intéressant. SANTANDREA. 280-67-36/66.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS, rech. URGT APPART.
120 A 150 m²
ACHAT ou LOCATION
16e-8e ou 7e. Tél. : 562-16-40.

Recherche 2 à 4 P. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

P. DUFFOUX. 522-20-92. ACHAT PARIS OU PORTES du STUDIO au 6 PIÈCES.

locations non meublées offres

Paris
Av. WAGRAM 160 m², récep. + 3 chbres, 2 bains, chb. serv., tt cft, 9.000 F+ ch. 327-52-44.

ALESIA-RUE DES PLANTES
2 P. CUIS., BAINS, W-C., SUR JARDIN, 3e ÉT., ASC. BAIL 6 ANS. 3.300 F. 633-08-11.

RANELAGH, HOTEL PART.
8 P. MIXTE, professionnel, habitation, parfait état, loyer 54.000 F annuels, conviendrait prof. lib. Prix de cession intéressant, libre de suite. ICH 742-08-00.

130 m², calme, verdure, soleil, park., appt + 4 chbres indépendantes. Visite : 28, rue Washington, jeudi, 9 à 18 h.

Région parisienne
A louer PAVILLON, centre-ville Rambouillet. 5.000 F/mois. MAISON DE CAMPAGNE, 10' Rambouillet. 6.000 F/mois. Tél. 483-28-74 – 483-33-73.

locations non meublées demandes

Paris
Pour cadres supér. et employés mutés GRANDE ADMINISTRATION DIRECT A PART. Recherche appartements ttes catégories et grandes surfaces ou villas. Prix indifférents. 504-01-34, poste 24.

Collaborateur journal rech. appt 3-4 pces, 3.000 à 3.500 F, cc, arr. 1, 2, 3, 4, 9, 10, 11, 16. Tél. le soir, 20 h 30, 271-95-35, ou de 10 h 30 à 19 h. 296-89-32.

Région parisienne
Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés ou ambassades. 281-10-20.

EMBASSY-SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS
rech. pour clientèle étrangère et diplomates. APPARTEM. HOTELS PARTIC. et BURX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

villas

MAISONS-ALFORT
Bord de Marne, Mº, stade, villa grand standing, 300 m² habitables, terrasse, sous-sol, total. dépend., pav. gardien, terrain 850 m². 1950.000 MICOT. Téléphone : 344-43-87.

6 KM MONTPELLIER, parz. vd villa, 5 chbres, 1 s. d. bs, 1 s. d'eau, 2 w.-c., gar. 2 voit., chf. cent., dépend., terrasse, barbecue, jardin clos, 600 m². (16-60) 55-06-54, le soir.

hôtels particuliers

A MONTMARTRE
Charmante maison sud
Très agréable jardin planté 9 p. 220 m² tt cft + atelier d'artiste 40 m². Sous-sol clair et garages. 2.150.000 F. Claude ACHARD - 637-14-56

propriétés

LUBERON, vrai mas pierre, 400 m² bâtis, dont 170 m² rénovés, très belles dépend. + 5.000 m², magnifique terrain. Prix : 1.400.000 F. MARCHANT 84220 Coustelet. Téléphone : (90) 71-92-92.

(60) Pr. VILLERS-COTTERETS sur 7.725 m², ppté caractère 8 pces, vastes dépendances. 1.000.000 de F. 320-32-71.

SÈVRES, RÉSIDENTIEL
Propriété occupée, 3' S.N.C.F., 350 m² sur parc. 1.500 m². 1.500.000 F, Tél. 522-05-96.

GARCHES
Particulier vend maison, 140 m² habitables, à rez-de-chaussée, grand sous-sol, dont partie sur rez de jardin.
Terrain : 1.100 m²
à quelques minutes de la gare.
Prix : 1.600.000 F.
Tél. pour R.-VS au 741-17-28 après 18 h 30.

pavillons

(95) MONTIGNY-LÈS-CORMEILLES parz. vd MAISON sur 600 m², rez-de-chaussée, séj., cuis., bns, 3 chbres, w.-c., rez de jardin, chbre, douche, w.-c., garage, cave, grenier aménageable, ch. cent. électrique, dbles vitres. Prix : 695.000 F. Téléphone : 997-65-93.

viagers

16e Gd 2 p. bel imm. briques. 120.000 + 2.625. Occ. hme 73 ans. F. Cruz 266-19-00.

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

maisons individuelles

PORT-GRIMAUD (VAR)
vends MAISON + anneau
BAUDISSON 4 Lamothe-Guérin
83000 TOULON

Languedoc, 35 km Perpignan, entre mer, montagne, maison de village à vendre. Rénovée, très bon état, 4 grandes pièces, salle de bains, cuisine, 2 w.-c. Prix : 190.000 F. Téléphone : JOHNSTOME 19-44-949-50869.

terrains

Commune de LALBENQUE (Lot), chef-lieu de canton, tous commerces, climat très sain, vends terrains dans lotissement à caractère rural. Lots entièrement viabilisés. Superficie de 1.200 à 1.600 m². Prix T.T.C. de 40.000 F à 50.000 F. Possibilité de paiement en trois fois sur deux ans.
Renseignements à la mairie. Téléphone : (65) 31-61-17.

VAR vd. terr. bois. 4.200 m², quartier résid. Vue imprenable sur les Alpilles. Village pittoresque petit prix (56) 81-11-41.

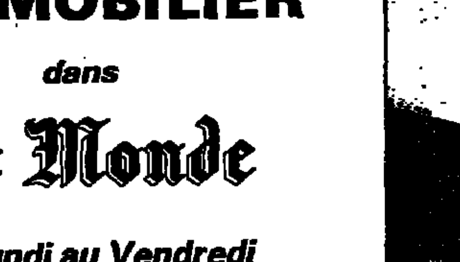
maisons de campagne

A vdre MAISON NORMANDE confort, 3' sortie autoroute. Tél. h. r. (32) 56-42-68.

MAISON A SAMONAC
Près Blaye (Gironde).
Deux grandes pièces, S.E., chauff. central mazout (neuf). Téléphone. Terrain de 2 535 m² planté d'arbres fruitiers, fleurs, Caves, chai. Prix très intéressant.
Renseignem. (57) 42-12-93.

forêts

AIX-EN-PROVENCE
(15 km), 30 ha. bois, très beau. 450.000 F. (92) 87-56-33, h. r.




L'IMMOBILIER

dans

Le Monde

du Lundi au Vendredi

296-15-01

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

PARTAGE MES LOCAUX 85 m², photocopie, télex, avenue de Saint-Mandé, 12e, avec personne exerçant prof. libérale juridique. Env. 2.100 F/mois. C.C. 307-56-12.

BUREAUX
VOUS CHERCHEZ 300 m² ET PLUS
APPELEZ 776-44-88.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE POUR VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATION
16e CHAMPS-ELYSÉES
140 à 340 F PAR MOIS avec secrétariat téléphonique
CIDES. 723-82-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous Services. Permanence téléphonique.
355-17-50.

66 CH-ELYSÉES
vous accueille
BUREAUX MEUBLES
Jour – semaine – mois
SALLES DE RÉUNION
Conférences – Lunches
DOMICILIATION 600 F
Service, secrétariat
Tél. : 562-66-00.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e.
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
CONSTITUTIONS STÉS,
ASPAC, 293-60-50 +

EMBASSY - SERVICE
562-62-14
RECH. 3 A 6 BURX
Excellentes adresses ccilaes.

BUSINESS BURO
UNE ANTENNE A PARIS
BUREAU OU DOMICILIATION
Téléphone : 296-36-74.

fonds de commerce

Achats

AGENCE DE VOYAGES
HOTEL **
S'adresser COFIREX, 109, bd Antoine-Gautier, Bordeaux.

locaux commerciaux

Ventes

PYRÉNÉES
TRÈS GRAND LOCAL POSSIB. SHOW-ROOM ou ATELIER AVEC BOUT. D'EXPOSITION. TOUTE PPTÉ
1.750.000 F
ETUDE BOSQUET. 705-06-76.

MONTREUIL
Local professionnel ou commercial, 90 m² + park. MONVIL. 837-15-03.

PLACE LEON-BLUM
local, 100 m², ts usages, tte ppté. 360.000 F. 763-44-30.

Locations

12e LEDRU-ROLLIN LOCAL, 240 m² + APPARTEMENT 200 m². Bail mixte. 7.000 F/mensuel. Reprise justifiée. Téléph. : 344-61-48.

locaux industriels

Locations

14e, rue Daguerre
local 25 m² + cave cession de bail
SARI 776-44-88.

INVESTISSEMENT
Murs de boutiques louées (15e) place du Commerce rentabilité 10 %.
(6e) rue de Sèvres plusieurs boutiques rentabilité 9 %
(8e) Champs-Élysées rentabilité 10 %
SARI 776-44-88.

ENTREPOTS
VOUS CHERCHEZ 300 m² ET PLUS
APPELEZ 776-44-88.

boutiques

Ventes

INVESTISSEZ en MURS DE BOUTIQUES MURINVEST 723-30-40

Locations

6e MALESHERBES
R.D.C. 90 m², vitrine 9 m
Magasin de sport, cession de fonds
SARI - 776-44-88.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Le calendrier des soldes

Les stocks d'été des magasins restent gonflés, d'où la tentation d'avancer les soldes... ou de les retarder, c'est une affaire de *météo et de température de l'air.*

● **D'UN QUARTIER A L'AUTRE**

Les centres commerciaux se *présentent en ordre dispersé,* à partir du 21 juin, le *Forum des Halles* et *Galaxie ;* du 25 juin, *Vélizy-2 ;* du 24 juin, *Quatre-Temps* à la Défense ; du 27, *Parly-2,* pour se terminer le 9 juillet.

Au Bon Marché : du 18 juin au 9 juillet.

C. & A., 122-124, rue de Rivoli : du 29 juin au 2 juillet.

Galeries Lafayette : du 26 juin au 9 juillet.

Marks & Spencers, 35-37, bd Haussmann : à partir du 30 juin.

Au Printemps : du 22 juin au 9 juillet.

La Samaritaine : du 18 au 30 juin.

● **POUR ELLE**

Alain Harel (chaussures), 32, avenue *George-V : du 21 au* 24 juin.

Angelo Tarlazzi, 74, rue des Saints-Pères ; 67, faubourg Saint-Honoré : à partir du 15 juin.

Anne-Marie Beretta, 24, rue Saint-Sulpice : du 1er au 31 juillet.

Andréa Pfister (chaussures), 4, rue Cambon ; 56, rue du *Four : à partir du 15 juin.*

Auteuil (grandes tailles), *99, rue Lafayette : du 17 juin au* 15 juillet.

Balmain, 44, rue François-Ier ; 102, rue Saint-Honoré : du 20 au 25 juin.

La Bagagerie, 74, rue de Passy ; 41, rue du Four ; 12, rue Tronchet : à partir du 28 juin.

Candide, 4, rue de Miromesnil : à partir du 27 juin.

Céline, 3, avenue Victor-Hugo ; 24, rue François-Ier ; 58, rue de Rennes : du 23 au 25 juin.

Chanel, 31, rue Cambon : à partir du 20 juin.

Charles Jourdan (chaussures) : à partir du 27 juin.

Delrey (gants), 47, *rue du* Four : du 15 juillet à fin août.

Franck & Fils, 91, avenue Paul-Doumer : le 23 juin.

Jean-Louis Scherrer, 51, avenue Montaigne ; 31, rue de Tournon ; 90, faubourg Saint-Honoré ; 14, avenue *Victor-Hugo : à partir du 20 juin.*

Laura Ashley, 66, rue des Saints-Pères ; 94, rue de Rennes ; 95, avenue Raymond-Poincaré : à partir du 18 juin.

Léonard, 28, faubourg Saint-Honoré ; 234, rue de Rivoli ; Aux Trois Quartiers : du 13 au 18 juin.

Mancini (chaussures), 72, avenue Victor-Hugo : à partir du 16 juin ; 20, rue du Boccador : à partir du 20 juin.

Pisanti, 59 *bis,* rue Bonaparte : à partir du 16 juin.

Rodier, chez les dépositaires de la marque, à partir du 23 juin.

Simonetta, 15, rue Jean-*Mermoz : du 6 au 10 juin.*

Per Spook, 18, avenue *George-V : du 23 juin à la fin du* mois.

● ***POUR EUX***

Armand Thierry : à partir du 26 juin dans les soixante magasins de la marque.

Burberrys, 8-10, boulevard Malesherbes ; 45, rue de Rennes.

Scotch House, 56, rue de Passy : à partir du 21 juin.

Christian Dior, 30, avenue Montaigne ; 12, rue Boissy-d'Anglas : toutes les boutiques, jusqu'au 9 juin.

Flli Rossetti (chaussures), 18, rue Royale ; 54, faubourg Saint-*Honoré : du 23 juin au 10 juillet.*

Jeager, 5, faubourg Saint-*Honoré : jusqu'au 10 juin.*

Jean Thiot (chaussures), 17, rue du Louvre ; 97, rue d'Alésia ; 82, boulevard Haussmann : à partir du 21 juin.

Lanvin, 22, faubourg Saint-Honoré : 8 et 9 juin ; hommes, 2, rue Cambon : du 21 au 25 juin.

Latreille, 62, rue Saint-*André-des-Arts : du 25 juin au* 9 juillet.

Renoma, 129, rue de la Pompe ; 19, avenue Matignon : à partir du 27 juin.

Ted Lapidus, 6, place Victor-Hugo ; 1, place Saint-Germain-des-Prés ; 35, rue François-Ier : du 8 au 20 juin.

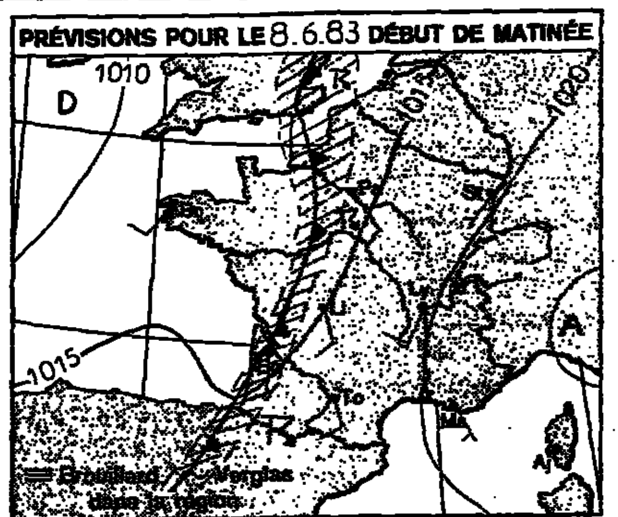
Valentino, 17-19 avenue Montaigne : à partir du 13 juin.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 07.06.83 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 8.6.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 8 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Évolution probable du temps en France entre le mardi 7 juin à 0 heure et le mercredi 8 juin à minuit.

Le front froid ondulant près des côtes atlantiques progressera lentement vers l'intérieur du pays, engendrant un temps orageux et encore très chaud, sauf à l'ouest de cette limite.

Mercredi matin, la zone de temps nuageux avec des pluies d'orage s'étendra de l'Aquitaine à l'Orléanais et au Nord. Plus à l'ouest, on observera des brumes et nuages bas, tandis qu'à l'est de cette zone le temps sera lourd et déjà chaud. Les températures minimales seront de 12 à 16°.

En cours de journée, la zone nuageuse et orageuse s'étendra du Languedoc au Massif Central, est du Bassin parisien et Lorraine, avec du vent de sud présentant des rafales. Quelques orages isolés éclateront à l'avant sur les massifs de l'Est avec un temps lourd. Les températures maximales resteront très élevées sur toutes ces régions, de 27 à 30°. Plus à l'ouest, elles seront en baisse de quelques degrés. Le temps sera assez ensoleillé, avec quelques averses toutefois, près de la Manche.

Sens d'évolution pour la fin de semaine (pour jeudi, vendredi et samedi).

Après le passage de la zone pluvio-orageuse qui va s'éliminer vers l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, la hausse de pression va se développer lentement sur la France, avec rétablissement d'un axe anticyclonique du proche océan, et notre pays sera en marge méridionale du flux perturbé qui n'intéressera que le nord de l'Europe.

Prévisions pour la fin de semaine

JEUDI : après quelques résidus *pluvio-orageux en début de journée de* l'Alsace aux Alpes et à la Corse, l'amélioration se poursuivra sur l'ensemble de la France : beau temps généralement bien ensoleillé, avec retour de températures élevées. Ciel passagèrement nuageux cependant sur les Flandres et la Picardie.

VENDREDI : beau temps sur la majeure partie de la France avec persistance de températures élevées. Quelques orages isolés seront encore à craindre sur les Alpes. Au nord de la Seine, le ciel sera parfois orageux et les vents modérés d'ouest seront associés à une baisse légère des températures.

SAMEDI : persistance de la période de beau temps sur l'ensemble du pays; cependant, les vents faibles s'orienteront au secteur nord, et les températures généralement en légère baisse sur la moitié nord resteront assez élevées pour la saison.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 8 juin, à 8 heures, de 1 018,5 millibars, soit 764 millimètres de mercure.

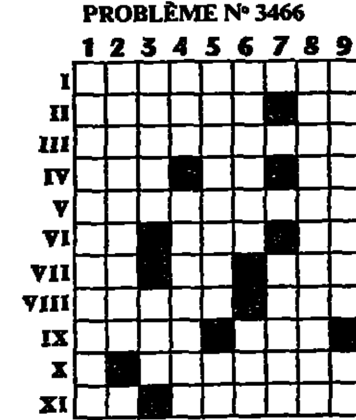
Ajaccio, 25 et 15 degrés ; Biarritz, 33 et 16 ; Bordeaux, 33 et 19 ; Bourges, 31 et 18 ; Brest, 23 et 15 ; Caen, 24 et 17 ; Cherbourg, 15 et 13 ; Clermont-Ferrand, 30 et 14 ; Dijon, 27 et 15 ; Grenoble, 28 et 16 ; Lille, 20 et 10 ; Lyon, 27 et 15 ; Marseille-Marignane, 29 et 16 ; Nancy, 23 et 9 ; Nantes, 30 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 26 et 14 ; Pau, 32 et 16 ; Perpignan, 29 et 16 ; Rennes, 28 et 20 ; Strasbourg, 23 et 10 ; Tours, 30 et 18 ; Toulouse, 31 et 17 ; Pointe-à-Pitre 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 18 degrés ; Amsterdam, 20 et 9 ; Athènes, 28 et 19 ; Berlin, 16 et 6 ; Bonn, 22 et 9 ; Bruxelles, 20 et 8 ; Le Caire, 36 et 23 ; îles Canaries, 24 et 17 ; Copenhague, 17 et 6 ; Dakar, 29 et 23 ; Djerba, 32 et 17 ; Genève, 23 et 15 ; Jérusalem, 26 et 15 ; Lisbonne, 20 et 14 ; Londres, 19 et 14 ; Luxembourg, 21 et 9 ; Madrid, 33 et 18 ; Moscou, 17 et 8 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 24 et 19 ; Palma-de-Majorque, 31 et 14 ; Rome, 29 et 18 ; Stockholm, 16 et 6 ; Tozeur, 35 et 23 ; Tunis, 31 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3466



HORIZONTALEMENT

I. Peut se conserver malgré une mauvaise mise en boîte. — *II.* A donc perdu une partie importante *mais non vitale.* Libéré de l'emprise parentale. — III. Font partie des droits de l'homme. — IV. Perd de son fluide. Fait aller droit. Grecque. — V. Participent à une coupe « éliminatoire ». — VI. Haut de gamme. C'est une fois rasé que l'on peut lui *faire* la barbe. Supplément d'informations. — VII. Personnel. Mis sur la touche. Son train n'est pas toujours très confortable. — VIII. Met le monde à la page. Se faisait à « pieds ». — IX. Eau de légende. Se met en boule mais est souvent de la fête. — X. Satisfait l'appétit de certaines poupées. — XI. Conjonction. Ont mailles à partir.

VERTICALEMENT

1. Mise sous enveloppe. — 2. Apporte son soutien au chef dans toutes les circonstances. — 3. Variété de punaises. Assure le voyage « aller » *mais ne garantit pas le retour.* — 4. On remercie lorsqu'on le sait. Traite des affaires à un taux d'usure important. — 5. Donnent après la mise. Agit négativement. — 6. Garde pour lui ou garde chez lui. Petit coup de blanc. — 7. A donc plus qu'un léger penchant. — 8. Est bonne à tout faire. — 9. N'a donc *plus rien* qui la *retient. Manière* d'être.

Solution du problème n° *3465*

Horizontalement

I. Additions. — II. Rouge. Ré. — III. Ennuagé. — IV. Igloo. Ill. — V. Eu. Asie. — VI. Ri. Abrogé. — VII. Aden. Ane. — VIII. Tentes. As. — IX. Is. Elbe. — X. Veule. — XI. Notées. Es.

Verticalement

I. Arriération. — 2. Do. Guides. — 3. Duel. En. Ut. — 4. Ignorants. — 5. Teno. Ve. — 6. Arasées. — 7. Oraison. Lu. — 8. Négligeable. — 9. Elée. Sées.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 6 et mardi 7 juin :

UN DÉCRET

● Relatif aux missions, à l'organisation et aux activités de l'Institut international d'administration publique.

UN ARRÊTÉ

● *Portant* extension d'un avenant à la convention collective nationale de travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers.

PARIS EN VISITES

JEUDI 9 JUIN

« *Musée de Cluny* », *14 h 30, 6, place* Paul-Painlevé (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, Mme Hauller.

« La cité d'artistes : la Ruche », 14 h 30, métro Convention (Paris pittoresque et insolite).

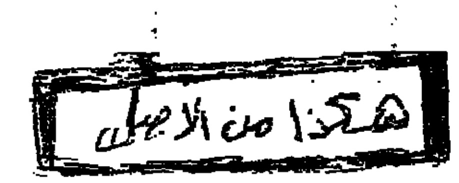
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

18 heures, 33, faubourg Saint-Honoré, H. Carrère d'Encausse : « M. Andropov, six mois après » (Cercle de l'union interalliée).

19 heures, 18, rue de Varenne, D. Schlesinger : « Quels emplois saurons-nous créer pour demain ? Où en sommes-nous ? » (Centre Varenne).

20 h 30, 68, rue de la Folie-Méricourt, A. Fontaine : « La guerre froide » (Centres Jeffroykin et Bernard Lazare).



Le Monde

économie

INDUSTRIE

La révision du plan acier

La raison économique pousse à réviser en baisse le plan acier mis en place en juin 1982 par le gouvernement. La raison sociale – l'emploi – et la raison politique – les promesses – poussent à ne pas le faire. M. Fabius devait sortir du dilemne. Aujourd'hui, sa philosophie semble faite. Les grands objectifs seront maintenus : pas de licenciements et maintien des investissements de modernisation pour 17 milliards de francs. Mais tout ce qui devait être modernisé ne le sera pas. Une double sidérurgie va naître, l'une compétitive, l'autre vouée à la fermeture dès que seront trouvés des emplois de substitution.

Les deux sidérurgies

Mais quand cesseront donc les fermetures ? *Les plans acier se suivent et se ressemblent.* A chaque fois, de nouveaux haut fourneaux s'éteignent, des aciéries noircissent, des laminoirs se mettent à rouiller. A chaque fois, de nouveaux ouvriers sont envoyés en retraite anticipée avec dans les mains leur savoir, avec sous leurs yeux les friches en plein centre de leur ville.

La gauche voulait arrêter la dévastation. *Elle l'avait promis.* Dès l'été 1981, banquiers, économistes et fonctionnaires allaient mettre au point un plan. Le professeur Judet remit un rapport en 1982, le gouvernement décida en juin... qu'il fallait supprimer douze mille emplois et fer*mer de nouveaux sites. Encore...*

Il n'y avait rien d'autre à faire dans ce casse-tête que de trancher dans le vif à nouveau. Mais c'était la dernière fois. Car, pour ces usines capables de produire 24 millions de tonnes d'acier, le gouvernement promettait *17 milliards de francs d'investissements.* L'objectif était de rendre Usinor et Sacilor compétitifs à l'horizon 1986, comme obligation en est d'ailleurs faite à Bruxelles par la Commu*nauté européenne, qui* veut voir cesser toute subvention à cette date. Si l'on ajoute les pertes prévisibles d'ici à 1986 et le coût de la convention sociale, le gouvernement allait consacrer 45 milliards de francs sur quatre ans et demi pour bâtir une sidérurgie rentable.

Las. La malédiction s'acharne sur l'acier. A peine annoncé, le plan était contesté. Par les experts, comme trop *optimiste*, par les faits ensuite. En 1982, il ne sera produit que 18,4 millions de tonnes, une baisse de 13,4 % sur 1981. Et 1983 n'annonce aucune reprise. Usinor table sur 17 millions de tonnes. M. Lévy, le P.-D.G., en tire la consé*quence le 12 avril en annonçant qu'il* faut *« recaler »* le plan, expression pudique.

Pour lui, comme pour son collègue de Sacilor, M. Dollé, le manque à produire a fait fondre les trésoreries : les pertes d'exploitation en 1982 ont *dépassé 6 milliards de francs. Il n'y a* plus d'argent pour investir et il faut choisir : où l'on ferme encore (on parle de vingt mille suppressions d'emplois supplémentaires) ou l'on *se condamne à être déficitaire au*-delà de 1986.

Alors, n'est-il pas temps, une fois pour toutes, de régler le sort de la sidérurgie ? Avec l'austérité, chaque milliard qu'on y engouffre est 1 milliard de moins *pour l'électronique* et *les emplois de demain. Quand* M. Fabius entre au ministère de l'industrie en mars 1983, la tentation est grande d'entendre cet argument *et de s'en tenir aux décisions de juin* 1982.

L'Etat a promis 10 milliards de francs par an, il tiendra sa promesse, et, pour le reste, que les P.-D.G. décident en toute autonomie de gestion. Mais le ministre comprendra *vite que c'est impossible. D'abord,* parce que cela ne résout pas le problème financier : un sidérurgiste en retraite est aussi coûteux qu'un sidé*rurgiste en poste, et les investisse*ments restent à financer. Ensuite, parce que la gauche a promis. Enfin, parce qu'effectuer des coupes claires dans la sidérurgie lorraine c'est condamner cette région qui *n'a* d'autre industrie pour vivre que le charbon *et* la *chimie, deux autres* secteurs en crise.

D'autres milliards devront donc être glissés dans l'enveloppe. Combien ? Ce qu'il en coûtera : la gauche ne licenciera pas.

Des choix inévitables

Mais l'argent ne suffira pas. Les *choix sont inévitables. Il faut en pre*mier lieu satisfaire Bruxelles, qui demande quelques nouvelles fermetures (pour réduire la production d'environ 1 million de tonnes) dans les usines de produits longs (rails, poutrelles, fils, etc.). Le gouvernement obéira, mais exigera en compensation une révision du système de quotas de production, qui a *été* défavorable à la France depuis deux ans. Fermes, les pouvoirs publics pourraient même menacer de quitter provisoirement la CECA (1), pour revenir de Bruxelles avec le droit de produire *1 ou 2 millions* de tonnes *d'acier* supplémentaires.

En second lieu, il restera le cœur du dossier : construire une sidérurgie solide pour l'avenir. Le choix gouvernemental est très complexe parce que, avec la crise, toute prévision en *tonnage est devenue impossible.* Plus aucun expert ne se risque à l'exercice, M. Judet y compris. Mais, si l'acier est condamné, tous les aciers ne le sont pas. Il est possible d'améliorer les coûts et les qualités de certains produits, de fabriquer des aciers plus légers, plus solides et plus durables. Simplement, la conséquence est qu'on consomme moins de ces aciers modernes. La sidérurgie *vit ce paradoxe qu'elle doit tout faire* pour organiser le plus rapidement possible la régression de sa production. Une course folle, avec l'espoir toutefois que ce qui est perdu en tonnage soit regagné en valeur ajoutée, ce qui permettrait de sauver des emplois.

Au bout du compte, les aciers spéciaux et l'essentiel des produits plats (tôles) ont un avenir parce *qu'ils sont susceptibles de gagner en* valeur ajoutée. Quant aux produits longs, la liste est délicate à établir, et les experts sont encore partagés. Au *total, si l'on ne ralentit pas les investissements,* condition *sine qua non,* il serait possible de produire entre 15 et 18 millions de tonnes de cet acier compétitif, rentable et exportable.

Reste l'acier traditionnel. Pour des raisons sociales et politiques, les usines *ne fermeront* qu'au fur et à mesure que seront trouvés des emplois de substitution. Mais il faudra y stopper tout investissement. *Or, dans l'incertitude* , les *groupes* rivaux Usinor et Sacilor ont tendance à entamer la modernisation de quelques-unes de ces usines condamnées pour forcer la main au ministère, tirant argument que l'investissement engagé doit être achevé. M. Fabius, devant ce risque, devra sans doute écorner son principe d'autonomie de gestion...

La marge de manœuvre est régulièrement étroite pour faire comprendre aux partenaires sociaux et régionaux que la sidérurgie française doit être duale. Que l'on doit en faire disparaître une partie pour que l'autre vive. Si un *« changement des mentalités »* ne s'opère pas, explique-t-on, la sidérurgie traditionnelle va tuer la sidérurgie de l'avenir, et creuser pour longtemps encore le déficit global du secteur.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Communauté européenne du charbon et de l'acier.

La restructuration de la chimie

Une dîme pour le Trésor britannique

La solution du dossier chimique reste suspendue aux négociations qui se poursuivent actuellement entre M. Chalandon, son ministre de tutelle, M. Fabius, et la présidence de la République. Des décisions de principe devraient néanmoins être prises avant le 15 juin, date de l'assem*blée générale d'Elf-Aquitaine,* puisque l'on sait que M. Chalandon pourrait jouer son mandat sur la restructuration de la chimie lourde.

Le président d'Elf entend, on le sait, conserver Rousselot, un des rares actifs d'Ato-Chloé qui gagne de l'argent, tout en refusant de payer avec les fonds de sa société les actifs chimiques repris à d'autres sociétés (*le Monde* du 26 mai).

M. Fabius, pour sa part, avait fait savoir publiquement qu'en cas de désaccord entre les deux partenaires d'Ato-Chloé, Elf et Total, le premier devrait céder au second 2 à 3 % de sa participation dans le gisement gazier de *Frigg en mer du Nord. Mais, ou*tre qu'un tel transfert nécessite l'approbation des gouvernements britannique et norvégien, il serait *imposé* entre *40 et 80 %.* Ce qui signifie que, pour payer à Total de l'ordre de 250 millions de francs, il faudrait verser au Trésor britannique quelque 100 à 150 millions de francs. Peut-être peut-on trouver un montage plus astucieux ? – B. D.

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en avril : + 1,3 %

	Variation (en %) au cours			
	des 12 derniers mois (avril 83/ avril 82)	des 6 derniers mois (avril 83/ oct. 82)	des 3 derniers mois (avril 83/ janv. 83)	du dernier mois (avril 83/ mars 83)
● ENSEMBLE	+ 9,1	+ 5,9	+ 3	+ 1,3
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 8	+ 4,9	+ 2,7	+ 1
Produits à base de céréales	+ 10,3	+10	+ 4,2	+ 3
Viandes de boucherie	+ 7,4	+ 3,6	+ 1,3	+ 0,1
Porc et charcuterie	+ 6,2	+ 1,3	– 0,3	– 0,2
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 6,6	+ 6,2	+ 2,2	+ 0,9
Produits de la pêche	+ 10,6	+ 6,7	+ 2,9	+ 1
Laits, fromages	+ 8,5	+ 5,1	+ 3,5	+ 0,8
Œufs	– 0,5	+ 3,8	– 0,3	– 1
Corps gras et beurres	+ 0,7	+ 0,9	+ 4,7	+ 0,4
Légumes et fruits	+ 6,6	+ 1,7	+ 1	+ 0,3
Autres produits alimentaires	+ 8,4	+ 4,5	+ 2,9	+ 1,2
Boissons alcoolisées	+ 9,8	+ 6,6	+ 5,2	+ 2,7
Boissons non alcoolisées	+ 13,5	+10,5	+ 6,3	+ 1,7
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 8,6	+ 4,8	+ 2,6	+ 1,2
1) Habillement et textiles	+ 9,6	+ 5,6	+ 3,3	+ 1,3
Vêtements de dessus	+ 8,9	+ 5,4	+ 3,3	+ 1,3
Autres vêtements et accessoires	+ 10,7	+ 6,3	+ 3,8	+ 1,4
Articles chaussants	+ 8,9	+ 4,8	+ 2,4	+ 1,1
Autres articles textiles	+ 9,7	+ 5,8	+ 3,7	+ 1,2
2) Autres produits manufacturés	+ 8,4	+ 4,6	+ 2,4	+ 1,2
Meubles et tapis	+ 9	+ 5,1	+ 3	+ 1
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 7,1	+ 4,5	+ 2,9	+ 0,9
Autres articles d'équipement du ménage	+ 8,9	+ 5,7	+ 3,8	+ 1,1
Savons de ménage, produits détersifs et produits d'entretien	+ 8,8	+ 5,5	+ 3,4	+ 1,1
Articles de toilette et de soins	+ 6,1	+ 4,9	+ 4,5	+ 0,9
Véhicules	+ 6,9	+ 5,4	+ 2,3	+ 0,4
Papeterie, librairie, journaux	+ 7,7	+ 6	+ 3,1	+ 0,7
Photo, optique, électro-acoustique	+ 2,4	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,3
Autres articles de loisir	+ 8,9	+ 4,9	+ 2,6	+ 0,7
Combustibles, énergie	+ 10,4	+ 2,8	+ 0,5	+ 2,2
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 8,6	+ 6,7	+ 4,1	+ 0,6
● SERVICES	+ 10,9	+ 8,3	+ 3,9	+ 1,8
Services relatifs au logement	+ 9,3	+ 7,5	+ 3,1	+ 1,4
dont : loyers	+ 9,2	+ 8,1	+ 3	+ 1,6
Soins personnels, soins de l'habillement (1)	+ 10,9	+ 6,6	+ 1,3	+ 0,3
Services de santé	+ 13,3	+ 12,9	+ 7	+ 2,3
Transports publics	+ 9,9	+ 8,9	+ 4,1	+ 3
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 11	+ 9,3	+ 4,8	+ 3,4
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 11,6	+ 7,8	+ 3,7	+ 1,4
Autres services (3)	+ 10,3	+ 5,5	+ 2,3	+ 1,5

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 343,2 en avril, contre 338,7 en mars. En rythme annuel calculé sur trois mois (février, mars, avril 1983), l'inflation est de 11,2 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, *blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais* aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), *spectacles, vacances, sports, camping,* locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

AFFAIRES

AU CRÉDIT AGRICOLE

Baisse des résultats et crainte devant le resserrement du crédit

L'assemblée annuelle de la Caisse nationale du Crédit agricole, prévue à Paris le 14 juin, sera l'occasion pour la « banque verte » de marquer vis-à-vis des pouvoirs publics, en pré*sence de M. Michel Rocard,* des exigences nouvelles pour assurer le financement de l'agriculture dans les six à sept années à venir. Les besoins seront, en 1990, le double en francs constants des crédits distribués en 1980. Or l'actuel encadrement du crédit et le risque d'une concurrence accrue dans la collecte des ressources font craindre au Crédit agricole de ne pas pouvoir atteindre cet *objectif.*

En exprimant cette inquiétude, l'assemblée annuelle de la C.N.C.A. sera aussi un temps fort, vis-à-vis cette fois de l'autre tête de cette institution bicéphale qu'est la banque verte, à savoir la Fédération nationale du Crédit agricole, organe « politique » des caisses régionales : il s'agira sans doute de leur rappeler que les exigences de réformes et de plus grande autonomie vis-à-vis de la Caisse nationale et de l'Etat doivent être en cohérence avec ce que l'institution peut attendre de l'État pour donner au Crédit agricole les moyens de financer l'agriculture des prochaines années.

A cette assemblée annuelle, seront présentés, outre un rapport du directeur général adjoint consacré précisément au financement de l'agriculture des années 80, celui sur l'action internationale, le Crédit agricole ayant l'ambition de devenir la première banque du monde pour l'agrobusiness, et un troisième sur le « projet télécommunications » du Crédit agricole : il s'agit de mettre *en place un réseau complet qui* intégrera les fonctions messagerie, téléphone, services interactifs, services vidéotex, télécopie, téléconférence et la transmission des données.

Un exercice contrasté

L'exercice 1982 aura été très contrasté pour la banque verte : une activité très soutenue et des résul*tats en baisse. La collecte des dépôts* a progressé plus vite qu'en 1981, l'en-cours des ressources (453 milliards de francs) augmentant de 12,9 % contre 12 % l'année précédente, notamment pour les émissions obligataires, qui, à 11,1 milliards de francs, font un bond de 85 % sur 1981.

En revanche, la collecte « monétaire » (dépôts à vue, à terme et bons de caisse) a fléchi (+ 13,1 % au lieu de + 14,9 %). La distribution de crédits s'est développée à un rythme plus rapide que celui de la collecte, + 20 % pour l'agriculture *et l'agro-alimentaire, + 8 % pour le* logement, et, surtout, + 38 % pour les prêts principaux d'épargne-logement, qui, avec 11,86 milliards de francs en 1982, ont représenté 38 % de l'ensemble de ces prêts pour la France, ce qui ne manque pas de poser des problèmes pour l'équilibre de cette formule d'épargne.

Dans le secteur international, le Crédit agricole a fortement déve*loppé ses activités,* le *volume* des prêts augmentant de 44 % à 15,7 milliards de francs, et celui des crédits commerciaux de 80 % à 5,6 milliards de francs. L'établissement a obtenu des pouvoirs publics un accord de principe sur un plan de développement international, comportant, notamment, la création de *nouvelles succursales à l'étranger* (Londres, New-York, Milan).

Les résultats, en revanche, ont nettement fléchi (– 8 % pour l'ensemble des caisses régionales, à 850 millions de francs, et – 47 % pour la Caisse nationale, à 268 mil*lions de francs le recul atteignant* 20,7 % pour l'ensemble du réseau à 1,14 milliard de francs après paiement de 2,5 milliards de francs d'impôts sur les bénéfices.

Le total du bilan a tout de même augmenté de 17,4 % à 662 milliards de francs. A l'origine de cette chute des résultats, on trouve le renchérissement du coût des ressources, la non-répercussion totale de ce coût *sur celui des prêts et l'encadrement* du crédit, qui a obligé le Crédit agricole à payer chèrement les possibilités de désencadrement.

● **Machine-outil : Gendron et les Constructions de Clichy vont se regrouper.** – L'association, promue par les pouvoirs publics, constituerait un pôle français des rectifieuses cylindriques d'un chiffre d'affaires de 140 millions de francs. Un repli sur l'usine de Gendron à Villeurbanne est prévu ; les deux cent *trente salariés* des *Constructions* de Clichy (filiale de Renault) pourront, s'ils le souhaitent, être reclassés dans les usines de la Régie.

Vers l'unification des réseaux de cartes de paiement

Un événement majeur va se produire en France dans le monde des cartes de paiement : les deux grands réseaux de carte, celui de la Carte bleue (4 millions de porteurs à la fin de l'année, avec 40 à 45 milliards de francs de chiffre d'affaires), et celui du Crédit agricole (plus de 6 millions de cartes), s'acheminent vers une unification ou, tout au moins, une forte interdépendance. C'est ce qu'a laissé entendre lundi 6 juin, à l'occasion d'une conférence de presse, M. Jacques Bonnot, directeur général de la Caisse Nationale du Crédit agricole, et ce qu'a confirmé M. Raoul Bellanger, directeur général du G.I.E. Carte bleue. Des négociations sont en cours entre les deux réseaux et portent sur l'ensemble des cartes, avec trois étages distincts : le premier est celui des cartes « de base » (identification, retrait de fonds et accès aux distributeurs) ; le second est celui des cartes de paiement à diffusion nationale, pour payer les achats chez les commerçants et régler les services ; le troisième concerne les cartes internationales. La standardisation des pistes magnétiques permettrait aux usagers de tous les réseaux d'obtenir le même avantage dans tous les guichets, ce qui constituerait un énorme progrès.

A ses cent quatre-vingts banques adhérentes, le réseau Carte bleue vient d'ajouter successivement les Caisses d'épargne, les P.T.T. et les Banques populaires, seul le Crédit mutuel s'étant rallié au Crédit agricole, par affinité mutualiste. La dualité des réseaux risquait de devenir coûteuse, tant sur le plan de la gestion que sur celui des investissements, au moment même où la prochaine loi bancaire va officialiser la carte comme moyen de paiement. La nécessité d'engager des négociations en vue d'une unification était donc urgente, d'autant que les pouvoirs publics menaçaient de l'imposer, et qu'un risque existait de voir certains réseaux commerciaux instituer leur propre carte. Enfin, sur le plan international, la création d'un réseau unique donnera plus de poids face aux grands systèmes mondiaux, Visa et Mastercard, tous deux intallés en France, l'un avec Carte bleue, l'autre avec le Crédit agricole.

FRANÇOIS RENARD.

« OPÉRATION VÉRITÉ » CHEZ THOMSON

Réforme de structure et recentrage des activités

La direction du groupe nationalisé Thomson vient d'engager une vaste campagne de sensibilisation et d'explication sur la situation financière du groupe et sur les moyens que M. Alain Gomez, son P.-D. G., envisage de mettre en œuvre pour y remédier. Adressés d'abord aux deux cents cadres dirigeants du groupe, les *« commentaires du président »* sur les comptes de 1982 font actuellement l'objet d'une diffusion, par vidéo-cassettes notamment, à l'intérieur de chacune des divisions et sociétés du groupe. Une « opération vérité » qui ne va pas sans causer des remous dans les états-majors de quelques branches.

On sait que le groupe Thomson a perdu 2,2 milliards de francs en 1982. Le déficit provient pour 1,3 milliard de francs de l'exploitation courante (essentiellement de Thomson-C.S.F.) et pour 900 millions de *« facteurs exceptionnels ».* Il s'agit notamment de provisions constituées pour combler les « trous » de certaines opérations (par exemple le contrat égyptien de téléphone), ou du coût des contrats de solidarité (plus de 300 millions de francs).

Ces *« pertes énormes »*, explique M. Alain Gomez, *« sont la sanction, d'autant plus sévère qu'elle a été retardée, de trois faiblesses structurelles : une masse de frais généraux phénoménale ; une structure juridico-financière complexe ; la multiplicité et la dispersion des activités ».*

Une action devra donc être engagée dans ces trois directions dès la rentrée de septembre. Pour les frais généraux, l'idée est de réduire le poids des sièges sociaux parisiens de Thomson-Brandt et de Thomson-C.S.F., qui ne comptent pas moins de mille cent personnes (y compris, il est vrai, la direction des affaires internationales). En matière de structures, *« l'objectif est de donner aux opérationnels tous les moyens de leur propre gestion »*, par une plus large décentralisation. Enfin, M. Alain Gomez note que *« tous les groupes doivent pouvoir, à un moment ou à un autre, adapter leur portefeuille aux exigences de l'évolution de leurs priorités stratégiques »*, ce qui passe d'abord par *« une concentration des forces à l'intérieur de chaque métier »*.

Le P.-D.G. du groupe pose là, en fait, le problème de fond : celui de la *stratégie future de Thomson.* Sa situation financière et les évolutions technologiques l'obligent à concentrer ses moyens dans quelques grands domaines, à ne pas *« courir plusieurs lièvres à la fois »*. D'ores et déjà, Thomson s'est allégé de deux activités : la Compagnie des lampes, rachetée par Philips, et la mini-informatique, reprise par Bull.

Le grand public et l'électronique professionnelle gagnent de l'argent et constituent les deux points forts du groupe. En revanche, les composants, la radiologie et la branche communication sont en rouge. S'il est acquis que Thomson va faire un gros effort dans les composants, le problème des deux autres branches *reste posé, le groupe n'ayant pas,* à l'évidence, les moyens de tout faire sur une grande échelle. Restent à définir les priorités et à ne pas se tromper dans les choix ! – J.-M. Q.

● ***Ford suspend son projet de création d'une usine au Portugal.*** – Le constructeur automobile américain Ford a annoncé le 5 juin avoir suspendu *sine die* son projet d'implantation d'une usine au Portugal en raison de la réduction de la demande de voitures enregistrée en Europe. Le projet prévoyait un investissement de 900 millions de dollars et la création de six mille emplois. – *(A.F.P.)*

VOLVO ACQUIERT 20 % DU CAPITAL DE SAGA PETROLEUM

La firme automobile Volvo poursuit sa diversification dans le secteur énergétique. Elle vient en effet de signer un accord avec la société norvégienne Saga Petroleum *qui* lui permettra d'acheter 20 % du capital de cette dernière, lorsque auront été acquises les autorisations des gouvernements suédois et norvégien.

La transaction s'élèverait à 22 millions de dollars. Saga connaît actuellement des difficultés financières, ce qui ralentit son développement. La société dispose de participations sur dix-sept permis en mer du Nord, mais deux seulement dégagent déjà du « cash-flow ».

Volvo va donc participer à une augmentation de capital de Saga et garantir un emprunt de celle-ci. Volvo devient ainsi un groupe énergétique (44,3 % du chiffre d'affaires en 1982) plus qu'automobile (42,5 % du chiffre d'affaires). Non sans quelques déboires, puisque sa *principale filiale énergétique,* Scandinavian Trading, a perdu près de 40 millions de dollars au premier trimestre de 1983. On se rappelle que, au début des années 70, Volvo avait voulu vendre – ses actionnaires s'y étaient opposés – 40 % de son capital au gouvernement norvégien, contre la possibilité d'un approvisionnement pétrolier en mer du Nord. L'accord avec Saga comporte *pour Volvo une garantie d'achat au* prix du marché de 20 % de la production pétrolière de la société norvégienne.

● **L'activité commerciale a baissé de 2,8 % en avril** (par rapport à mars) selon l'indice mensuel établi par l'INSEE. La diminution est plus forte dans les commerces alimentaires (– 3 %) que dans les commerces non-alimentaires (– 2 %).

AFFAIRES

Inquiétudes sur le marché de la banane

Un déficit d'approvisionnement du marché français de la banane d'environ 10 % durant le mois de mai dernier peut paraître *minime par rapport aux* problèmes traditionnels du marché des fruits et légumes. Si cela est suffisant pour créer l'inquiétude des professionnels, c'est *que, depuis* février dernier, se produit la perturbation la plus grave qu'ait connue un marché jusqu'alors particulièrement calme.

Le marché français est protégé. Des conventions entre les professionnels et le ministère des finances fixent périodiquement les prix de gros des bananes, qui échappent ainsi aux lois du marché. Les fruits proviennent pour les deux tiers des Antilles françaises et pour le tiers restant des pays africains de la zone franc, principalement de Côte-d'Ivoire et du Cameroun. Le groupement d'intérêt économique de la banane (G.I.E.B.), réunissant les différents intervenants sur le marché, est chargé d'ajuster production et consommation nationales, en achetant s'il y a lieu des bananes sur le marché international. Mais c'est *en dollars* qu'il faut alors payer ces fruits, qui proviennent principalement d'Amérique centrale. En 1982, sur les 446 890 tonnes de bananes importées, 13 % avaient été payées en dollars.

Producteurs, importateurs, mûrisseurs et négociants trouvent leur intérêt dans ce système, qui a pour but de sauvegarder de la concurrence des pays bananiers latino-américains, les plantations antillaises, dont les charges sont comparables à celles de la métropole. Quant au consommateur français, plus gros client européen, s'il lui faut payer ses bananes jusqu'à 50 % plus cher que son homologue allemand ou italien, il a l'avantage de pouvoir se fournir toute l'année, et à des prix à peu près stables.

Des grains de sable se sont infiltrés depuis peu dans cette mécanique bien huilée. Les cyclones dans les Antilles (la surface des bananeraies de la Martinique est passée de 9 000 hectares en 1979 à 6 900 aujourd'hui), la sécheresse en Côte-d'Ivoire et divers problèmes de production au Cameroun ont *fortement* réduit la production de la zone franc à une période – le printemps – où la demande est forte, et d'autant plus que cette année la production *nationale de fruits* est en retard.

La zone franc n'a pu fournir que 33 000 des 50 000 tonnes nécessaires en mai dernier, et sur les 17 000 tonnes qui leur avaient été attribuées, les pays africains n'ont pu en produire que 11 500.

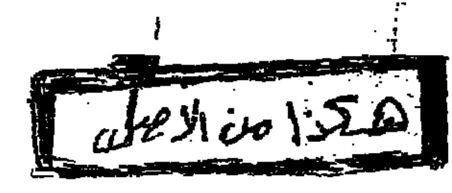
Le G.I.E.B., malgré une hausse d'environ 0,50 F par kilo autorisée par le ministère, n'a pu se fournir à bon compte sur le marché international du fait de la hausse du dollar mais aussi parce qu'il n'était *pas un client privilégié sur* un marché américain lui aussi gravement touché par une série de catastrophes : inondations, sécheresse, *coups de vent*, ont réduit de 40 % la production de l'Équateur, de 90 % celle du Guatemala, de 50 % celles du Honduras et du Costa-Rica.

Pour les 220 mûrisseurs français, la pénurie crée des problèmes inégaux de gestion. Les mûrisseurs « intégrés », c'est-à-dire souvent importateurs et ayant des intérêts parfois jusque dans les plantations, notamment antillaises, dominent le marché en *se jouant des difficultés* d'approvisionnement, alors que certains autres voient leurs installations tourner à moins de la moitié de leur capacité.

Bien que la demande de bananes baisse avec l'arrivée des beaux jours, la situation de crise *pourrait encore se prolonger* sur plusieurs semaines, sinon sur plusieurs mois. Personne ne songe cependant à remettre en cause un système qui a fait ses preuves, chacun étant conscient de la chance d'avoir, par les temps qui courent, un marché protégé.

N. F.

● **HACUITEX-C.F.D.T se prononce pour une « filière nationalisée » dans le textile-habillement.** – La fédération Hacuitex (*Habillement-cuirs-textiles*) de la C.F.D.T. a proposé, le 1er juin, la création d'une « *filière nationalisée* » dans le textile-habillement autour de Rhône-Poulenc-Textile, de la *compagnie* Boussac-Saint-Frères et du groupe Bidermann. A l'issue de son congrès de Valence, a précisé M. Dion, son secrétaire général, elle a décidé d'en faire un « *axe revendicatif* ». M. Dion a *également* indiqué que le congrès a adopté, contrairement à ce qui était préconisé dans le rapport d'activité et d'orientation fédéral, une position nouvelle sur la compensation de salaire en cas de réduction du temps de travail à trente-cinq heures, en s'alignant sur celle de la confédération qui fixe la compensation salariale intégrale jusqu'à deux fois le SMIC revendiqué.



Les critiques de M. Séguy contre le gouvernement

« A titre personnel »

Un an après avoir été remplacé par M. Krasucki au secrétariat général de la C.G.T., M. Georges Séguy est un homme « heureux ». Il l'a confié le 6 juin à l'émission « Face au public » de France-Inter. M. Séguy n'était pourtant pas là pour disserter sur ses états d'âme de retraité.

A l'occasion de cette étrange rentrée radiophonique, il a manifesté une sévérité vis-à-vis du gouvernement dont n'avait encore jamais fait preuve la C.G.T. : « Le gouvernement, *a-t-il souligné,* s'oriente vers des options économiques et, par voie de conséquence, sociales qui vont à l'encontre des engagements pris par la gauche au moment des élections présidentielle et législatives et qui provoquent un mécontentement certain parmi les travailleurs. La C.G.T. ne se fait pas plus grinçante qu'elle l'était auparavant, mais les mesures économiques et sociales se font plus austères. »

Mais de qui M. Séguy était-il le porte-parole pour « demander aux travailleurs d'intervenir avec la vigueur qui s'impose afin qu'ils soient respectés » *? On aurait pu penser que la C.G.T., en une période où elle traverse des difficultés sérieuses, avait fait appel à la personnalité prestigieuse de son ancien leader en comptant sur une audience et une popularité qui vont au-delà des syndiqués cégétistes. Or, apparemment, ce n'est pas aussi simple.* L'Humanité *du 7 juin le présente comme président de l'Institut d'histoire de la C.G.T. et coordonnateur de l'* « appel des cent » *(pour le désarmement et la paix), mais elle s'abstient de rappeler qu'il est toujours membre de la commission exécutive de la C.G.T. et du comité central du P.C.F. La C.G.T. avait annoncé la prestation de M. Séguy parmi ses activités de la semaine, mais le 7 juin on soulignait à la confédération qu'il s'était exprimé* « à titre personnel », *ses propos* « n'engageant pas » *la centrale. Celle-ci réunira justement sa commission exécutive le 8 juin, et, même si elle hausse le ton, elle n'ira peut-être pas aussi loin, laisse-t-on entendre, dans la critique...*

En fait, M. Séguy, ce retraité actif qui écrit sur mai 1968, rencontre le garde des sceaux et voyage dans le Nord a joué indistinctement de ses différentes casquettes, ce qui lui a permis de dire ce que nombre de militants cégétistes et communistes n'osent exprimer aussi nettement.

Il s'est même offert le luxe de qualifier les circonstances de son remplacement au secrétariat général de « sujet tabou », *ajoutant :* « Je n'aime pas beaucoup parler de cela. Tous mes amis vous diront qu'ils ont utilisé toute leur force de conviction pour me dissuader de donner suite à ma décision et que je les ai persuadés qu'il ne fallait pas insister. Je préfère être dans la position où je me trouve. » *M. Krasucki a dû apprécier la saveur du propos... —* M. N.

RECTIFICATIF. – Dans notre page « Idées » sur la démocratisation du secteur public (*le Monde* du 4 juin 1983, page 2), une malencontreuse erreur s'est glissée à propos du titre de M. Pierre Bey. M. Bey est *administrateur* de la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) et non *administrateur général*.

● **Sidérurgie : la C.G.T. appelle à une journée d'action le 16 juin.** – Au cours de cette journée nationale, le syndicat veut défendre « *une véritable filière acier* », Sacilor et Usinor sont invitées à proposer un plan de diversification ; « *une reconquête du marché intérieur et une autonomie de décision de la France par rapport au diktat de la C.E.E.* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	7,7025	7,7065	+ 280	+ 215	+ 360	+ 410	+ 990	+ 1110
$ can.	6,2390	6,2430	+ 135	+ 180	+ 280	+ 340	+ 770	+ 890
Yen (100)	3,2070	3,2095	+ 150	+ 180	+ 305	+ 340	+ 955	+ 1020
DM	3,0065	3,0090	+ 180	+ 200	+ 350	+ 380	+ 1035	+ 1100
Florin	2,6805	2,6830	+ 135	+ 155	+ 265	+ 290	+ 725	+ 780
F.B. (100)	15,0500	15,0640	+ 320	+ 415	+ 630	+ 775	+ 1630	+ 1995
F.S.	3,6370	3,6405	+ 230	+ 255	+ 450	+ 490	+ 1355	+ 1435
L (1 000)	5,0700	5,0730	– 210	– 165	– 400	– 335	– 1280	– 1145
£	12,1040	12,1150	+ 210	+ 295	+ 450	+ 560	+ 1350	+ 1585

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 7/8	9 1/4	9 5/16	9 11/16	9 7/16	9 13/16	9 3/4	10 1/8
DM	4 11/16	5 1/16	5 3/16	5 7/16	5 3/16	5 9/16	5 1/2	5 7/8
Florin	5 3/4	6 1/2	5 7/8	6 5/8	6	6 3/4	6 1/2	7 1/4
F.B. (100)	9	10	9 1/4	10 1/8	9 3/8	10 1/4	9 7/8	10 5/8
F.S.	3	3 3/4	4 3/4	5 1/8	4 7/8	5 1/4	5	5 3/8
L (1 000)	14	15	16 1/4	17 1/4	16 3/4	17 3/4	17 5/8	19
£	9 3/4	10 1/2	10	10 1/2	10	10 5/8	10 1/8	10 3/4
F. franç.	12 1/8	13	12 1/4	13 1/8	13 1/8	14	16 1/4	17 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le plan d'économies pour la sécurité sociale n'entraîne pas de réduction immédiate de prestations pour les assurés

Conformément aux orientations gouvernementales arrêtées lors du plan de rigueur du 25 mars 1983, M. Pierre Bérégovoy a annoncé le 6 juin six mesures d'économies pour la sécurité sociale. La Fédération nationale de la mutualité française « *se réjouit que différentes hypothèses tendant à réduire les prestations n'aient pas été suivies d'effets* » mais « *regrette* » le report d'améliorations de prestations. La C.G.T. manifeste une appréciation identique, mais estime que « *l'ensemble des mesures prises manque d'envergure* » : « *Rien ne justifie dans l'état actuel des choses*, affirme Mme Poupon, *que soient recherchés à tout prix des milliards sans que l'on touche aux privilégiés de la fortune.* »

Un sondage et une contribution au débat social ratifient, à première vue, la méthode douce choisie par M. Pierre Bérégovoy pour dégager 4 milliards d'économies, plan annoncé sous la forme abrupte d'un communiqué de presse le 6 juin et destiné à équilibrer le régime général de la sécurité sociale en 1983. Le sondage publié par *le Pèlerin* (1) montre que, pour venir à bout du déficit de l'assurance-maladie, 40 % des Français se résoudraient à une augmentation des cotisations et 35 % à une diminution des remboursements. Or le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale n'a *touché ni aux cotisations ni* aux prestations.

Le ministre des comptes se satisfera du jugement de son prédécesseur, qui, dans « En jeu » du 7 juin, souligne que « *le pays a tout à gagner à mettre les comptes sur la table* », mais, ajoute Mme Nicole Questiaux, « *la crise de la protection sociale n'est pas comptable, elle relève des mutations révolutionnaires que connaît notre pays* ».

Pour l'heure, point de réforme de fond du financement, pas de diminution de la prise en charge des actes chirurgicaux, le nouveau coup de bistouri de M. Bérégovoy se veut sans douleur. L'énième plan d'économies de la sécurité sociale, arrêté deux semaines avant la réunion de la commission des comptes, est un ensemble de six mesures qui a été débattu, dit-on, avec les partenaires sociaux et qui ne devrait faire hurler que... – mais ce n'est pas sans risques – l'industrie pharmaceutique et les professionnels de la santé, mais non les assurés.

● *Des améliorations de prestations sont de nouveau reportées, soit une économie attendue de 1,35 milliard.* Il s'agit principalement de la mise en œuvre d'une nouvelle nomenclature des appareils d'orthopédie dento-faciale et du projet relatif à la lunetterie, qui n'interviendront qu'au-delà du 31 décembre 1983. En revanche, le remboursement des audioprothèses sera amélioré dès cette année et la franchise pour la « *vingt-sixième maladie* » sera supprimée. Actuellement, si vous souffrez d'une affection de longue durée nécessitant une thérapeutique coûteuse et ne figurant pas dans la liste des vingt-cinq premières maladies (exonérées du ticket modérateur) et si vous avez à votre charge une dépense de 80 F par mois pendant six mois (soit 480 F au total), vous payez une franchise de 80 F par mois. C'est cette franchise qui doit être supprimée, mais des débats existent encore sur le point de savoir s'il convient de relever le seuil de 80 F pour diminuer le nombre de bénéficiaires et donc alléger le coût du nouveau système.

● *La hausse des prix des médicaments* (+ 2 % et l'équivalent de 1 % « *à répartir en conventions avec des laboratoires supplémentaires* ») est reportée de juillet 1983 au 1er octobre 1983 (économie : 150 millions de francs). Au ministère, on dément toute idée de « *sanction* » punissant un éventuel dérapage salarial au premier trimestre. Mais les dépenses pharmaceutiques évoluent actuellement à la baisse.

● *Les pharmaciens d'officine devront acquitter une nouvelle ristourne.* – Ils avaient dû verser en 1982 une remise conventionnelle de 4 % de leur revenu d'exploitation à la Sécurité sociale. Le ministère indique que les « *conditions d'un versement d'ampleur comparable en 1983 seront examinées avec la profession* » (économie escomptée : 250 millions de francs).

● *La participation de la Sécurité sociale aux investissements hospitaliers va être réduite.* – Jusqu'à présent les caisses régionales d'assurance-maladie accordaient des prêts d'équipement à long terme et à taux nul aux établissements sanitaires et sociaux représentant 30 % de l'investissement. M. Bérégovoy, reprenant ainsi un projet du gouvernement de M. Barre, a considéré qu'il n'était pas normal de faire financer l'investissement par des cotisations. Il va demander à la Caisse des dépôts et consignations et à ses filiales d'accroître leur concours. Ce relais devrait être échelonné « *au cours des prochaines années* » sans remise en cause des opérations en cours (économie : 450 millions de francs).

● *La cotation des actes en Z* (radiologie) *est réduite* pour tenir compte de la diminution intervenue depuis 1980 dans le coût du métal argent utilisé dans la fabrication des films pour examens radiologiques. Selon les formats des films les cotations se trouvent ramenées de 1,5 à 1, de 2,5 à 2, de 5,5 à 5 (économie : 300 millions de francs).

Un pari

La sixième mesure, la plus importante, concerne l'inflexion des dépenses hospitalières, mais elle relève pour une large part du pari. En 1982 l'évolution des remboursements de l'assurance-maladie aux hôpitaux a fait apparaître une augmentation de 20,1 %. Pour 1983, la commission des comptes avait prévu une croissance des remboursements hospitaliers de l'ordre de 15 %. Or, à la fin avril, malgré une sensible décélération, on en était encore à 15,8 %. M. Bérégovoy a donc revu l'objectif à la baisse : 14 %, soit un point de moins, c'est-à-dire une économie de 1 milliard. Pour l'ensemble des dépenses de santé, l'objectif demeure de ramener leur progression au rythme annuel de 12,20 % (contre 18,5 % en 1982), soit 4 % en volume au lieu de 6 %. M. Bérégovoy n'ayant pas encore amorcé la réforme des frais de séjour hospitalier, il compte sur une autorégulation des dépenses hospitalières. Le volontarisme suffira-t-il là où les frais de personnel représentent 70 % des dépenses ? Le pari est ambitieux. Utopique ? Pour ramener le taux à 14 %, *le ministère n'écarte* pas des mesures complémentaires « *si besoin est* ». Cela signifie que des créations d'emploi pourraient être ici et là reportées et que bien peu d'hôpitaux se verront accorder en fin d'année des budgets supplémentaires...

Avec cet ensemble de mesures, 3,5 milliards d'économies seront normalement réalisées, 500 millions devant résulter de l'effet du dispositif sur les régimes spéciaux. Le ministre va pouvoir maintenant, parallèlement à la préparation du débat sur le budget social à l'Assemblée nationale, fin juin, préparer un nouveau plan pour venir à bout du déficit de 1984 (*le Monde* du 3 juin). S'inspirera-t-il des réflexions, parfois acides, de Mme Questiaux ? L'ancien ministre exprime sa crainte de « *l'économisme ambiant : Il pousse à laisser une part plus grande des frais à la charge des malades. Ainsi, espère-t-on, la loi du marché poussera à une meilleure organisation. Ce n'est pas vrai, ce sont les gens vraiment malades qui dépensent beaucoup, et ces économies-là entraîneront des inégalités qui ne seront pas supportées* », et « *à terme des coûts supplémentaires* ». Mme Questiaux semble ici prendre le contre-pied de l'idée de « *responsabilisation* » chère à M. Bérégovoy. Mais elle apporte son soutien à l'amorce de fiscalisation des prestations familiales à la *double condition* que les salaires soient renégociés et qu'une réforme de la fiscalité accompagne le changement de système.

M. N.

(1) Sondage effectué du 6 au 11 mai 1983 par la Sofres pour *le Pèlerin* auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.

LA C.E.E. JUGE LES TAXES SUR L'ALCOOL ET LE TABAC INCOMPATIBLES AVEC SES RÈGLEMENTS

La C.E.E. a l'intention d'ouvrir une procédure d'infraction contre la France, jugeant les nouvelles taxes sur le tabac et l'alcool incompatibles avec ses propres règlements de concurrence. Selon les experts communautaires, le montant de la « vignette » (10 F par bouteille d'alcool au degré supérieur à 25 et 25 % de hausse sur les tabacs) devrait être inclus dans le calcul de la T.V.A. Pour les tabacs, plus précisément, selon la règle communautaire, l'élément de surtaxe compris dans la T.V.A. doit être de 5 %.

Si le désaccord persistait entre la France et la C.E.E., cette dernière pourrait porter l'affaire devant la Cour de justice de Luxembourg.

LES PRESTATIONS FAMILIALES AUGMENTERONT DE 4 % AU 1er JUILLET

Les prestations familiales vont augmenter de 4 % au 1er juillet, au titre du 1er semestre 1983. La base mensuelle de calcul passe ainsi de 1 422 F (1er-1-83) à 1 479 F (arrondie au franc supérieur). Les allocations familiales pour deux enfants seront de 473,28 F (455,04 F au chaque enfant supplémentaire donnant ensuite droit à 591,06 F. Le complément familial passe à 615 F (592 F au 1er-1-83).

Quant aux allocations pré- et post-natales, pour lesquelles le conseil des ministres du 29 septembre 1982 avait prévu une stagnation en 1983, elles bénéficieront également de l'augmentation, passant ainsi à 2 728,70 francs pour les allocations prénatales et à 3 579,20 francs pour l'allocation postnatale. La majoration accordée lors de la naissance d'un troisième enfant est maintenue et sera égale à 3 150 francs (3 028,66 francs au 1er-1-83).

Faits et chiffres

Conjoncture

● **Le commerce des pays industrialisés a continué à se contracter** au cours du premier trimestre de 1983, indique le Fonds monétaire international. Après avoir décliné en 1981 et 1982, les exportations de ces pays ont représenté 282,3 milliards de dollars, inférieures de 1,4 % au niveau du trimestre précédent et de 5,6 % à celui du premier trimestre de 1982. Pour leur part, les importations ont atteint 295,6 milliards, soit 0,5 % de moins qu'au trimestre précédent et 7,5 % de moins qu'au premier trimestre de 1982. Le déficit commercial des pays industrialisés a fortement diminué, atteignant 13,3 milliards contre 20,4 milliards au premier trimestre de 1982. – (*A.F.P.*)

Etranger

● **Diminution du chômage en Belgique.** – Le nombre des chômeurs complets indemnisés, en Belgique, est passé en données brutes de 501 953 à la fin avril à 494 619 à la fin mai, soit une diminution de 7 334 en un mois. Le taux de chômage s'établit à 11,9 % de la population active.

COOPÉRATION

LES TRAVAUX DE LA VIe CNUCED

Une certaine volonté de convergence

De notre envoyé spécial

Belgrade. – La VIe CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) devrait souligner la volonté des pays industrialisés, occidentaux du moins, de sortir le dialogue Nord-Sud de l'impasse, en réponse au ton conciliant adopté par les pays en voie de développement (P.V.D.). Le débat général se déroulera jusqu'au 18 juin, la conférence s'achevant, en principe, le 30 juin ; mais déjà la journée d'ouverture, le 6 juin, a montré cette volonté de convergence sur les thèmes qui sont au centre des discussions de la conférence de Belgrade.

Dans son discours, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a évoqué l'« *attitude positive* » et la « *souplesse* » de toutes les parties. Selon lui, la présente session de la CNUCED fournit l'occasion de couper court au « *sentiment d'échec et de frustration* » sur lequel se sont achevées, ces dernières années, plusieurs réunions Nord-Sud et de prendre un « *nouveau départ* ».

Une action d'urgence devrait porter, a-t-il précisé, sur quatre domaines interdépendants : accroître les liquidités des P.V.D., notamment par l'intermédiaire du F.M.I. ; augmenter l'assistance des institutions multilatérales, en particulier aux pays à faibles revenus ; stabiliser les marchés des produits de base ; mettre fin au protectionnisme.

M. Perez de Cuellar a déclaré que ces mesures doivent faire partie intégrante des efforts de relance de l'économie mondiale, « *de graves questions demeurant quant à l'ampleur et à la solidité de cette reprise* ». Il a constaté que les sept grands pays industriels occidentaux s'étaient prononcés en faveur d'une telle « *croissance non inflationniste* » à Williamsburg, ce qui l'encourageait à un certain optimisme, a-t-il précisé un peu plus tard dans une conférence de presse. Le secrétaire général de l'ONU a également affirmé que les mesures internationales devaient être complétées par des politiques « *nationales appropriées* ».

Le président yougoslave, M. Milka Spiljak, a également exprimé dans son allocution d'ouverture l'espoir que « *le réalisme politique triomphe* » lors de la conférence. La position des Etats-Unis est à cet égard significative. Ils avaient voté contre l'adoption de l'ordre du jour provisoire de la VIe CNUCED, en faisant valoir qu'ils ne partageaient pas l'analyse de la situation économique mondiale présentée dans les documents préparatoires.

Les Etats-Unis se sont aussi nettement opposés à l'inclusion dans l'ordre du jour d'une question politisant le débat, a dit le délégué américain, et en conséquence « *hautement inappropriée* » : la conférence doit, en effet, avoir connaissance de l'état d'avancement des études qui ont été demandées au secrétariat de la CNUCED sur les peuples et les pays qui vivent encore sous le domination coloniale ou l'occupation étrangère (Namibie, Palestine, Afrique du Sud).

Cependant, le représentant de Washington a indiqué que, comme les Etats-Unis souhaitaient contribuer à une discussion « *sérieuse et réaliste* » de la situation actuelle du commerce et du développement et participer « *pleinement et de façon constructive* » aux travaux de la conférence de Belgrade, ils avaient décidé de ne pas s'opposer, en définitive, à l'adoption de l'ordre du jour. Voilà qui lève une hypothèque sur l'attitude américaine. Dans le même esprit, la Communauté européenne devait exprimer, le 7 juin, une position sensiblement plus ouverte qu'elle ne l'était ces derniers jours aux propositions des pays en voie de développement, à la demande notamment de la France.

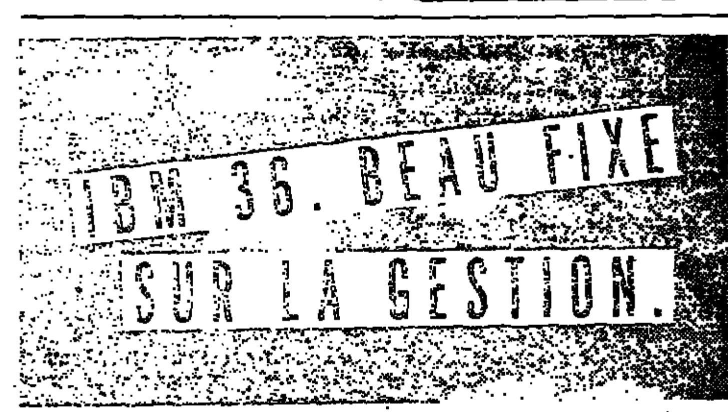
GÉRARD VIRATELLE.

UN MESSAGE DE L'U.R.S.S.

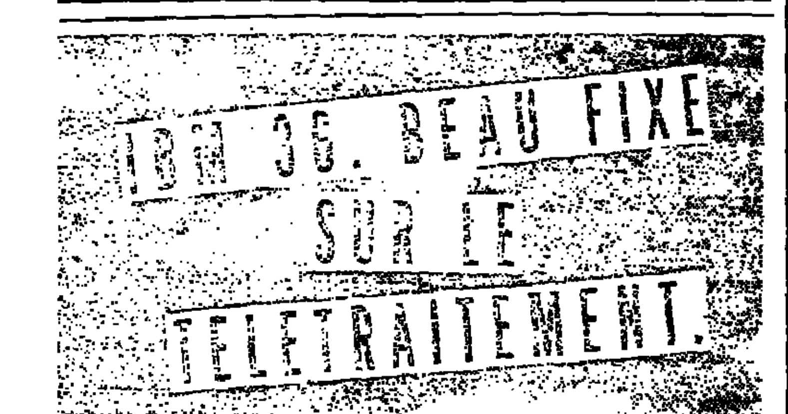
L'U.R.S.S. a appelé à la « *restructuration des rapports économiques internationaux* » dans un message du conseil des ministres soviétique à la VIe CNUCED. Cité par l'agence Tass, le message dénonce les « *adversaires de la restructuration des rapports économiques inégaux créés par l'impérialisme* », qui, selon lui, « *bloquent l'ouverture de pourparlers globaux sur les grands problèmes économiques* ». En outre, dans ce texte, l'Union soviétique se déclare favorable à la « *garantie de la souveraineté absolue des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Océanie sur leurs ressources naturelles* ». – (A.F.P.)











SOCIAL

UN ENTRETIEN AVEC M. PAUL MARCHELLI

« Nous proposons une trêve sociale de six mois pour remettre la France au travail »

nous déclare le délégué général de la C.G.C.

« Quelle est la ligne de la C.G.C. ? Après avoir dénoncé sévèrement le plan Delors, vous venez de déclarer que tout doit être mis en œuvre pour que le plan réussisse, puis quelques jours plus tard, à Toulouse, vous brandissez le spectre de l'échec et d'une quatrième dévaluation...

— Notre démarche est très cohérente tant sur le fond que dans la forme. Nous avons effectivement émis un certain nombre de critiques sévères. Il était en effet inadmissible qu'un plan de cette importance ait été présenté aux Français sans concertation préalable avec les partenaires sociaux et économiques. La ponction de 65 milliards de francs sur l'économie du pays représente la certitude que nous allons vers un très fort refroidissement, notamment par la baisse de la consommation. *Le dispositif est injuste* : l'ensemble des prélèvements s'effectue à partir de structures fiscales que nous mettons en cause depuis vingt-cinq ans car elles se basent sur les apparences et non sur la réalité des revenus des Français. Le seul bon effort est l'effort dans la justice comme nous l'avions proposé dès mai 1982.

» Le plan Delors ne comporte qu'un mécanisme de ponction financière et non pas la définition d'objectifs économiques et industriels. *On n'a pas dit aux Français à quoi leurs* sacrifices allaient servir. M. Delors, lorsqu'il nous a reçu, a reconnu que, en fait de projet économique et de stratégie industrielle, la page était blanche et qu'il était temps de mettre en œuvre un projet économique *et une stratégie industrielle. Il nous* a d'ailleurs proposé la constitution de groupes de travail ministère de l'économie-C.G.C. Il faut essayer de mobiliser les Français autour de ce que le président de la République lui-même a apppelé un grand dessein, *c'est-à-dire un projet économique* et une stratégie industrielle auxquels nous puissions adhérer.

— Pourtant vous avez changé de ton...

— Nous avons changé de ton. Pour nous, le problème qui se pose est qu'il est inimaginable de faire les efforts demandés actuellement si *nous n'aboutissons pas à des résultats* qui permettent de dire que l'économie commence à se redresser. Il y a très peu de chance que ce plan réussisse à moins qu'on n'envisage quelque chose de plus que la participation financière qui est demandée aujourd'hui aux Français.

» Nous avons constaté aussi que *nous avons, d'une part, un premier* ministre qui se conduit de plus en plus en irresponsable — il ne fonctionne plus — et, d'autre part, des hommes qui essaient de prendre leurs responsabilités comme M. Delors, M. Bérégovoy, M. Fabius voire M. Rocard, *mais* qui semblent paralysés par les interférences qui existent entre le parti majoritaire et le gouvernement. Si dans quelques mois les Français s'apercevaient que, par malheur, l'effort extraordinairement important qu'on leur impose *n'a servi à rien, nous* serions dans une situation économique, sociale et peut-être politique dangereuse pour le pays.

» Devant cette impuissance du pouvoir politique, qu'il s'agisse du gouvernement ou malheureusement *du président de la République, il* nous paraît indispensable qu'une organisation syndicale représentative essaie de proposer la solution qui permette d'éviter la quatrième dévaluation, dont maintenant certains leaders du parti socialiste parlent ouvertement, *la sortie du S.M.E. et* la mise en place de barrières protectionnistes qui nous obligeraient de vivre en autarcie. Ce qui ferait perdre, peut-être définitivement, à la France son rang de puissance industrielle.

« Un processus d'appauvrissement »

— Si la C.G.C. demande une « pause », quelles conséquences en tire-t-elle quant à ses revendications et à sa stratégie pour permettre la réussite du plan Delors ?

— Le grand problème de la *France*, celui qui crée la faiblesse de sa monnaie, qui l'oblige à s'endetter de manière faramineuse à l'étranger, qui contraint le gouvernement à engager un processus d'appauvrissement des Français, c'est celui de la non-compétitivité de notre production.

» Nous vendons de moins en moins de produits finis à haute valeur ajoutée, nous vendons de plus en plus de produits bruts ou semi-ouvrés et, au contraire, nous achetons de plus en plus de produits sophistiqués à haute valeur ajoutée. Nos entreprises ont plus de charges fiscales, sociales, financières que leurs concurrentes de la plupart des *grands pays industrialisés, pour des* raisons qui relèvent aussi bien de la politique du précédent gouvernement que de celle du gouvernement issu des élections de mai 1981. On constate de surcroît, depuis quelques mois, une espèce de prise de distance des salariés par rapport au travail, qu'il s'agisse des ouvriers, des employés ou de l'encadrement. Depuis deux ans, on assiste progressivement à une baisse de la qualité de nos produits avec une augmentation des coûts de production d'autant plus sensible que, depuis mai 1981, le taux horaire ouvrier en France a augmenté *plus vite que* dans tous les pays hautement industrialisés. Il y a aussi un problème de qualité très grave qui s'ajoute à la faiblesse de nos services après-vente. La progression des coûts de revient est liée à la hausse des salaires ou*vriers mais aussi à une baisse de pro*ductivité qui relève du comportement des salariés.

» Notre proposition est donc simple. Si les salariés français acceptaient de se remettre au travail, de fournir un effort extraordinaire par rapport à ce qui s'est passé ces temps derniers, nous pourrions rattraper en quelques mois une partie de l'écart que nous avons actuellement quand on compare des produits et le rapport qualité-prix par rapport à la concurrence étrangère. *C'est la seule solution qui soit à no*tre portée et qui puisse être d'une efficacité réelle d'ici quelques mois. L'échéance est proche : le problème pour notre monnaie se posera au plus tard en octobre. Nous serons obligés d'aller à des réajustements rigoureux si nous n'avons pas d'ici là repris une place suffisamment solide.

» Ni le président de la République ni le gouvernement n'ont la capacité, pour des raisons politiques, de réussir la mobilisation des forces *de travail qui existent dans le pays.* Pendant quelques mois, le temps de colmater les brèches du navire, qui est en train de couler, nous proposons une suspension d'armes, c'est-à-dire la trêve de la lutte des classes et la remise au travail, sans arrière-pensées.

» C'est la proposition que nous faisons aujourd'hui à tous nos partenaires : le C.N.P.F., la C.G.P.M.E, la C.G.T., la C.F.D.T., la C.F.T.C., F.O. Nous leur tenons le langage suivant : mettons de côté pendant *six mois nos conflits, nos inquiétudes*, nos incompréhensions, nos revendications, nos grèves, tout mouvement qui ne contribue pas à l'effort de production. Remettons-nous au travail, quitte à continuer éventuellement la lutte des classes, *si certains le veulent*, une fois que nous aurons sorti le pays de l'ornière.

« Nous n'hésiterons pas à différer toute grève »

— Est-ce que les résultats éventuels auxquels vous pourriez aboutir pendant cette trêve ne seront pas remis en cause si vous recommencez la lutte des classes après ? Puisque vous proposez un armistice, êtes-vous prêt à remettre en cause votre mot d'ordre de grève nationale de vingt-quatre heures pour le 3 octobre ?

— Si les organisations ouvrières comme la C.G.T. et la C.F.D.T. continuent à développer l'action qui est la leur en ce moment, nous nous battrons les uns les autres pour le partage de la pauvreté. Si les grèves se développent, elles viendront encore surcharger le bateau et ajouter quelques milliards de déficit. Est-ce qu'une reprise de la lutte des classes peut ensuite tout remettre en cause ? C'est possible mais nous n'avons pas, nous, la prétention de gouverner le pays. Nous n'avons pas à assumer les responsabilités qui incombent au pouvoir politique : c'est à lui qu'il appartiendra de prendre la suite de la démarche des partenaires sociaux. Le problème est de savoir si nous serons dans une situation en voie de redressement à la rentrée, si nous pourrons bénéficier de la reprise de la croissance qui se dessine aux États-Unis, ou si nous entrons de fa*çon définitive dans un cycle qui nous* conduira, de faillite en faillite, au dépérissement économique de notre pays.

» La grève que nous préparons pour le 3 octobre coûtera au pays entre 5 et 7 milliards de francs suivant son niveau de réussite. Si nous arrivons à créer un consensus, nous n'hésiterons pas à sacrifier, voire à différer, tout mouvement de grève pendant le temps de cet armistice. Cela ne nous empêchera pas de manifester de manière puissante. Mais *nous* espérons que notre manifestation d'octobre sera une expression de soutien de l'effort retrouvé et du consensus national et non pas une manifestation de contestation d'une politique qui nous amène droit à la faillite.

« Il n'est pas trop tard »

— Votre appui au plan Delors n'est-il pas trop tardif alors que la situation économique se dégrade, qu'un dollar à 7,70 F le met en péril et que, du P.C. à M. Chevènement, il est attaqué par la majorité parlementaire ?

— Il ne faut pas être trop pessimiste. Nous avons encore un appareil industriel puissant, même s'il a été *partiellement désorganisé* par les nationalisations. Il suffit simplement de bien l'utiliser. Il n'est pas trop tard : il suffirait que les forces de travail se remettent au travail pour que nous réglions très rapidement le problème de la compétitivité de nos *produits*.

» Nous sommes extrêmement sensibles à la montée délirante du dollar, face à notre monnaie faible. Si nous rétablissions notre capacité de vendre, le franc s'en trouverait consolidé immédiatement. Les querelles à l'intérieur du parti socialiste étaient susceptibles de se produire à n'importe quel moment mais je préfère être dans ma peau avec les propositions que je fais pour la France que dans la peau de M. Chevènement avec les propositions qu'il fait pour le parti socialiste.

— A quelles conditions seriez-vous prêt à consentir des sacrifices pour les cadres les conduisant à accepter une baisse de leur pouvoir d'achat pour assurer la compétitivité des entreprises et le redémarrage des investissements ?

— L'effort imposé à l'encadrement aujourd'hui par le plan Delors atteint un niveau extrêmement élevé. Le consentement de l'encadrement sera obtenu à partir du moment où il *aura l'impression* de travailler d'une manière positive et surtout où il pourra croire à des objectifs économiques et industriels. Je ne me fais aucune illusion : si notre proposition n'obtient pas une réponse positive sans ambiguïté, de la part *de l'ensemble de nos* partenaires, c'est la faillite. Après le plan Delors, il faudra encore un autre plan dont l'austérité sera beaucoup plus pesante. Le ras-le-bol sera devenu tel que se poseront en France de graves problèmes politiques.

— Qu'est-ce qui permettrait à votre avis ce consensus minimum entre organisations syndicales et organisations patronales ?

— Nous voyons deux démarches parallèles et complémentaires. La première, c'est que l'ensemble des partenaires sociaux et économiques se tournent vers le gouvernement pour lui dire : mettons-nous ensemble au travail et, dans le mois ou les deux mois qui viennent, ayons la capacité de présenter au pays un projet économique et une stratégie industrielle qui pourront réaliser le consensus national. La seconde dé*marche*, qui devra être exprimée par toutes les organisations syndicales, est un armistice social. Il s'agira de demander au gouvernement la pause sociale et donc la suspension des réformes pendant un temps. Les syndicats, de leur côté, ne réclameront plus rien pendant six mois et demanderont aux Français un effort maximum. Il suffirait que les leaders de toutes ces organisations se réunissent — c'est notre proposition — et fassent une déclaration commune qui appellerait littéralement les Français à la mobilisation générale.

— Les cadres ne sont-ils pas trop « démotivés » comme vous dites ?

— Le personnel d'encadrement a besoin d'avoir l'impression qu'il travaille pour construire quelque chose. Proposons lui des objectifs, si difficiles soient-ils, et il se mobilisera du jour au lendemain.

Un sursaut national

— Les clivages idéologiques ne sont-ils pas trop grands ?

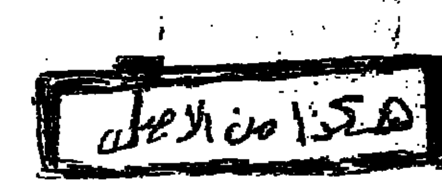
— On a vu en France des déclarations communes autrement plus difficiles à élaborer. Je pense au programme commun par exemple... Devant les dangers, on peut en quelques mots déclarer l'essentiel et appeler à l'effort, sans autre considération. Nous sommes dans une situation qui requiert des comportements nouveaux, des attitudes extraordinaires au sens étymologique du mot. Je ne vois pas pourquoi, aujourd'hui, nous ne pourrions pas connaître un sursaut national et avoir le courage responsable de mettre de côté ce qui nous divise.

— A quelques exceptions près, vous manifestez régulièrement votre défiance à l'égard des dirigeants de l'État. Les estimez-vous incapables de redresser l'économie et pensez-vous que l'ancienne majorité était mieux armée ? Le consensus social doit-il donner naissance à un consensus politique ?

— Ce n'est pas un problème d'appartenance à tel ou tel parti. Nous avons porté, en *toute* indépendance politique, jugement sur l'activité gouvernementale. Nous avons constaté que M. Mauroy n'est pas un bon premier ministre. Il a tendance à s'évaporer au fur et à mesure que les difficultés s'amoncellent. *D'autres hommes, dont j'ai cité* les noms, ont par contre un degré d'efficacité incontestable. Est-ce que dans l'opposition il y aurait de meilleurs ministres ? J'espère qu'il pourrait y en avoir, mais je regrette qu'ils ne se soient pas mieux manifestés avant mai 1981. *L'opposition* critique beaucoup, mais elle était à l'ouvrage il y a peu de temps. Or, la situation économique que nous vivons aujourd'hui et les risques que nous encourons pour les mois à venir n'ont pas été générés spontanément à partir de mai 1981, même s'il y a eu depuis un phénomène d'accélération, du fait d'erreurs considérables du gouvernement socialiste.

» Notre proposition est un peu celle de la dernière chance. Si elle n'est pas retenue et si nous constatons début octobre que tout ce que nous craignons aujourd'hui est en train de se réaliser, alors l'encadrement de France sera dans la rue. Il risque d'avoir un langage qu'il n'a jamais eu jusqu'à présent et dont le gouvernement risque de se souvenir. »

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.



TRANSPORTS

Au Bourget : un Salon d'attente avant la reprise

Un Salon d'attente. Ce jeu de mots d'un organisateur caractérise assez bien le trente-cinquième Salon de l'aéronautique et de l'espace qui a fermé ses portes dimanche 5 juin au Bourget sur un incontestable succès d'affluence, mais qui aura effectivement été plus riche en maquettes qu'en avions nouveaux. L'industrie est entièrement suspendue aux hésitations des donneurs d'ordres.

Les finances des compagnies aériennes ne leur permettent absolument pas de s'équiper comme elles le devraient en appareils plus économiques. Pourtant, les courbes de trafic ont commencé à s'infléchir favorablement à défaut de celles des recettes, et l'on veut croire que la tendance à la reprise des achats qui s'amorce un peu partout ne sera pas qu'un feu de paille. La commande par Singapore Airlines, révélée pendant le Salon, a pris valeur se symbole, tandis qu'Airbus Industrie paraît sur le point de conclure d'autres marchés en Afrique.

En revanche, l'annonce par M. Pierre Mauroy, samedi 4 juin, de l'intention d'Air Inter de commander une vingtaine d'Airbus A-320 semble pour le moins prématurée, au point d'avoir étonné les dirigeants de la compagnie intérieure eux-mêmes ; certes, Air Inter devra remplacer vers la fin de la décennie ses douze Caravelle Super-12 et ses dix Mercure par des avions d'environ cent cinquante places, mais, le temps ne la pressant pas, elle n'a nulle intention de jouer le rôle de compagnie de lancement du A-320.

Qui paiera ?

S'il se fait, qui réalisera et qui paiera ce programme ? La France, la Grande-Bretagne et la R.F.A. comme par le passé, ou bien le cercle de famille s'élargira-t-il ? L'appel à de nouveaux partenaires (italiens, canadiens), qui visait à pallier le manque d'enthousiasme de certains coopérants d'Airbus Industrie pour le nouvel avion, ne paraît pas susciter beaucoup d'empressement. En attendant un hypothétique élargissement, les partenaires « historiques » du G.I.E. se sont partagé la tâche comme par le passé, et, selon le ministre français des transports, M. Charles Fiterman, *« ils sont capables de financer le projet »*.

Il est vrai que le gouvernement français a une position en flèche vis-à-vis d'un projet qui ne suscite pas un enthousiasme aussi vibrant chez tel ou tel partenaire. La Grande-Bretagne s'inquiète de savoir si le fleuron de sa couronne, Rolls-Royce, aura davantage de chances de « motoriser » le nouvel appareil européen qu'il n'en a eu jusqu'ici.

Plus discrète, l'attitude de la R.F.A. vis-à-vis du programme A-320 n'en fut pas moins longtemps réservée. L'entrée prochaine au conseil de surveillance de la compagnie Lufthansa de M. Franz-Joseph Strauss, par ailleurs dirigeant de la société M.B.B., le coopérant industriel allemand au programme Airbus, pourrait lever les quelques réserves qu'éprouve encore le gouvernement allemand à se lancer dans le financement du A-320, M.B.B. ayant un impérieux besoin de relancer un plan de charges quelque peu défaillant. Jusqu'à présent, les Allemands avaient été sensibles aux études de Lufthansa, qui prétend avoir davantage besoin d'un quadriréacteur long-courrier de deux cents places que d'un biréacteur moyen-courrier de cent cinquante places.

Des biréacteurs transocéaniques

« Actuellement, lancer un quadriréacteur de deux cents places est une pure folie », répond pour sa part M. Bernard Lathière, administrateur-gérant d'Airbus Industrie. Il n'en demeure pas moins que sur un plan économique la structure des réseaux intercontinentaux de certaines compagnies s'accommode mal du Boeing 747, qui, après le retrait du marché de Lockheed et les hésitations de McDonnell Douglas, va finir par demeurer le seul long courrier du monde occidental. Même dans sa version « Combi », avec le pont principal partagé entre les passagers et le fret, le Boeing 747 est incontestablement un gros avion, trop gros pour être rentable sur certaines liaisons à faible trafic.

Faut-il pour autant lancer un programme d'avions spécifiques, alors que le marché actuel n'est évalué, dans le meilleur des cas, qu'à quatre cents exemplaires – dix fois moins que celui du moyen-courrier de cent cinquante places – et que bientôt peut-être, si la réglementation évolue, les biréacteurs des nouvelles générations (*Airbus A-310*, Boeing-767) pourront effectuer des vols transocéaniques et remplir cette fonction de long-courrier de moyenne capacité ? D'ici là, la remotorisation des inusables DC-8 proposée par la firme californienne Cammacorp avec des moteurs franco-américains *CFM-56-2* ne pourrait-elle faire l'affaire ?

L'économie de carburant (22 % par rapport à l'avion d'origine) et l'allongement des distances franchissables (jusqu'à 14 000 kilomètres) qu'elle permet ont en tout cas déjà séduit plusieurs compagnies, dont la plus grande du monde, United Airlines. *Lufthansa, elle, semble accorder* quelque intérêt à la formule, puisqu'elle vient de commander quatre DC-8 remotorisés pour ses deux filiales, *German Cargo et* Condor, et qu'on lui prête l'intention d'en acquérir une douzaine, dont certains pourraient bien voler sous ses propres couleurs. Une *précision :* le DC-8 remotorisé coûte 20 millions de dollars, trois fois moins qu'un avion entièrement nouveau.

Les questions d'argent donnent au marché de l'occasion une grande vigueur, qui risque paradoxalement de rejaillir de manière défavorable sur les ventes d'avions neufs : entre un Airbus A-300 neuf à 55 millions de dollars, et un DC-10 d'occasion à 18 millions de dollars, les clients impécunieux ont de quoi hésiter. Et la guerre de reprises que se livrent les constructeurs pour tenter de placer leurs machines va amplifier le phénomène.

JAMES SARAZIN.

LE « DUMPING » MARITIME

Offensive de la C.E.E. contre les flottes de l'Est et d'Extrême-Orient

Devant leurs collègues de la C.E.E., MM. Charles Fiterman et Guy Lengagne, ministre des transports et secrétaire d'Etat chargé de la mer, ont présenté, le 7 juin, un projet de règlement qui tend à lutter contre les pratiques commerciales déloyales en matière maritime.

Ces pratiques, qui se traduisent par des tarifs très bas sur les lignes régulières de cargos, sont le fait des flottes des pays de l'Est (Pologne et U.R.S.S. essentiellement) et des armements d'Extrême-Orient, qui n'hésitent pas à « casser les prix » ou à exiger, pour leurs importations ou exportations de marchandises, un monopole au profit de leurs propres bateaux.

Du coup, le jeu de la concurrence se trouve faussé par un « dumping » encouragé par ces Etats, ce qui place les armateurs européens (français, *mais aussi ouest-allemands, bri*tanniques ou danois) dans des situations extrêmement précaires étant donnée la relative rareté du fret (à *cause de la crise*), la *surcapacité de* la flotte mondiale et les coûts élevés d'exploitation sous les pavillons européens. A cela s'ajoute la toujours très vive concurrence des pavillons de complaisance (Libéria, Panama, Chypre) sous lesquels se réfugient de nombreux armateurs, y compris de la C.E.E. (Grecs et Allemands de l'Ouest).

Dans cette régression générale des flottes européennes, la France s'en est plutôt mieux sortie que ses voisins.

Le traditionnel système des conférences maritimes de lignes régulières qui avait été mis au point par les grands pays occidentaux pour se partager les cargaisons vole en éclats devant la concurrence de navires de deux types :

– ceux des armements originaires de pays à bas coût d'exploitation et de main-d'œuvre (Hongkong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour, Malaisie), qui prennent pied dans des secteurs « nobles » (le transport par grands navires conteneurs) :

– ceux des pays de l'Est dont l'expansion maritime démesurée, indépendamment de toute notion de prix de revient, est fondée sur des considérations de gains de devises à tout prix et sur des motifs stratégiques.

Sachant que la plupart des pays européens sont dans le même cas et qu'il y va des intérêts stratégiques *de l'Europe (la guerre des Malouines* a montré qu'une marine marchande puissante, à côté d'une flotte militaire, présentait des avantages logistiques en cas de crise), la France a déjà pris au plan interne un certain nombre de mesures, et elle propose à ses partenaires de la C.E.E. une action concertée permettant de prendre des sanctions contre les armateurs non communautaires qui pratiquent le dumping. C'est une pièce à verser au dossier de la défense commerciale de l'Europe.

Toute la difficulté consiste à définir, à dix, le concept de « concurrence loyale ou déloyale », étant donné que de nombreux armateurs européens sont liés par des accords commerciaux, voire financiers, avec des compagnies maritimes qui, précisément, leur font du tort. Quant aux importateurs et exportateurs – les chargeurs européens – à l'affût de la moindre économie sur les prix de revient, quel intérêt immédiat ont-ils à favoriser les transporteurs nationaux ? Enfin, les autorités portuaires de Marseille, Anvers, Rotterdam, Hambourg, Liverpool, parleront-elles le même langage pour sanctionner les bateaux « étrangers à l'Europe », qui se comportent en « casseurs de fret » ?

FRANÇOIS GROSRICHARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





L'Européenne de Banque — Locafrance

Locafrance et l'Européenne de Banque ont conclu un accord d'association au sein de la Compagnie Européenne de Financement de Matériel (CEFIMAT).

Cet Établissement financier, créé par le Groupe de l'Européenne de Banque, est spécialisé dans le financement de matériel d'équipement à usage professionnel. Jusqu'à ce jour, son capital était réparti entre le Groupe FIAT et le Groupe de l'Européenne de Banque.

Sous réserve de l'accord des autorités de tutelle et de l'autorisation du Conseil National du Crédit, la nouvelle répartition du capital sera la suivante :

– 75 % pour Locafrance.
– 25 % pour l'Européenne de Banque.

Cette entrée de Locafrance dans le capital de CEFIMAT s'inscrit dans le cadre des accords passés au début de l'année 1983 entre la Compagnie Financière de Suez et l'Européenne de Banque, accords portant sur les participations de l'Européenne de Banque parmi lesquelles à l'époque le cas de CEFIMAT avait été réservé.

Pour les parties intéressées, l'accord qui devrait être concrétisé prochainement, présente un triple intérêt :

1) pour Locafrance, la possibilité de développer ses concours dans le domaine des véhicules industriels, notamment à partir des accords existant entre CEFIMAT et le Groupe FIAT ;
2) pour l'Européenne de Banque et pour sa clientèle, la possibilité par l'intermédiaire de CEFIMAT, de bénéficier de l'ensemble des services du réseau Locafrance ;
3) pour la Société CEFIMAT elle-même, le maintien de la totalité de ses structures et de son personnel et la possibilité d'un nouveau développement.



BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'assemblée générale de la Banque corporative du bâtiment et des travaux publics, banque nationale, s'est réunie le mardi 31 mai 1983, sous la présidence d'Alain Treppoz, président du conseil d'administration.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1982, dont les principales valeurs se présentent comme suit :

– Le total du bilan s'élève à 3 867 098 716,36 F contre 3 720 676 268,56 F au 31 décembre 1981, soit une augmentation de 3,9 %.

Les crédits accordés, pour l'essentiel des financements, aux entreprises du B.T.P. ont progressé de 15,6 % pour atteindre 1 127 564 255,56 F.

La légère diminution des dépôts de la clientèle (– 4,6 %) est compensée par une augmentation sensible des capitaux gérés (SICAV et Fonds communs de placement). L'ensemble des capitaux déposés et gérés est en progression de 9,6 %.

– Le produit net bancaire s'élève à 140 313 000,79 F contre 11 755 278,33 F en 1981, soit une progression de 22,3 %.

Les frais généraux sont de 112 195 843,14 F contre 81 375 632,09 F en 1981, soit une augmentation de 37,9 %. Hors incidence des charges exceptionnelles (8,4 millions de francs) et de changements intervenus dans les méthodes de comptabilisation (10,6 millions de francs), l'augmentation ressort à 14,5 %.

La dotation nette aux provisions pour risques se chiffre à 22 226 961,21 F contre 22 148 781,33 F en 1981 (et 21 347 788,43 F en 1980).

Le bénéfice net de l'exercice s'inscrit ainsi à 7 422 771,90 F contre 7 105 865 85 F en 1981.

L'assemblée générale du 31 mai 1983 a approuvé la répartition du résultat à affecter de la façon suivante :

– 2 463 946,39 F à titre de réserves,
– 1 840 000,00 F à titre de dividendes,
– 3 128 000,00 F à titre de redevance C.N.B.,

soit au total, pour l'État actionnaire, un montant de 4 968 000 F représentant 66,8 % du résultat, contre un montant distribué aux actionnaires en 1981 de 5 060 000 F soit 71,2 % du résultat à affecter.

OLIDA CABY

GROUPE OLIDA-CABY ASSOCIÉS

M. Bernard Treizenem, qui vient de quitter la vice-présidence de Soparind, holding du groupe Bongrain, est nommé directeur général de la société Olida et Caby associés, holding du groupe Olida-Caby, premier groupe français sur le marché de la charcuterie salaison.

M. Bernard Treizenem, après avoir occupé entre 1963 et 1973 la direction générale de Danone et du groupe Gervais Danone, puis les fonctions de directeur général adjoint de B.S.N. responsable de la branche produits frais de 1973 à 1977, a assumé entre 1977 et 1981 la présidence du groupe Jacques Borel International dont il a dirigé le redressement jusqu'au rapprochement avec Novotel.

Lors de la réunion du conseil d'administration de la société Olida et Caby associés, qui s'est tenue le lundi 6 juin, M. Jean-Bernard Caby a été désigné pour succéder à M. Léopold Caby à la présidence du groupe Olida-Caby.

ACTIONS-INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

SITUATION AU 31-5-1983

Nombre d'actions en circulation	1 804 359
Actif net (en millions de francs)	412,39
Valeur liquidative de l'action (en francs)	228,55

Un dividende unitaire net de 10,90 F, ouvrant droit à un crédit d'impôt de 1,15 F, a été mis en paiement le 2 mai dernier.

Les actionnaires ont la faculté d'en réinvestir le montant en titres Actions-Investissement, jusqu'au 2 août 1983, en exonération de la commission d'entrée.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une *Sélection hebdomadaire*

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

IMMINDO S.A.

L'assemblée générale d'Immindo S.A. s'est réunie le 2 juin 1983 sous la présidence de M. Gérard Dangelzer et a approuvé les comptes du vingtième exercice social arrêtés au 31 décembre 1982.

Les conditions d'exploitation du patrimoine de la société ont été satisfaisantes tout au long de 1982 et le taux d'occupation des immeubles d'habitation est resté très proche de 100 %.

Les recettes locatives appelées au titre de l'exercice 1982 se sont élevées à 24 648 420,85 F contre 23 064 895,77 F en 1981.

Au 31 décembre 1983, le patrimoine d'Immindo S.A. se composait de 706 appartements, 11 315 m² de surfaces commerciales et 1 250 parkings. Le prix de revient de ce patrimoine, avant amortissements, fait ressortir un prix moyen au mètre carré, parkings inclus, de l'ordre de 3 000 F. Il est rappelé que l'année écoulée a été marquée par l'acquisition de deux immeubles à usage principal de bureaux, situés à Vélizy-Villacoublay; le premier bâtiment est entièrement loué et le second bâtiment est en cours de construction.

Le bénéfice de l'exercice ressort à 20 707 886,92 F contre 19 854 237,47 F (dont 1 524 761,91 F de plus-values à long terme) en 1981, après une dotation de 4 602 625,46 F aux comptes de provisions et d'amortissements.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de 16 F par action, dont 0,15 F de primes à la construction, contre 14,50 F au titre de l'exercice *précédent. Ce dividende sera* en paiement à compter du 20 juin 1983 contre remise simultanée des coupons nº 21 A et 21 B; la partie du dividende représentant les primes à la construction est exonérée de l'impôt sur le revenu.

GROUPE

VOLVO

Résultats du premier trimestre 1983

Chiffre d'affaires : 23,63 milliards de SEK (+ 58 %).

Bénéfices avant impôts : 1,02 milliard de SEK (+ 98,6 %).

Les ventes du Groupe Volvo pour le premier trimestre s'élèvent à 23,63 milliards de couronnes suédoises (SEK), soit une augmentation de 58 % par rapport à la même période de 1982.

La parité de la couronne suédoise a contribué pour moitié à cette augmentation. Les marchés extérieurs à la Suède ont représenté 89 % des ventes.

ENVIRONNEMENT

REMEMBREMENT, MÉCANISATION

Le ruissellement emporte la terre bretonne

Il est tombé 1 325 millimètres d'eau en Bretagne durant cet hiver. La pluviosité de cette année, qui n'a d'égal, de mémoire de météorologue, que celle de 1960, aura permis une fois de plus à des spécialistes bretons de dénoncer l'érosion qui met en péril les terres agricoles, les rivières charriant des tonnes d'humus.

De notre envoyée spéciale

Brest. – « *Depuis le remembrement, la Bretagne se vide de sa substance la plus riche : l'humus.* » M. Jean Rivoallan, directeur du lycée agricole de Suscinio, près de Morlaix (Finistère), sait de quoi il parle. La terre, il la connaît depuis toujours. Elle fait partie de la famille, puisque son arrière-grand-père y laissa quatre cents descendants, dont beaucoup sont agriculteurs, et « *fut le premier paysan des Côtes-du-Nord à utiliser une herse en fer, un brabant et une locomobile achetés à l'Exposition universelle de 1889* ». Il connaît d'autant mieux son sujet qu'il a fait ses classes en Algérie, où il était l'un des directeurs départementaux de l'agriculture.

Depuis vingt ans, 60 000 kilomètres de talus et quelque cinq millions d'arbres ont été détruits en Bretagne. Or les uns et les autres, s'ils entravaient la mécanisation, protégeaient la couche supérieure du sol fertile, plus ou moins épaisse et constituée de particules d'humus, d'argile, de limon. Arbres et talus faisaient obstacle au vent et créaient un microclimat spécifique. Les « coins de champ » creusés dans le maillage serré du bocage permettaient à *l'eau qui venait y stagner de pénétrer* dans le sol et de nourrir les rivières souterraines. Le grand chambardement du remembrement a mis les champs à nu sur des dizaines d'hectares. Or, affirme M. Rivoallan, « *sur une terre gorgée d'eau l'eau ruisselle obligatoirement, quelle que soit la culture en place, entraînant des centaines de tonnes d'humus* ». Résultat : « *Les estuaires et les rivières sont envasés en cinq ou six ans. Les cours d'eau deviennent brunâtres après chaque pluie. Il fallait plusieurs semaines à l'eau tombée sur les monts d'Arrée pour rejoindre Morlaix, distant de 10 kilomètres. Aujourd'hui, il faut six heures à peine.* »

La terre bretonne s'en va avec la pluie, mais elle ne se renouvelle pas non plus. Seconde conséquence de la mécanisation et de la culture intensive : « *La vie microbienne de la terre végétale, qui permet son renouvellement, a disparu. Auparavant, les agriculteurs déposaient sur les champs le fumier et les pailles de céréales, les résidus de maïs par exemple. Avec l'aide des bactéries, la cellulose produit de l'humus en se décomposant. Désormais, les champs sont laissés à nu. D'autre part, les bactéries sont nourries de nitrates, et le lisier, dans le meilleur des cas, a remplacé le fumier. Le sol ne recevant plus de matières organiques, les nitrates ne restent plus en surface mais pénètrent dans le sous-sol. Ne parlons pas des engrais chimiques et de leur action sur les nappes souterraines.* »

La Bretagne n'est ni la seule ni la première à découvrir les conséquences de l'agriculture intensive. Dans le Middle-West, les Américains « *l'ont appris à leurs dépens en mettant en culture les jachères et prairies sans se prémunir contre les effets de l'érosion et de la dégradation des réserves d'humus* ». En Algérie, la défense et la restauration du sol ont fait l'objet d'un vaste programme auquel M. Rivoallan a participé.

« *Il a fallu deux siècles pour restaurer les terres aux États-Unis, cent ans en Algérie. La Bretagne est touchée de façon moins spectaculaire car les précipitations y sont moins violentes. Quelques dizaines d'années suffiront, à condition de ne pas attendre trop longtemps ; car l'humus disparu ne reviendra pas.* »

Recréer des « coins de champ »

A Suscinio, sur les 22 hectares du lycée agricole, 320 élèves expérimentent les moyens de restaurer les sols. Ils ont recréé les « coins de champ » : « *Il suffit de donner trois coups de charrue, tous les 200 ou 300 mètres, en suivant les courbes de niveau, afin de refaire les fossés. L'eau ne ruisselle plus. Elle stagne avant de pénétrer lentement vers les rivières souterraines. Perpendiculairement au vent, on plante à nouveau des arbres pour protéger les champs et obtenir ainsi des parcelles de 5 à 10 hectares qui ne gênent pas la mécanisation. Ces mesures, qui ont porté leurs fruits partout où elles ont été appliquées, sont à la portée de tous les agriculteurs et peu coûteuses.* »

Les paysans de la région parisienne ont aussi vu remonter la teneur en humus de leur sol après avoir planté du maïs-grain : « *Les fanes, riches en cellulose, restent dans les champs, contrairement à ce qui se passe pour le maïs-fourrage.* »

La protection des terres n'est pas une affaire d'environnement mais d'économie : « *La destruction de l'humus entraîne un moindre rendement des champs cultivés. La pollution des nappes phréatiques hypothèque les réserves d'eau de la Bretagne. Le ruissellement des pluies ne permet pas leur renouvellement.* » L'eau stagnant au coin des champs pénétrait dans le sous-sol à 70 %. Actuellement, le tiers seulement de l'eau vient alimenter les nappes. Or, cette eau est nécessaire : à Suscinio, par exemple, elle est utilisée, après un passage dans une pompe à chaleur, pour chauffer le lycée, ses serres, alimenter le château d'eau de Morlaix, et elle permettra bientôt la création d'un élevage de truites.

Les « *temps modernes* », s'ils ont arasé la terre bretonne, ont également « *détruit un système mental* » respectueux des équilibres et soucieux de l'avenir. Aujourd'hui, l'expérience du lycée, pour concluante qu'elle soit , remet en cause les bases mêmes d'une agriculture trop intensive. Sera-t-elle suivie ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LE RAPPORT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Alerte aux pluies acides !

Des représentants des 34 pays membres de la commission économique des Nations unies pour l'Europe (32 Etats européens, Canada, Etats-Unis) se réunissent à Genève du 7 au 10 juin pour donner une suite à la convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance, entrée en vigueur le 6 mars dernier. La commission va notamment examiner les moyens de lutter contre les « pluies acides ».

De notre correspondant

Nairobi. – Les lacs suédois, les forêts allemandes et le Parthénon d'Athènes ont un redoutable ennemi commun : les pluies acides. Celles-ci représentent aujourd'hui l'une des plus graves menaces écologiques. C'est pour attirer l'attention sur cette forme de pollution particulièrement nocive que le directeur exécutif du programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.), M. Mostafa Tolba, lui consacre l'un des trois chapitres de son rapport sur l'« état de l'environnement en 1983 », qui vient d'être publié à Nairobi, siège mondial du P.N.U.E. (1).

En certains points du globe, la pluie, d'ordinaire « bienfaitrice de l'humanité », devient une nuisance. Elle traverse en tombant des couches d'air pollué par les gaz émis lors de l'utilisation de combustibles fossiles – charbon et pétrole notamment – dans les centrales électriques, les usines et les moteurs des véhicules. Ces gaz sont des oxydes d'azote et de souffre qui se transforment en acides sulfurique et nitrique. Résultat : il pleut de l'acide. Les grands ensembles industriels d'Amérique du nord et d'Europe lâchent chaque année dans l'atmosphère 100 millions de tonnes de bioxyde sulfurique. Ces retombées corrosives acidifient lacs et rivières, tuent les poissons et toutes les formes de vie aquatique, attaquent les canalisations et les bâtiments, rongent certains trésors culturels (le Parthénon ou la colonne de Trajan à Rome). Des tests ont montré que la corrosion des matériaux est de deux à dix fois plus rapide en atmosphère urbaine qu'à la campagne. Dans la région de Katowice, en Pologne, les trains ne peuvent pas rouler à plus de 40 km/h du fait de la corrosion des rails par les pluies acides. Selon une étude de la C.E.E., la corrosion des structures d'acier coûte annuellement à chaque Européen entre 2 et 10 dollars.

10 000 lacs moribonds

Les pluies acides ne datent pas d'hier. Un chimiste de Manchester les décrivait il y a plus d'un siècle. Ce qui est nouveau, c'est l'internationalisation du phénomène. Car les oxydes ne connaissent aucune frontière. Les centrales électriques sont de plus en plus équipées de très hautes cheminées qui dispersent la pollution locale.

Aux Etats-Unis, on en compte plus de deux cents mesurant entre 120 et 360 mètres de haut. Au Canada, l'une d'elles dépasse 400 mètres. Ces cheminées internationalisent la pollution car les oxydes sont entraînés au gré des vents sur des milliers de kilomètres. Les pluies acides qui tombent sur la Scandinavie proviennent pour l'essentiel d'Europe occidentale et centrale. La moitié du soufre qui pollue l'est du Canada est venu des Etas-Unis. Le Canada reçoit des États-Unis quatre fois plus de soufre et onze fois plus d'azote qu'il n'en renvoie. Ainsi, certains pays sont « *importateurs nets* » de polluants atmosphériques et d'autres « *exportateurs nets* ».

La Suède a lancé le premier cri d'alarme lors de la conférence de Stockholm sur l'environnement, en 1972. Dans ce pays, dix mille lacs sont pratiquement morts ou sur le point de mourir du fait de l'acide.

En Norvège, deux mille lacs ont perdu tous leurs poissons et neuf mille autres sont gravement touchés. On retrouve des dégâts similaires au Canada et aux États-Unis. Ces régions sont vulnérables car leur sous-sol rocheux – pauvre en calcaire – se désagrège difficilement et ne peut guère neutraliser l'acide qu'il reçoit. Quand l'eau s'acidifie, la quantité d'aluminium qu'elle renferme augmente rapidement. Les phosphates qui nourrissent les plantes aquatiques se fixent à l'aluminium et perdent leurs qualités nutritives.

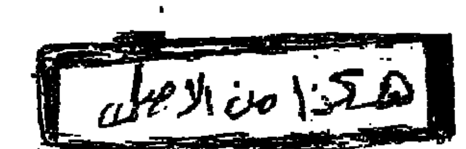
Ce type de pollution n'est pas entièrement imputable aux pluies acides. Elle se produit aussi quand les oxydes retombent sur le sol sous la forme d'une « *déposition sèche* » qui affecte par exemple la voûte des forêts d'arbres à feuilles persistantes. En Allemagne fédérale, 7,7 % des forêts sont mortes en 1982 d'une maladie due à l'accumulation de polluants atmosphériques qui libèrent l'aluminium dans le sol et facilitent la destruction par les bactéries des fines racines des arbres. L'acidification des sols libère certains métaux (cadmium, plomb) qui peuvent atteindre les eaux souterraines et s'introduire dans les chaînes alimentaires. D'où l'existence de risques indirects sur la santé de l'homme.

Que faire ? L'apport de chaux aux lacs et rivières stoppe la dégradation des eaux. Depuis 1976, les Suédois ont traité à la chaux 1 500 lacs. Mais le chaulage n'est qu'un remède provisoire et imparfait. La seule solution rationnelle et durable consiste à réduire les émissions de polluants en éliminant le soufre des combustibles ou des gaz émis. Diverses techniques sont déjà appliquées : lavage du charbon, brûlage, température inférieure, épuration des gaz avant qu'ils n'atteignent l'atmosphère. Au Japon, on recourt sur une grande échelle à la dénitrification des fumées.

Le système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS), *qui dépend du P.N.U.E.*, observe l'évolution des pluies acides grâce à une cinquantaine de stations dans dix-huit pays. Une trentaine d'États européens ont conclu une convention sur le transport à longue distance de la pollution atmosphérique. Malgré ces contrôles, le problème risque d'empirer si l'on triple comme prévu d'ici à l'an 2000 le programme de combustion de la houille.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Les deux autres sujets abordés dans le rapport sont les « déchets industriels dangereux » et les « aspects écologiques des fermes énergicoles », c'est-à-dire la production de bois, de fibre et de produits végétaux utilisés comme combustible industriel (l'« énergie verte »).



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 juin

Hésitant
baisse de l'or

Après sa baisse symbolique de la veille (moins 0,03 %), le marché parisien s'est montré de nouveau hésitant mardi, l'indicateur instantané cédant 0,2 % à l'approche du son de cloche final.

« Finalement, la Bourse de Paris résiste fort bien aux incertitudes qui prévalent à Wall Street », *constate un familier du Palais Brongniart, faisant remarquer le faible volume des échanges qui, selon lui, contribue à imprimer un ton irrégulier à la cote.*

De fait, seuls 132 millions de francs ont été négociés à terme, lundi, sur les valeurs françaises. « Le marché doit essayer de compter sur ses propres forces étant donné que les investisseurs étrangers se montrent plus discrets après avoir passé de très importants ordres d'achats depuis le début de l'année », *explique un spécialiste.*

A vingt-quatre heures de l'intervention télévisée du président Mitterrand prévue pour mercredi soir, les boursiers sont de plus en plus convaincus que l'actualité aidant, le chef de l'État sera certainement conduit à centrer ses propos sur la situation intérieure, consacrant une portion congrue au problème numéro un des opérateurs : l'irrésistible ascension du dollar.

Commençant à corriger sa forte hausse des derniers jours, Beghin-Say, qui avait encore gagné 3,8 % lundi, perd 4 % le lendemain, suivi dans les mêmes proportions par Routière Colas, U.C.B., Pétroles B.P. et Esso. A l'inverse, A.D.G., Générale de Fonderie et Creusot-Loire gagnent aux environs de 3 %.

Vif repli de l'or international, à 403,15 dollars l'once à Londres (408,75 la veille). A Paris, le lingot perd 1 700 F à 100 400 F et le napoléon 1 F à 694 F.

Dollar-titre : environ 9,45 F.

NEW-YORK

Irrégulier mais résistant

La semaine s'est ouverte à Wall Street comme la précédente s'est achevée : sur une note irrégulière et un fond de résistance très marquée. Redescendu à 1 203,83, puis remonté à 1 223,26, l'indice des industrielles s'est finalement établi à 1 214, soit à 1,20 point au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la séance a, pour une fois, été à l'image de ce résultat. Sur 1 972 valeurs traitées, 858 ont progressé, 737 ont baissé et 377 n'ont pas varié.

L'annonce, à la veille du week-end, d'une contraction de 400 millions de dollars de la masse monétaire, après deux gonflements successifs, a quelque peu atténué les craintes éprouvées par le marché sur un resserrement des conditions de crédit. Mais elle ne les a pas entièrement dissipées.

Les déclarations faites par M. Martin Feldstein, président des conseillers économiques de la Maison Blanche, sur d'éventuelles mesures que le Fed pourrait être amené à prendre dans le cadre de la lutte contre l'inflation ont maintenu l'attention en éveil. Vigilants, les opérateurs l'ont été, et, de la vigilance à la prudence, il n'y a qu'un pas. L'évolution des cours l'a amplement démontré. L'activité a porté sur 87,67 millions de titres, contre 83,11 millions la veille.

VALEURS	Cours du 3 juin	Cours du 6 juin
Alcoa	38 1/4	38 3/4
A.T.T.	64 7/8	64 5/8
Boeing	43 3/4	43 3/8
Chase Manhattan Bank	57 3/8	56 5/8
Du Pont de Nemours	48 1/4	48 1/2
Eastman Kodak	74 1/8	73 1/8
Exxon	33 7/8	33 7/8
Ford	51 3/8	53 1/8
General Electric	54 3/4	54 7/8
General Foods	43 3/4	43 3/4
General Motors	68 7/8	69 3/4
Goodyear	33	32 5/8
I.B.M.	114	115 5/8
I.T.T.	38 3/4	38 5/8
Mobil Oil	29 5/8	29 7/8
Pfizer	78 3/4	77 1/8
Schlumberger	47 3/4	47 7/8
Texaco	34 1/8	34 1/4
U.A.L. Inc.	34	35 3/8
Union Carbide	69 1/2	69 7/8
U.S. Steel	25 1/4	25 1/8
Westinghouse	50 1/4	50 1/8
Xerox Corp.	47 3/8	47 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ORTIZ-MIKO. – Bien connue des familiers des salles obscures pour les crèmes glacées vendues à l'entracte sous son nom, la société Ortiz-Miko va faire son entrée le 14 juin prochain au second marché de la Bourse de Paris sur la base d'un prix d'offre minimum qui pourrait être voisin de 600 F. L'opération sera menée par la charge d'agent de change Melendès, et par deux établissements bancaires : le Crédit lyonnais et la Société nancéienne de crédit Varin-Bernier.

Affaire familiale par excellence puisque les cinq frères Ortiz sont aux commandes de l'entreprise, cette société lorraine a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires supérieur à 2,5 milliards de francs.

UNION DU CRÉDIT COOPÉRATIF. – La Banque de l'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations) a accru de 15,7 % le volume de ses crédits en 1982, lesquels ont atteint 2,4 milliards de francs, a annoncé M. Jacques Moreau, président de l'Union du crédit coopératif (U.C.C.).

Le résultat consolidé du groupe s'établit à 10,7 millions de francs contre 10,8 millions en 1981, mais, a précisé M. Moreau, le résultat de la caisse centrale, organe financier du groupe, a progressé de 72 %.

Devant la presse M. Moreau s'est inquiété de la priorité accordée à l'industrie dans les financements à taux privilégiés, tout en reconnaissant qu'elle n'a pas « jusqu'ici » entraîné de risque de « rupture pour l'économie sociale ».

Le président du Crédit coopératif a également annoncé que l'U.C.C. étudiait actuellement la création d'un « titre associatif », accessible aux associations qui gèrent des équipements sociaux ou de loisirs.

Cette année, pour son financement, le groupe lancera vraisemblablement un emprunt unique au début du quatrième trimestre d'un montant supérieur à celui placé l'an dernier (700 millions de francs), a-t-il enfin indiqué.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	3 juin	6 juin
Valeurs françaises	127,1	127,8
Valeurs étrangères	130,7	130,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	3 juin	6 juin
Indice général	126	126,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 7 juin .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6 juin	7 juin
1 dollar (en yens)	240,65	240,85

BOURSE DE PARIS — Comptant — 7 JUIN

SICAV

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/6	Cours des billets aux guichets – Achat	Cours des billets aux guichets – Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 713	7 707	7 510	7 910
Allemagne (100 DM)	300 700	300 680	290	310
Belgique (100 F)	15 054	15 054	14 500	15 600
Pays Bas (100 fl.)	267 600	268 100	256	276
Danemark (100 krd)	84 020	84 150	80	88
Norvège (100 k)	106 740	106 620	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	12 215	12 100	11 800	12 600
Grèce (100 drachmes)	9 135	9 152	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 071	5 072	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	364 250	363 050	350	371
Suède (100 krs)	101 150	101	96	103
Autriche (100 sch)	42 720	42 680	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 417	5 410	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	7 560	7 540	6 850	8 250
Canada ($ can 1)	6 251	6 242	6 150	6 450
Japon (100 yens)	3 211	3 210	3 080	3 240

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/6
Or fin (kilo en barre)	102200	100600
Or fin (en lingot)	102100	100400
Pièce française (20 fr)	695	694
Pièce française (10 fr)	401	.....
Pièce suisse (20 fr)	671	671
Pièce latine (20 fr)	650	640
Souverain	824	818
Pièce de 20 dollars	3910	3900
Pièce de 10 dollars	1880	1880
Pièce de 5 dollars	1210	.....
Pièce de 50 pesos	4315	4300
Pièce de 10 florins	689	689

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1983 a été tiré à 528 280 exemplaires

LE DIX-NEUVIÈME SOMMET DE L'O.U.A.

Le problème de la participation de la « République sahraouie » retarde l'ouverture des travaux

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. – *Comment ne pas* éprouver un vif sentiment de « déjà vu » devant *le spectacle qu'offre* une nouvelle fois l'Organisation de l'unité africaine ? *Comme ici même* il y a quinze mois, comme à Tripoli en août et novembre 1982, l'Afrique cherche, de façon presque pathétique, à surmonter ses divisions dans un climat où se mêlent l'impatience, *la* nervosité et une dose certaine d'improvisation avec, en filigrane, la crainte d'un échec fatal.

La journée du lundi 6 juin, à cet égard, fut dans la ligne des longues *palabres et des rendez-vous man*qués qui ont émaillé la vie de l'Orga*nisation depuis la rupture de février* 1982 provoquée par l'admission en *son sein de la « République* arabe sahraouie démocratique » (*R.A.S.D.*) *Une journée faite de ru*meurs et de communiqués dépassés avant même d'être publiés, de réaffirmations de principe péremptoires

Le président en exercice de l'O.U.A., chef de l'État kényan, M. Daniel Arap Moi, avait annoncé la tenue, avant le sommet, d'une réunion du comité de liaison dit des « douze » – créé après l'échec de novembre. Le sommet lui-même devait *s'ouvrir lundi après-midi. Les* « douze » ne se sont pas rencontrés et *le sommet n'était toujours pas ou*vert ce mardi en fin de matinée.

Tout le monde a pourtant fait, cette fois, le voyage d'Addis-Abeba. Certains sont même venus en force : le colonel Kadhafi, le président Bongo du Gabon, qui a une volonté farouche d'offrir à l'Afrique son candidat au poste de secrétaire général, M. Paul Okumba. Même les Somaliens sont arrivés dans la capi*tale de l'ennemi. En tout, une trentaine de chefs d'Etat, deux vice*-présidents et quelques premiers ministres.

Les dirigeants africains n'ont cependant pas chômé. Le cadre juridique retenu pour l'amorce des consultations officielles fut celui du « bureau » élu par le dix-huitième sommet, en juillet 1981 à Nairobi. Cet organisme comprend neuf pays : Angola, Congo, Gambie, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libye, Ouganda et Tanzanie. Il fut décidé de l'élargir en y faisant entrer douze autres Etats : Comores, Cameroun, Ethiopie, Guinée, Mozambique, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Leone, Togo, Tunisie et Zambie.

L'O.U.A. étant ainsi dotée d'un nouvel organisme consultatif – un de plus, – M. Moi convoquait une séance plénière à caractère informel pour qu'elle avalise cette intitiative. Le Maroc et nombre de ses amis, sans doute informés de la présence dans la salle de M. Abdelaziz, président de la R.A.S.D., ont préféré demeurer à l'écart de cette assemblée.

Voilà *pour le détail procédurier*. Restent les sourires un peu crispés *des chefs d'Etat et les petites* phrases glissées ici ou là. Ni les uns *ni les autres ne reflétaient un* grand optimisme. Ainsi le porte-parole de *la délégation libyenne*, M. Ali Triki, s'abandonnait, non sans malice, à de sombres prédictions. *« Les positions sont trop éloignées*, soupirait-il, *il n'y a pas pour le moment de compromis. Je pense qu'il n'y aura pas de sommet »*, avant d'ajouter : *« Nous avons accepté de nous asseoir aux côtés de Hissène Habré. Il faut que les autres acceptent la présence des Sahraouis. »*

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LES ATTENTATS OUTRE-MER

Quatre kilos d'explosif découverts dans un colis postal en Guadeloupe

Quatre kilos d'explosif – du tétragène – ont été découverts dans un colis postal, lundi 6 juin, au cours d'un contrôle de routine, au bureau P.T.T. de Petit-Canal, commune située au nord de Pointe-à-Pitre, sous-préfecture de la Guadeloupe. Le colis en question, adressé à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane), avait été retourné à son expéditeur guadeloupéen, l'adresse du destinataire s'étant révélée incomplète.

Cet explosif est de même nature que celui qui avait été utilisé pour la confection de la bombe désamorcée devant la gendarmerie de Basse-Terre, au cours de la nuit du 28 au 29 mai, marquée par dix-sept attentats en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane (*le Monde* du 31 mai). Ces attentats ont été revendiqués par une mystérieuse Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC).

Le tétragène découvert à Petit-Canal semble provenir des 500 kilos d'explosifs volés en février dernier en Guadeloupe.

Selon la police, les auteurs de la série d'attentats de la nuit du 28 au 29 mai auraient utilisé environ 42 kilos du produit de ce vol. Les enquêteurs estiment que la destination du colis postal n'est peut-être pas sans rapport avec la visite du secrétaire d'État aux DOM-TOM en Guyane. M. Georges Lemoine, qui se rend pour la première fois dans ce département, est arrivé lundi soir à Cayenne, où il séjournera jusqu'au jeudi soir 9 juin. La police pense que l'ARC pourrait avoir envisagé de se manifester à nouveau au cours de cette visite officielle.

Les convoyeurs de fonds attaqués dans l'Essonne ont reconnu Roger Knobelspiess

Les trois convoyeurs de fonds de la société S.P.S. qui avaient été attaqués, le 24 mai, entre Massy et Palaiseau (Essonne), par trois malfaiteurs qui s'étaient emparés des quelque 20 millions de francs que contenait le fourgon (*le Monde* du 26 mai) ont formellement reconnu Roger Knobelspiess et Michel Baron *comme étant* deux des trois auteurs de ce hold-up. En outre, un armurier à *qui Michel Baron avait acheté*, sous un nom d'emprunt, un fusil *semi-automatique quelques jours* avant le hold-up a identifié celui-ci, a-t-on appris de source policière.

A l'issue de quarante-huit heures de garde à vue au commissariat de Honfleur (Calvados), Roger Knobelspiess et Michel Baron, appréhendés le 5 juin à Honfleur (*le Monde* du 7 juin), devaient être transférés, ce *mardi 7 juin en début* d'après-midi, à Evry (Essonne), pour y être présentés à Mme Odile Capo di Casa, juge d'instruction, chargée du dossier du hold-up.

Outre les deux hommes, sept autres personnes ont été interpellées à Paris et dans la région parisienne le 5 juin. *Il* s'agit de Patrick Curti, chauffeur à la société S.P.S., propriétaire du fourgon, soupçonné d'avoir fourni des renseignements aux malfaiteurs ; sa femme, Patricia, la seule personne jusqu'ici à avoir été remise en liberté ; Gérard Lalaoua, gérant du bar Le Grillon, à Limours (Essonne), qui aurait mis en contact Knobelspiess, Baron et leur complice (un troisième homme a participé au hold-up), et Patrick Curti ; deux amies de Gérard Lalaoua ; l'amie de Roger Knobelspiess et celle de Michel Baron.

*Enfin, on a appris de source poli*cière que Roger Knobelspiess pourrait être mêlé, d'autre part, à l'attaque, survenue le 6 avril à Vincennes (Val-de-Marne), d'un autre fourgon de transport de fonds. Cinq hommes armés et revêtus de gilets pare-balles avaient ouvert le feu contre les deux convoyeurs, blessant légèrement l'un d'entre eux, et avaient réussi à s'emparer de deux des sacs transportés à bord du véhicule (*le Monde* du 8 avril).

● *Les policiers de la brigade criminelle*, chargés de l'enquête sur le double meurtre de l'avenue Trudaine, à Paris, ont interrogé, durant toute la journée du 6 juin, les habitants de cette avenue du 9e arrondissement, pour tenter de retrouver la trace du commando qui a tué deux gardiens de la paix le 31 mai.

Les inspecteurs de la Brigade criminelle espéraient aussi trouver des empreintes dans la voiture de marque *Honda*, qui avait été volée quelques jours plus tôt au producteur Georges Cravenne et que les malfaiteurs avaient sans doute utilisée pour se rendre avenue Trudaine.

Un premier examen du véhicule n'a cependant pas permis de retrouver des empreintes, probablement effacées avec soin.

● *Cinq personnes soupçonnées d'appartenir a l'ex-Front de libération nationale de la Corse*, dissous, ont été interpellées les 4 et 5 juin à Corte. M. Barthélémy Beyssier, vingt ans, stagiaire au centre de promotion sociale, a été inculpé de destruction de biens, association de malfaiteurs et reconstitution de ligue dissoute. Il a notamment reconnu sa participation à l'attentat qui a gravement blessé M. Christian Bersini, militant nationaliste, durant la « nuit bleue » du 23 mai à Corte, ainsi qu'à une tentative d'attentat contre le véhicule d'un fleuriste. M. François Taddéi, vingt-cinq ans, un autre stagiaire du C.P.S. de Corte qui avait été condamné par la Cour de sûreté de l'État pour des plasticages revendiqués par l'ex-F.L.N.C., a également été inculpé de complicité. – *(Corresp.)*.

● *Démantèlement d'un réseau de proxénétisme*. – Le groupe de répression du banditisme de Nancy vient, au terme de neuf mois d'enquête, de démanteler un important réseau de proxénétisme de dimension européenne. Au total, une vingtaine de personnes ont été inculpées dans cette affaire pour viol, association de malfaiteurs, proxénétisme, extorsion de fonds : deux ressortissants italiens, Thomas Mastrorillo, trente-deux ans, et Silvio Pietropaoli, quarante-cinq ans, sont considérés comme les principaux responsables de ce réseau. *(Corresp.)*

HEINZ BARTH EST CONDAMNÉ A LA RÉCLUSION A VIE

L'ancien lieutenant SS Heinz Barth a été condamné, mardi 7 juin, à la réclusion à perpétuité par la chambre criminelle de Berlin-Est. Heinz Barth répondait depuis le 25 mai de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en Tchécoslovaquie et en France, à Oradour-sur-Glane, au cours de la seconde guerre mondiale (*le Monde* du 1er juin). Heinz Barth a également été déchu de ses droits civiques.

Dans son réquisitoire, M. Horst Busse *avait demandé contre cet an*cien membre de la division Das Reich la prison *à vie, lui consentant* ainsi, malgré tout et implicitement, des *circonstances atténuantes, puis*que la peine de mort existe encore en *République démocratique* allemande. (*le Monde* du 4 juin).

La LICRA contre « Libération »

« AMALGAME ET TICS DE LANGAGE »

Poursuivi par la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) pour diffamation raciale et provocation à la haine raciale pour une lettre de lecteur publiée pendant les événements du Liban, en 1982, M. Serge July, directeur de *Libération*, avait, le matin même du procès, le 6 juin, expliqué dans un long article pourquoi il ne se présenterait pas devant le tribunal de Paris et, plus encore, pourquoi il n'avait pas à prouver qu'il n'était pas antisémite.

S'il considérait même comme normale, par avance, une condamnation pour *la lettre de lecteur publiée* le 31 juillet 1982, il refusait de voir les *avocats de* la *LICRA manier l'amal*game.

Aussi les défenseurs du directeur de *Libération* – Me Jean-Paul Lévy et Henri Leclerc – *se sont-ils* contentés de regretter la parution d'une lettre *« monstrueusement antisémite »*, selon M. July lui-même, et ont-ils laissé, le champ libre à la LICRA pour organiser, devant Mme Jacqueline Clavery, qui présidait le tribunal, le procès d'un quotidien.

M. Ivan Levaï, d'*Europe 1*, cité par la LICRA, confrère et *« bon ami »* de Serge July, a évoqué *« les thèses racistes, les petites déviations, les dérapages sémantiques que véhiculent les journaux »*.

D'autres témoins ont défini encore le cadre de l'antisémitisme de *Libération*. M. Léon Poliakov, en évoquant quelques figures antisémites de gauche, comme Marx ou Proudhon, l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie en désignant quelques tics de langage, quelques moments d'ironie *« trop chargés »*. Il ne restait plus aux avocats de la LICRA, Mes Danet, Weill-Raynal et Goldnadel, qu'à enfoncer le clou.

L'antisémitisme de Libération sautait aux yeux, à les écouter, dès *qu'on reprenait la collection du quo*tidien. Et à tout prendre, les différences dans l'antisémitisme entre *Libération* et *Minute* seraient minces. A gauche, à droite, la LICRA a décidé de ne laisser personne dans l'*« impunité »*.

Jugement le 4 juillet. – Ph. Bg.

L'ÉTAT APPORTE 1,5 MILLIARD DE FRANCS A C.D.F.-CHIMIE

Le contrat de plan de C.d.F.-Chimie a été signé mardi 7 juin en fin de matinée au ministère de l'industrie. Ce contrat confirme les vocations de l'entreprise dans la pétrochimie, les engrais et les spécialités chimiques. Par ce contrat, l'entreprise s'engage à mettre en œuvre les mesures indispensables au retour à la compétitivité. C.d.F.-Chimie veillera à ce que les adaptations d'effectifs s'accompagnent d'un effort de reconversion et de formation, comme c'est la règle s'agissant des entreprises publiques. Elle contribuera par ailleurs aux objectifs d'intérêt national en développant l'efficacité de sa recherche en engageant des investissements d'économies d'énergie et en prenant en compte les impératifs du commerce extérieur. En contrepartie de ces engagements, l'État apportera à C.d.F.-Chimie 1 520 millions de francs en fonds propres et quasi-fonds propres. Le contrat de Plan sera réactualisé pour prendre en compte les effets de la restructuration de la chimie.

STABILITÉ DU DOLLAR

Après sa forte hausse du lundi 6 juin qui l'avait porté à son cours record sur la place de Paris, soit 7,71 F, le dollar est resté stable, mardi 7 juin, sur les marchés des changes. A Francfort, il s'est établi un peu en dessous de 2,5650 DM, cours atteint au début de la semaine, et à Tokyo il s'est maintenu à 240 yens.

Le franc a continué de se bien comporter vis-à-vis du mark, dont le cours ne décolle guère de la barre des 3 F, et la lire s'est raffermie.

MORT DE L'ACTRICE SUÉDOISE GUNN WALLGREN

L'actrice Gunn Wallgren est morte le 4 juin à Stockholm. Elle était âgée de soixante-dix ans.

Pour les spectateurs français, l'actrice suédoise Gunn Wallgren restera l'extraordinaire personnage d'Héléna Ekdhal, l'aïeule chef de famille du dernier film d'Ingmar Bergman, Fanny et Alexandre. *Sa dignité et son autorité de riche bourgeoise, sa tendresse, sa sensibilité d'ancienne comédienne attachée au théâtre appartenant à la dynastie, son rôle de démiurge dans cette « saga » 1907 traversée de tragédie et de mystère, en ont fait une des plus grandes et des plus humaines figures bergmaniennes, vieille dame ayant gardé la jeunesse du cœur, passionnément attachée à ses souvenirs et à l'harmonie affective de l'existence.*

Née à Göteborg en 1913, Gunn Wallgren entre au Conservatoire d'art dramatique de Stockholm en 1934 et gagne, très vite, la renommée. Elle épouse un acteur, Hampe Faustman, qui devient réalisateur en 1943 et la dirige dans plusieurs de ses films. Il meurt en 1961. Gunn Wallgren se remarie, alors, avec Per-Axel Branner, metteur en scène de théâtre et de cinéma.

En 1981, Gunn Wallgren avait reçu la plus haute distinction cinématographique suédoise pour son interprétation dans un film (inédit en France), de Gunnel Lindblom, elle-même une des plus prestigieuses comédiennes d'Ingmar Bergman dans les années 50-60.

JACQUES SICLIER.

DÉCÈS DE DENISE GLASER

Denise Glaser, productrice de télévision, est morte lundi soir 6 juin à Paris, des suites d'un cancer, à l'âge de soixante-deux ans. Denise Glaser, qui avait interrompu ses activités à la télévision depuis une dizaine d'années, avait notamment créé au début des années 60 l'émission « Discorama », qu'elle anima pendant près de quinze ans le dimanche sur la première chaîne.

[Née en 1920 à Arras (Pas-de-Calais), *Denise Glaser* se fait connaître à la télévision française en 1959 *comme productrice et présentatrice de* l'émission « Discorama », chronique hebdomadaire du microsillon au cours de laquelle, dans un style sophistiqué très personnel, brocardé par les chansonniers, elle interrogeait un invité. En 1962, Denise Glaser produit « Comme il vous plaira », émission de divertissement mariant la musique classique, la chanson, le théâtre et la littérature. Depuis dix ans, la télévision avait pratiquement refusé tous ses projets d'émissions.]

A B C D E F G